

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » :
tout le cinéma
et une sélection
de sorties



L'OTAN s'est-elle trompée de stratégie ?

- Les critiques militaires s'accumulent sur l'opération « Force alliée »
- Le choix des seuls bombardements aériens est mis en cause
- La résistance de Belgrade a été sous-estimée
- Les alliés renforcent massivement leur aviation et étudient trois scénarios d'intervention au sol



Le pari gagné de « Romance »

Grâce d'abord à son interprète principale, Caroline Ducey, Catherine Breillat fait de la transgression du tabou de la « vérité » des scènes d'amour un acte de création cinématographique.

Le cinéma, p. 31 à 33

Prison pour l'ex-n° 2 malaisien

L'ancien vice-premier ministre malaisien, Anwar Ibrahim, a été condamné à six ans de prison, mercredi 14 avril, pour corruption. Il dénonce « une conspiration politique ».

p. 36

RPR : le coût des emplois fictifs

Selon Le Canard enchaîné, la rémunération de cadres du RPR entre 1990 et 1995 aurait coûté 20 millions de francs à la Ville de Paris.

p. 13



Babel tropicale

Démocratie à l'anglaise, ruines mayas, langue créole : à Belize, en Amérique centrale, le métissage est une culture.

Les voyages, p. 26 à 28

Hors l'école, la peur des sectes

L'État renforce ses moyens de contrôler la scolarité des enfants qui ne fréquentent ni l'école publique ni les établissements privés sous contrat.

p. 12

L'intérêt bien compris du mécénat

Le budget « mécénat » des entreprises augmente, preuve que le parrainage, c'est bon pour l'image.

p. 21

Cultiver des parfums

Puanteur ou senteurs, un passage en revue des plantes et fleurs qui embaument vos jardins et balcons.

p. 29

L'énergie au XXI^e siècle

Les 14 et 15 avril se tient au siège de l'Unesco, à Paris, un important colloque sur les scénarios énergétiques du siècle à venir.

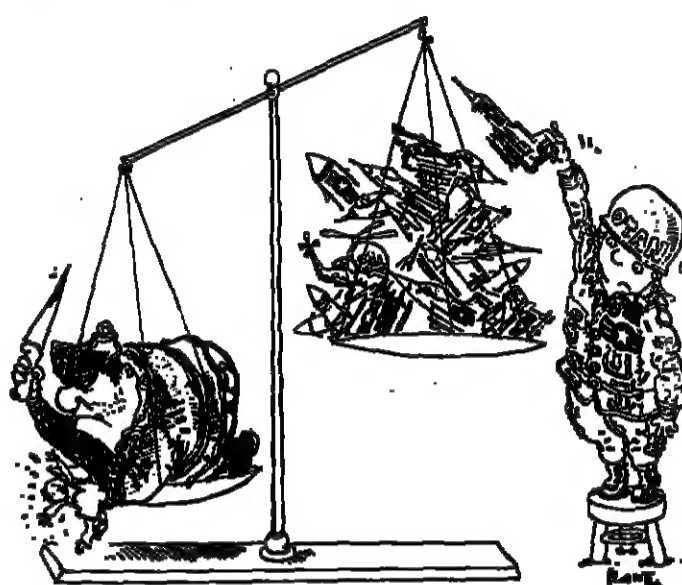
p. 20

Allemagne, 3 DM ; Arabie Saoudite, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 F ; Canada, 2,56 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 936 DR ; Hongrie, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Malaisie, 10 RM ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 160 Kčs ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 10 Kr ; Suisse, 20 Francs ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 415 - 7,50 F



REFLET des fautes de l'opération « Force alliée » et, en même temps, désir d'adresser un message de détermination à Slobodan Milosevic : l'OTAN musclee son dispositif militaire contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY). Le général Wesley Clark a demandé, mardi 13 avril, 300 avions supplémentaires aux États-Unis et sollicité la France et la Grande-Bretagne pour qu'elles augmentent aussi leur participation aérienne. Les renforts sont également terrestres : Londres va envoyer 1800 hommes de plus et 19 chars lourds en Macédoine, cependant qu'une force de 12 800 autres soldats de l'Alliance - 8 000, en majorité des Italiens, dans le cadre d'« Abri allié » et 4 800 Américains autour des hélicoptères d'attaque Apache - va s'installer en Macédoine et en Albanie. L'OTAN disposera ainsi de près de 1 000 avions et de quelque 30 000 hommes au sol face à la RFY. Le général Clark a reconnu que « Force alliée », incapable d'enrayer « l'épuration eth-



- Cinq critiques sur l'opération « Force alliée » p. 2
- Trois scénarios pour une intervention au sol p. 3
- Massacres : des réfugiés kosovars témoignent p. 4-5
- Les défilés de la Croix-Rouge et du HCR p. 5
- Le débat au PCF et l'intervention de M. Jospin p. 6
- Pendant la guerre, que fait le gouvernement ? p. 10
- Enquête : les mystères de l'UCK p. 15
- Dossier : l'islam européen des Albanais p. 16
- Débats : trois leçons pour la France p. 17
- Chroniques : Alain Rollat ; Pierre Georges p. 34 et 36

nique », n'a pas non plus empêché les troupes serbes de se renforcer au Kosovo, où elles disposeraient de 70 000 hommes et de 300 blindés. « Force alliée » fait l'objet de nombreuses critiques : impréparation, matériel choisi inadéquat, prévisions erronées, sous-estimation des réactions de l'adversaire. A Bruxelles, les Quinze devaient tenir, mercredi, un sommet extraordinaire, en présence de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU. A Moscou, l'ancien premier ministre Viktor Tchernomyrdine a été nommé représentant de Boris Eltsine pour la Yougoslavie. Dans les camps de réfugiés, nos envoyés spéciaux ont recueilli de nouveaux témoignages sur des massacres perpétrés par les forces serbes. Le Monde décrit aussi les origines et le fonctionnement de l'UCK, l'armée de libération du Kosovo.

La leçon de guerre d'un ancien du Vietnam à Bill Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président Bill Clinton a réaffirmé, lundi 12 avril, sa certitude d'un succès de la guerre aérienne et son refus d'engager des troupes au sol dans le « conflit » du Kosovo. A Washington, on n'utilise toujours pas le terme de « guerre » : selon le porte-parole de la Maison-Blanche, ce qui se passe actuellement « ne correspond pas à la définition que nous en avons ». John McCain n'est pas d'accord. Or, pour le malheur de la Maison-Blanche, ce sont les prises de position fermes de ce sénateur républicain qui semblent donner le ton.

Cet ancien pilote des « marines », grièvement blessé puis prisonnier au Vietnam pendant cinq ans avant de se lancer dans la politique, brigue aujourd'hui l'investiture de son parti pour la présidentielle de 2000. Il est l'homme politique américain qui a pris depuis le début les positions les plus tranchées sur le conflit. Dans un discours destiné à se positionner par rapport à une Maison-Blanche accusée de faiblesse comme à son parti, divisé entre isolationnistes et faucons,

il a présenté sa vision de la stratégie à employer pour vaincre M. Milosevic.

Quand on fait la guerre, c'est pour la gagner, dit ce héros d'une guerre perdue il y a un quart de siècle : « Quand un président menace d'entrer en guerre, il devrait faire des plans pour cela. Et, quand il entend n'utiliser que des moyens limités, il devrait au minimum avoir un plan de secours prêt pour un échec probable. Le président ne semble avoir ni plan A ni plan B. Si faire la guerre à la Serbie est nécessaire, alors la gagner l'est également. Éviter les pertes n'est pas notre objectif principal. C'est gagner le plus rapidement possible. J'adjure le gouvernement et le Congrès de faire preuve de la résolution et de la confiance en soi dignes d'une superpuissance. Notre cause est juste et son succès rapide impératif. Le coût d'un échec est infiniment supérieur à celui de la victoire. »

Se présentant en chef potentiel d'un parti qui se cherche, le sénateur de l'Arizona souhaite que le Congrès autorise Bill Clinton à recourir à tous les moyens nécessaires, y compris l'infanterie. Au nom de l'union na-

tionale, il a appelé « les membres du Congrès à cesser leurs débats et à s'unir pour soutenir la réalisation de notre mission ». « Si je deviens président, j'espère restaurer à la Maison-Blanche le type de leadership qu'attendent les Américains dans les crises comme celle-ci et réformer nos institutions pour que nous en soyons fiers à nouveau. »

L'appel à la fierté nationale ne s'arrête pas aux Serbes, il concerne aussi les alliés de l'OTAN. John McCain les soupçonne de s'ingérer dans la conduite des opérations et paraît vouloir leur faire porter la responsabilité d'un échec éventuel. Leur velléité de construire une identité européenne de défense doit être découragée, sauf si elle prend forme dans les institutions de l'OTAN. Les alliés européens doivent être remis à leur place : « Si nous devons prendre en charge la plus grande part de notre défense commune, nous attendons de nos alliés qu'ils prêtent autant d'attention à nos préoccupations, en Europe et ailleurs, que nous aux leurs. »

Patrice de Beer

POINT DE VUE

Relancer pour les Balkans le pacte de stabilité

par Edouard Balladur

DANS la région des Balkans, les voies de la paix pourraient passer par quelques principes susceptibles, à terme, de permettre aux populations des Balkans de coexister en paix. Le principe devrait consister à réunir à nouveau la communauté internationale autour d'une solution.

L'ONU, et en premier lieu le Conseil de sécurité, doivent avoir leur rôle à jouer. L'on ne peut imaginer non plus que la Russie, partenaire essentiel de la sécurité européenne, n'apporte pas sa contribution.

Le second principe concerne le rôle essentiel que devrait jouer l'Union européenne. L'exemple du « pacte de stabilité », mis en œuvre en 1993 par elle, à l'initiative de la France, pourrait, aujourd'hui, à nouveau nous inspirer. Nous étions alors à la veille de l'élargissement de l'Union. De très nombreux pays candidats, en Europe centrale et orientale, étaient confrontés à des problèmes de frontières et de minorités.

Plusieurs d'entre eux ne voulaient pas reconnaître, dans des textes bilatéraux signés avec leurs voisins, les frontières pourtant définies par les traités qui avaient suivi la seconde guerre mondiale. De nombreuses minorités étaient au bord de la rébellion.

La logique du pacte de stabilité élaboré en relation étroite avec l'OSCE fut d'une grande simplicité : la porte de l'UE serait d'autant plus ouverte aux candidats qu'ils auraient signé, avec leurs voisins, des traités de bon voisinage. La reconnaissance mutuelle des frontières devait avoir pour contrepartie le respect des droits des personnes appartenant aux minorités. Afin d'y parvenir, l'Union avait décidé d'aider en priorité des projets de bon voisinage.

Lire la suite page 17

Edouard Balladur, ancien premier ministre, est député (RPR) de Paris (12^e circonscription).

Algérie : six candidats à la présidence dénoncent des fraudes

SIX DES SEPT CANDIDATS à l'élection présidentielle du jeudi 15 avril en Algérie ont demandé, mardi, l'annulation des premières opérations de vote pour « fraudes » au profit d'Abdelaziz Bouteflika. Se présentant comme un « candidat indépendant », l'ancien chef de la diplomatie du président Houari Boumedienne est considéré comme le candidat du pouvoir. Les six candidats ont demandé à rencontrer mercredi le président sortant, Liamine Zerroual, avant de décider de leur conduite. Certains d'entre eux ont menacé de retirer leur candidature. Le scrutin avait commencé lundi dans les bureaux ruraux destinés aux populations nomades du Sahara et mardi dans les bureaux de vote spéciaux prévus pour les forces armées.

Lire page 8 et notre éditorial page 18

Les reclus de l'Antarctique

DEPUIS UN MOIS, la base scientifique française antarctique Dumont-d'Urville est coupée du monde. L'hivernage 1999 a commencé. Chef de l'expédition 1998, le docteur Richard Gaud raconte les difficultés de la vie quotidienne dans cet isolement total. Une partie du personnel de la station a servi de cobayes à des expériences destinées à mesurer l'adaptation immunitaire et psychologique de l'homme dans un milieu confiné. Ces travaux intéressent les agences spatiales, car les problèmes de santé des hivernants de l'Antarctique présentent des analogies avec ceux que pourraient rencontrer les équipages des futurs vols habités vers Mars.

Lire page 25

Coup de froid sur Compaq



ECKHARD PFEIFFER

PDG DE COMPAQ, le numéro 1 mondial des micro-ordinateurs, Eckhard Pfeiffer tente de calmer la colère des marchés. L'annonce d'un ralentissement de ses résultats a affolé la Bourse, qui craint pour la croissance d'un secteur jusque-là euphorique. Le développement d'Internet change aussi la donne et contraint les industriels à revoir leurs stratégies.

Lire page 19

International	2	Météorologie	29
France-Société	18	Jour	29
Régions	14	Culture	30
Horaires	15	Culture	31
Entreprises	19	Culture	32
Communication	21	Monde	34
Tableau de bord	22	Abonnements	34
Aujourd'hui	25	Radio-Télévision	35



Aujourd'hui Fête des Secrétaires & Assistantes
Offrez-leur des fleurs!

Fête des Secrétaires & Assistantes

مكتبة النخيل

BALKANS Devant les critiques formulées à l'encontre de sa stratégie, le commandant en chef des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a demandé

lundi aux pays participant à l'opération « Force alliée » d'envoyer plusieurs centaines d'avions supplémentaires pour intensifier les frappes contre la Serbie. ● LES FORCES de

l'OTAN au sol devraient être renforcées : 6 000 soldats supplémentaires seront déployés, et les États-Unis enverront 4 800 hommes autour d'une flotte d'hélicoptères d'attaque en Al-

banie. ● LES TÉMOIGNAGES recueillis par nos envoyés spéciaux confirment les informations sur les exactions perpétrées par les forces serbes au Kosovo. Lundi, la Commission des

droits de l'homme de l'ONU a condamné « la pratique généralisée de purification ethnique » et demandé au TPI de traduire en justice les auteurs de crimes contre l'humanité.

Vivement critiquée, l'OTAN va doubler son dispositif aérien contre la Serbie

Le général Clark a réclamé hier aux participants de l'opération « Force alliée » l'envoi de plusieurs centaines d'appareils supplémentaires afin d'intensifier les frappes aériennes. Réunis mercredi avec Kofi Annan, les Quinze veulent impliquer l'ONU dans un futur règlement diplomatique

L'OTAN, dont l'opération « Force alliée » contre les armées serbes entrant, mercredi 14 avril, dans sa quatrième semaine, va intensifier ses bombardements grâce à de nouveaux renforts en avions. Sa stratégie est néanmoins contestée.

● Des experts militaires américains et britanniques multiplient les critiques sur l'efficacité de l'opération « Force alliée ». Ils estiment notamment que les stratégies de l'OTAN ont sous-estimé les capacités de résistance politique et militaire du président yougoslave Slobodan Milosevic et qu'ils ont, à tort, basé leurs plans sur deux précédents : l'expérience des trappes en Bosnie en 1995 et celle de la guerre du Golfe, qui, en 1991, visait à chasser les forces irakiennes hors du Koweït.

● Le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, a confirmé mardi avoir demandé à plusieurs États membres de l'Alliance des centaines d'avions supplémentaires – dont trois cents aux seuls États-Unis – pour intensifier la campagne aérienne en Yougo-

slavie. « Petit à petit nous sommes en train de détruire » les capacités des forces militaires et paramilitaires serbes, a-t-il déclaré. Si Washington répond à ses sollicitations, le général Clark disposera de près d'un millier d'appareils, c'est-à-dire plus du double qu'au début des bombardements.

● Le président américain, Bill Clinton, qui a annoncé que la campagne aérienne allait passer à l'étape suivante avec l'arrivée des renforts, a demandé au Congrès d'approuver des fonds d'urgence, évalués entre 3 et 4 milliards de dollars par le Pentagone, pour financer l'effort américain en cours en Yougoslavie. Le Pentagone a expliqué que ce chiffre restait à affiner et qu'il couvrirait à la fois les opérations militaires et l'aide humanitaire. D'après le leader de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, la campagne militaire de l'OTAN a coûté jusqu'à maintenant aux États-Unis entre 70 et 100 millions de dollars par jour.

● Un sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne (UE), consacré en

grande partie à l'affaire du Kosovo, était prévu mercredi à Bruxelles. Pour la première fois, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, devait y participer. Selon le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, l'Allemagne, président en exercice de l'UE, devait soumettre aux Quinze un plan de sortie de crise en trois volets, dont M. Annan serait le maître d'œuvre.

● Le rôle des Nations unies

dans le règlement de la crise a été l'un des sujets à l'ordre du jour de la rencontre, mardi à Oslo, de la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, et de son homologue russe, Igor Ivanov. M^{me} Albright et M. Ivanov ont qualifié leurs discussions de « très utiles » et se sont entendus sur les « principes de base » que sont la nécessité « fin immédiate et vérifiable » de la violence serbe au Kosovo, le retrait de toutes les forces

serbes, le retour de tous les réfugiés et le libre accès à la province des organisations humanitaires. La principale divergence tourne autour du rôle de l'OTAN dans une force internationale, qui serait déployée au Kosovo dans le cadre d'un plan de paix.

● L'Albanie et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ont fait état de l'incursion, mardi, de forces serbes dans la localité de Kamenica, dans le nord de l'Albanie. Les soldats serbes se sont ensuite retirés. Belgrade a démenti. L'OTAN cherchait encore mardi à se faire confirmer ces informations. Les États-Unis ont averti qu'ils considéreraient « comme très grave toute tentative des Serbes d'élargir le conflit ».

● Un site, où la terre fraîchement remuée semble indiquer la présence d'une fosse commune, a été photographié par un avion américain de reconnaissance au Kosovo, a indiqué un responsable du Pentagone. Ces images confirmeraient le film vidéo tourné par un Kosovovar, diffusé le 3 avril par la BBC, ainsi que les témoignages de

réfugiés faisant état de l'exécution sommaire d'une centaine d'hommes au village de Veliko Krusa. Ce serait le deuxième site pouvant receler une fosse commune, identifié par les États-Unis au Kosovo, selon ce responsable américain.

● La Commission des droits de l'homme des Nations unies a fermement condamné, dans une résolution, « la pratique généralisée et systématique de purification ethnique » des autorités yougoslaves, ainsi que « les opérations militaires massives lancées par les autorités serbes contre les civils non armés au Kosovo ». La Commission a demandé à la communauté internationale et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de traduire en justice les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le texte, légèrement amendé, a été proposé par l'Organisation de la conférence islamique.

● La dernière estimation pour le nombre de réfugiés du Kosovo était, mardi, de 640 000 personnes depuis le début de la crise, en mars 1998.

Breve incursion serbe dans un village albanais

Les premiers affrontements serbo-albanais ont eu lieu, mardi 13 avril, quand des soldats serbes ont occupé, durant une heure et demie, le village frontalier albanais de Kamenica (nord de l'Albanie), où des maisons ont été incendiées, a indiqué Pier Gonggrip, un observateur de l'OSCE. Il se trouvait sur un toit à Bajram Curri, un poste situé à 12 kilomètres, d'où il écoutait le trafic radio des gardes-frontière albanais. Depuis trois jours, les forces serbes tiraient trois ou quatre salves d'artillerie journalières contre des hameaux frontaliers albanais. Mais, lundi, ces tirs ont été suivis de la première incursion serbe en territoire albanais depuis le début des frappes de l'OTAN. Les gardes-frontière albanais, une quinzaine face à une cinquantaine d'assaillants, selon leurs messages, ont riposté au fusil et au mortier avant de se replier. Selon M. Gonggrip, huit combattants de l'UCK au moins ont été tués ces trois derniers jours par les militaires serbes lors d'affrontements dans la région. — (AP)

Les cinq failles militaires de l'opération « Force alliée »

A LONDRES et à Washington, en demi-teinte dans les milieux officiels mais au gros calibre dans la presse, l'opération « Force alliée » – qu'on soit politiquement pour ou contre – fait l'objet de critiques quasi quotidiennes de la part des experts militaires. L'acte d'accusation tient en cinq points.

● Un faux précédent.

Le choix le plus fréquemment critiqué – et dénoncé comme parfaitement inadéquat – est celui du type de campagne aérienne mis au service de l'objectif politique affiché. En l'espèce, il s'agit – ce que confirment les déclarations mêmes des porte-parole de l'OTAN – de faire revenir le président Milosevic sur son refus d'entériner le texte de l'accord de Rambouillet. L'hypothèse de départ était qu'une semaine de bombardements y suffirait. Cela s'est révélé pathétiquement faux : Slobodan Milosevic n'a pas « craqué », et c'était prévisible. Le précédent le plus souvent évoqué pour fonder le préjugé initial est le revirement opéré par M. Milosevic en Bosnie en 1995, sous la pression d'une mini-campagne de raids aériens de l'OTAN. Mais, relève par exemple l'éditorialiste du

New York Times (un quotidien qui soutient l'intervention de l'OTAN), M. Milosevic n'avait alors cédé – acceptant de se rendre aux négociations de paix de Dayton – que parce qu'une offensive au sol croato-bosniaque avait mis en déroute les forces serbes.

Les autres justifications de l'opération – détruire le potentiel militaire répressif de Belgrade, notamment – n'ont été avancées qu'après que les premiers jours de bombardements eurent échoué à amener le président yougoslave à raison.

● Le mythe de l'omnipotence aérienne.

Il est largement l'héritage de la campagne (« Tempête du désert ») que les États-Unis menèrent contre l'Irak, dans le Golfe, début 1991. Là encore, le précédent est peu convaincant. Les terribles semaines de bombardements alors conduits détruisaient effectivement une bonne partie du potentiel irakien. Mais l'intervention aérienne ne prit tout son sens militaire que comme préparation à l'attaque au sol qui suivit. Le quotidien britannique *The Independent* (11 avril) écrit ainsi : « L'histoire militaire moderne enseigne qu'une campagne

aérienne en soi n'est jamais concluante. On gagne la supériorité aérienne afin que les troupes au sol puissent intervenir. » Pour des raisons politiques plus que militaires, les Occidentaux ont dû exclure à l'avance toute intervention au sol au Kosovo, du moins tant que Belgrade n'y consentirait pas : « Une erreur grave », commente Antony Lewis dans le *New York Times*.

● Une question de « dosage ».

Les critiques militaires acceptent, et respectent, les contraintes de l'opération « Force alliée ». Elles sont de deux ordres : épargner au maximum la population civile serbe – ce qui limite les possibilités de frappes – notamment par temps couvert ; faire courir le moins de risques possible aux pilotes. Mais certains contestent aussi l'impact d'une campagne conçue comme devant aller crescendo. Ils avancent que l'objectif politique aurait peut-être pu être atteint avec une série de raids initiaux beaucoup plus brutaux. A titre d'exemple, une journée moyenne durant la phase aérienne de « Tempête du désert » comprenait 2 000 sorties. En vingt jours, « Force alliée » n'en a compté « que » 6 000 (Le Monde du 14 avril).

● Une sous-estimation des capacités de l'adversaire.

Il ne s'agit pas seulement ici de la défense aérienne de la République fédérale de Yougoslavie, plus robuste et plus résistante que prévu (Le Monde du 14 avril). Mais, à l'évidence, militaires et politiques occidentaux n'avaient pas imaginé que M. Milosevic réponde aux bombardements par une vague d'« épuration ethnique » de l'ampleur de ces dernières semaines. Deux hypothèses, ici, pas plus rassurantes l'une que l'autre : on a sous-estimé l'absence de scrupules d'un régime qui avait pourtant en la matière un lourd « casier judiciaire » ; ou on a surestimé la capacité de dissuasion d'une campagne de bombardements aériens sur des hommes au sol, qui, kalachnikov au poing, mènent des opérations de terreur contre une population civile.

● L'insuffisance de certains matériels.

Même si la Yougoslavie ne faisait pas partie du pacte de Varsovie (l'alliance militaire que l'URSS avait formée avec ses satellites européens), l'OTAN n'est pas, dans cette région du monde, en terrain inconnu. Bien au contraire : elle a eu cinquante ans

pour étudier les conditions de bataille sur le théâtre européen, au sol comme en l'air, y compris les conditions météo qui, en cette année 1999, ne diffèrent pas de manière substantielle de la moyenne. Avec la Yougoslavie, l'OTAN a affaire à un pays dont le « caractère de guerre est largement celui du pacte de Varsovie, donc, en principe, familier aux états-majors occidentaux.

Pourquoi les stratégies de Bruxelles n'ont-elles pas pris le soin de monter leur opération en intégrant, dès le départ et en nombre, les appareils les plus capables d'intervenir par mauvais temps, les B1B Lancer de l'US Air Force ou les Tornado de la Royal Air Force ? S'il s'agissait, en deuxième objectif, de ralentir les opérations d'« épuration ethnique », pourquoi n'avoir pas rassemblé une flotte d'appareils capables d'endurer les chocs serbes, d'immobiliser l'infanterie, d'infiltrer les bandes armées de miliciens : des avions d'attaque américains A-10 couplés aux hélicoptères Apache, notamment ? Les A-10 commencent à opérer ; les Apache ne sont pas encore près d'être déployés.

Alain Frachon

Le général Clark peine à défendre sa stratégie

BRUXELLES

de notre correspondant

Lundi 12 avril, le général Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force alliée », déclarait à la BBC : « Milosevic est en train de perdre, et il le sait ». Le lendemain, il réclamait à Washington 300 avions supplémentaires et sollicitait la France et la Grande-Bretagne pour qu'elles renforcent également leur contribution au dispositif allié.

Venu exposer, au siège de l'OTAN, à Bruxelles, le bilan militaire de trois semaines de frappes aériennes, il a brossé une image nettement moins optimiste – du moins pour le court terme – de la situation militaire sur le terrain. Certes, le potentiel offensif de l'armée yougoslave a été fortement entamé à l'issue des quelque 6 000 sorties aériennes effectuées depuis le 24 mars : plus de 150 objectifs ont été atteints au Kosovo et sur l'ensemble du territoire yougoslave. Mais l'activité de l'armée de Belgrade reste importante malgré l'élimination de 50 à 70 % de ses réserves de carburant et la destruction de 70 % des voies de communication reliant la Serbie à la province rebelle.

« Il y a plus de forces serbes au Kosovo qu'au début de l'opération », a reconnu le général Clark, qui note, par ailleurs, que ces forces, cachées pendant les bombardements, se regroupent et se réorganisent en dépit des attaques

aériennes. Le commandant en chef a ajouté qu'il était, pour le moment, impossible de parachuter de l'aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo (Le Monde du 13 avril).

« Les avions de combat, rapides et bien équipés, peuvent échapper aux batteries antiaériennes serbes, mais pas un avion de transport, lent et contraint de voler à basse altitude », a-t-il dit.

En réponse aux interrogations sur la longueur de l'opération « Force alliée » au regard des résultats obtenus, Wesley Clark a mis ce fait sur le compte d'une météorologie défavorable : « Nous n'avons eu que sept jours de ciel clair sur vingt jours d'opérations », a-t-il regretté.

● MAUVAISE FOI

Le commandant suprême des forces alliées en Europe a également avancé le souci d'éviter au maximum les « dommages collatéraux », qui fait de cette guerre celle « qui, dans l'histoire, a fait l'usage le plus important des armes de haute précision ». Ce qui n'empêche pas quelques « bavures », comme la destruction dimanche d'un train sur la ligne Belgrade-Skopje. Le commandant en chef, qui s'est déclaré « désolé » de cette erreur, a expliqué, images vidéo à l'appui, qu'« il s'agissait de détruire un pont ferroviaire à l'aide d'un missile guidé par laser. Le tir a été effectué de loin. A la seconde où le missile est parti, un éclair est appa-

ru sur les images transmises par la caméra installée sur le missile. C'était un train. Il n'était pas possible de rappeler l'engin ».

Le général Clark s'est également défendu devant les critiques formulées sur l'imprévoyance des stratégies de l'Alliance concernant l'énorme masse de réfugiés qui s'est mise en mouvement vers les pays alentour, après le début de l'opération « Force alliée ». « Si nous avions inclus cela dans nos prévisions, nous n'aurions pas été crus », constate-t-il, stigmatisant la « mauvaise foi » des dirigeants serbes.

A ce sujet, il évoque une rencontre à Belgrade, en octobre 1998, entre lui-même, le général Naumann, président du comité militaire de l'OTAN, et les généraux yougoslaves Perisic et Djordjevic, responsables des opérations contre la rébellion de l'UCK au Kosovo. « Ils nous ont fait valoir à l'époque, en réponse à nos mises en garde sur l'augmentation considérable des forces serbes au Kosovo, qu'il ne s'agissait pour eux que d'élimer, en une semaine ou deux, les forces armées séparatistes », s'empare-t-il.

Pour l'avenir, et sans fixer de terme à l'offensive aérienne, le général Clark s'est déclaré résolu à continuer de détruire systématiquement et sans faillir les capacités de défense yougoslaves.

Luc Rosenzweig

Enfin !!
L'informatique a pris
« direct » et « entrepôt »

Mais de manière réservée aux clients les plus choisis de Direct Dépôt IC, nous proposons à nos clients une gamme de services de 2500 m². Ce type de service est réservé aux utilisateurs professionnels ayant des besoins spécifiques et une connaissance approfondie des conditions de vente.

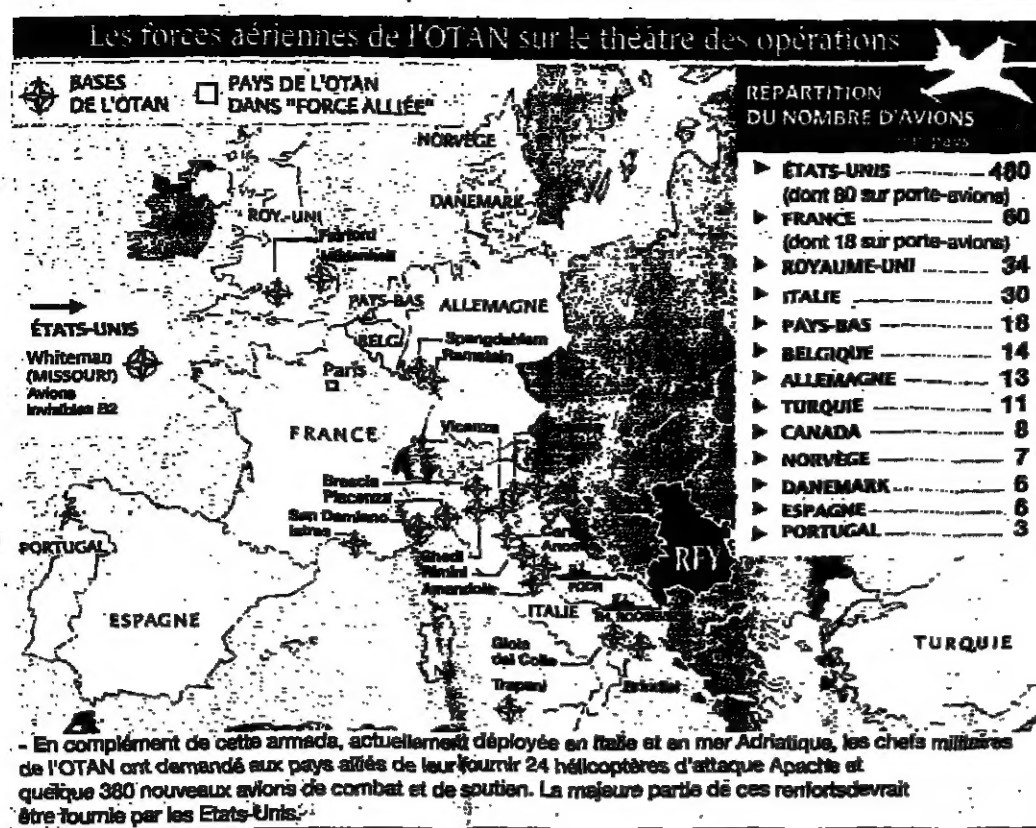
- Vente exclusive aux entreprises et professionnels.
- Entretien complet sans interruption.
- Eau de climatisation et de chauffage.
- Maintenance d'urgence 24h/24.
- Service après-vente personnalisé (en français).
- Livraison gratuite de produits.
- En cas de rupture de stock, nous vous proposons 20% de réduction à la commande.

Direct Dépôt IC
124, Bd de Verdun
92400 Courcouronnes
01 47 69 43 75
Heures d'ouverture
du lundi au vendredi
de 14h à 17h

Contradictions

L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 3



L'OTAN étudie plusieurs scénarios d'envoi d'une force terrestre au Kosovo

L'arrivée de nouvelles troupes en Albanie et en Macédoine renforce le dispositif allié d'intervention au sol. Reste l'essentiel : définir sa mission

« FORCE ALLIÉE » reste encore officiellement, à ce jour, une opération de l'OTAN destinée à « casser » l'armée yougoslave au Kosovo et ses arrières en Serbie, de façon à faire céder Slobodan Milosevic et ses généraux sous le poids des bombes et des missiles. Mais « Force alliée » évolue. En trois semaines, on a doublé progressivement le nombre des avions engagés. Voilà qu'on s'apprête, avec une nouvelle demande du général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, à le tripler pour le porter à 900 appareils, soit un peu plus de la moitié de l'armée aérienne déployée contre l'Irak en 1991. Et ce parce qu'on a sous-estimé la capacité de l'armée serbe à laisser passer l'orage et à économiser ses moyens.

À la conduite des opérations aériennes, l'OTAN a ajouté une mission civile, « Abri allié », pour escorter l'aide humanitaire destinée aux réfugiés du Kosovo dans les pays limitrophes. À terme, cette mission devrait mobiliser pas moins de 8 000 hommes, dont une majorité de soldats italiens. En outre, plusieurs pays de l'Alliance, au premier rang desquels la Grande-Bretagne et les États-Unis, annoncent un renfort de leur présence militaire au sol, notamment en Macédoine - où stationne déjà, depuis le début de l'année, une troupe portée progressivement à 12 000 hommes sous commandement britannique - et en Albanie, où Washington se prépare à installer 4 800 hommes autour d'une flotte d'hélicoptères d'attaque et d'une artillerie lourde déployée à la frontière avec le Kosovo. Soit, au total, un détachement de près de 30 000 hommes, en comptant une partie des troupes de la SFOR en Bosnie, laquelle peut devenir l'élément précurseur, mais léger dans l'état présent de son équipement, d'une force de paix appelée à intervenir en première urgence.

UNE LONGUE CAMPAGNE

En août 1998, les états-majors alliés, à Mons, avaient lancé l'étude d'une planification qui se voulait sans exclusive, y compris sur la mise sur pied d'une force de terre - configurée différemment selon les scénarios envisageables en fonction de l'évolution de la crise dans les Balkans -, que les responsables politiques de l'Alliance ont tenue à écarter. A l'OTAN, aujourd'hui, on ne s'interdit pas de réfléchir de nouveau à la question. Toutes les options restent à l'étude, disent les militaires, pour faire face à une force serbe de répression massive et brutale qui reste constituée, dans le seul Kosovo, de 33 régiments de la III^e armée (20 000 soldats appuyés par 300 blindés, 300 autres véhicules, 200 pièces d'artillerie) et de 15 000 à 20 000 hommes des forces spéciales de sécurité et de policiers, sans compter les miliciens.

Mais, ajoute-t-on aussitôt chez les militaires de l'OTAN, toutes les options - dans l'ordre terrestre - sont possibles et peuvent être remises en chantier au plus vite si, entre-temps, les responsables politiques donnent leur feu vert et si les objectifs actuels de « Force alliée » sont atteints - à savoir la maîtrise de l'espace aérien au-dessus de la région, un affaiblissement radical des forces serbes sur le terrain, une réduction drastique du potentiel militaire-industriel en Serbie même et l'incapacité, pour Belgrade, de ravitailler sa III^e armée au Kosovo.

Les théoriciens de l'OTAN, inspirés par l'armée américaine, pour laquelle une opposition frontale de vive force n'est plus de mise avec l'implosion du bloc de l'est, se font à la perspective qu'une force aéro-terrestre internationale puisse voir le jour dans les Balkans, mais au terme d'une longue campagne aérienne, à l'instar de

Selon ces scénarios, les obstacles ne sont pas tout à fait les mêmes, la difficulté majeure restant de savoir si les communistes serbes et albanophones, aujourd'hui impliqués dans des affrontements sans merci, ont véritablement envie de vivre durablement côte à côte. Si tel n'était pas le cas, les pays qui contribueraient à la force ont-ils accepté, d'ores et déjà, de s'engager militairement pour des années ?

Quelle forme qu'elle revête, cette présence internationale pose, sans compter avec les aléas liés à la nature inhospitalière du terrain (Le Monde du 2 avril), les mêmes problèmes dans l'ordre organisationnel et opérationnel. Des problèmes naturellement plus graves à résoudre dans l'hypothèse d'une opération - très risquée - de vive force au Kosovo. Ce scénario-là suppose - outre la coopération des deux États déjà impliqués, l'Albanie, mise large-

L'offensive diplomatique promet, elle aussi, d'être longue et difficile

IL N'Y AURA PAS de miracle. L'offensive diplomatique engagée cette semaine par les Occidentaux pour tenter d'avancer vers un règlement du conflit est, elle aussi, un processus lent. Et, comme l'offensive militaire, elle rencontre ses difficultés. L'entretien que l'Américain Madeleine Albright a eu à Oslo mardi avec son homologue russe Igor Ivanov n'a pas ouvert de nouvelle perspective proche. Et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ne s'envolera sans doute pas pour Belgrade après sa rencontre avec les dirigeants européens, mercredi soir à Bruxelles : il n'y a pas, à ce jour, de médiation possible.

Quoi qu'il pense de Slobodan Milosevic, Igor Ivanov n'était pas en mesure de faire à l'Albright des promesses susceptibles de débloquer la crise. « Notre discussion n'a pas été simple », a souligné le ministre russe, tout en affirmant sa disposition à poursuivre « les efforts diplomatiques pour parvenir à un règlement politique ». Les dirigeants russes ne sont manifestement pas en état d'écouter - pour des raisons de politique intérieure - le « bouger » sur le Kosovo. Il faut même renoncer pour les jours à venir à impliquer leur ministre des affaires étrangères dans une autre rencontre avec les homologues occidentaux. La réunion, au niveau ministériel, du G8 (les sept pays les plus industrialisés et la Russie), que les Allemands avaient entrepris d'organiser, ne semble plus envisageable à très court terme : un dirigeant russe ne peut apparemment pas trop s'absenter ces temps-ci avec ceux qui bombardent la Yougoslavie.

Le principal mérite du rendez-vous d'Oslo est donc d'avoir eu lieu. C'est peu dans l'immédiat, mais crucial pour la suite. Il était important, pour les Américains, de rappeler que l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie n'a pas pour objet d'humilier la Russie en frappant

l'un de ses soi-disant « alliés » et que Washington, au contraire, compte sur un dialogue constructif avec Moscou pour sortir du conflit. De même, il est important, pour les Européens, de rappeler mercredi à Bruxelles que ce conflit est le leur, qu'ils l'assument, et que leur intervention peut prétendre à une légitimité internationale. Les dirigeants français ont insisté ces derniers jours sur la nécessité - impérative à leurs yeux - que le règlement final ait la caution de l'ONU. Les Allemands sont sur la même ligne et l'on s'attendait à ce que le sommet des Quinze, mercredi soir à Bruxelles, officialise ce principe comme une exigence de l'Europe.

LE PARI DES OCCIDENTAUX

Concrètement, la démarche occidentale consiste à trouver un accord avec les Russes sur ce règlement final. Une résolution pourrait alors être adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, dans le cadre - espèrent-ils - du chapitre 7 de la Charte des Nations unies, qui autorise le recours à la force. Cela renforcerait fortement la pression qui s'exerce sur Slobodan Milosevic, même s'il s'agit (son acceptation) n'est pas garanti. Cela modifierait aussi le contexte dans lequel s'exerce l'intervention militaire occidentale, en lui conférant une légitimité internationale, élargirait l'éventail des options possibles pour la suite.

On est encore très loin de là. Pour que les Russes approuvent une résolution au Conseil de sécurité, il faut que les Occidentaux aient réglé avec eux le point sur lequel ils butent depuis Rambouillet, à savoir la nature de la force d'interposition qui serait chargée de veiller à l'application d'un règlement comportant, notamment, la délimitation de la province. Le déploiement d'une force étrangère dans un pays souverain qui n'en veut pas « reste l'un des points les plus compliqués »

sur la voie d'une solution à la crise, a dit M. Ivanov à l'issue de sa rencontre avec M^{me} Albright. Depuis le début, les Russes disent qu'ils n'approuveront sur ce point ce que le régime de Belgrade sera prêt à accepter. Le ministre russe des affaires étrangères s'est néanmoins montré plus ouvert mardi : il faut, a-t-il dit, continuer de discuter pour trouver « une forme acceptable de présence internationale au Kosovo » qui ne soit pas purement et simplement une émanation de l'OTAN, mais implique aussi l'ONU et l'OSCE.

Les Occidentaux ont fait preuve également d'une certaine ouverture sur ce point, mais ils n'ont pas, à ce stade, accordé leurs violons. Les Américains insistent pour que l'OTAN contrôle effectivement la future opération d'interposition et pour que cette dernière soit « robuste », fût-ce avec un mandat de l'ONU et, comme cela se passe actuellement pour la SFOR en Bosnie, avec la participation de contingents de pays non-membres de l'Alliance, comme la Russie. Les Français sont plutôt sur cette ligne de l'efficacité militaire, mais partisans d'examiner diverses formes d'emballage pour éviter un affichage trop provocateur de l'OTAN. Les Allemands semblent aller plus loin et auraient proposé une force plus légère que celle qui était prévue dans le projet de Rambouillet, dès lors que le désarmement de la province aurait été accepté par les parties et que des contingents de l'OTAN resteraient stationnés dans les pays voisins.

Tout cela demande encore des ajustements peut-être difficiles entre alliés, plus difficiles encore entre les Occidentaux et les Russes. Le pari est qu'ils finiront par choisir, plutôt qu'une opposition qui les marginalise, une participation active, pour eux plus gratifiante, à l'élaboration d'un règlement.

Claire Tréan

L'« espion » français des Serbes « solidaire » des alliés

Le commandant Pierre-Henri Bunel - mis en examen et écroué à la prison de la Santé, depuis fin octobre 1998, pour « intelligence avec l'ennemi » au profit des Serbes, alors qu'il était en poste à Bruxelles - a fait savoir, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il était « solidaire » des troupes de l'OTAN et des frappes aériennes. « Il ne s'agit pas d'un revirement de sa part, explique M^{re} Eric Najstiat. M. Bunel affirme n'avoir jamais agi par sentiment pro-serbe, contrairement à ce qu'on lui a dit, à l'époque, des fautes malveillantes ». « Mon client, a ajouté son défenseur, reconnaît avoir commis une faute professionnelle, et il a agi pour des motifs strictement humanitaires ». Le commandant Bunel est accusé d'avoir, à l'été 1998, fourni à un agent serbe, à Bruxelles, des informations sur la nature des cibles visées par l'OTAN. Il ne veut pas, selon M^{re} Najstiat, qu'on lui impute, aujourd'hui, que les relations de la France avec l'OTAN seraient difficiles depuis son arrestation. — (AFR)

ce qui s'est passé en Irak, où six semaines de raids aériens avaient précédé quatre jours de combats au sol.

Là où le débat commence, c'est quand il faut déterminer la nature, les missions, l'environnement politique, la composition, l'équipement, la localisation et le calendrier de cette force internationale. C'est-à-dire l'essentiel, compte-tenu des divergences qui peuvent exister d'une part au sein des pays membres de l'OTAN, de l'autre entre eux et ceux, hors Alliance, qui seraient sollicités pour y participer. Les différentes configurations peuvent aller, selon les circonstances, d'une force (envisagée lors des discussions de Rambouillet) de 26 000 à 28 000 hommes, après un accord de paix et un cessez-le-feu, jusqu'à la « projection » d'un dispositif qui réunirait 200 000 à 300 000 soldats (selon qu'on compte ou non le soutien des combattants), pour sécuriser en permanence le Kosovo dans un environnement hostile dès le départ, en passant par une force de 70 000 à 90 000 hommes, dont le rôle serait d'accompagner le retour et l'installation des réfugiés chez eux, malgré l'existence de « poches » menaçantes de résistance serbe.

ment à contribution à ce jour, et la Macédoine, débarrassée d'être adossée à l'OTAN - l'entrée en scène de pays comme la Hongrie, la Bosnie, la Grèce, voire la Bulgarie, invitées à apporter, d'une façon ou d'une autre, un soutien logistique à une option militaire de l'OTAN qui pourrait, dès lors, dépasser le seul théâtre yougoslave.

Enfin, la chaîne de commandement d'une telle force, selon qu'elle se voudrait de sécurité, d'interposition à des fins humanitaires, de rétablissement de la paix ou d'invasion, importe beaucoup. Peut-il y avoir « commandement dual » de l'OTAN et d'une autre organisation (ONU, OSCE ou toute autre) - comme aux premiers temps en Bosnie, où l'on observa de très sérieux dysfonctionnements - ou faut-il se contenter du drapeau de l'OTAN, sous lequel ont lieu les bombardements actuels, au risque d'aggraver le danger de différends politiques avec les autres institutions de la communauté internationale ? L'interrogation est loin d'être innocente, et la réponse qui sera apportée donnera son sens à cette mission.

Jacques Isnard

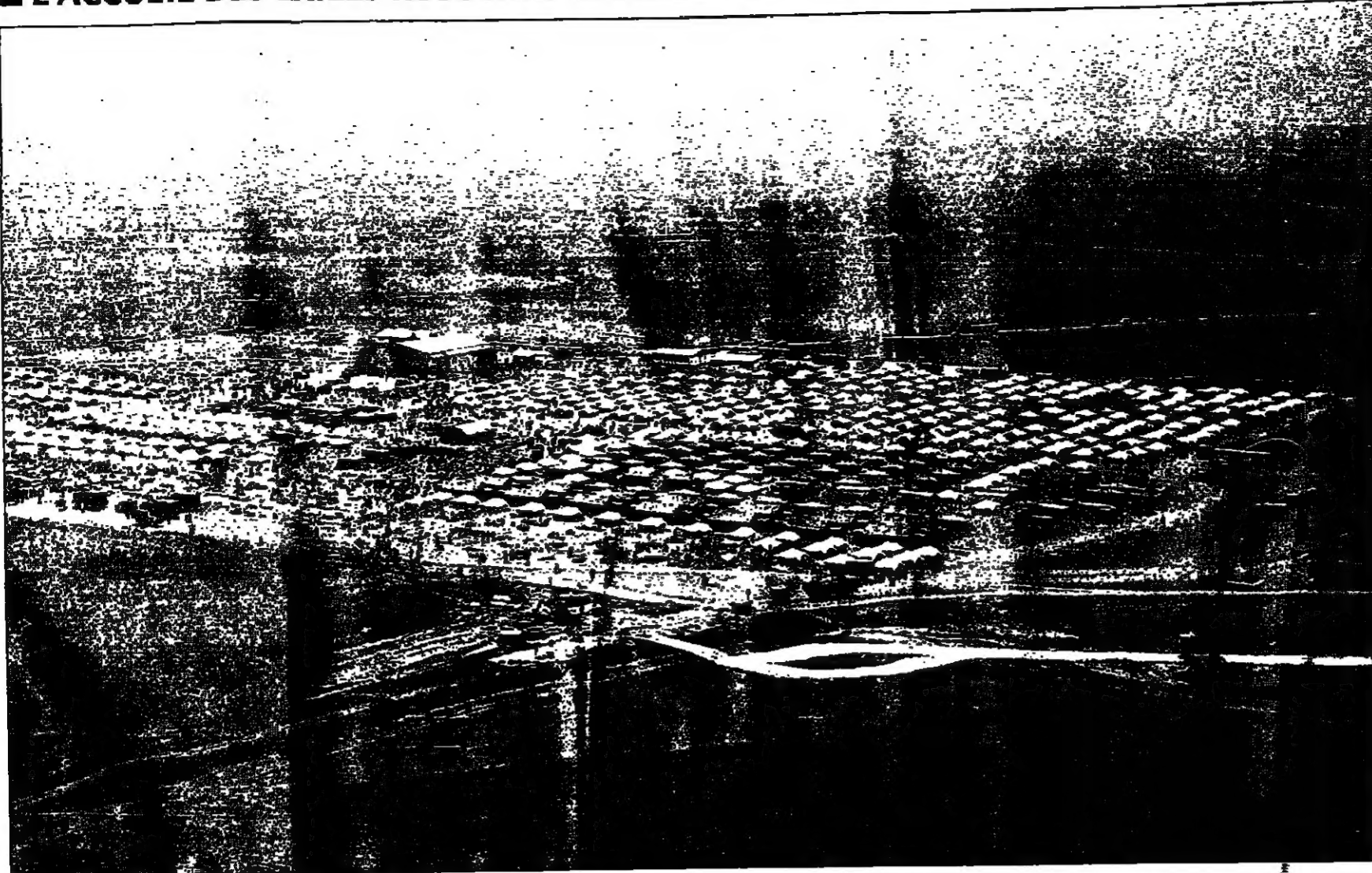
Aujourd'hui
Fête des Secrétaires
& Assistantes

Offrez-leur
des fleurs!

Fête des Secrétaires & Assistantes

هكذا من الأصل

■ L'ACCUEIL DES EXILÉS KOSOVARS DANS LES CAMPS S'ORGANISE



Selon la dernière estimation du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), mardi 13 avril, environ 640 000 personnes ont quitté le Kosovo depuis le début de la crise, en mars 1998. Une moitié d'entre eux se trouvent en Albanie, quelque 120 000 personnes ont rejoint la Macédoine, et 80 000 se sont rendues au Monténégro. Des milliers d'autres continuent à arriver, chaque jour, aux postes-frontières, après avoir été chassés par les forces serbes. Cet afflux a pris de court les organisations humanitaires, et a contraint l'OTAN à organiser des camps, comme ci-contre en Macédoine, à Brazda et à Stenkovac, non loin de la capitale, Skopje. Ci-dessous, à Stenkovac, une file de candidats au départ pour l'Allemagne. En bas, un réfugié du camp de Brazda consulte un tableau de messages dans l'espoir de retrouver un proche.

PHOTOS REUTERS



Les réfugiés du Kosovo témoignent des exactions des forces serbes

MORINA
de notre envoyé spécial
C'est une zone mixte de plaine et de montagne, au sud-ouest du Kosovo. A vol d'oiseau, ou par les sen-

REPORTAGE
Les associations
et l'ONU tentent
de réunir le maximum
d'informations

tiers, l'Albanie n'est qu'à une vingtaine de kilomètres. Mais la route, qui suit le cours de la Drina, triple la distance. De ses doigts épais, le vieil homme indique sur la carte de la province le carré délimité par les villes de Rahovec et Suhareka, et les villages de Nerxe et Pirane. « Ça s'est passé ici, dans au moins cinq villages, peut-être plus. »

L'homme a passé le poste-frontière de Morina dans la nuit de lundi à mardi. Il y a cinq jours, lui et une poignée de ses compagnons, jetés sur la route par la police et les milices paramilitaires serbes, avaient été refoulés à vingt kilomètres de l'Albanie. Slobodan Milosevic venait d'annoncer un cessez-le-feu unilatéral. Il avait trouvé refuge dans un village laissé intact par les troupes de Belgrade. Et puis lundi soir, il a vu une colonne de réfugiés en provenance de la région de Kosovo Polje passer sur la route en direction de l'Albanie. Alors le camion bleu, avec vingt-cinq personnes, hommes, femmes et enfants, tous originaires

de Bellacërka, a pris place dans la file et quitté ce qu'un enquêteur de l'association Human rights watch appelle déjà « la zone des massacres ».

Les témoignages sont aujourd'hui nombreux, précis, concordants. S'ils ne font pas état de massacres massifs et systématiques, comme en Bosnie, ils confirment ce que les associations humanitaires craignent depuis déjà deux semaines : pendant les trois jours qui ont suivi les bombardements de l'OTAN, le 24 mars, des dizaines de personnes, sans doute des centaines, ont été exécutées par des groupes armés serbes, essentiellement les milices paramilitaires.

RAFALE DE MITRAILLETTE

Selon le vieil homme, les hommes armés sont arrivés à Bellacërka, 2 700 habitants, au petit matin. « Nous les avons vu de loin, raconte-t-il. Certains habitants sont restés, la plupart des gens sont partis. J'étais dans un groupe d'au moins deux cents personnes. On a couru vers le lit de la rivière. Nous entendions tirer. Nous nous sommes cachés sous un pont. Mais ils nous ont repérés. Ils ont séparé les hommes, ont enlevé les femmes et les enfants sur la route vers Nerxe, et nous ont demandé de nous déshabiller. Ils ont alors tout fouillé, ont pris l'argent et les papiers, puis nous ont dit de remettre nos vêtements et de nous approcher de la rivière. C'est alors qu'ils ont ouvert le feu. Je me suis jeté à l'eau, d'autres sont tombés sur moi. Et puis plus rien. Cinq minutes

plus tard, j'ai entendu une autre rafale de mitraillette, plus loin. Au bout de vingt minutes, j'ai bougé. On était six survivants, dont quatre blessés. Je n'avais rien. Je crois qu'il y avait entre trente-cinq et quarante morts, dont quatre de mes cousins. On est allé dans un village voisin où l'on s'est caché jusqu'à ce qu'ils nous disent, il y a cinq jours, de partir. » Le vieil homme dresse la liste des victimes de son clan. Il y a vingt noms.

L'association Human Rights Watch avait recueilli, cinq jours plus tôt, un témoignage similaire. Agé de quarante ans, l'homme a été entendu à l'hôpital de Kukes où il a été admis il y a six jours. Selon lui, 42 habitants de Bellacërka auraient été tués sur le bord de la rivière, mais il cite les cas de deux familles de cinq personnes et de treize personnes également abattues alors qu'elles fuyaient leur maison.

Bellacërka semble avoir été le premier massacre d'une série. Dans l'après-midi du 25 mars, Krushë e Madhe a été atteint à son tour. Selon plusieurs témoignages recueillis par Human Rights Watch, au moins 40 personnes y auraient été assassinées. Une cassette vidéo diffusée par la BBC il y a quelques jours permet d'identifier clairement quinze cadavres.

Etudiant en mathématiques à Pristina, il était rentré à Krushë e Madhe il y a trois mois, après l'arrêt des cours. Aujourd'hui, Nejmuddin est réfugié dans une famille de Kukes avec ses cousins et sa tante. Son oncle, lui, n'est pas là, officiellement

échappé dans la montagne. « Si on disait la vérité à ma tante, elle serait inconsolable », explique-t-il.

VILLAGE BRÛLÉ

L'homme est mort selon un scénario qui ressemble à celui de Bellacërka. Cette fois encore, des familles, qui avaient fui l'arrivée des milices serbes, auraient été retrouvées près d'une rivière. Les femmes et les enfants auraient été éloignés et les hommes assassinés. Aucun d'entre eux n'aurait survécu. C'est cinq jours plus tard que plusieurs jeunes gens du village, dont Nejmuddin, qui s'étaient cachés dans les montagnes, ont retrouvé les corps. Ils en auraient enterré six, avant de quitter les lieux en entendant des coups de feu. Dans le village brûlé, ils auraient également décompté neuf corps, dont cinq dans la cour de la mosquée. Selon lui, le nombre total de victimes dans le village serait supérieur à soixante-dix.

Les deux massacres sont-ils l'œuvre des mêmes auteurs ? Ont-ils encore sévi le lendemain ou d'autres ont-ils pris le relais ? Selon Human Rights Watch, une soixantaine de personnes auraient en tout cas été tuées, vendredi 26 mars, à Celine, à deux kilomètres de Krushë e Madhe. Plus d'une centaine auraient subi le même sort à Krushë e Vogel. Une dizaine, enfin, seraient morts à Pirone.

Ces crimes localisés pourraient s'expliquer par la volonté des Serbes de punir une zone réputée favorable à l'UCK. L'Armée de libération du Kosovo a en effet long-

temps disposé d'une base près du village de Retimlje, dans la montagne, au centre du fameux carré. Mais plutôt que les explications, les organisations internationales souhaitent multiplier leurs efforts pour connaître et caractériser les exactions. Les associations et les agences de l'ONU tentent ainsi de réunir le

maximum de témoignages. Enfin, le Tribunal pénal international de La Haye, qui, la semaine dernière, a recueilli les premiers éléments susceptibles de caractériser des crimes de guerre, s'apprête à ouvrir un bureau à Tirana.

Nathaniel Herzberg

PEUGEOT
NEUBAUER
A partir de 77

306

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

مكتبة من الأصل

Contradictions humanitaires

L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 5

La Macédoine fait face à un nouvel afflux

« Après l'arrivée des paramilitaires, tout le village est parti dans les bois, sauf mon oncle et ma tante, qui ont été exécutés »

SKOPJE

de nos envoyés spéciaux

Lentement, les trois autobus rouges surchargés entrent dans le camp, se frayant un passage dans la foule accourue qui tente de reconnaître derrière les vitres un parent ou un ami. Les véhicules s'immobilisent devant un quartier de tentes innocentes. Entre deux haies de paras français chargés de les guider, des dizaines de réfugiés de tous âges, de toutes conditions en descendant, certains hagards, d'autres en pleurs, pour se diriger vers leurs abris d'infortune.

Après une pause, le camp de Stenkovac, l'un des deux grands camps montés par l'OTAN près de Skopje, a de nouveaux accueilli mardi 13 avril plusieurs centaines de Kosovars chassés de chez eux par les forces serbes. L'organisation humanitaire CARE, à laquelle le Haut-Comité aux réfugiés des Nations unies (HCR) a maintenant confié l'administration du camp, faisait état en fin de journée de l'arrivée de 1 500 nouveaux réfugiés. Un premier convoi de 500 personnes avait franchi la frontière en fin de mai-

en Macédoine : « Il a été identifié et sa maison a été rasée dès le lendemain », assure-t-il.

Fatima a commencé son exode depuis plus longtemps encore. Agée de quarante-huit ans, originaire d'un village situé à une quarantaine de kilomètres, elle a fui il y a plus de deux mois lorsque des unités serbes sont venues s'installer dans la petite localité. Elle a vécu avec les gens dans les bois pendant près de trois semaines, puis elle s'est abritée à Uroševac. Au village voisin de Sojeva, Chefket, un monteur d'auto-école de quarante-trois ans, a vu arriver l'armée yougoslave il y a neuf jours pour y décrire le couvre-feu. « Le lendemain, raconte-t-il, les paramilitaires sont arrivés et ont tiré des coups de feu dans toutes les directions. Tout le village est parti dans les bois, sauf mon oncle et ma tante, qui ont été exécutés. Plus tard dans la journée, les paramilitaires sont partis à notre recherche, ils nous ont trouvés et ils ont pris notre argent et les bijoux des femmes. Puis je suis allé à Uroševac. »

Chefket s'y est installé chez sa fille, jusqu'à ce que les paramilitaires fassent irruption dans la maison. Il est frappé, menacé de mort. « J'ai reconnu certains d'entre eux, ajoute-t-il, alors nous sommes partis nous installer dans une maison abandonnée pendant deux jours, puis, ce matin, nous avons réussi à prendre le train. »

UN TEST IMPORTANT

Chasser les Kosovars des bois, des villages, les pousser vers la ville et de là, en les terrorisant, les inciter à fuir : telle semble être la tactique mise en œuvre pour les forces armées serbes dans la région d'Uroševac, face à la Macédoine. Les réfugiés rencontrés à Stenkovac évoquent la présence dans la ville de plusieurs milliers de personnes qui pourraient à nouveau affluer à la frontière. Outre les problèmes que cela va de nouveau poser pour leur accueil, la reprise des expulsions vers la Macédoine semble confirmer l'aggravation générale de la situation au Kosovo.

Le pourrissement de la situation ne sera pas sans conséquences pour la Macédoine, où la tension reste latente entre un gouvernement qui cherche à rester le plus neutre possible et une communauté albanaise qui vit mal la situation. Le départ des troupes de l'OTAN des deux grands camps de réfugiés qu'elles ont installés il y a dix jours près de Skopje et de celui de l'armée allemande près de Tetovo va être un test important. Leur administration est maintenant officiellement passée entre les mains du HCR et des organisations humanitaires avec lesquelles il travaille. À partir de jeudi, les militaires occidentaux doivent commencer à amorcer leur retrait de ces camps, où ils assurent ces derniers jours encore l'essentiel des opérations logistiques, et surtout où leur présence avait un effet rassurant pour les réfugiés.

Le gouvernement macédonien, qui assurait jusque-là la garde à l'extérieur des camps pour que les gens ne soient pas, doit envoyer maintenant des policiers à l'intérieur. Or cette décision n'est pas loin d'être ressentie comme une provocation par les réfugiés, qui redoutent un face-à-face avec une police macédonienne qu'ils considèrent comme étant sympathisante avec la cause serbe. À Stenkovac, les représentants des réfugiés ont demandé d'avoir mercredi une réunion avec le HCR et les responsables du contingent français de l'OTAN présent sur place pour leur demander de s'occuper à leur retrait. Celui-ci n'en semble pas moins inéluctable.

Le HCR et les représentants des contingents occidentaux concernés assurent cependant que toutes les garanties ont été prises auprès des autorités macédoniennes pour que leur présence policière soit la plus discrète possible et qu'elles acceptent, au moins les premiers temps, des patrouilles de surveillance de l'OTAN.

Henri de Bresson
et Gilles Paris

Une épreuve de vérité pour les grandes organisations humanitaires

L'OTAN s'est engouffrée sur le terrain de l'aide aux réfugiés

Devant la défaillance des grandes institutions humanitaires, prises de court par la crise au Kosovo, l'OTAN a été tentée de prendre en main le

problème des réfugiés. Alors que les ONG dénoncent cette confusion des genres, le ministre français en charge de l'action humanitaire,

Charles Josselin, a annoncé, lundi 12 avril, qu'une clarification était en cours sur la répartition des rôles.

LA CRISE du Kosovo est une difficile épreuve de vérité pour certaines grandes organisations humanitaires qu'on attendait aux avant-postes et qui semblent débordées par les événements. C'est le cas pour le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), qui dispose statutairement d'un droit d'intervention, et pour le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), agence de l'ONU dont le mandat est d'assurer la protection et la sécurité des réfugiés.

S'exprimant pour la première fois depuis le départ de ses délégués du Kosovo, au début de l'intervention aérienne de l'OTAN, le CICR a fait savoir, lundi 12 avril, qu'il souhaitait retourner dans la province. Son président, Cornelio Sommaruga, avait envoyé un courrier en ce sens la semaine dernière à Slobodan Milosevic : la réponse de Belgrade n'a pas paru valoir assurance que la sécurité des délégués serait garantie dans la province et on en est resté là.

Mais le CICR est aussi très peu visible dans la gestion de la situation créée par l'afflux massif de ré-

fugiés dans les pays voisins du Kosovo. Or c'est à lui qu'il revient, en principe, d'organiser une « agence centrale de recherches » pour mettre en contact les familles séparées, rechercher et recenser les disparus et (ce qui supposerait un accès au terrain) transmettre des messages aux prisonniers de guerre s'il y en a.

INITIATIVES PRIVÉES

Cette fonction de centralisation des recherches n'est pas pour l'instant assurée. Des initiatives privées se sont mises en place : c'est le cas de la petite ONG Télécom sans frontières, débordée par le succès des téléphones qu'elle met à la disposition des réfugiés en Albanie, ou de diverses radios - la Radio albanaise, la Deutsche Welle, Voice of America - qui diffusent des messages pour faire se retrouver les familles séparées.

Le CICR a passé un accord avec ces radios et faisait valoir lundi que les noms de 500 personnes à la recherche de leurs proches étaient diffusés sur ces ondes et publiés dans des journaux en Albanie. Les

téléphones qu'il a mis à la disposition des réfugiés dans les camps en Albanie avaient permis en une semaine à 250 personnes de reprendre contact avec leurs proches, indiquait-on aussi au siège de l'Organisation à Genève. Mais ces moyens semblent très insuffisants devant l'ampleur des besoins et alors qu'une partie des réfugiés est en cours de dispersion dans de nombreux pays d'accueil.

La même paralysie devant l'urgence a semblé saisir aussi le HCR au début de la crise. Plusieurs voix ont dénoncé son incapacité à assumer sa fonction première, qui est d'enregistrer les réfugiés afin de leur garantir une identité juridique et un statut. On a critiqué aussi son absence dans les décisions prises d'imposer telle ou telle destination à une partie des réfugiés (Le Monde du 13 avril).

CONFUSION DES GENRES

« L'absence des grandes institutions et organisations internationales est criante », déclarait lundi, après d'autres, une mission de la Fédération internationale des droits de

l'homme de retour du Monténégro. L'OTAN s'est engouffrée sur le terrain laissé libre. Des camps ont été installés par les soldats alliés en Macédoine, 8 000 hommes ont été affectés à l'opération « Abri allié » pour l'acheminement des secours en Albanie. Plusieurs ONG ont dénoncé avec virulence le beau rôle que s'arroge une organisation militaire partie prenante au conflit, dont elles ne veulent pas devenir les prestataires de service, ce qui serait à leurs yeux entacher le principe de la neutralité de l'action humanitaire. L'OTAN pourrait rétorquer que l'efficacité est sa justification. Médecins sans frontières, devant cette confusion des genres, somment la semaine dernière le HCR de se ressaisir et d'assumer sa mission.

Les grandes institutions humanitaires, pourtant dotées d'un mandat international précis et fort, ont « raté » le début de la crise du Kosovo, ce qui devrait les obliger, le moment venu, à une réflexion critique sur elles-mêmes.

Claire Tréan

La région de la Drenica en péril

L'ambassadeur à Skopje, Jacques Hinzinger, a fait état, mardi 13 avril, de nouvelles alarmes venant des régions situées au nord-ouest de Pristina et du massif de la Drenica, l'un des anciens fiefs de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les vivres commencent à sérieusement manquer et la situation « serait déplorable. Sur le plan militaire, les accrochages, selon des informations fragmentaires, deviendraient plus nombreux, signe d'une réapparition de l'UCK, dont on avait dit qu'elle avait subi des revers graves au début des troupes de l'OTAN. Elle profiterait maintenant de ce que les déplacements de l'armée serbe deviennent plus compliqués en raison des attaques aériennes occidentales.

née au poste-frontière de Blace, à une vingtaine de kilomètres de là. Plusieurs autres ont suivi. Tous les réfugiés arrivaient par train de la ville d'Uroševac, à 35 kilomètres au nord. Ils étaient transportés sans attente vers Stenkovac.

Depuis plusieurs jours le flot de réfugiés venant du Kosovo en Macédoine s'était pratiquement tari. Seuls des petits groupes avaient été encore signalés à plusieurs points de passage. Les convois de mardi faisaient craindre un nouvel afflux massif. Selon les témoignages recueillis parmi les arrivants, les forces serbes ont entrepris de vider la région d'Uroševac de ses habitants.

FORTUNES DIVERSES

Gani, Fatima et Chefket ont connu des fortunes diverses jusqu'à leur arrivée au camp de Stenkovac. Gani, un jeune condonier de trente et un ans, a été jeté sur les routes dès le début des bombardements de l'OTAN. Coincé dans la longue queue de réfugiés qui s'attendaient pendant des jours de pouvoir atteindre le poste-frontière de Blace, bloqué par les Macédoniens, il est revenu sur ses pas avec des amis à l'annonce du cessez-le-feu serbe de Péquies. Ils ont enté de village en village, couchant trois nuits dans les bois, avant de regagner Uroševac. « J'ai vu quatre cadavres et des dizaines de maisons abandonnées, pillées ou dévastées, notamment celle qui servait de quartier général à l'OSCE », confie-t-il.

À Uroševac, il y avait encore de l'eau et de l'électricité dans la journée, mais la terreur entretenue par les forces paramilitaires serbes ont eu raison de Gani. Mardi matin, il a réussi à grimper avec sa famille dans un train pris d'assaut par des dizaines de Kosovars désarmés. Gani veut témoigner. Son frère aîné, lui, se montre plus prudent. Il a encore en mémoire les conséquences du témoignage d'un réfugié recueilli



مكتبة من الأصل

PEUGEOT
NEUBAUER
à partir de 77 500 Frs

CVT 75017 Paris
24 22 88 88

L'incertitude demeure sur l'accueil des réfugiés kosovars

M. Jospin annonce une « procédure simplifiée »

OSCILLANT entre fermeté et générosité, l'attitude du gouvernement français à l'égard des demandeurs d'asile kosovars n'en finit pas de révéler son ambiguïté. Alors que les manifestations de solidarité se multiplient en France, les procédures administratives permettant l'accueil concret de réfugiés dans l'Hexagone demeurent dans le flou.

Lionel Jospin, comme l'avait fait, la veille, le président de la République Jacques Chirac, a rendu hommage, mardi 13 avril, à la mobilisation de l'opinion française. Devant l'Assemblée nationale, le premier ministre a « relevé » la « puissante réponse apportée par nos compatriotes concernant l'accueil en France de familles de réfugiés ». Il s'est aussi efforcé de répondre aux critiques sur les réserves françaises en matière d'accueil. « L'urgence est d'organiser et de protéger les réfugiés du Kosovo au plus près de leur région d'origine (...) pour préparer leur retour dans leur pays », a répété le chef du gouvernement, tout en précisant qu'il avait aussi été mise en place « une procédure permettant à des familles et à des collectivités françaises d'accueillir provisoirement des réfugiés ».

Pourtant, l'incertitude continue de régner à propos des formalités administratives permettant d'enregistrer puis d'autoriser à séjourner en France les demandeurs d'asile actuellement concentrés dans les camps d'Albanie et de Macédoine. Mardi, Le Parisien a publié le texte très restrictif d'un télégramme diplomatique adressé, début avril, à tous les consulats de France en Europe concernant l'examen des demandes de visa émanant de ressortissants yougoslaves ou serbes. « Chaque cas sera traité individuellement », a précisé le texte. « Particulièrement attentif aux considérations d'ordre public et au risque migratoire élevé (...) sans pour autant interrompre tout flux de circulation vers la France ».

ASILE TERRITORIAL

Le gouvernement a rapidement démenti tout lien entre ce télégramme et la situation des réfugiés kosovars en faveur desquels un « régime spécifique d'accueil a été défini ». Au ministère des affaires étrangères, on précisait, mardi, que les Kosovars volontaires pour la France « sont, après enregistrement par le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies), dispensés de l'obligation de visa » et sont alors accueillis en vertu de l'asile territorial. Cette procédure, pratiquée depuis des années pour quelques milliers d'Algériens, a été officialisée par la loi Chevènement sur l'immigration. Les intéressés, après examen individuel, bénéficient d'une simple autorisation provisoire de séjour en France, éventuellement assortie du droit au travail. Cette situation est largement plus précaire que le statut

de réfugié prévu par la Convention de Genève, auquel les victimes de la répression serbe au Kosovo ont manifestement droit.

Appuyant ces explications prétendument rassurantes, M. Jospin a précisé, mardi, devant les députés que « non seulement, ces réfugiés candidats à venir chez nous ne sont pas dissuadés par des formalités administratives, mais ils bénéficient d'une procédure simplifiée et accélérée des dispenses de visas ».

LIMITER L'AFFLUX

Sur le terrain, la réalité semble plus complexe, comme nous l'indique Henri de Bresson, notre envoyé spécial à Skopje (Macédoine). « Tout réfugié du Kosovo qui en fera la demande pourra être accueilli en France », a annoncé, mardi, Jacques Hutzinger, l'ambassadeur de France en Macédoine, en invitant les intéressés à s'adresser au HCR ou aux organisations humanitaires.

Pourtant, toutes les précautions semblent avoir été prises pour que cette décision ne provoque pas un afflux trop important. Le gouvernement français a attendu, pour annoncer sa décision, que les opérations de recensement par le HCR commencent en Macédoine. Or, sur les formulaires distribués mardi dans les camps, les réfugiés sont invités à faire savoir s'ils souhaitent se rendre dans certains pays (Allemagne, Turquie, Norvège, etc.). Mais la France ne figure pas sur la liste.

Philippe Bernard

Le PS français propose à ses homologues les « références » d'une issue politique

Les socialistes européens réunis avant le sommet de Bruxelles

Les dirigeants socialistes européens, réunis à Bruxelles, mercredi 14 avril, devaient être saisis de propositions du PS français pour une issue politique de la guerre.

Dans les rangs socialistes, Paul Quilès demande, d'autre part, le report des cérémonies du cinquantième anniversaire de l'OTAN, prévues à Washington le 24 avril.

POUR ne pas torpiller le sommet informel des chefs d'Etat et de gouvernement, mercredi 14 avril à Bruxelles, les leaders du Parti des socialistes européens devaient s'abstenir de toute déclaration commune sur le Kosovo. François Hollande, qui devait participer à cette réunion avec Lionel Jospin, devait toutefois présenter des propositions qui pourraient servir de « références » communes pour « offrir une issue politique à la crise du Kosovo ». Testées auprès de plusieurs PS européens, elles ont été présentées par M. Hollande, mardi, au bureau national du PS, en présence de plusieurs ministres (Alain Richart, Jean Glavany, Pierre Moscovici et Charles Josselin).

Le premier secrétaire du PS, qui connaît les réticences de plusieurs partis sociaux-démocrates - grec, suédois et autrichien - sur ce point, entend rappeler que l'intervention militaire était « juste et nécessaire » et qu'elle a été rendue « inévitable en raison de la mise en œuvre de la politique de purification ethnique ». M. Hollande veut aussi rappeler les conditions posées à un arrêt des frappes aériennes : cessation de « toute opération menée par les forces de répression serbes au Kosovo » ; « retrait des forces de répression serbes du Kosovo » ; « retour des réfugiés dans les conditions de sécurité les plus strictes » ; « occupation par la Serbie d'un régime politique de la crise » ; présence d'une force de sécurité internationale « sous l'égide de l'ONU ». Pour M. Hollande, il s'agit de conditions « intangibles ».



Selon Pierre Guillon, chargé de l'international au secrétariat national du PS, l'objectif des socialistes, en harmonie avec les orientations de la diplomatie française, est de dégager « une solution politique dans le cadre normal du Conseil de sécurité des Nations unies », quitte à laisser des organisations régionales, comme l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), jouer leur rôle.

M. Hollande devait aussi reprendre son idée, présentée lors d'une convention du PS le 28 mars et rejoignant celle de Romano Prodi, président désigné de la Commission européenne, d'une « grande conférence sur la paix, la stabilité et la sécurité dans les Balkans ». Dans son esprit, il s'agit pour l'Union européenne d'« ouvrir aux Balkans une perspective européenne ».

Michel Noblecourt

Robert Hue se livre au jeu des questions-réponses sur le Kosovo

LE DÉBAT (Moselle)

Quelques heures avant le meeting, le secrétaire de la petite fédération communiste de Moselle, Raymond Schwenke, est inquiet, mais formel. Inquiet de remplir « sa » salle, dans cette région minière où les terres s'effondrent sous les maisons et où les certitudes européennes sont bien mal enracinées depuis les licenciements dans la sidérurgie, au début des années 80.

Formel, en revanche, sur ce qui pourra convaincre les Mosellans de braver la pluie, ce mardi 13 avril. « Au début de l'année, les militants s'interrogeaient sur la liste : "Est-ce que c'est bien de s'ouvrir jusqu'à s'écarter ?" Mais au moins, c'était pour l'Europe. Avec les frappes sur Belgrade, c'est comme une chape de plomb qui est tombée sur nous. Pour convaincre les gens de venir, j'ai vu qu'il fallait passer par la guerre. »

A 21 heures, M. Schwenke est rassuré. Neuf cents personnes sont venues acclamer « Robert » et jouer aux questions-réponses avec les candidats à la liste « Bouge l'Europe ». « Pour bouger, en ce moment, l'Europe, elle bouge ! Mais dans le malheur, la guerre », écrit l'une d'entre elles sur les formu-

laire prévus à cet effet. Moi, je veux la guerre, surtout maintenant ne serais pas d'accord sur les solutions du conflit.

« Sur une chose aussi difficile que la guerre et la paix, il faut avoir la volonté d'écouter », répond M. Hue. Dans une liste, un parti, un gouvernement, dans chaque famille française, le débat est ouvert et les avis sont différents. Tous, nous pensons que la responsabilité de Milosevic et des nationalistes est totale. C'est clair, est net, est précis. Personne ne gronde dans la salle. Puis : « C'est qui parle de cacophonie pensant sans doute que notre "diversité", c'était du baratin. Qui pense un instant que sur le Kosovo ou sur la conception fédéraliste de l'Europe, il n'y a pas de différence entre les socialistes et Jean-Pierre Chevènement ? »

« Pensez-vous que [c'est] possible de travailler à des questions aussi importantes nous diviser ? », demande un participant. « PCF, complice d'un gouvernement qui bombarde avec l'OTAN », risque un autre. Le secrétaire national vlandien géométriquement qui « n'en a rien à faire du Kosovo et veut faire croire la gauche plurielle ». « D'ailleurs, ajoute-t-il sur le ton de la confidence, je n'ai pas l'impression que Lionel Jospin ait envie de mettre fin au mandat des ministres communistes. »

« PAS DE POLITIQUE »

L'après-midi, à l'Assemblée nationale, M. Jospin a donné, selon M. Hue, les signes qu'« au gouvernement, les choses sont en train de bouger dans le bon sens ». Il faut « les encourager ». « Quand j'entends le premier ministre privilégier le choix de la négociation et de la diplomatie, et reprendre des propositions que nous faisons depuis un certain temps et visant, notamment, à ce que l'ONU joue un rôle central dans le règlement politique de la situation, à faire intervenir la Russie, je me réjouis », lance M. Hue sous les applaudissements. Sans citer ni commentateur, à dessein, et contrairement à François Hol-

lande, la déclaration télévisée de Jacques Chirac, mardi 13 avril, sur le Kosovo. « Quel est l'attitude du PCF vis-à-vis de l'idée d'une déferle européenne, sachant qu'en 1998, il avait contribué à l'enterrement, selon une autre fiche, M. Hue réplique ce qu'il a dit, dimanche, sur Europe 1 : il est favorable à une « coordination des politiques de défense européennes », précisant qu'il ne s'agit « pas d'une armée, mais de moyens ». Les militants ignorent sans doute que la direction générale offre d'une nouvelle manifestation contre les bombardements, prévue mercredi par le Mouvement de la paix et l'extrême gauche. Sur une table, un papier blanc : « Le PCF n'a pas de politique sur le Kosovo ». La salle semble heureuse, ne s'agit jamais, applaudit souvent. Dans toutes ces questions, dans toutes les réponses, chacun a forgé son propre dé de quoi réchauffer ses convictions.

Arlette Chemin

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

La défense du pays comme « tâche prioritaire »

DANS la partie politique du journal télévisé, mardi 13 avril, la secrétaire générale du Parti socialiste, Gorica Gajević, a constaté que « La Serbie est unie dans sa volonté de se défendre dans la dignité et le courage ». Elle a affirmé que « tous les citoyens de Serbie sont aujourd'hui des soldats défendant le pays face au primitivisme de la force de l'Amérique et de ses satellites ». « La vie en Serbie ne s'arrêtera pas », a-t-elle ajouté. Cette diatribe est assurée par l'armée « héroïque », mais aussi par tous « ceux qui, n'étant pas directement sous les drapeaux, défendent le pays par leur travail ».

Divers reportages programmés dans la suite du journal télévisé, ainsi que dans une émission consacrée à la vie de Belgrade, sont venus attester que cet appel avait déjà été entendu. L'un d'eux a montré la remise de tracteurs, sortant des ateliers de fabrication, à leurs nouveaux propriétaires, en précisant que ces machines « étaient prêtes à s'inscrire dans la grande campagne des semailles de printemps ». Leurs propriétaires ont assuré « qu'ils allaient travailler les champs et ainsi apporter leur contribution à la défense du pays face à l'armée fasciste de l'OTAN ». Un ouvrier agricole a expliqué que les travaux de printemps étaient totalement réalisés : « C'est notre contribution à la défense du pays, notre façon de soutenir ceux qui défendent les ponts et les usines et, lorsque nous aurons terminé, nous nous joindrons à eux s'il le faut. »

Dans les facultés, où les cours sont interrompus, des mesures ont été prises pour permettre aux étudiants de passer leurs examens en repoussant

le calendrier initialement prévu, notamment « pour tenir compte de l'absence d'étudiants mobilisés ou engagés volontaires », comme l'a précisé le doyen de la faculté de droit de Belgrade. Des étudiants de la capitale serbe ont organisé une marche pour faire la tournée des ponts à défendre. Contrairement aux manifestations étudiantes de protestation contre le régime, à l'automne 1998, les professeurs étaient, cette fois, présents en affirmant que « les enseignants doivent toujours être aux côtés de leur étudiants ».

Les services de santé s'adaptent aussi à la situation. Ainsi, compte tenu des risques encourus par les hôpitaux, des équipes d'accouchement mobiles ont été créées, ainsi qu'un service d'aide psychologique. Dans ce même besoin d'assurer l'équilibre d'une population contrainte de « diviser les jours en deux parties, l'une sans sirène, où l'on vit relativement normalement, et la nuit, qui est le plus souvent chargée de peur et d'incertitude », les directeurs de salles de sport reorientent l'activité de leurs établissements vers des programmes de relaxation : sauna, massage, tennis et tennis de table.

C'est donc la défense de tout un pays que l'on organise. Ce qui permet à un participant à un meeting de protestation, mêlant patriotisme et concert, de déclarer que cette réaction des Serbes « confirme définitivement que nous sommes un peuple exceptionnel, doté d'un moral et d'une force immenses et je suis très optimiste ».

Hector Forest

DÉPÊCHES

KOSOVO

« La vallée de la Drénica, dans le centre du Kosovo [chef de l'UCK il y a deux mois], était vide d'habitants, à l'exception de quelques soldats et officiers de police. Chânes errants et bétail abandonné sont les seuls signes de vie dans les villages », rapporte, mercredi 14 avril, Paul Watson, envoyé spécial du Los Angeles Times à Belgrade, qui a pu se rendre lundi, en compagnie d'autres journalistes occidentaux, au Kosovo. « La ville de Djakovica, entourée d'un mois deux villages où des maisons brûlaient, était dépeinte et vide à l'exception des militaires (...). Elle souffrait des pillages que l'armée de Pudojewa, où plusieurs parties de la ville ont été incendiées et rasées », selon Paul Watson.

B 92 REPRENDRE EN MAIN

L'ancienne radio indépendante B 92, fermée à la veille des premières frappes de l'OTAN, finit à nouveau depuis mardi 13 avril, mais sous la houlette d'un directeur nommé par les autorités serbes. L'ancien rédacteur en chef, Vojan Matic, avait affirmé que la plupart des journalistes refuseraient de travailler avec le nouveau directeur, Aleksandar Nikacevic, un ancien leader éminent, proche du pouvoir.

CONVOI RUSSE

Le convoi d'aide humanitaire russe qui fut bloqué, samedi 10 avril, par les autorités hongroises à la frontière ukrainienne, a fini par arriver, mardi 13 avril, à Belgrade. Laisant derrière eux quatre camions-citernes de fuel et des véhicules blindés, les Russes ont pu amener à leur « frères slaves et orthodoxes » 68 véhicules transportant 300 tonnes de secours, dont un hôpital de campagne et des vivres. (Reuters.)

400 000 APPELS

Le standard téléphonique mis à la disposition des Français, destinés à accueillir des réfugiés du Kosovo a reçu 400 000 appels depuis son ouverture le 8 avril, a annoncé mardi le ministère de l'Intérieur. Ces appels sur un numéro vert « 0800 800 000 » ont permis de recueillir 8 000 fiches de renseignements et ont offert concrètement l'aide. Après une attitude réservée, les autorités avaient finalement précisé que la France était susceptible d'accueillir « plusieurs milliers de réfugiés ». Tous, les réfugiés en France dans le cadre de cette opération seront munis d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois, suivie au premier renouvellement d'une carte de séjour temporaire d'un an. (Reuters.)

LE COÛT DE LA GUERRE

Le conflit entre l'OTAN et la Yougoslavie a coûté, à ce jour, de 70 à 100 millions de dollars par jour (65 à 92 millions d'euros) aux Etats-Unis, a affirmé, mardi 13 avril, le chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott. (APR.)

CRIF

Jean Kahn, président du Consistoire central juif de France, a lancé un appel pour une collecte de fonds en faveur des réfugiés kosovars. De son côté, Henri Halberberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a approuvé l'action des forces de l'OTAN « qui luttent pour la liberté et contre la barbarie ».

SANT'EGIDIO

Une délégation de Sant'Egidio s'est rendue la semaine dernière à Belgrade et a pu joindre par téléphone Ibrahim Rugova à Pristina. Cette communauté catholique, spécialiste de la « diplomatie parallèle », a demandé aux autorités serbes d'autoriser le leader kosovar à sortir de Yougoslavie pour se rendre à Rome.

MEETING DE SOLIDARITÉ

Une réunion publique en soutien du peuple kosovar contre la purification ethnique se tient jeudi 15 avril, à 20 h 30 au Théâtre du Soleil à la Cartoucherie de Vincennes, à l'appel notamment du Comité Kosovo (tél. : 01-42-76-00-56). Avec la participation de Marie-Françoise Allain, Georges-Marie Chenu, Antoine Garapon, Pierre Hassner, Alain Joxe, Mohammedin Kulashi, Véronique Nahum-Grappe et des témoins kosovars.

Espace Suffren

New Beetle*

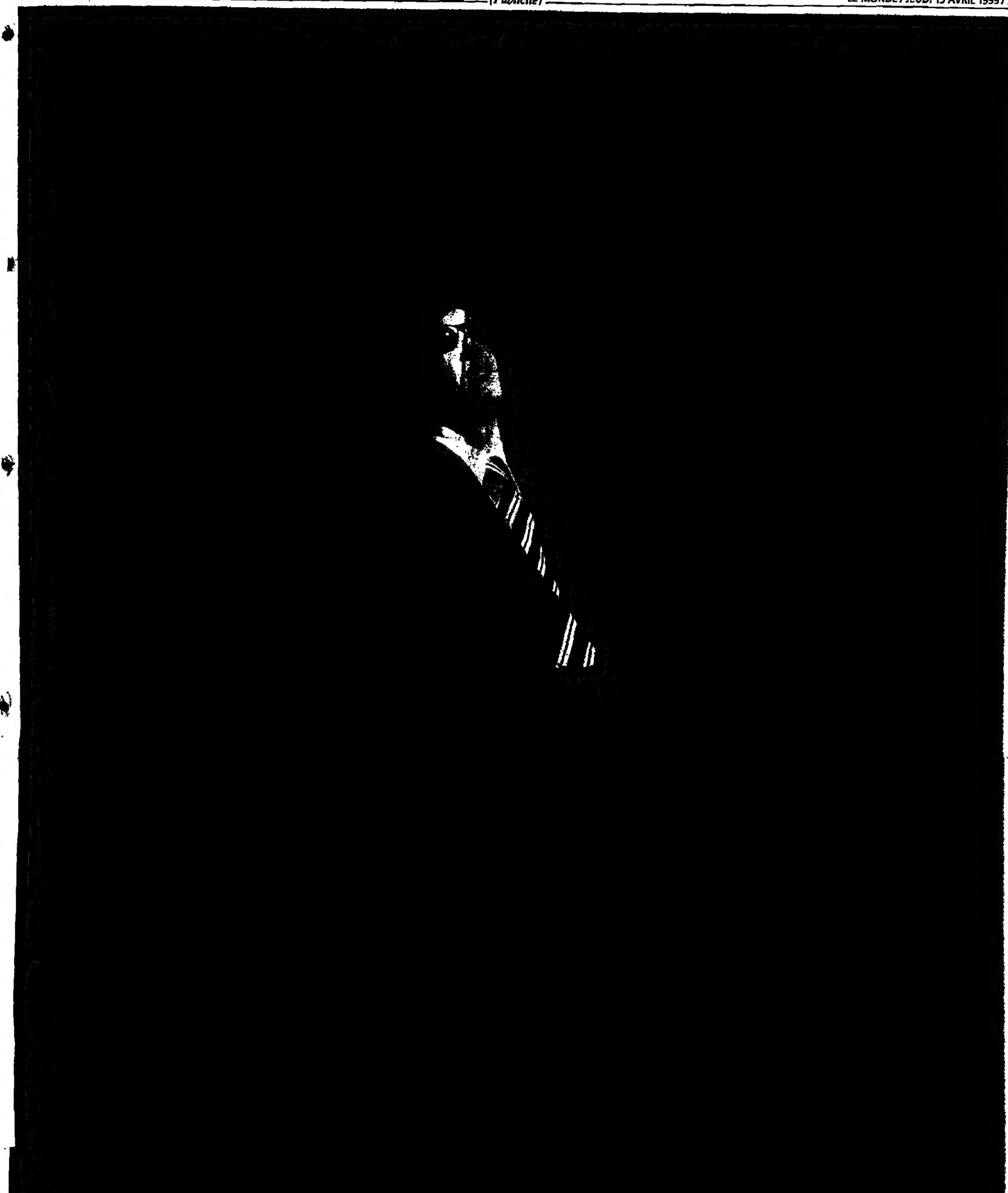
*New Beetle 2.0 I Disponible à l'essai.

40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00

هكذا من الأصل

noues
DÉPÊCHES


MONDE
LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII



OFFREZ VOUS 3 HEURES DE CONGÉS PAYÉS.

SIÈGE INCLINABLE À 123°. Confortablement installé dans votre siège en 1ère classe, vous n'êtes plus en voyage d'affaires entre Paris et Londres, mais en voyage tout court.

EUROSTAR. DANS HOMME D'AFFAIRES IL Y A HOMME.



هكذا من الأصل

Romano Prodi a reçu un accueil assez favorable des eurodéputés

STRASBOURG. Le président de la Commission européenne désigné Romano Prodi a reçu, mardi 13 avril, un accueil assez favorable des députés du Parlement européen pour sa première déclaration où il a promis de « pousser l'Europe vers une période de grandes réformes et de changements ». Le Parlement européen votera l'investiture de M. Prodi au cours de la première semaine du mois de mai, et donnera son avis après les élections européennes (13 juin) sur la nouvelle Commission qui entrera en fonction à l'automne. Mardi à Strasbourg, M. Prodi a utilisé un discours à la tonalité plus libérale que sociale, avec un accent remarqué sur le « fort niveau de concurrence nécessaire » dans l'Union européenne. Sur la question des irrégularités qui ont provoqué la chute de la précédente Commission, M. Prodi a souligné qu'il ne ferait preuve « d'aucune tolérance vis-à-vis de la fraude ». — (AFP)

Rejet du report de la procédure de destitution de M. Eltsine

MOSCOU. Les députés russes se sont prononcés, mercredi 14 avril, contre le report de l'examen des cinq chefs de destitution retenus contre Boris Eltsine. Seuls 206 élus se sont ralliés à la décision des chefs de groupes, annoncée mardi, de reporter sine die les débats, qui devaient initialement s'ouvrir jeudi. Il fallait vingt voix de plus pour que cette initiative soit approuvée à la majorité simple. Le président de la chambre basse, Guennadi Selezniov, a convoqué les présidents de groupes après le vote pour de nouvelles consultations. — (Reuters)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS** : le « docteur suicide » Jack Kevorkian, militant controversé de l'euthanasie, a été condamné mardi 13 avril à une lourde peine de prison pour avoir tué à sa demande un malade incurable. Le juge de Pontiac (Michigan) Jessica Cooper l'a condamné à une peine de prison minimale de 10 ans et maximale de 25 ans, pour avoir, en septembre à Détroit, mis fin aux jours de Thomas Youk, 52 ans, un malade qui souffrait de sclérose latérale amyotrophique (maladie de Lou Gehrig). — (AFP)

■ **NIGER** : la France a décidé de suspendre sa coopération avec le Niger, après l'assassinat, vendredi 9 avril, du président nigérien Ibrahim Baré Maïnassara et la prise du pouvoir par l'armée, a annoncé, mardi 13 avril, le ministre français des affaires étrangères, La France « décide de suspendre immédiatement et jusqu'à nouvel ordre toute coopération militaire avec les autorités de Niamey, ainsi que les programmes de la coopération civile ne bénéficiant pas directement aux populations », a indiqué le porte-parole du ministère français des affaires étrangères Anne Casseau-Secret. La France est le premier partenaire commercial du Niger, et son premier bailleur d'aide.

■ **IRLANDE DU NORD** : les partis politiques nord-irlandais ont repris, mardi 13 avril, leurs pourparlers pour tenter de relancer l'accord de paix, gelé par un contentieux portant sur le désarmement de l'IRA, mais dans un climat laborieux et sans signe apparent de compromis des protagonistes. Les participants se sont retrouvés à Belfast au point où ils s'étaient quittés, sans qu'aucune nouvelle date-butoir ne leur soit fixée par les gouvernements britannique et irlandais, échaudés par une trop longue série de « dates-limites » dépassées sans résultat. — (AFP)

■ **FINLANDE** : les cinq membres de la large coalition sortante ont conclu, mardi 13 avril, un nouvel accord de gouvernement pour les quatre ans à venir, sous la direction du social-démocrate Paavo Lipponen. Reconstitué à son poste après les élections législatives du 21 mars, le premier ministre a dû faire quelques concessions à ses alliés conservateurs, en raison de leurs bons résultats lors du scrutin. Ceux-ci ont notamment obtenu un système portefeuille, soit autant que les sociaux-démocrates. — (Corresp.)

■ **INDONÉSIE** : le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, mardi 13 avril, que la conjoncture économique de l'Indonésie restera « difficile » et « fragile » tant que la situation politique ne sera pas davantage stabilisée à Djakarta. Le FMI relève également « des performances décevantes des exportations récemment, un regain de volatilité de la roupie, une accélération de l'inflation entre décembre et janvier et des progrès limités dans le processus de restructuration des entreprises ». — (AFP)

Accusé de crimes de guerre, un Rwandais est jugé en Suisse

LAUSANNE. Première en Europe, un Rwandais soupçonné d'avoir participé à des massacres lors du génocide de 1994 dans son pays comparait, depuis lundi 12 avril, devant un tribunal militaire suisse siégeant à Lausanne sous haute surveillance policière. A l'époque, Fulgence Niyontze, un Houta âgé de 35 ans, est accusé d'avoir incité à l'assassinat de Tutsis et de Hutus modérés. Il doit aussi répondre de meurtre et de violations des conventions de Genève sur la guerre. Réfugié en Suisse avec sa famille depuis 1994, Fulgence Niyontze avait été arrêté en août 1996 à la suite d'une plainte d'une association privée. — (Corresp.)

Les rivaux de M. Bouteflika à l'élection présidentielle algérienne crient à la fraude

Ils exigent l'annulation des premières opérations de vote

A la veille de l'élection présidentielle du jeudi 15 avril, six des sept candidats ont dénoncé les « fraudes » qui, selon eux, entachent les premières opérations de vote dans les bureaux de vote.

Les rivaux de M. Bouteflika à l'élection présidentielle algérienne crient à la fraude. Ils exigent l'annulation des premières opérations de vote.

Le candidat du pouvoir, M. Bouteflika, a bénéficié d'une couverture « sur-mesure », ce qui lui a d'ailleurs valu d'être surnommé le « candidat privilégié » par une grande partie de la presse francophone, qui lui est hostile.

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA peut-il être battu ? A vingt-quatre heures du premier tour de l'élection présidentielle, telle est la question qui résume le mieux la situation. Non pas que les sondages placent en tête l'ancien ministre des affaires étrangères du président Boumedienne. L'Algérie est encore une terre quasi vierge pour les enquêtes d'opinion et les rares simulations publiées dans la presse sont plus que suspectes. Personne ne les a prises au sérieux.

Le statut privilégié de M. Bouteflika tient aux soutiens dont il bénéficie et qui ont fait de lui, malgré ses déceptions, le « candidat du pouvoir ». Les directions de quatre partis politiques (FLN, RND, ENnahda, MSP), totalisant plus de 80 % des sièges au Parlement, ont appelé à voter en sa faveur. La centrale syndicale - FUGTA, la seule autorisée - est également à ses côtés comme toute une kyrielle d'associations professionnelles. Ce sont autant d'appareils bureaucratiques implantés de longue date dans le pays et capables de mobiliser une clientèle importante que l'ancien ministre a ainsi pu rallier à sa cause.

COUVERTURE « SUR MESURE »

La hiérarchie militaire, qui détient dans la réalité du pouvoir, s'est bien gardée de prêter son soutien à la candidature de l'ancien chef de la diplomatie algérienne. Dans des éditoriaux publiés dans son organe de presse officiel, *El Djéich*, elle a au contraire insisté sur sa « neutralité » tandis que le président démissionnaire, Liamine Zerrouk, n'a eu de cesse de répéter que le scrutin de jeudi serait « un exemple d'équité et de transparence ». Mais le chef de l'Etat avait pris des engagements similaires lors des élections précédentes entachées de fraudes massives, de l'avis général.

Surtout, la prise de position du général Khaled Nezzar en faveur de M. Bouteflika est venue jeter un doute sérieux sur ces belles résolutions. Le général Nezzar a beau être à la retraite, il a été un tel faiseur de rois depuis le début de la décennie que personne ne croit à une déclaration gratuite de sa part. La présence d'un autre général (à la retraite), Larbi Belkhet, dans l'équipe de M. Bouteflika a accru le scepticisme de nombreux Algériens.

L'argent a fait le reste. Le candidat Bouteflika n'en a pas manqué, même si son patrimoine officiel n'a rien de choquant (il a déclaré être propriétaire de deux maisons, d'un appartement et d'une antique Pen-

tenue de la gravité de la situation, nous avons exigé de rencontrer d'urgence le président (Zerrouk). A la lumière de cette rencontre, nous déclarons de notre position définitive », a-t-il ajouté. Un retrait collectif n'est pas à exclure.

Devant les caméras, M. Zenati a brandi des bulletins de vote tamponnés par l'administration alors que, légalement, ils ne devraient être disponibles dans les bureaux de vote que jeudi. « Des milliers de bulletins de ce type ont été distribués dans tout le pays », a ajouté le porte-parole du FFS.

■ **BOURNER LES URNES** : Avant la réunion des représentants des six candidats, un communiqué commun de Hocine Aït-Ahmed (hospitalisé en Suisse à la suite d'un malaise cardiaque), Mouloud Hamrouche, Ahmed Te-

leb Ibrahim et Abdallah Djaballah dénonçait « la volonté du pouvoir de procéder à une fraude massive ». Selon eux, les préfectures auraient reçu 25 % de bulletins de vote supplémentaires au nom de M. Bouteflika. Et le communiqué d'ajouter : « Des agents de sécurité (...) ont été instruits pour multiplier les entraves aux représentants des candidats de manière à les contraindre à pénétrer en retard dans les bureaux de vote, le jour du scrutin ». Cette disposition va permettre à « l'administration de bouter les urnes », affirme le texte.

Interpellé par ces griefs, le président de la Commission électorale (Cisep), Mohamed Benjaoui, a jugé « exagérés » les récriminations des candidats. Selon lui, la Commission n'a reçu que trente-huit plaintes au cours de la campagne. « Ces accusations n'ont ni caractère de gravité et seront traitées régies au niveau local », a-t-il conclu.

Jean-Pierre Tuquoi

« Le Monde » indésirable

La demande de visa qui avait été faite, il y a plusieurs semaines, à l'ambassade d'Algérie à Paris, pour couvrir l'élection présidentielle est restée sans réponse. *Le Monde* est le seul quotidien français auquel les autorités algériennes interdisent ainsi l'accès à leur pays. Notre confrère britannique *the Financial Times* connaît le même sort. En plus d'un an, près d'une dizaine de demandes de visa de *Le Monde* sont restées sans réponse. Le gouvernement algérien avait pourtant pris l'engagement publiquement, à plusieurs reprises, de ne pas s'opposer à l'entrée des journalistes étrangers.

neot 205). Plusieurs pages de publicités dans la presse des semaines durant, campagne « à l'américaine » avec, par exemple, procession de centaines de taxis dans les rues de la capitale : M. Bouteflika est - de loin - celui qui aura le plus dépensé au cours de la campagne électorale.

Catalogué « candidat du pouvoir », l'ancien ministre a également eu droit à un traitement de faveur de la part de la télévision. Non pas dans le cadre de la campagne officielle où les sept « présidents » ont été traités de façon équitable mais au cours des journaux télévisés. Incontestable-

la sonnette d'alarme et de dénoncer le manque de neutralité de l'administration au profit de M. Bouteflika. « Malgré les garanties données par le président Zerrouk et le chef d'état-major des forces armées (le général Mohamed Lamari), les informations que nous avons reçues confirment que la fraude a commencé dans les bureaux de vote itinérants et les bureaux de vote spécialisés (pour les militaires) », a déclaré, mardi, le porte-parole du Front des forces socialistes (FFS), Djamel Zenati, qui s'exprimait au nom des six candidats.

« Nous exigeons l'annulation du scrutin dans ces bureaux et, compte

Une économie trop dépendante du pétrole

L'ECONOMIE a été la grande absente de la campagne électorale. Pourtant, dans ce domaine, le prochain président va être confronté à une situation délicate. Pays dont la quasi-totalité des revenus proviennent des exportations d'hydrocarbures (gaz et pétrole), l'Algérie a vu se réduire ses recettes en devises - et donc sa marge de manœuvre - avec la chute des cours du brut sur le marché international, laquelle n'a été entrecoupée que ces dernières semaines.

Après avoir culminé à près de 9 milliards de dollars (environ 8,3 milliards d'euros), les réserves du pays en devises sont revenues à 6,3 milliards à la fin de l'année 1998. Malgré un sérieux coup de frein sur les importations, « elles ne dépassent pas 6 milliards aujourd'hui », affirme un banquier. « Le prochain gouvernement sera contraint de retourner devant le Fonds monétaire international d'ici trois à quatre mois. Il sera contraint de dévaluer le monnaie, de privatiser les entreprises et de tailler dans les effectifs de la fonction publique. A moins qu'il ne compte sur l'argent venu des pays du Golfe », ironise un ancien ministre des finances. Le fait est que le remboursement de la dette

extérieure (30 milliards de dollars au total) pèse sur les finances du pays. En 1998, l'Algérie a ainsi déboursé 5,2 milliards de dollars, soit l'équivalent de 47 % des exportations de biens et services (un ratio jugé excessif par les organismes financiers internationaux).

QUELQUES SIGNES DE REPRISE

Une révision du budget 1999 apparaît inévitable dans la mesure où 40 % des recettes de l'Etat proviennent de la seule fiscalité pétrolière (via la Sonatrach, la compagnie nationale). Bâti sur l'hypothèse d'un baril à 15 dollars en moyenne sur l'année, il est devenu obsolète. Depuis le début de l'année, le cours ne dépasse pas 11,75 dollars. La prochaine équipe gouvernementale devra en tirer les conséquences et tailler dans les dépenses de l'Etat alors même que près d'un « actif » sur trois d'avantage, selon d'autres sources, est au chômage.

Le budget 1998 portait déjà la marque de la dégringolade du brut puisque l'exercice s'est clos sur un déficit équivalent à 3 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'il était excédentaire en 1997.

Sans ce catalogue assez morose, quelques éléments apportent une touche un peu plus positive. L'inflation est restée modérée en 1998 (de l'ordre de 5 %). Par ailleurs, l'économie donne quelques signes de reprise. L'an passé, elle avait crû de 5,2 %, grâce au secteur des hydrocarbures, aux bons résultats de l'agriculture et, enfin, ce qui est nouveau, grâce à une accélération de redémarrage de l'industrie. Enfin, comme le fait remarquer un spécialiste pétrolier, « l'Algérie a encore d'immenses réserves d'hydrocarbures à découvrir. Il suffirait d'un signal politique pour que les compagnies étrangères viennent investir dans ce pays ».

Malgré les crédits nouveaux octroyés par la communauté financière internationale ces dernières années et l'étalement de la dette, l'Algérie souffre de maux profonds qui handicapent son développement : l'inefficacité du système économique, la prépondérance du secteur des hydrocarbures... Un mandat présidentiel ne suffira pas à les faire disparaître.

J.-P. T.

à 5 min de PARIS

LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

500 occasions récentes en stock permanent au meilleur prix

Grand OCCASIONS TOUTES MARQUES

Les autorités colombiennes accusent la guérilla guévariste du détournement d'un avion

LE GOUVERNEMENT colombien a officiellement accusé, mardi 13 avril, l'Armée de libération nationale (ELN) d'avoir détourné l'avion d'Avianca et séquestré ses quarante-six occupants, la veille dans le département du Bolivar (*Le Monde* du 14 avril). Le gouvernement a qualifié cet « acte de l'Armée de libération nationale » de « grave violation préméditée des normes internationales du droit humanitaire ». La séquestration des passagers met « en péril le processus de paix entamé voici quelques mois » avec le mouvement guévariste, a-t-il ajouté.

Le bimoteur Fokker-50 d'Avianca, détourné lundi, venait de décoller de Bucaramanga, au nord du pays, pour Bogotá. Les pirates de l'air avaient forcé le pilote à se poser sur une piste clandestine, à 500 km au nord de la capitale, dans une région où l'ELN comme les

Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et les paramilitaires d'extrême droite sont fortement implantés.

En fin d'après-midi, cinq personnes âgées et un bébé de trois mois ont été libérés par la guérilla et remis à une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les premiers témoignages confirment que cinq guérilleros armés s'étaient dissimulés parmi les passagers. Les otages libérés disent avoir été bien traités par les guérilleros qui, sans révéler leur identité, auraient dit vouloir faire pression sur le gouvernement avec lequel ils ont engagé des discussions de paix.

Cette situation a été aggravée par de violents affrontements, mardi, dans le nord-est du pays, entre l'armée colombienne et les FARC qui ont fait exploser plusieurs charges de dynamite au pas-

sage d'une patrouille de soldats. L'armée, qui a reconnu la mort de douze soldats et la disparition d'une trentaine de membres de la patrouille, a déclenché en réponse une importante offensive, soutenue par l'aviation. Les combats se poursuivaient dans la soirée de mardi et les 400 guérilleros des FARC engagés auraient subi des pertes importantes, selon l'armée colombienne. Ces affrontements interviennent moins d'une semaine après l'annonce par le haut-commissaire à la paix, Victor Ricardo, de la reprise du dialogue entre le gouvernement colombien et les FARC, prévue pour le 20 avril.

Enfin, les cadavres de cinq personnes, enlevées samedi 10 avril dans le nord du pays par l'Armée populaire de libération (EPL, maoïste), ont été retrouvés, mardi, près de la ville de Santa Marta sur la côte caribbe. — (AFP/AP)

500 من الأصل

Contradictions

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 9

Pour une autre politique du médicament privilégiant l'intérêt du malade et de l'assuré social.

Avoir comme 1^{er} objectif la recherche permanente de la meilleure qualité de santé publique. Réaliser les économies nécessaires et durables en se fixant des objectifs de santé au seul bénéfice du malade.

Nous sommes convaincus que c'est possible grâce à une réorientation des ressources collectives.

Nous sommes convaincus que c'est l'intérêt des assurés sociaux et l'intérêt des malades.

Nous sommes convaincus que c'est la première et vraie mission de tout responsable de santé.

Nous sommes convaincus que c'est possible grâce à des modifications collectives des comportements.

Aussi, nous présentons aujourd'hui 10 propositions en vue d'une évolution positive de la politique de santé en France.

①

Nous proposons que la recherche d'économies se fasse par l'optimisation de la qualité du système de santé qui, seule, permettra de mettre fin aux déficits récurrents, jamais comblés malgré des financements additionnels étrangers à toute recherche de bon usage du médicament.

②

Nous proposons de considérer le médicament non pas comme un coût mais comme un investissement pour une meilleure santé des Français. Qualité, efficacité et sécurité des traitements permettent d'apporter une valeur ajoutée positive à l'économie de santé.

③

Nous proposons de mettre en place une approche unique de l'analyse de la consommation des médicaments, indépendamment du lieu de prescription et de traitement (hôpital ou ville).

④

Nous proposons une réévaluation des classes thérapeutiques conduisant à une segmentation nouvelle du marché du médicament en 4 catégories : les innovations - les produits de médecine courante - les génériques - l'automédication, permettant ainsi d'adapter les règles au plus près de l'intérêt des malades.

⑤

Nous proposons en fonction de cette nouvelle segmentation un réaménagement de la prise en charge permettant une ré-affectation des ressources collectives dans l'intérêt de la santé des Français.

⑥

Nous proposons une adaptation et un renforcement de l'information médicale en fonction des objectifs de cette nouvelle structuration et au service d'une meilleure qualité des soins.

⑦

Nous proposons l'accélération de la mise à disposition des malades du progrès thérapeutique résultant de nos recherches dans des délais comparables à ceux des pays voisins de la France.

⑧

Nous proposons de permettre par un meilleur financement et une juste allocation des ressources une optimisation du progrès thérapeutique.

⑨

Nous proposons une révision des règles et des modalités de dispensation des médicaments à l'officine, afin de permettre un meilleur usage et une meilleure observance par les malades, ainsi que l'élimination du stockage coûteux et néfaste de médicaments à domicile.

⑩

Nous proposons l'application et la révision périodique de règles de bonnes pratiques de prescription et de délivrance, ainsi que l'amélioration de la cohérence entre durées de traitement, examens biologiques et conditionnements. Ces principes doivent permettre, au juste coût, une meilleure observance des traitements par les malades.

Depuis 20 ans, tous les plans comptables ont échoués.

Ensemble préservons notre système de santé par une approche volontariste de qualité.

Le conseil d'administration du SNIP

SYNDICAT NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.

هكذا من الأصل

GOUVERNEMENT La « codirection » du conflit dans les Balkans par Lionel Jospin et Jacques Chirac n'affecte pas l'avancée des travaux du gouvernement, affirme l'Hôtel Matignon.

Le premier ministre s'inquiète toutefois de l'après-Kosovo et réfléchit aux arbitrages susceptibles de ressouder une majorité « plurielle » ébranlée par les frappes de l'OTAN.

● LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE va faire l'objet d'un virage important : M. Jospin devrait bientôt annoncer que les crédits de l'an 2000 progresseront seulement entre 0 % et 0,33 % en vo-

lume (contre +1 % en 1999). ● À L'ÉDUCATION NATIONALE, le calme est revenu après des mois de tension entre les syndicats d'enseignants et le ministre, Claude Allègre. La plupart

des dossiers sont entrés dans une phase technique d'application. ● JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, réservé sur le conflit en Serbie, se replie sur les projets de sécurité intérieure.

Lionel Jospin remobilise son équipe gouvernementale

Si le conflit dans les Balkans a fait taire les oppositions à certains ministres, il met en péril l'identité de la gauche « plurielle ». Plusieurs arbitrages devraient permettre de ressouder une majorité ébranlée par les frappes de l'OTAN.

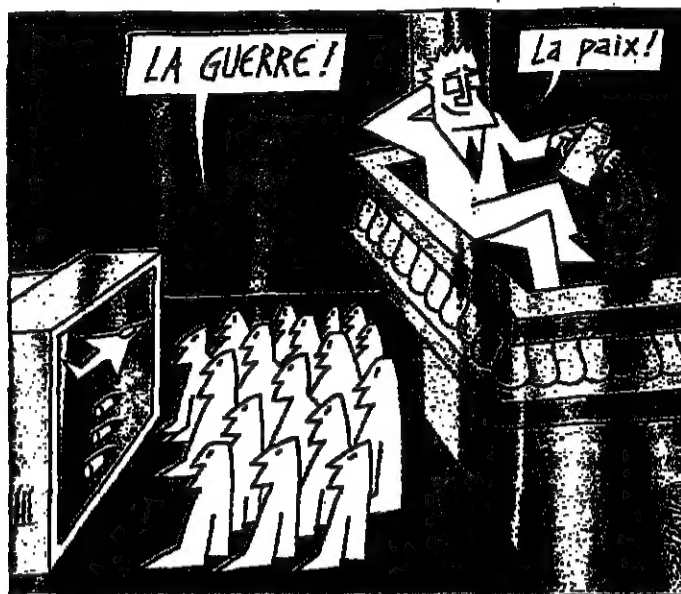
LA GUERRE ? Officiellement, elle n'affecte pas, ou très peu, l'activité gouvernementale. « Notre travail est moins mis en valeur en cette période de crise », concède Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Mais, précise-t-il, rien n'est modifié dans le calendrier de l'Assemblée nationale et du Sénat, pas plus que le traitement des dossiers n'est ralenti dans les différents ministères. Indépendamment de la situation internationale, nous continuons à faire ce pour quoi nous sommes là.

Les faits, en apparence, valident le discours. Ainsi, la couverture maladie universelle (CMU), le pacte civil de solidarité (PACS), la révision constitutionnelle permettant la création de la Cour pénale internationale (CPI) ou encore la modification de la loi électorale sénatoriale seront, comme prévu, quelques-uns des grands chantiers du printemps parlementaire. D'autres réformes, annoncées depuis plusieurs mois, cheminent dans la machine administrative, qu'il s'agisse de la préparation du débat sur les retraites, de l'élaboration de la seconde loi sur la ré-

duction du temps de travail ou de la loi de finances pour l'an 2000. L'agenda de Lionel Jospin lui-même montre que son activité de premier ministre n'est pas tout entière absorbée par les opérations de l'OTAN sur la Yougoslavie. Ainsi, vendredi 9 avril, il a profité d'un tête-à-tête avec Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, pour évoquer les principaux dossiers sociaux du gouvernement. Le même jour, avec Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, il a mis au point l'ordre du jour du prochain conseil de sécurité intérieure (CSI), convoqué le 19 avril à l'Hôtel Matignon (lire ci-dessous).

RÉPÉTITION

Enfin, le lendemain, samedi 10 avril, M. Jospin a participé à diverses réunions, consacrées aux questions européennes, aux contrats de plan État-régions, à la transparence dans le domaine nucléaire. Seuls, un voyage aux Antilles, début avril, puis un déplacement en Corse, projeté à la fin du même mois, ont été annulés à cause du conflit. Pour le reste, donc, tout semble normal.



En fait, ce n'est pas tout à fait vrai. Les conséquences de cette crise sur l'activité de l'équipe au pouvoir sont nombreuses et contradictoires. Elles facilitent son travail, tout en fragilisant l'identité du gouvernement et de sa majori-

té « plurielle ». A l'Hôtel Matignon, où l'on a perçu cette contradiction, on essaie déjà d'en anticiper les effets.

En détournant l'attention générale de la scène intérieure, les frappes de l'OTAN ont - très invo-

lontairement - rendu service à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, et à Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale. La première, désireuse de brouiller son projet de loi sur l'audiovisuel, naviguait péniblement entre les récriminations des producteurs, patrons de chaîne, publicitaires ou députés socialistes. C'est finalement dans l'indifférence absolue qu'elle a mis la dernière main à son texte (Le Monde du 13 avril). Présenté en Conseil des ministres le 21 avril, il devrait être discuté à l'Assemblée nationale à partir du 18 mai.

Quant à M. Allègre, il a vécu, à la sortie de l'hiver, dans la hantise des coups de colère des enseignants. Au fur et à mesure des franges aériennes, le mouvement du refus s'est désagrégé au point de disparaître totalement de l'actualité. Un répit que le ministre de l'éducation nationale utilise pour consolider son chantier (lire ci-dessous).

M. Jospin, aussi, profite des circonstances. Avant la crise, l'opposition l'accusait volontiers d'« immobilisme », tandis que, dans les rangs du PS, on évoquait un léger

« ennui » devant la planification prudente de son action gouvernementale. Aujourd'hui, ces critiques n'ont plus cours. Le chef du gouvernement est devenu « chef de guerre », et nul ne songe, dans cet instant, à l'accabler pour sa conduite des affaires intérieures.

PRÉPARER LA SORTIE DE GUERRE

Ici, d'ailleurs, réside une possibilité de basculement dont l'Hôtel Matignon a conscience. La concorde nationale autour de la crise du Kosovo gomme les contours de la gauche « plurielle ». Tout se configure pour aboutir à un tel résultat : la complicité affichée entre MM. Chirac et Jospin (Le Monde du 9 avril) ; la mise à l'écart du PCF ou des amis de M. Chevènement - particulièrement visible au Parlement - lors des moments d'approbation collective de la politique suivie dans les Balkans ; la moindre visibilité, enfin, de l'action gouvernementale elle-même. « On ne nous voit plus gouverner », a déploré le premier ministre, mardi 13 avril, au cours de son petit déjeuner hebdomadaire avec les responsables socialistes.

Soucieuse de contrecarrer ces effets, l'équipe au pouvoir entend donc ressouder le camp majoritaire autour des prochains textes législatifs ou des futures réformes. « La paix au Kosovo ne constitue pas le but ultime de notre action », affirme ainsi M. Vaillant. Le gouvernement doit poursuivre sa politique. Elle constitue le socle du consensus unissant les différentes formations de gauche. « Ce consensus pourrait déglacer l'été », prévient-il. Après avoir gommé les aspérités de langage, diminué les interventions et cadré les discours, il reste donc à trouver une issue au problème de la baisse de rétribution des heures supplémentaires. Les financiers du ministère s'y emploient, tout en préparant le projet de loi de finances 2000, « sans aucun retard », tient-on à souligner Rue de Grenelle.

Le ministre, lui, voyage. Jeudi 15 avril, Claude Allègre s'envole pour le Brésil, où il passera une semaine, à Rio, São Paulo, Brasília et Manaus, afin de sceller des partenariats en matière d'éducation et de recherche, surtout dans le domaine des nouvelles technologies d'enseignement. Il trouvera aussi le temps d'y recevoir le grand cordon de l'Académie des belles-lettres et de prononcer une conférence sur la « formation de la Terre » à l'université de São Paulo, où « nombre d'intellectuels français, y compris les Brésiliens, comme Fernand Braudel et Claude Lévi-Strauss, ont enseigné ».

Béatrice Gurrer

Jean-Michel Aphatie

Mayotte, l'île oubliée

Dotée depuis 1976 du statut hybride et provisoire de collectivité territoriale, Mayotte attend un arbitrage du premier ministre. Celui-ci, comme le président de la République, s'était engagé à ce que les Mayotais soient consultés sur leur avenir institutionnel avant l'an 2000. Un groupe de réflexion avait été nommé, pour un an, en juin 1996, par le précédent gouvernement, puis, en décembre 1998, le secrétaire d'État à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, avait délégué sur place son propre directeur de cabinet pour préparer la consultation. Depuis, plus rien.

Le député (UDF) de Mayotte, Henry Jean-Baptiste, et les élus du Mouvement populaire mahorais, favorables à une départementalisation adaptée, mettent en cause l'opposition du Quai d'Orsay. A l'Outre-mer, on reconnaît que cette île de l'archipel des Comores, dans l'océan indien - 375 kilomètres carrés, 131 000 habitants -, est victime de l'empilement des dossiers sur le bureau de Lionel Jospin.

Education : retour au calme pour Claude Allègre

LE CALME règne Rue de Grenelle. Après la « fureur » et le « bruit » qui ont agité le ministère de l'éducation nationale pendant de longs mois, quelques-uns de ses locataires notent l'« accalmie » avec un soulagement à peine dissimulé. La paix sur le front de l'éducation en raison de la guerre dans les Balkans ? Certes, « la guerre relative un peu tout », avance Daniel Le Bret, nouveau codirecteur de la Fédération syndicale unitaire (FSU), tandis que Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN), « imagine mal d'aller manifester sur des problèmes de moyens alors que la guerre est à portée de missile de chez nous ». Mais d'autres raisons expliquent le relatif silence du ministère.

En premier lieu, dans une institution rythmée par l'éternel retour des congés, les vacances scolaires de Pâques, qui ont commencé dans vingt-six académies sur trente, ont imposé une trêve. Mais, surtout, les dossiers naguère brûlants, comme la réforme des lycées, la déconcentration des mutations des enseignants, ou la mise en place de la Charte pour l'école du XXI^e siècle, ont quitté la phase politique pour entrer dans une étape technique d'application, plus discrète. Et moins risquée pour le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. « Il est urgent de se calmer et ça ne date pas des premières frappes sur Belgrade », résume un recteur. Même si cela ne

s'est pas traduit par des instructions explicites à l'égard de l'administration, on évite, depuis quelque temps, les remous Rue de Grenelle. Les recteurs chargés de dossiers qui peuvent fâcher, comme René Blanchet sur les chefs d'établissement ou Daniel Jancou sur les conditions de vie des enseignants, se hâtent avec lenteur. Ni l'un ni l'autre, travaillant depuis plusieurs mois avec un groupe de réflexion, n'a remis pour l'instant ses conclusions. Il ne semble pas qu'on les leur réclame en urgence, en haut lieu. Quant à l'annonce de la carte scolaire, elle a été expédiée fort discrètement lors du comité technique paritaire ministériel du 8 avril.

VOYAGE AU BRÉSIL

La vague de manifestations tant redoutée par les conseillers du ministre est passée sans trop de dégâts pour ce dernier, tandis que les congrès syndicaux ont été suivis sans trop d'émotion. M. Allègre y a donc adressé son principal opposant, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FSU) sort groggy de son long affrontement avec le ministre de l'éducation. Quant à la principale fédération de l'éducation, la FSU, elle reste déstabilisée par le départ de son secrétaire général, Michel Deschamps, candidat aux

élections européennes. La proximité de ce scrutin explique aussi la discrétion actuelle du ministère.

Selon un responsable syndical, « le PS n'est pas prêt d'oublier la trêve, qui lui a fait perdre la bataille ». Et, de fait, les enseignants, se hâtent avec lenteur. Ni l'un ni l'autre, travaillant depuis plusieurs mois avec un groupe de réflexion, n'a remis pour l'instant ses conclusions. Il ne semble pas qu'on les leur réclame en urgence, en haut lieu. Quant à l'annonce de la carte scolaire, elle a été expédiée fort discrètement lors du comité technique paritaire ministériel du 8 avril.

Le ministre, lui, voyage. Jeudi 15 avril, Claude Allègre s'envole pour le Brésil, où il passera une semaine, à Rio, São Paulo, Brasília et Manaus, afin de sceller des partenariats en matière d'éducation et de recherche, surtout dans le domaine des nouvelles technologies d'enseignement. Il trouvera aussi le temps d'y recevoir le grand cordon de l'Académie des belles-lettres et de prononcer une conférence sur la « formation de la Terre » à l'université de São Paulo, où « nombre d'intellectuels français, y compris les Brésiliens, comme Fernand Braudel et Claude Lévi-Strauss, ont enseigné ».

Béatrice Gurrer

Jean-Michel Aphatie

Sécurité : une base de repli pour M. Chevènement

Le ministre se prépare au conseil de sécurité intérieure du 19 avril

L'HOMME politique se préoccupe du Kosovo. Le ministre de l'intérieur ne pense qu'à son calendrier, et aux dossiers jugés prioritaires Place Beauvau. Jean-Pierre Chevènement poursuit le travail gouvernemental au même rythme qu'avant la guerre, assurent ses collaborateurs. Une guerre qu'il ne voit d'ailleurs que de loin : il ne participe pas aux réunions régulières avec le premier ministre ou le chef de l'État, contrairement à ses collègues des affaires étrangères et de la défense. Jeudi 8 avril, M. Chevènement était à Deauville (Calvados), aux Assises nationales des conseillers généraux, que tout bon ministre de l'intérieur aime à choyer.

Jeudi 15 avril, il recevra son homologue allemand. Parleront-ils des réfugiés kosovars ? Rien n'est moins sûr. La France n'est pour l'instant que peu concernée par une arrivée en masse, d'autant qu'elle semble ne représenter qu'un lieu de transit pour les victimes de la purification ethnique. Vendredi 16 avril, changement de sujet : l'histoire de la Place Beauvau s'appellera Jean Tiberi. Le maître de Paris viendra discuter du contrat local de sécurité (CLS) de la capi-

tale. M. Tiberi refuse de signer le document si les effectifs de la police parisienne ne sont pas renforcés de 1 500 hommes supplémentaires.

MOBILISATION GÉNÉRALE

En marge de cet agenda, M. Chevènement met une dernière main au conseil de sécurité intérieure, prévu lundi 19 avril. Il y présentera, avec son collègue Alain Richard, ministre de la défense, un projet de réforme des forces mobiles, compagnies républicaines de sécurité (CRS) et escadrons de gendarmes mobiles. Ces spécialistes du maintien de l'ordre pourraient se voir assigner de nouvelles missions, liées à la montée en puissance de la police de proximité (Le Monde du 24 mars) : un sujet plus prompt à déclencher la mobilisation générale des collaborateurs du ministre de l'intérieur que le conflit des Balkans.

Il est notamment question de réviser la « doctrine d'emploi » des CRS et des gendarmes mobiles. En clair, il s'agit à la fois de faire évoluer leurs missions, et de les utiliser, en partie, sur leur lieu de casernement. A Marseille, par exemple, une CRS est d'ores et déjà affectée

sur place. Traditionnellement, depuis la création du corps, aux lendemains de la seconde guerre mondiale, les compagnies n'étaient jamais engagées sur leur lieu de résidence. Elles « voyageaient » à l'intérieur du territoire national pour répondre aux besoins des gouvernements en matière de maintien de l'ordre.

La police de proximité reste une des principales préoccupations de M. Chevènement. Il s'apprête à lancer cinquante-huit sites d'expérimentation où sera testée, grandeur nature, cette nouvelle police. Le ministre de l'intérieur termine également la nouvelle mouture d'un projet de fichier controversé, le système de traitement des infractions constatées (STIC). Dans cette énième version, il tient compte des remarques faites par le Conseil d'État le 16 février et envisage de présenter une nouvelle fois le texte à l'approbation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Le tout, en gardant un œil attentif sur la Corse et l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac.

Pascal Ceaux

Budget : arbitrage symbolique sur les dépenses

OBÉISSANT à un calendrier qui est presque toujours le même, la procédure budgétaire est à la fois trop lourde et trop bien rodée pour être affectée par un événement extérieur, fût-ce la guerre au Kosovo. A la fin de cette semaine, c'est-à-dire à l'époque habituelle, Lionel Jospin va donc adresser à tous les membres du gouvernement ses traditionnelles « lettres de cadrage » fixant les grands équilibres du projet de loi de finances pour l'an 2000. Si les usages sont donc respectés, le conflit des Balkans risque pourtant d'avoir un effet : relégué au second plan une décision qui, en d'autres circonstances, aurait fait beaucoup de bruit.

Certes, depuis la réunion de travail que le gouvernement a tenue le 1^{er} avril, on connaissait les propositions de Dominique Strauss-Kahn (Le Monde du 3 avril). Le ministre de l'économie et des finances avait indiqué, ce jour-là, qu'il souhaitait, en application du pacte de stabilité européen, que les déficits publics soient ramenés de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 à 2 % du PIB en l'an 2000, si la croissance est de 2,5 %, et en deçà de cette barre de 2 % si l'activité est plus forte. Il avait aussi confirmé que les dépenses de l'État devraient augmenter de 1 %

en volume au total sur les trois années 2000, 2001 et 2002.

Mais on ignore encore quelle sera l'évolution précise des crédits pour 2000. Vont-ils stagner en volume pour ensuite augmenter légèrement les deux années suivantes ? Ou vont-ils progresser de 0,33 % au cours de chacune de ces trois années ? Le premier ministre ne rendra son arbitrage qu'après la nouvelle réunion du gouvernement, jeudi 15 avril. La décision ne fait toutefois guère de mystère : le chiffre retenu se situera entre 0 % et 0,33 %. Autrement dit, les crédits, en valeur, devraient augmenter en l'an 2000 strictement comme l'inflation, ou à peine plus.

Une norme budgétaire qui était celle d'Alain Juppé

Entre l'une et l'autre solution, quelle est la différence ? Elle est bien sûr infime. Si tournant budgétaire il y a, il date de la fin de l'année écoulée. En annonçant, lors de la présentation du programme français de stabilité (Le

Monde du 25 décembre 1998), qu'une hausse de 1 % seulement en volume des dépenses de l'État était envisagée sur trois ans, le gouvernement avait fait comprendre qu'il conduirait à l'avenir une politique budgétaire moins expansive que dans le passé. A titre de comparaison, la loi de finances pour 1999 a retenu une norme de 1 % de hausse des crédits.

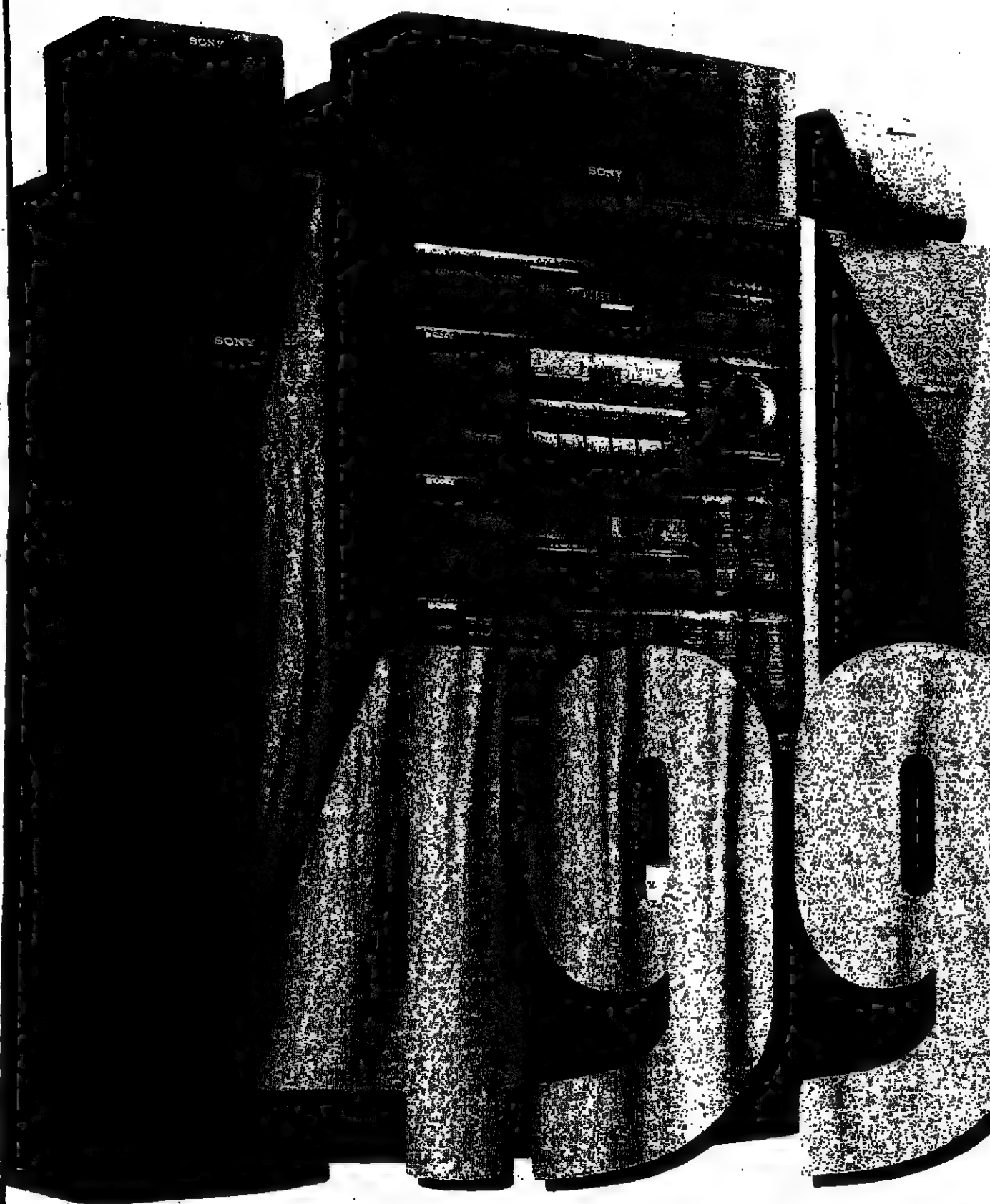
Il n'empêche. La décision du premier ministre sera hautement symbolique. Les socialistes avaient toujours suggéré qu'ils conduiraient une politique budgétaire qui, tout en restant maîtrisée, serait un peu moins restrictive que celle défendue par la droite. Ils vont donc avoir maintenant des difficultés à en apporter la preuve. Retenant pour priorité une stagnation des crédits en volume, ou une hausse très faible, pour l'année prochaine, le gouvernement va se rallier, à peu de chose près, à la norme budgétaire qui était celle du gouvernement d'Alain Juppé et qu'à gauche on a souvent jugée trop rigoureuse. Mais se trouvera-t-il quiconque, dans les rangs de la majorité « plurielle », pour en faire le grief au gouvernement ? Le budget n'est assurément pas le débat du moment.

Laurent Manduit

هكذا من الأصل

*Jeudi 15 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR*

*1500 ensembles Dolby
ProLogic SONY et pas un de plus.*



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

~~6990 F~~
4990 F

Réf. Session - R4720.
Platine 5 CD.
Puissance 3 x 70 W + 2 x 35 W.
Caisson basses 30 W.
Garantie 2 ans.

*Avec Carrefour
je positive!* 

A DEMAIN...

50 من الأصل

L'éducation nationale renforce son arsenal de lutte contre l'influence des sectes

Une circulaire va étendre le contrôle de l'instruction dans la famille et dans les écoles hors contrat

Une circulaire sur le contrôle de l'obligation scolaire, signée de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, va venir complé-

ter l'arsenal juridique dont le ministère s'est doté pour lutter contre l'influence des sectes. L'Etat pourra désormais vérifier précisément le

niveau d'instruction des enfants instruits dans leur famille et contrôler le contenu de l'enseignement dans les établissements hors contrat.

COMMENT VÉRIFIER que les six mille à dix mille enfants qui ne sont pas scolarisés dans des établissements publics ou privés sous contrat, reçoivent bien l'instruction et l'éducation que tout futur citoyen est en droit d'attendre ? La question s'est posée avec acuité lors de la découverte des conditions de vie des enfants dans certaines sectes, au moment où l'éducation nationale constatait qu'elle ne disposait pas d'un dispositif adapté pour y répondre.

La prochaine publication d'une circulaire signée de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, sur le contrôle de l'obligation scolaire, est sur le point de compléter l'arsenal dont le ministère s'est, entre-temps, doté pour pallier cette carence. Une loi, votée à l'unanimité par le Parlement le 18 décembre 1998, un décret d'application du 23 mars, approuvé aussi massivement par le Conseil supérieur de l'éducation, ainsi qu'un nouvel article du Code pénal, précèdent la circulaire.

L'ensemble de ces textes permet désormais à l'Etat de vérifier de façon fréquente et précise le niveau d'instruction dont bénéficient les enfants instruits chez eux et de contrôler la validité de l'enseignement prodigué par les établissements hors contrat, ce qui n'était pas le cas jusqu'alors.

Le travail conjoint des parlementaires, notamment le sénateur Nicolas About (UDF-FD, Yvelines) et le député Jean-Pierre Brard (app. PC, Seine-Saint-Denis) auteurs de deux propositions de loi fondées en un texte amendé par le gouvernement, est venu à bout des obstacles juridiques et culturels. « Le consensus est d'autant plus satisfaisant », se félicite Ségolène Royal, qu'il a été obtenu as-

sez difficile à obtenir, puisque nous nous heurtons au principe de la liberté de l'enseignement. » Celui-ci est défini par le Conseil constitutionnel comme un « principe fondamental reconnu par les lois de la République » (Le Droit de l'éducation, Claude Durand-Primborne, Hachette-Éducation, 1998, 480 p.) et interdit, par exemple, au ministre de demander aux écoles hors contrat de se conformer strictement aux programmes scolaires. Ainsi, le décret d'application du 23 mars « relatif au contenu des connaissances requises par les enfants instruits dans la famille ou dans les établissements privés hors contrat », ne pouvait-il pas définir de façon extrêmement détaillée ces connaissances, qui auraient été alors équivalentes à un programme.

« EXERCER SA CITOYENNETÉ »

« Le problème des sectes n'est pas quotidien », reconnaît Daniel Groscolas, l'inspecteur général chargé de cette question à l'éducation nationale, mais celles-ci s'étaient emparées des possibilités offertes par la loi de Jules Ferry du 28 mars 1882, notamment par le biais de l'instruction dans les familles, et nous ne pouvions rien faire. » Il est vrai qu'il y a un peu plus d'un siècle, la jeune République, votée à une voix de majorité, « n'avait pas souhaité remettre en cause le précepte ».

Dans les années 70, ce furent des familles issues de la mouvance « babou cool » qui se lancèrent dans l'instruction à la maison. De plus, les contrôleurs ne portaient que sur l'hygiène, la santé et la sécurité : « Les inspecteurs pouvaient tout contrôler sauf la pédagogie », explique Daniel Groscolas. Peu à peu, les corps d'inspection s'étaient d'ailleurs désintéressés

de cette tâche, même si un décret du 11 août 1936 élargissait leurs prérogatives. Il précisait que les enfants qui reçoivent l'instruction dans leur famille sont, « à l'âge de huit, dix et douze ans », l'objet d'une enquête sommaire de la mairie, dont le résultat était communiqué à l'inspecteur primaire qui pouvait à son tour « faire examiner l'enfant sur les notions élémentaires de lecture, d'écriture et de calcul ».

Aujourd'hui, l'enquête est diligentée par la mairie tous les deux ans pour les enfants de 6 à 16 ans instruits chez eux. L'inspecteur d'académie est tenu de faire vérifier « au moins une fois par an » que l'enseignement prodigué apporte non seulement les éléments de savoirs nécessaires mais que l'enfant est en mesure de « développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle et d'exercer sa citoyenneté ».

Les compétences scolaires définies par le décret du 23 mars sont assez précisément définies pour couvrir l'ensemble des connaissances que les élèves acquièrent au cours de la scolarité obligatoire, par exemple, « des repères chronologiques et spatiaux au travers de l'histoire et de la géographie de la France, de l'Europe et du monde, jusque et y compris l'époque contemporaine ».

En cas de contrôle jugé insatisfaisant, les parents disposent d'un délai fixé par l'inspecteur d'académie pour améliorer la situation, laps de temps au bout duquel, en cas de nouvel échec, ils seront tenus d'inscrire leur enfant dans un établissement public ou privé. En cas de refus, ils risquent désormais six mois de prison et 50 000 francs

(7 622 euros) d'amende au lieu de 1 000 francs (152 euros). Le tuteur est le même pour un directeur d'école hors contrat qui, ayant subi un contrôle négatif, refuse de prendre les dispositions nécessaires pour que l'enseignement dispensé « soit conforme à l'objet de l'instruction obligatoire ».

Chaque contrôle peut avoir lieu chaque année et de manière inopinée. Les sanctions peuvent aller jusqu'à l'interdiction de diriger ou d'enseigner ainsi qu'à la fermeture de l'établissement. Aussi les avis doivent-ils être soigneusement motivés. D'autant plus que la preuve d'un enseignement sérieux est parfois difficile à établir. Enfin, un défaut de déclaration préalable à la mairie en cas d'instruction à la maison ou dans un établissement hors contrat est puni d'une amende de 10 000 francs (1 524 euros).

Un exemple parmi d'autres illustre les possibilités offertes par ce nouvel arsenal juridique. C'est seulement sur la base d'un contrôle d'hygiène et de sécurité que la mairie de Vincennes (Val-de-Marne) avait fermé, fin 1998, l'institut Aubert, repéré par l'éducation nationale comme appartenant à l'Eglise de scientologie. Réouvert au début de l'année, l'établissement se trouve sous la vigilance renforcée du ministère qui dispose maintenant du moyen de le faire fermer légalement pour des raisons pédagogiques s'il constate des dérives sectaires. Au total, il n'y a, semble-t-il, que l'association Les Enfants d'abord, au nom de « la liberté de l'instruction », qui ait tenté de s'opposer à l'ensemble de ces nouvelles dispositions. Sans succès.

Béatrice Gurrey

L'infirmière de Mantes-la-Jolie a été écrouée

Elle est soupçonnée d'actes d'euthanasie

CHRISTINE MALÈVRE, l'infirmière de l'hôpital de Mantes-la-Jolie (Yvelines) soupçonnée d'actes d'euthanasie sur des patients en fin de vie, a été écrouée, jeudi 8 avril, à la maison d'arrêt des femmes de Versailles par le juge d'instruction Richard Pallain. L'infirmière, âgée de vingt-neuf ans, qui avait été mise en examen le 8 juillet 1998 pour « homicides volontaires », avait été jusqu'ici laissée en liberté sous contrôle judiciaire avec interdiction d'exercer sa profession et obligation de soins psychiatriques.

Christine Malèvre avait reconnu devant les services de police avoir aidé à mourir une trentaine de patients incurables, dont le plus jeune était âgé de dix-neuf ans, hospitalisés dans le service de pneumologie et neurologie de l'hôpital François-Quesnay de Mantes-la-Jolie, où elle exerçait depuis trois ans. La jeune femme était cependant revenue sur ses aveux en octobre 1998 pour ne révéler que « quatre cas d'euthanasie active » au juge Pallain.

Au neuvième mois de l'instruction, le magistrat a décidé d'écrouer l'infirmière au vu d'une « nouvelle appréciation du dossier ». Le juge Pallain aurait relevé d'importantes contradictions entre le témoignage de l'infirmière et les conclusions de certaines expertises déjà en sa possession. « Les développements de l'instruction ont montré que Mme Malèvre a beaucoup menti dans ses déclarations », nous a-t-on indiqué, mardi 13 avril, au parquet de Versailles.

M^{re} Olivier Fontibus, avocat de l'infirmière, estime quant à lui qu'il n'existe aucune charge nou-

velle ni aucune poursuite nouvelle dans ce dossier » et affirme que le placement en détention de sa cliente est « incompréhensible ». Le conseil de Christine Malèvre a d'ailleurs déposé une demande de rétro-liberté, qui a été rejetée, lundi 12 avril, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles. Une nouvelle demande de remise en liberté sera examinée, vendredi 16 avril, par la même juridiction.

Ce nouveau rebondissement dans une affaire très médiatisée, et

Le juge a décidé d'écrouer Mme Malèvre au vu d'une « nouvelle appréciation du dossier »

qui avait relancé le débat sur l'euthanasie, intervient quelques jours seulement après la décision du juge des référés de Versailles, qui a refusé de retirer de la vente le livre de Christine Malèvre, *Mes aveux*. L'infirmière y raconte l'agonie de certains patients. S'ils ne sont pas nommés, ceux-ci paraissent identifiables aux yeux de trois familles, constituées parties civiles dans le dossier. L'incarcération de Christine Malèvre n'a cependant « aucun lien », selon le parquet de Versailles, avec la parution de ce livre.

Jean-Claude Pierrette

Le FLNC-canal historique revendique onze attentats en Corse

BASTIA

de notre correspondant
Le FLNC-canal historique a revendiqué par un communiqué adressé, mardi 13 avril, à Radio Corse Frequenza More (RCFM), onze attentats perpétrés récemment en Corse. La principale organisation clandestine de l'île, qui bénéficie du soutien politique de Corsica Nazione, le seul parti nationaliste légal élu à l'Assemblée de Corse - dont le chef de file, Jean-Guy Talamoni, préside désormais une commission - adresse dans ce texte deux messages. Le premier est destiné à l'« Etat français » auquel les clandestins indiquent qu'il « doit comprendre que la répression politique, quelle que soit son ampleur, ne verra jamais à bout de notre organisation ».

« En aucune façon, sans avancées politiques significatives, ajoute le texte, nous ne pouvons cesser d'occuper l'espace politico-militaire. Nous continuerons à frapper quand nous voulons, où nous voulons ».

La menace se fonde sur l'échec apparent des investigations en matière de lutte contre la violence armée du FLNC, en dépit de l'augmentation des effectifs de police et de gendarmerie dans l'île depuis un an. Les clandestins du FLNC-canal historique développent en effet, depuis la rupture de leur trêve préélectorale, en février, des attentats dans deux directions. D'une part, leurs actions visent des installations militaires ou administratives directement représentatives de l'Etat. Ainsi, ils revendiquent notamment dans leur communiqué des attentats ou opérations commandos perpétrés contre quatre gendarmeries ou le secrétariat général pour les affaires corse (SGAC) de la préfecture de région à Ajaccio, à la fin du mois de mars. D'autre part, ils relancent des actions violentes ou des intimidations directes contre des « spéculateurs immobiliers ».

Toutefois, le FLNC-canal historique n'est pas la seule organisation clandestine à agir en Corse et hors de l'île. Les quatre attentats spectaculaires de la nuit du 20 mars, contre la poste principale de Bastia, la subdivision de l'équipement à Calvi, le centre de vacances des personnels pénitentiaires de Casa-

blanda, à Ajaccio, et le tribunal d'instance de Sartène, n'ont ainsi toujours pas été revendiqués. De même pour l'attentat récent contre La Poste de La Seyne-sur-Mer (Var) et contre une perception de Haute-Corse, dimanche 11 avril.

« NÉGOCIATION COLLECTIVE »

L'autre message du communiqué, adressé principalement à la mouvance nationaliste, prend en compte cette situation d'apparente surenchère clandestine. Le FLNC évoque explicitement la stratégie de lutte armée, qui ne serait pas une fin en soi, mais dont le but serait de contraindre l'Etat à la « négociation collective sans exclusive aucune, dans l'esprit que nous avions initié à Tralonca ». A l'époque, le 12 janvier 1996, les clandestins avaient groupé environ six cents militants armés dans un petit village du centre de la Corse pour présenter un « processus de paix », dont ils disent poursuivre aujourd'hui la revendication.

Le FLNC-canal historique en appelle à « tous les militants organisés ou non » à qui il incomberait « de mettre en place des conditions adéquates pour rechercher ensemble le fondement d'un accord (...), afin de garantir l'accession de la Corse au rang de nation. Et ce dans un constant souci de respect mutuel sans préalable ». Une façon pour le FLNC de proposer à l'ensemble de la mouvance nationaliste, dont la quasi-totalité des mouvances se prononcent pour l'abandon de la « lutte armée », de rechercher l'unité sans confusion des moyens et des objectifs.

Pour appuyer ce discours, le FLNC-canal historique justifie son choix de la violence armée comme réponse au seul comportement de l'Etat. Par cet appel et ses justifications, le FLNC-canal historique tente de faire fructifier le résultat électoral de Corsica Nazione au deuxième tour de l'élection à l'Assemblée de Corse du 14 mars : avec plus de 20 000 voix, le parti a bénéficié du report de la presque totalité des 10 000 voix nationalistes du premier tour pourtant clairement hostiles au maintien de la violence armée.

Michel Codacci

Enixia, une école hors contrat sous haute surveillance

LOCAUX MODERNES et spacieux richement dotés en matériels, classes de douze enfants : Enixia (Ecole nouvelle internationale) serait-elle une sorte d'école

REPORTAGE

« C'en est fini de l'amateurisme des petites écoles sectaires »

modèle ? Etablissement privé hors contrat, Enixia accueille en pleine zone d'activités de Courtabœuf, sur la commune de Villebon-sur-Yvette (Essonne), soixante-dix élèves, pour la plupart enfants de cadres employés dans cette Silicon Valley française. La moitié d'entre eux sont considérés comme « sur-

doués ». Dès deux ans, dans la « baby section », puis tout au long des classes maternelles et élémentaires, un enseignement au contenu « enrichi » est dispensé. Une fois absorbé, le matin, le programme traditionnel, les après-midi sont consacrés à la pratique

des langues vivantes, des sports, des arts plastiques, de la musique, du théâtre ou de l'informatique. Sauter une classe, voire deux ou trois, cela est monnaie courante à Enixia. « C'est une école qui s'est adaptée au monde et aux enfants d'aujourd'hui », souligne la directrice, Laurence Belliveau. Le privilège de scolariser son enfant dans cette structure « familiale » se paie entre 1 875 francs et 2 250 francs par mois.

Enixia fait pourtant partie des écoles pour lesquelles le ministère de l'éducation nationale a souhaité faire évoluer la législation sur le contrôle de l'obligation scolaire. Car la directrice et son compagnon ne cachent pas avoir été, un temps, adeptes de la secte de Raël. Bien que cette expérience appartienne, selon eux, au passé, elle inquiète la rue de Grenelle : « Les raëliens pratiquent la « médiation sensuelle », une forme d'initiation à la sexualité des plus jeunes âge... Un certain nombre de membres de la secte ont été condamnés pour pédophilie ».

Par ailleurs, poursuit-on au ministère, les raëliens souhaitent

l'instauration d'un gouvernement mondial, d'une « géocratie » où seules les personnes au quotidien intellectuel élevé disposeraient de droits civiques : « Or, comme par hasard, l'école s'adresse aux élèves réputés surdoués, ce qui entre dans la stratégie de la secte. Les parents sont flattés d'entendre que leur enfant est un génie qui aura sa place dans les élites mondiales ».

Si elle s'emporte lorsqu'on lui rappelle son passé raëlien - « Il n'y a aucun lien avec cette école laïque. Nous l'avons créée pour des enfants précoces ne trouvant pas leur place dans l'éducation nationale ! » -, la directrice d'Enixia semble garder un bon souvenir de son passage dans la secte : « C'est un moyen d'aider les gens à se responsabiliser, à prendre confiance et à éviter la guerre. Un mouvement qui cultivait beaucoup le respect des autres ».

Un contrôle inopiné effectué en décembre 1998 par le chargé de mission sur les sectes au ministère de l'éducation nationale n'a pas permis d'établir une quelconque influence sectaire sur l'enseignement dispensé à Enixia. Au mur, une fresque historique qui s'arrê-

tail avant la Révolution française a bien éveillé l'attention, les raëliens étant, selon le ministère, hostiles à la démocratie. La directrice a alors invoqué une interruption du travail due aux vacances scolaires.

La nouvelle loi, assure-t-on rue de Grenelle, doit permettre de réduire la « part d'incertitude » dans ce genre de dossier, puisque les inspecteurs d'académie pourront aller plus loin que les simples contrôles d'hygiène, de sécurité et de moralité prévus dans la loi précédente de 1886 : « Le cas Enixia est emblématique. Il témoigne de la difficulté que nous avons à trouver des preuves. C'en est fini de l'amateurisme des petites écoles sectaires installées dans des locaux insalubres. Aujourd'hui, les sectes ont des locaux modernes, qui ont satisfait à toutes les exigences de sécurité et dispensent des enseignements au contenu apparemment correct. D'où l'intérêt, pour les inspecteurs, de pouvoir contrôler la pédagogie, et évaluer individuellement les enfants, qui en disent plus sur l'école que le simple état des locaux ».

Pascal Krémer

Des modèles vivants exposés en vitrine aux Galeries Lafayette

EN SOUTIEN-GORGE pigeonnant et string coordonné, en body de dentelle raffinée, ces jeunes femmes enchaînent les activités à haute valeur ajoutée culturelle. Se vernaissent les ongles des mains. Se vernaissent les ongles des pieds. Ou de se parfumer. Ou de feuilleter un magazine, fascivement étendues sur un divan, la mine boudoise. Dans six vitrines des Galeries Lafayette, boulevard Haussmann à Paris, des mannequins vivants présentent depuis le 13 avril, et jusqu'au 8 mai, la nouvelle collection de lingerie Chantal Thomass.

Dans son communiqué annonçant le « spectacle », le grand magasin parisien indiquait que quatre femmes « simplement vêtues de lingerie Chantal Thomass vœuqueraient à leurs occupations : pose de vernis, papotage, lecture, préparation de petits plats ».

Indéniablement, les dessous Chantal Thomass font naître chez les passants un nouvel intérêt pour ces « occupations » typiquement féminines. Certains vont même jusqu'à coller le nez, ou l'appareil photo, à la vitrine. Les manne-

quins ont le regard dans le vide. Jamais, expliquera plus tard Sonia, toute de dentelles dévêtue, il ne faut donner l'impression que « les deux mondes peuvent se mélanger ».

« SECOND DEGRÉ »

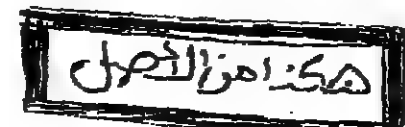
Côté rue, de jeunes Italiens n'en finissent plus de s'ébahir. « Je veux entrer dedans ! », crie, rigolard, un touriste américain. Un homme d'un âge respectable tente une négociation avec sa femme. « On a bien cinq minutes... Il va quand même pas fermer tout de suite, ton musée ! »

« On croirait les vitrines d'Amsterdam », maugrée une jeune femme portant uniforme rouge et badge « Accueil Haussmann, Welcome ». La référence au « quartier rouge » que la capitale néerlandaise réserve aux prostituées revient souvent dans la bouche des passants. « Moi, je ne pourrais jamais faire ça ! Ce n'est quand même pas le même contexte qu'un défilé. C'est pas bon pour l'image de la femme », s'irrite Catherine, 28 ans, qui travaille dans le tourisme. Chantal Thomass, venue boulevard Haussmann

voir l'effet produit, estime qu'il ne saurait y avoir « la moindre ambiguïté » : « Je n'ai jamais travaillé en passant à une femme-objet. Aujourd'hui, la femme séduit si elle décide de séduire. Elle peut être intelligente et garder sa féminité. Ces filles ne sont pas indécentes. Elles ont des activités logiques pour des femmes qui sont chez elles. Il y en a même une qui est au bureau en train d'écrire ».

Aux Galeries Lafayette, on souhaite que toutes les femmes, et pas seulement les habitantes des défilés, puissent découvrir l'« univers » de Chantal Thomass. « En tant que femme, il faut aussi savoir réagir au second degré ! Les mannequins ne sont pas dans une situation dégradante. Elles sont belles, bien maquillées, coiffées, valorisées. Je les aime », affirme la directrice aux achats de lingerie et parfumerie, Béatrice Rollet. Les porte-jarretelles noirs ont été écartés, la gestuelle longuement répensée, fait-on valoir. Bref, tout cela ne serait que purement esthétique, et tout est érotique...

P. Kr.



L'infirmière
de Mantes-la-Jolie
a été écrouée

La police estime à 20 millions de francs le coût des cadres du RPR payés par la Ville de Paris

La même somme aurait été engagée entre 1990 et 1995 par des entreprises

Le Canard enchaîné publie, dans son édition du 14 avril, des extraits d'un rapport de synthèse remis récemment par les policiers au juge d'instruction de Nanterre Patrick Desmure sur la prise en charge de permanents du RPR par la ville de Paris et des sociétés privées. La dépense globale s'élèverait à 40 millions de francs.

LES ENQUÊTEURS de la division nationale des investigations financières (DNIF) de la police judiciaire ont adressé récemment au juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, un rapport de synthèse relatif à la prise en charge de permanents du RPR par la ville de Paris et par certaines sociétés privées. Selon ce rapport, daté du 25 mars et dont Le Canard enchaîné publie des extraits dans son édition du 14 avril, la mise en œuvre de cette forme de financement occulte du parti gaulliste aurait coûté quelque 20 millions de francs à la municipalité parisienne, dépensés pour l'essentiel entre 1990 et 1995, soit à une période durant laquelle Jacques Chirac était encore maître de la capitale.

L'hebdomadaire mentionne le chiffre de 12 675 188 francs au titre des salaires versés par la ville de Paris à dix-huit fonctionnaires municipaux qui travaillaient en réalité au siège national du RPR, ajoutant à ce total quelque 7 millions de francs de charges sociales. Selon le rapport, le versement de salaires à d'autres cadres du mouvement par des entreprises serait lui aussi estimé à 20 millions de francs, ce qui porte la dépense globale effectuée au profit du RPR à environ 40 millions de francs. Les enquêteurs semblent en avoir déduit que l'usage répréhensible de ce procédé de financement a permis au parti de l'actuel président de la République de bénéficier « de ressources occultes substantielles au cours d'une période qui s'inscrit tant antérieurement que postérieurement aux dispositions légales relatives à la transparence et à la clarification du financement des partis politiques ».

Le compte-rendu des policiers apporte pour la première fois une estimation chiffrée de l'ampleur de ce que les enquêteurs qualifient de « système délictueux opéré avec l'appui de ses instances dirigeantes », et notamment du préjudice qu'il a pu causer à une collectivité publique – la municipalité parisienne. Admis à se constituer partie civile au nom de la commune dans l'instruction du juge Desmure, un militant écologiste avait demandé, le 25 mars, en même temps que l'audition de M. Chirac à titre de témoin (Le Monde du 25 mars), qu'une expertise soit effectuée afin de préciser le coût subi par la collectivité du fait de ce financement politique dissimulé. Une autre information judiciaire, confiée au juge parisiens Xavier Simeoni, s'attache au recensement d'autres employés recrutés par les services de la capitale pour travailler eux aussi en faveur du RPR, mais affectés dans des fédérations ou auprès de certains élus.

TÉMOIN. Évoquant les faits visés par l'enquête de M. Desmure, le rapport cité par Le Canard enchaîné souligne qu'ils mettent en jeu « des responsabilités susceptibles de concerner les maires et adjoints, le secrétaire général et les directeurs de cabinet ». « À la lumière des témoignages recueillis, est-il encore écrit, il apparaît que des agents de cette ville [occupaient] au RPR des fonctions les plaçant en rapport direct avec le président ou le secrétaire général », soit avec MM. Chirac et Juppé. Ce dernier est mis en examen, depuis le 21 août 1998, pour « prise illégale d'intérêts » et « recel d'abus de biens sociaux ». L'ancien directeur du cabinet de M. Chirac, Michel Roussin, et trois anciens trésoriers du RPR sont également poursuivis.

Hervé Gattegno

Dominique Strauss-Kahn engage une prudente réforme de Bercy

Face à des syndicats qui refusent toute réduction d'effectifs, le ministre des finances gagne du temps en amorçant une simplification des procédures fiscales

LE MINISTRE de l'économie et des finances ne manque jamais de rappeler que « l'Etat est en danger » et que sa survie nécessite une révolution culturelle. Dans ses terres, à Bercy, Dominique Strauss-Kahn a décidé de prendre les choses en main. A l'occasion d'une réunion du comité technique paritaire ministériel (CTPM), à laquelle ont participé, mardi 13 avril, une centaine de personnes, il a annoncé des décisions et orientations qui vont guider son action d'ici à 2003.

Premier principe : chaque contribuable – particulier, entreprise petite ou moyenne, grande entreprise – aura « un correspondant fiscal unique », comme à EDF ou à sa banque. Fini le temps où le contribuable était renvoyé d'un service à l'autre, promet le ministre. A l'avenir, le correspondant fiscal unique aura accès « en temps réel », grâce à de nouveaux moyens informatiques, à l'ensemble du dossier du contribuable. Aujourd'hui, la direction générale des impôts (DGI) et le Trésor public, qui se partagent l'assiette et le recouvrement des impôts, n'ont pas de liens informatiques directs. Les nouvelles technologies permettront au contribuable de ne plus faire les frais de cette organisation, sans que les chaudières qui sont la DGI et le Trésor ne perdent leur indépendance.

Deuxième grand principe : la simplification. Une disposition de la loi de finances pour 1999 lui fournit un premier outil : le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques de l'Insee (NIR) comme identifiant fiscal. En 2001, au plus tard, les contribuables recevront une « déclaration expresse », sur laquelle seront préimprimés l'ensemble des revenus déclarés par les tiers (employeur, banque, etc.) à l'administration fiscale. Pour plus de dix millions de contribuables (sur trente millions), il n'y aura plus qu'à vérifier les informations inscrites et à signer la déclaration de revenus.

« GAINS D'EFFICACITÉ ». Dernier principe édicté par M. Strauss-Kahn : installer un interlocuteur économique unique pour les PME, souvent perdus dans le dédale des services administratifs et la complexité des règles. Cela devra se faire dès 2000, autour des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, des directions régionales du commerce extérieur et des délégations régionales au commerce et à l'artisanat. L'ensemble de ces mesures apportera un meilleur service aux contribuables. Permettront-elles à l'Etat de faire des économies ? M. Strauss-Kahn l'affirme, sans donner de chiffres. La France a aujourd'hui un des systèmes de recouvrement fiscal les plus chers. Selon un rapport de l'inspection

des finances, elle consacre plus de 1,5 % des recettes encaissées – soit près de 26 milliards de francs (3,96 milliards d'euros) – à la gestion de ses impôts. Comme l'Allemagne et l'Italie, mais beaucoup plus que les Etats-Unis et la Suède (0,5 %), ou le Canada, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (1 %). Dans tous ces pays, les administrations fiscales ont beaucoup évolué ces dernières années. La France, elle, n'a pas abordé de front le débat sur l'emploi. A Bercy, on n'ose même pas parler de gains de productivité, pour ne pas heurter les syndicats. On parle de « gains d'efficacité », qui devront être consacrés à de nouvelles missions (temps d'ouverture plus longs, par exemple), à une formation et une qualification accrues des agents des impôts et à la réduction des effectifs du ministère au profit d'autres services de l'Etat.

Virginie Malingre

Georges Quémener condamné pour complicité de diffamation envers Jean Tiberi

L'ancien directeur du personnel de la ville de Paris, Georges Quémener, a été condamné, mardi 13 avril, par le tribunal correctionnel de Paris à 20 000 francs d'amende pour complicité de diffamation envers Jean Tiberi. M. Quémener était poursuivi pour un entretien publié dans Le Parisien du 18 mai 1998, dans lequel il expliquait que le cabinet du maire de Paris avait permis la mise en place d'un système de plus de 300 emplois fictifs entre 1985 et 1990. Le tribunal a également condamné Le Parisien et l'auteur de l'entretien, respectivement à 30 000 et 10 000 francs d'amende. Les magistrats, qui parlent de « singulière imprudence » du journaliste et de M. Quémener, ont estimé qu'il « imputait à un élu d'avoir donné personnellement des instructions pour que soient commises des infractions pénales porte atteinte à l'honneur et à la réputation de celui-ci ». Et ajoutent que M. Quémener ne peut bénéficier de l'excuse de la bonne foi car sa motivation « n'apparaît pas dénuée de tout esprit de vengeance ».

Des organisations demandent le retrait du projet de fichier informatisé de police

LA LIGUE des droits de l'homme (LDH), le Syndicat de la magistrature (SM), le Syndicat général de la police (SGP) et le Collectif informatique fichier et citoyenneté (IFC) ont demandé, mardi 13 avril, lors d'une conférence de presse commune, le retrait du projet du Système de traitement des infractions constatées (STIC), un gigantesque fichier de police qui devrait recenser les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux de leurs victimes (Le Monde du 16 février). Ces organisations, qui qualifient le STIC de « mégafichier de suspects », craignent que ce projet d'arrêt, qui a fait l'objet de réserves de la part du Conseil d'Etat, soit adopté rapidement après des modifications de pure forme et sans réel débat public. Elles estiment que ce « fichier, constitué au mépris de la présomption d'innocence, anéantit le principe du droit à l'oubli et ne peut que décourager tous les efforts de réinsertion ». Elles dénoncent également la durée trop longue de conservation des données ainsi que les difficultés d'accès pour les personnes aux informations les concernant.

DÉPÊCHES ■ RETRAITES : la CGT et la CFE-CGC qualifient de « provocation » les propositions du Medef (ex-CNPF). La CGT a estimé, mardi 13 avril, qu'en amplifiant le « recul » des retraites, le patronat veut « promouvoir les fonds de pension ». « Il y a quelque impudence pour l'organisation patronale à prôner un système incitatif à travailler plus alors que les directions d'entreprises multiplient les licenciements, n'intègrent pas les jeunes et mettent à la porte les salariés âgés », indique l'organisation syndicale. Pour la CFE-CGC, le Medef « ne recule devant aucune outrance ». L'organisation syndicale juge « irresponsables » les propositions du patronat, en estimant qu'elles « s'en prennent essentiellement à l'avenir des retraités ». ■ CORSE : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, mardi 13 avril, une demande de mise en liberté du militant nationaliste corse Marcel Lorenzoni, mis en examen pour « association de malfaiteurs en vue de commettre des actes de terrorisme » et écroué en février 1998 en marge de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac. Les magistrats ont cependant levé le mandat de dépôt de sa compagne, Fabienne Maestracci, mise en examen dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du militant Robert Sozzi. ■ 35 HEURES : la CFE-CGC réclame l'instauration d'un salaire minimum pour les cadres, dans le cadre de la seconde loi sur la réduction du temps de travail. Ce salaire minimum interprofessionnel plancher (SMIP) pour les cadres ne devrait pas être inférieur au plafond de la Sécurité sociale, soit 14 470 F (2 206 euros), souligne la CFE-CGC, qui rendra publiques ses propositions définitives en mai. ■ RPR : Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, a estimé, mardi 13 avril à Poitiers, que « jamais peut-être comme aujourd'hui, les conditions d'un renouveau de l'opposition n'ont été réunies », depuis l'échec de la droite aux législatives de 1997. « Il convient maintenant de sortir de la torpeur qui fut celle de notre échec », a-t-il ajouté. ■ EXTRÊME GAUCHE : une dizaine de militants de la Ligue communiste révolutionnaire devaient annoncer, jeudi 15 avril, leur ralliement à la fondation Marc-Bloch, dans le bulletin de liaison interne de ce petit club qui rassemble des républicains de droite et de gauche. François Morvan, membre du comité central de la LCR et chef de file des partants, a co-signé dans Le Monde (daté 11-12 avril), une tribune avec Paul-Marie Couteaux, Henri Gato, proches de Charles Pasqua, Pierre Lévy et Didier Motchane, vice-président du Mouvement des citoyens, contre l'intervention de l'OTAN en Serbie.



e.l.m. leblanc
Groupe Bosch

Démarche qualité e.l.m. leblanc à l'attention des utilisateurs

de chaudières murales à gaz GLM 7 H / GLS 7 H



Les produits e.l.m. leblanc sont en permanence soumis à des tests de qualité et de sécurité. Ainsi, des analyses effectuées ont permis de constater un problème potentiel de sécurité sur un lot limité de chaudières GLM 7 H / GLM 7 H VMC GLS 7 H fabriquées en 1998 ou dont le tableau de commande a été changé en 1998. Elles sont identifiables par le sigle GLM ou GLS sur la façade (voir dessin ci-contre) et par la référence du modèle sur la notice d'emploi.

A ce jour, aucun accident n'est survenu, mais afin de garantir la sécurité totale de ses clients, e.l.m. leblanc a déjà lancé une opération gratuite de remplacement de ces tableaux de commande. Grâce au soutien actif et au professionnalisme de ses partenaires service après-vente cette opération est déjà largement réalisée.

Toutefois, pour s'assurer que tous les appareils concernés seront remis à niveau rapidement, nous invitons les utilisateurs qui n'auraient pas encore pu être joints de s'adresser immédiatement à leur service après-vente habituel ou de contacter le centre d'appel e.l.m. leblanc :

Numéro vert : Tél. 0800 598 598 - Appel gratuit
Centre d'appel ouvert de 8h00 à 21h00

A titre préventif, e.l.m. leblanc préconise d'éteindre les chaudières concernées fonctionnant au gaz propane, dans l'attente d'une intervention du service après-vente.

Important :
Seules les références indiquées ci-dessus sont concernées par cette opération. Nous rappelons à tous les utilisateurs la nécessité d'un entretien annuel de leur appareil par un professionnel qualifié (circulaire ministérielle du 9 août 1978 - J.O. du 13 septembre 1978).

Merci pour votre confiance et votre compréhension. Soyez certains que pour nous, e.l.m. leblanc, la qualité de nos produits et la sécurité de nos clients resteront toujours nos priorités premières.

هكذا من الأصل

Le foisonnement de la coopération décentralisée a besoin d'être organisé

Quelque six mille collectivités locales entretiennent des relations avec leurs homologues étrangères de cent dix pays. Les Rencontres nationales des 16 et 17 avril, à Paris, visent notamment à recadrer des initiatives de plus en plus nombreuses

ENTAMÉE dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, sous la forme de jumelages, d'échanges de jeunes et d'invitations réciproques de fanfares ou de troupes de majorettes, la coopération entre collectivités locales françaises et étrangères connaît un développement continu depuis quinze ans. Parallèlement à l'entrée en vigueur, sur le territoire national, des lois et mécanismes de la décentralisation, la « coopération décentralisée » entre villes, départements et régions françaises et étrangères – de l'autre côté de la frontière aussi bien qu'en Afrique ou sur d'autres continents – a peu à peu trouvé sa légitimité, ses marques et ses ressorts. Mais il faut la recadrer, peut-être la réorienter. C'est l'objet des Rencontres nationales de la coopération décentralisée, organisées les 16 et 17 avril, à Paris, par Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

Le temps n'est plus où l'Etat pouvait seul revendiquer l'exclusivité des relations extérieures. Même si la France n'est pas, comme la Belgique ou l'Allemagne, un Etat fédéral, le Quai d'Orsay, l'admission de ses prérogatives, ne songe plus à empêcher Paris, l'Alsace ou le Puy-de-Dôme de développer une politique extérieure. Mais l'exercice est difficile : il faut concilier le principe de liberté et d'initiative des collectivités et la nécessaire cohérence des démarches vers le Vietnam, la Pologne ou le Mali. D'autant plus que, de leur côté, les organisations non gouvernementales (ONG), établissements publics ou universités entretiennent traditionnelle-

ment des contacts et mènent des opérations concrètes avec des partenaires étrangers.

« La loi de 1992 [sur l'administration territoriale de la République] a non seulement autorisé, mais encouragé nos collectivités à agir, alors

« Les meilleures actions sont celles qui se fixent une ligne claire, le pire étant la politique du zapping »

que, jusqu'à cette date, leurs initiatives se déroulaient souvent dans une relative clandestinité, voire l'illégalité. Elle apporte une sécurité juridique aux élus », explique M. Josselin. A ce jour, aucune action contentieuse n'est en cours, semble-t-il, devant les tribunaux administratifs au titre du contrôle de légalité de la « diplomatie locale ».

Le développement du phénomène s'apparente à un foisonnement – on a même pu parler de « désordre » –, au point que, parfois, les contribuables s'inquiètent du coût des voyages d'études ou de l'envoi d'experts. On évalue à 1 milliard de francs (152 millions d'euros) l'ensemble des crédits mobilisés. Quelque six mille collectivités ont des relations avec leurs homologues étrangères de cent dix

pays, au moins un département sur trois et la quasi-totalité des régions. La liste n'est pas exhaustive, mais on cite volontiers le Poitou-Charentes, l'Alsace, l'Île-de-France, Rhône-Alpes ou le Nord-Pas-de-Calais – Marie-Christine Blandin, ancienne présidente (Verts) de la région, préside le comité de pilotage des Rencontres –, les Hauts-de-Seine, les Côtes-d'Armor ou la Seine-Saint-Denis, l'Orne, la Seine-Maritime, Lyon, Limoges, Le Havre ou Strasbourg. Angers a mis en place une formule originale avec Bamako, inscrite dans la durée : 1 % du budget d'investissement de la ville est, depuis plus de dix ans, « réservé » à la capitale malienne, qui peut donc, à l'avance, programmer sa politique d'investissements. « Les meilleures actions sont celles qui se fixent une ligne claire, le pire étant la politique du zapping », juge le ministre.

Intégralement renouvelée l'an dernier, la commission de coopération décentralisée comprend soixante-quatre membres, dont la moitié sont des représentants des collectivités. Si son secrétaire général est un préfet – Jacques Andrieu –, M. Josselin a souhaité que

soit nommé un secrétaire adjoint. Pierrick Hamon, chargé pendant longtemps de ce secteur au conseil général des Côtes-d'Armor lorsque le ministre présidait encore l'assemblée départementale. But de cet organisme : mieux identifier et

voisinage – avec l'Allemagne – ou de cousinage – Québec – va sur sa lancée, on a pu constater des « phénomènes de mode » au moment d'une terrible sécheresse – avec les pays du Sahel, dans les années 70-80, par exemple –, les

Agriculture et partenariats

Les chambres d'agriculture, de leur propre chef ou en partenariat avec les conseils généraux et régionaux, ont engagé plusieurs opérations de coopération. Les objectifs sont triples : rechercher des partenaires commerciaux, favoriser la promotion des hommes et la prise de responsabilité par les producteurs, structurer la profession agricole. « Avec une déontologie, précise Danielle Buhagiar, de l'Assemblée des chambres d'agriculture, n'intervenir qu'à la demande de chambres étrangères et que si ces dernières sont démocratiquement élues par les agriculteurs de base. » Pays prioritaires : Mali, Sénégal, Guinée, Tunisie et Maroc, Hongrie, Lettonie et, surtout, Pologne, où trente-neuf opérations de partenariat bilatéral sont recensées : formation professionnelle, préparation à la PAC, amélioration génétique des troupeaux de vaches laitières, culture des pommes de terre, agrotourisme, détachement de professeurs de français dans les lycées agricoles polonais.

coordonner les actions des uns et des autres et éviter que les efforts ne soient concentrés exagérément sur un « pays phare ». Une banque de données est mise en place. Si la « vieille » coopération de

Etats d'Europe orientale et, singulièrement, la Roumanie après la chute du mur de Berlin ou l'Asie du Sud-Est, quand la Malaisie, la Chine ou l'Indonésie comptaient un rythme de croissance à deux

chiffres. Dans la « nouvelle vague » de la coopération, le Vietnam apparaît en bonne place, les domaines d'action se multiplient, avec le souci constant d'un professionnalisme plus poussé : lutte contre la pollution, gestion urbaine, traitement de l'eau, transports publics, coopératives agricoles, organisation administrative locale, rénovation des hôpitaux. Ainsi la Seine-Saint-Denis travaille-t-elle avec la province de l'Ouganda maritime, au Gabon – transports scolaires, équipement des communes en matériel informatique –, et, depuis peu, avec des villes palestiniennes – échanges culturels, création de réseaux de bibliothèques.

« Comparées au régime juridique en vigueur dans les Länder allemands ou les autonomies espagnoles, la loi française de 1992 est très libérale et la façon dont elle est interprétée encore plus libérale », note M. Andrieu. Le champ d'action extérieure des collectivités est presque infini. Consécration prochaine : une ligne spéciale devrait être inscrite dans les contrats de plan Etat-régions.

François Grosrichard

Les municipalités tchèques intéressées par le savoir-faire français

PRAGUE

de notre correspondant

Depuis quelques jours, des Limougeauds habitent rue de Pilsen, du nom de la capitale tchèque de la bière et de la construction mécanique. Son inauguration conjointe par les maires des deux villes, jumelées depuis trente-cinq ans, a marqué la relance d'un partenariat en panne après un début de décennie prometteur, mais trop axé sur la culture. Limité, jusqu'à la chute du régime bureaucratique, en 1989, à des échanges scolaires ou de clubs sportifs, le jumelage entre Pilsen, ou Pilsen (à l'ouest de Prague), et Limoges s'oriente désormais vers un transfert de savoir-faire.

« Nous sommes intéressés par les expériences de Limoges en tant que capitale de région, car Pilsen va le devenir après la création des régions, prévue en l'an 2000 », explique Helena Hejdova, responsable des relations internationales à la mairie de Pilsen. Une convention, signée début avril, prévoit un échange permanent d'informations et l'envoi d'élus et de techniciens français sur les dossiers à caractère environnemental, en particulier le traitement de l'eau et des déchets, les transports et la qualité de l'air. Ces dossiers préoccupent Pilsen, comme nombre de villes tchèques confrontées à la pol-

lution industrielle et liée à la circulation automobile.

La deuxième ville du pays, Brno, au sud-est de Prague, jumelée depuis 1965 avec Rennes, bénéficie aussi d'une coopération décentralisée, pour la communication entre élus et citoyens, l'environnement et l'aménagement urbain. Un représentant rennais a ainsi participé à une commission pour la rénovation de la vieille place de la Liberté, symbole de la capitale historique de la Moravie.

INTÉGRATION DES PROGRAMMES EUROPÉENS

« Les connaissances des responsables rennais sont d'une grande utilité, car ces thèmes sont pour nous nouveaux », affirme Helena Burianova, directrice de l'Office des relations internationales de Brno. « Sous le communisme, la municipalité n'avait pas de politique de communication ou d'environnement, d'où l'important travail à faire », précise-t-elle. Grâce à Rennes, Brno a aussi intégré les réseaux et les programmes de l'Union européenne pour le développement des démocrates locaux et la formation des agents communaux dans les pays candidats à l'adhésion.

A Zlin, patrie d'origine du chausseur Bata, jumelée depuis trente ans avec la capitale fran-

çaise de la chaussure, Romans, les autorités sont très demandeurs de coopération sur des programmes de formation des fonctionnaires municipaux. La coopération décentralisée a fourni l'impulsion pour une relance du partenariat, au début de la décennie. Elle a permis à des agents de la commune de Zlin de « se familiariser avec le fonctionnement d'une mairie française dans le cadre de l'économie de marché », raconte Helena Bldova, ancienne stagiaire aujourd'hui responsable des relations extérieures de Zlin.

La cité morave, au sud-est de Prague, qui investit dans l'enseignement du français – elle accueille trois lecteurs de français pour quatre-vingt-trois mille habitants –, espère que la coopération avec Romans permettra d'attirer des investisseurs d'entreprises françaises.

Confrontés à une hausse brutale du chômage depuis dix-huit mois – le taux national est passé de 3,5 % à 8,5 % –, la vingtaine de municipalités tchèques participant ou ayant participé à des opérations de coopération décentralisée regrette toutefois les faibles retombées économiques des coopérations intercommunales.

Martin Plichta

UNE JOURNÉE À STRASBOURG

Le Monde LA POSTE

Vendredi 23 avril 1999

LE MONDE ET LA POSTE

vous invitent à

Rencontrer

Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde

Découvrir

Le Monde, La Poste, le multimédia et l'espace philatélie

Débattre

« Vivre à Strasbourg »

à 18 heures

un grand débat dont vous êtes les acteurs : les questions des Strasbourgeois sur l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au PALAIS DES FÊTES à partir de 14 heures

5, rue Sellenick, Strasbourg

Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Strasbourg

Question : _____

A retourner par courrier à : LE MONDE, Marcel SCOTTO
Parlement européen - Centre de presse
12, avenue du Président-Robert-Schuman
67000 Strasbourg

Le chantier inachevé de la prévention des risques naturels

SEULES 35 % des communes « à risques » de vingt mille à cent mille habitants se sont dotées d'un plan de prévention des risques (PPR), que la loi a pourtant rendu obligatoire. Telles sont les conclusions de l'étude de l'Institut français de l'environnement (IFEN), publiée dans Les Données de l'environnement, mardi 13 avril, quelques semaines après les dramatiques avalanches dans les Alpes.

Les efforts réalisés depuis la loi de 1987, qui donne au citoyen un droit à l'information sur les risques naturels et technologiques, complétée par la loi Barnier de 1995, ont permis d'élaborer des plans de prévention pour 1 692 communes. Mais ils sont encore loin de couvrir les besoins : les services de l'Etat estiment que 10 000 communes devraient faire l'objet d'un PPR, « du fait des risques importants qu'elles représentent en termes d'enjeux humains », selon les termes de la note de l'IFEN.

Or plus de 17 000 communes sont affectées par un ou plusieurs risques naturels, selon l'état des lieux effectué par les préfets. Les inondations sont les plus menaçantes (près d'une commune sur trois). Viennent ensuite les mouvements de terrain (5 932 communes), les séismes (5 100), les feux de forêt (3 905), puis les avalanches (355) et les tempêtes ou cyclones (73).

Les PPR permettent aux autorités locales, avant toute décision d'aménagement, de tenir compte

des risques répertoriés sur une zone. Elaborés par les directions départementales de l'équipement et celles de l'agriculture, approuvés par les préfets, ils visent à interdire les nouvelles constructions dans les zones les plus exposées et à réglementer les activités humaines dans les sites moins exposés.

Cette procédure, assez peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 36 % des communes touchées par les ava-

lanches sont couvertes par un plan, mais seules 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui cumulent plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 6 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Sylvia Zappi

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

DÉPÊCHES

■ ALSACE : mille entreprises ont bénéficié de la prime régionale à la création d'entreprise (PRCE) ou de la prime régionale à l'emploi (PRE), depuis 1982, a annoncé, mardi 13 avril, Adrien Zeller, président (UDF) du conseil régional d'Alsace. Ces aides ont permis la création de 13 000 emplois pour un coût de 187 millions de francs (28,50 millions d'euros).

■ FINISTÈRE : le ramassage de coquillages a été interdit, mardi 13 avril et jusqu'à nouvel ordre, dans la baie d'Audierne (Finistère), en raison de la présence d'algues toxiques appelées *dinoflagellés*. Cette interdiction, prise « en raison des risques encourus pour la santé publique », porte sur une zone allant de la pointe du Raz à celle de Penmarc'h.

■ ORNE : l'eau a été déclarée impropre à la consommation par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale dans sept communes de l'Orne (800 habitants), à cause d'une forte concentration de nitrates. Les périodes de pluie récentes ont entraîné une augmentation des concentrations en nitrates dans l'eau dans deux stations de traitement, avec respectivement des taux de 53 mg/l et 56 mg/l pour une norme autorisée de 50 mg/l.

■ PARIS : une pétition a été lancée, mardi 13 avril, pour la réinstallation du viaduc de Tolbiac au sein de la ZAC Paris-Rive gauche, dans le 13^e arrondissement, par les associations qui militent pour le réaménagement de ce chantier. Ce viaduc, grand ouvrage d'art datant de 1895 qui enjamait les voies ferrées de la gare d'Austerlitz, a été démonté début 1996.

سكزا من الأصل

HORIZONS

ENQUÊTE

ganisé

L'ARMÉE yougoslave avait déclaré qu'il ne lui faudrait pas plus de quatre jours pour « éliminer » les rebelles de l'UCK si on lui laissait les mains libres. C'était avant le déclenchement des frappes aériennes de l'OTAN sur la Yougoslavie, le 24 mars. Depuis cette date, les forces serbes poursuivent leurs offensives contre les maquis de l'UCK. L'UCK résiste donc. Mais elle se terre dans les maquis pour échapper à la puissance de feu serbe. « Il y a de petites poches de résistance, des actions de guérilla », a récemment indiqué le général de brigade de l'OTAN, David Wilby.

Le principal problème de l'UCK est qu'elle ne peut plus guère compter sur le soutien de la population locale dans laquelle elle s'était immergée. Elle trouvait dans les villages du Kosovo l'appui logistique indispensable pour assurer l'approvisionnement de ses troupes en hommes et en nourriture, les relais nécessaires sur les voies d'acheminement des armes en provenance de l'Albanie et de la Macédoine, et des tonnes de renseignements qui lui permettaient d'être avertie des incursions de la police serbe dans ses « territoires libérés ».

Dès l'offensive de l'été dernier, les Serbes avaient entrepris de couper l'UCK de ses bases. Radicalement sur la frontière albanaise, tout d'abord, le long et sinistre chapelet de villages en ruine de Djakovica à Decani témoigne de la « technique » : le nettoyage par le vide. Depuis le déclenchement des frappes de l'OTAN, les Serbes sont passés à une vitesse supérieure en organisant l'exode de plus d'un demi-million de personnes vers l'étranger. Autant, sans doute, en ont au Kosovo, sur les routes, dans les bois ou les montagnes. En quelques mois, des centaines de villages ont été systématiquement vidés de leurs habitants et brûlés.

Selon des militaires occidentaux, une bande de territoire de 14 kilomètres de large le long de la frontière albanaise, une autre, plus étroite, vers la Macédoine, ont été totalement « nettoyées » par les forces serbes et minées. Chaque incursion de rebelles albanais depuis leurs bases arrière de Macédoine ou du nord de l'Albanie, surtout, est devenue un jeu de roulette russe. En début de semaine, l'agence officielle yougoslave, Tanjug, annonçait ainsi qu'au moins 150 « terroristes » – terme consacré à Belgrade pour désigner les membres de l'UCK – qui tentaient une incursion ont été « éliminés » par l'armée yougoslave à l'ouest de Djakovica (sud-ouest du Kosovo).

Selon plusieurs sources militaires occidentales en contact avec l'UCK, la rébellion risque d'être prochainement à court de munitions alors qu'elle disposerait de stocks, provisoirement inaccessibles, dans les pays limitrophes. Elle aurait lancé un appel pour que l'OTAN lui parachutât des armes ou qu'elle lui ouvre et sécurise un corridor d'approvisionnement.

De fait, l'armement de l'UCK reste sommaire. Dans un premier temps, elle a largement puisé dans les grandes quantités d'armes pillées dans les arsenaux albanais durant les émeutes du printemps 1997. Selon un rapport de l'ONU, 650 000 armes, 200 000 tonnes d'explosifs, 15,5 millions de munitions avaient alors été subtilisées. Toujours selon les Nations unies, 200 000 de ces armes auraient pris le chemin du Kosovo. Depuis, l'UCK a commencé à diversifier ses sources d'approvisionnement afin d'acquiescer des armes de meilleure qualité que les AK47 albanaises de piètre facture. « L'UCK demeure équipée d'armes légères, de quelques lance-roquettes antichars, de fusils à lunette et peut-être de quelques missiles légers, mais rien qui ne puisse réellement inquiéter l'artillerie et les blindés serbes », estiment toutefois les experts américains du Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS).

« Nous n'avons pas besoin de troupes de l'OTAN, nous avons besoin d'armes antichars. Nous pourrions ensuite prendre l'offensive et faire le travail nous-mêmes », a récemment déclaré à des diplomates américains, Xheladin Gashi, chef des opérations de l'UCK. Militaires et politiques oc-



Entraînement à la base de l'UCK de Kukës en Albanie (avril 1999).

Les mystères de l'UCK

Affaibli sur le terrain, presque à court d'armes et coupée de ses appuis dans la population, l'Armée de libération du Kosovo résiste difficilement aux forces serbes. Une odeur de soufre continue de planer autour de cette rébellion dont les circuits de financement seraient liés au trafic de stupéfiants. Des doutes subsistent aussi sur sa stratégie politique

« Nous n'avons pas besoin de troupes de l'OTAN, nous avons besoin d'armes antichars. Nous pourrions ensuite prendre l'offensive et faire le travail nous-mêmes ».

Xheladin Gashi, chef des opérations de l'UCK

« Nous n'avons pas besoin de troupes de l'OTAN, nous avons besoin d'armes antichars. Nous pourrions ensuite prendre l'offensive et faire le travail nous-mêmes ».

Xheladin Gashi, chef des opérations de l'UCK

Il reste à savoir sur quel terrain politique se placerait l'UCK qui entre-tient des liens délibérément obscurs avec le Mouvement populaire du Kosovo (LPK), né de la fusion de plusieurs groupuscules marxistes-jénistes attirés par le nationalisme communiste d'Enver Hoxha, le dictateur de la « mère patrie » albanaise mort en 1985. Selon l'un de ses dirigeants, le LPK a été créé à Pristina en 1982 à la suite des manifestations nationalistes albanaises de l'année précédente. Les revendications albanaises portaient alors sur la reconnaissance de cette province comme la septième république de la fédération aux mêmes titres, à l'époque, que la Serbie, la Slovaquie, la Croatie, la Bosnie, le Monténégro et la Macédoine. La présidence collégiale yougoslave allait réprimer cette agitation dans le sang. Six mille Albanais devaient ensuite être condamnés pour « menées contre-révolutionnaires » à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison et 22 000 autres à des internements administratifs de trente à soixante jours. Cette répression présageait de la politique du bâton que Belgrade n'allait avoir de cesse d'appliquer jusqu'à la suppression de l'autonomie en 1990, puis par l'intervention armée en 1998. « A chaque fois qu'un prisonnier était tor-

turé, une partie infime de l'UCK naissait, se développait... », raconte Bardhyl Mahmuti, membre du LPK dit « extérieur » et ancien dirigeant de mouvement clandestin jusqu'à son exil en Suisse, en janvier 1990 (in « Kosovo, naissance d'une lutte armée », par Patrick Denaud et Valérie Pras, éd. L'Harmattan, février 1999). Slobodan Milosevic est sans aucun doute le meilleur sergent recruteur de l'UCK, dont les effectifs ont enflé au fur et à mesure de la répression serbe.

L'Armée de libération s'est manifestée pour la première fois, en 1993, par l'assassinat de deux policiers serbes dans la Drenica, foyer historique du nationalisme albanais à l'ouest de Pristina. De là, fin 1995 à

l'automne 1998, elle a multiplié les attaques au Kosovo. Leur violence met en exergue l'impasse dans laquelle le pacifisme d'Ibrahim Rugova a été dirigé par le président yougoslave, Slobodan Milosevic. L'UCK s'impose comme une alternative et s'active, parallèlement, à marginaliser la Ligue démocratique de M. Rugova. En quelques mois, les effectifs de l'UCK passent de quelques centaines de membres à plusieurs milliers de combattants. Au printemps 1998, elle affirme contrôler plus de 30 % du territoire, sans jamais avoir remporté une seule bataille face aux Serbes. Le temps de la reconnaissance internationale suivra. Hashim Thaci, l'un des jeunes commandants de l'UCK (pilote dans l'ombre par le discret Xhavit Haxhi du LPK), dirigera ainsi la délégation albanaise à Rambouillet.

« Le LPK peut-il être considéré comme l'axe politique de l'UCK ? On ne peut pas répondre exactement à moins que le LPK ou l'UCK ne le confirme », notait récemment l'hebdomadaire en langue albanaise Koha. Le LPK, fortement représenté au sein des puissantes diasporas albanaises de Suisse et d'Allemagne, ne peut nier des liens pour le moins privilégiés avec l'Armée de libération. « Dès l'apparition de l'UCK, le LPK s'est fixé trois objectifs : la soutenir moralement, politiquement et financièrement », reconnaît M. Mahmuti. En 1997, le LPK fonde d'ailleurs l'association La patrie appelle, chargée de collecter dans plusieurs pays d'Europe, dont la France, les fonds reversés à la guérilla. Lorsque le 13 août 1998, l'UCK nomme six représentants politiques, trois d'entre eux, au moins, dont Bardhyl Mahmuti, sont choisis dans les rangs du LPK. Aujourd'hui, les anciens prisonniers politiques côtoient une nouvelle génération de combattants sans doute moins portés par la nostalgie pour l'« oncle » Enver Hoxha que par la sacro-sainte lutte pour l'indépendance et la vengeance des violences serbes. « L'UCK est aujourd'hui dans une situation difficile. C'est désormais une petite force combattante, estime le général de brigade, David Wilby. Mais ce mouvement ne va pas disparaître. » Nul doute qu'il jouera un rôle dans la recherche d'une solution pour le Kosovo. Mais plus le temps passe et moins il sera facile de leur faire déposer les armes et accepter moins que l'indépendance.

Christophe Châtelot

هكذا من الأصل

L'islam européen des Albanais

Héritage de l'Empire ottoman, la pratique religieuse discrète des musulmans d'Albanie et du Kosovo avait été étouffée par l'athéisme d'Etat du régime d'Enver Hodja, le socialisme yougoslave et l'occidentalisation des élites. Mais si la guerre du Kosovo n'est pas un combat religieux, l'épuration ethnique pourrait renforcer le poids des religions dans la renaissance des identités communautaires

LSLAM doublement oublié, constate Alexandre Popovic, spécialiste de l'islam balkanique au CNRS : par les islamologues, qui s'intéressent plutôt au monde arabe, et par les balkanistes, qui ont privilégié l'étude des populations chrétiennes. « Accident de l'histoire », plaident les intellectuels albanais. « Part constitutive de l'identité albanaise », affirment les chefs musulmans. Comment qualifier cet islam albanais, ce souvenir abandonné aux marches de l'Europe par l'Empire ottoman dans sa déroute ?

La guerre du Kosovo n'est pas un combat religieux, comme voudraient le faire accroire ceux qui instrumentalisent la foi à leur profit. Mais l'actuel conflit rappelle à notre mémoire cet héritage musulman, qui fait partie de notre histoire et des richesses de l'Europe. Islam trop discret sans doute, et longtemps complexé face à la suprématie du christianisme. Nonobstant, il a permis de bâtir une civilisation européenne, ou bien alimenté de vieux fantasmes sur les « herbes musulmanes » campant aux portes du Vieux Continent.

Aujourd'hui encore, cet islam reste une énigme. Pourquoi, dans cette région occupée pendant plus de cinq siècles par les Turcs, les Albanais se sont-ils convertis massivement à la religion musulmane, de même qu'une grande partie des Bosniaques ?

En Albanie, les seuls chiffres disponibles datent d'un recensement effectué en 1942, sous l'occupation italienne. Ils donnent 70 % de musulmans, 20 % d'orthodoxes et 10 % de catholiques. Au Kosovo, avant l'épuration ethnique, on estime que les musulmans représentaient près de 90 % de la population. Parmi eux, 10 % de non-Albanais : Turcs, Slaves et Roms (Tziganes). Enfin, en Macédoine, avant l'accueil des réfugiés kosovars, les Albanais majoritairement musulmans constituaient déjà une forte minorité de 23 % environ.

Les explications ne manquent pas pour rendre compte de l'islamisation des populations albanaises sous la domination ottomane. La plus courante a trait au système de la *dhimma* : pour échapper aux lourds impôts qui frappaient les *dhimis*, « gens du Livre », admis à pratiquer leur religion dans un État musulman, les Albanais avaient tout intérêt à se convertir. En outre, l'appartenance à l'islam leur ouvrait des perspectives de carrière, comme fonctionnaires ou comme soldats, au service de la Sublime Porte. De fait, l'Albanie a fourni à l'Empire ottoman plusieurs grands vizirs et toute une cohorte de janissaires. Peuple rude, régi par le code d'honneur du *kanun*, les Albanais ont-ils été attirés plus que d'autres par le métier des armes, comme le laisse entendre une phrase célèbre du lexicographe Sami Frashëri : « Là où est l'épée est la religion » ?

PIERRE Cabanes, coauteur de *Passions albanaises* (Odile Jacob), avance un autre argument, à propos du Kosovo : « L'opposition entre Albanais musulmans et Serbes orthodoxes recouvre peut-être une opposition sociale ancienne. » D'après lui, le ralliement à l'islam aurait constitué une manière de revanche pour des populations locales placées en situation d'infériorité et de « ségrégation sociale » par la féodalité serbe avant l'invasion ottomane.

Aucune de ces explications n'est à elle seule satisfaisante. Nathalie Clayer, chargée de recherches au CNRS, a mené une étude sur les conversions à l'islam dans les Balkans. Elle met en garde contre les « images d'épinal » et les « constructions » d'une certaine historiographie albanaise. « L'islamisation est un processus qui a duré pendant toute l'époque ottomane, et qui s'est accéléré au XVIII^e et au XIX^e siècles. Ses causes sont multiples. Par exemple, pour des villageois qui quittaient la montagne et s'installaient en ville, la conversion à l'islam facilitait l'insertion dans un milieu social nouveau. Ces raisons socio-économiques ne sont jamais citées, et pourtant elles sont avérées. »

Longtemps, les historiens officiels du régime communiste d'Enver Hodja ont mis en avant « l'ap-

portisme » des Albanais qui expliquait, selon eux, l'islamisation massive sous l'Empire ottoman. Ils voulaient démontrer ainsi la faiblesse supposée de l'attachement du peuple albanais à toute forme de religion et justifier l'athéisme d'Etat, proclamé en 1967. L'un d'eux invoquait, par exemple, le témoignage de Lord Hobhouse, voyageur anglais du XIX^e siècle : « L'Albanais vous dira d'abord qu'il est albanais, et ensuite quelle est sa religion. »

Au fond, cette thèse ne faisait que reprendre les arguments du mouvement nationaliste du début du siècle, qui avait systématiquement minimisé le rôle des religions dans la construction de l'identité nationale : celle-ci devait se souder autour d'une langue commune, et la diversité religieuse ne devait pas y faire obstacle. Il est vrai que les animateurs de la Renaissance nationale albanaise étaient issus de confessions différentes : l'évêque Fan Noli, président du gouvernement albanais en 1924, était orthodoxe, le poète et homme politique Luigj Gurajugliu catholique, et le kosovar Bajram Curri, qui organisa l'armée albanaise, musulman. « Mais n'a-t-on pas systématiquement minimisé les arrière-pensées religieuses ? », s'interroge M^{me} Clayer.

L'héritage musulman, en particulier, a pris place dans le passé albanais comme un legs gênant, une sorte de contre-mémoire : le ralliement massif à la religion des Ottomans a placé successivement le peuple albanais dans le camps des occupants et, en 1913, dans celui des vaincus. La figure du héros national Skenderbeg illustre bien les contradictions de la mémoire albanaise : de son premier nom Georges Kastrioti, il mena la lutte contre le sultan de 1443 à sa mort, en 1468. Ronsard lui-même chanta ses louanges : « O très grand Epirote ! O vaillant Albanais, dont la main a défait les Turcs vingt et deux fois. » Mais ses thuriferaires oublièrent souvent de préciser que, élevé à la cour de Topkapî et titulaire (administrateur ottoman), le grand Skenderbeg était converti à l'islam.

Aujourd'hui encore, pour beaucoup d'intellectuels albanais nourris de la pensée occidentale, le fait musulman est une « mal-

chance historique » - au même titre que la dictature d'Enver Hodja - qu'ils aimeraient pouvoir mettre entre parenthèses. L'écrivain Ismail Kadare est assez représentatif de cette tendance. Pour lui, l'islam est un « épisode » dans l'histoire de son pays, sans « racines profondes ». L'Empire ottoman a interrompu une « longue amitié avec l'Europe » (entretien au Monde du 7 mai 1992). « *Islamo Nox* », écrit-il dans l'une de ses œuvres. Dans un livre intitulé *D'un décembre à l'autre*, il prend clairement position pour une Albanie chrétienne : « J'étais convaincu que l'inclination de l'Albanie allait vers la foi chrétienne, parce qu'elle était liée à des souvenirs anciens et à la nostalgie de l'époque précédant la

domination ottomane. (...) Si l'Etat albanais effectuait une grande rectification historique, il faciliterait alors son union avec sa mère, le continent européen. » Le président de la Ligue démocratique du Kosovo, Ibrahim Rugova, ne va pas jusque-là. Dans son livre d'entretiens avec Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche (Payot), il parle de la religion dans laquelle il fut élevé comme d'un « islam symbolique », c'est-à-dire « qui n'était pas pratiqué ». Mais, par ailleurs, il ne cache pas une certaine sympathie pour le christianisme. Il a consacré sa thèse à un évêque albanais du XVIII^e siècle, Pjetër Bogdan. Avant la guerre, il entretenait de très bons contacts avec les milieux catholiques et exposait volontiers dans son bureau la photo de sa rencontre avec Jean Paul II.

La plupart des intellectuels albanais originaires du Kosovo décrivent l'islam de leur terre comme « tolérant », une religion « privée » dans une culture « laïque »

« Au début du siècle, il y a eu des affrontements à Shkodër entre chrétiens et musulmans. »

L'Albanie est, depuis ses origines, un carrefour des religions. Terre de passage, située sur la Via Egnatia qui reliait Rome à Byzance, l'ancienne région de l'Illyrie a d'abord été grecque, puis romaine. Saint Paul lui-même y amena l'évangélisme au I^{er} siècle : dans l'*Épître aux Romains*, il affirme avoir annoncé l'Evangile « depuis Jérusalem, en rayonnant jusqu'à l'Illyrie ». En 1054, lors du schisme qui divisa l'Orient et l'Occident, la région se trouve écartelée entre Rome et Constantinople. Enfin, l'islam survient en 1389, avec la défaite du Kosovo.

Islam sunnite, placé sous l'autorité du sultan et calife d'Istanbul. Mais aussi islam de janissaires, soldats de la Porte marqués par l'influence de la puissante confrérie des Bektachis. En effet, l'une des caractéristiques de l'islam albanais est de comprendre une forte minorité d'adeptes et de sympathisants des confréries religieuses. En Albe-

rie, les Bektachis représenteraient près de 20 % des musulmans. Au Kosovo, d'autres confréries sont présentes à côté des Bektachis, principalement à l'Ouest, dans la région de la Metohija. Certaines statistiques évaluent à cinquante mille le nombre de leurs sympathisants, avant l'épuration ethnique, soit environ 3 % des musulmans kosovars.

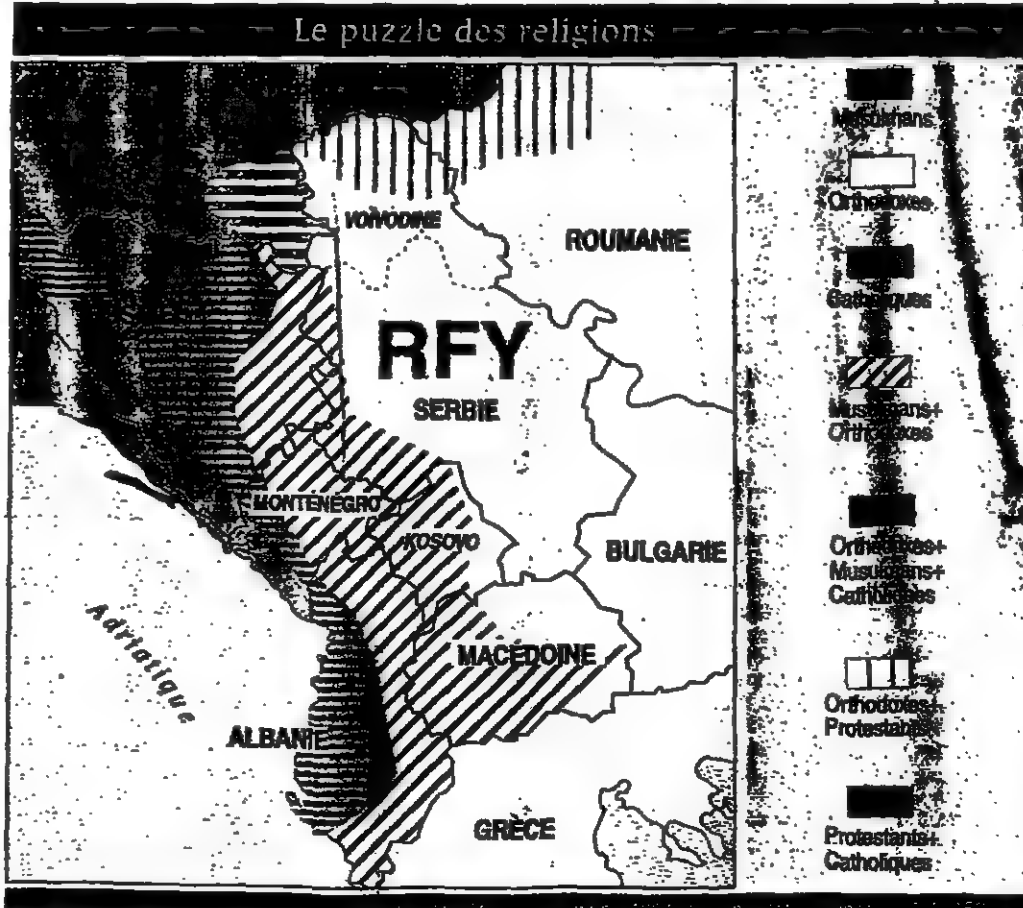
Le bektachisme est une confrérie de derviches fondée au XV^e siècle et se réclamant de Haci Bekas Veli, un tranien mort au XIV^e siècle. Cet islam organise son culte autour des tekke, des convents qui sont aussi des centres de rayonnement culturel et intellectuel. Un tel ordre initiatique et mystique convenait assez bien à un corps de soldats comme celui des janissaires. Il prône un islam tolérant, marqué par un syncrétisme religieux et très libre par rapport aux prescriptions du Coran et de la Sunna. Au point qu'en Albanie, Bektachi est devenu un synonyme de « bon vivant » et grand buveur de raki. Pierre Cabanes raconte volontiers cette anecdote : un chauffeur de car bektachi, après avoir franchi un col périlleux, ne manquait jamais de déposer une offrande devant le petit oratoire orthodoxe bâti au pied de la montagne, afin de remercier le « Dieu des chrétiens ». Après la suppression de l'ordre des janissaires par le sultan en 1826, les Bektachis pourchassés ont trouvé refuge en Albanie. Tirana est même devenue la capitale du bektachisme à partir de 1925. En Albanie comme en Turquie, les Bektachis, bien que minoritaires, ont joué un grand rôle dans la promotion des idées nationales et des valeurs modernes de liberté, de tolérance et de laïcité. Abdül Frashëri, membre d'une grande famille bektachie, est à l'origine de la Ligue de Prizren, première organisation nationale albanaise, créée au Kosovo en 1878.

DANS la communauté sunnite majoritaire, la séparation de l'Albanie et du Kosovo, à partir de 1973, a creusé un écart. Sous le régime hégémonique de la pratique religieuse a été interdite en 1967 et plus de deux mille lieux de culte ont été fermés. En 1980, les prémisses d'origine religieuse ont été prosaïques. Le régime de Tito s'est montré plus tolérant à l'égard de l'islam, surtout après la conférence afro-asiatique de Bandung, quand la Yougoslavie s'est engagée dans le Mouvement des non-alignés. Si, bien qu'aujourd'hui, la pratique religieuse est plus élevée au Kosovo qu'en Albanie, elle reste cependant le fait d'une population âgée et plutôt rurale. En ville, il n'est pas rare de rencontrer des jeunes convertis au protestantisme par des Eglises évangéliques, et qui le revendiquent.

Jusqu'ici les intellectuels occidentaux ont joué un rôle dominant en Albanie et dans la diaspora. Mais depuis quelques années se développe une nouvelle théorie de l'identité albanaise dans les milieux musulmans : rapprochant les mots « national » et « religieux », « musulman » et « albanais », elle suggère que l'islam a joué un rôle capital dans la préservation de l'identité albanaise. La revue *Drita Islame* (Lumière de l'islam), organe des musulmans albanais sunnites, affirmait par exemple en 1992 : « La foi islamique est au service de l'identité et de la nation albanaises » ; « la croyance musulmane est l'un des éléments fondamentaux du nationalisme albanais ». Le responsable de la communauté musulmane du Kosovo, Rexhep Boja, exprimait des positions semblables en 1994. Ce courant affiche cependant son apolitisme. La culture albanaise reste très laïque, comme en témoignent les vifs débats qui ont accompagné en 1993 l'adhésion de l'Albanie à l'Organisation de la conférence islamique (OCI), où elle n'est plus active aujourd'hui.

« Il ne faut pas minimiser le poids des identités communautaires à base religieuse », avance M^{me} Clayer dans son langage de spécialiste. La guerre et la purification ethnique pourraient exacerber ces sentiments identitaires : « Elles peuvent bouleverser les équilibres et mettre en selle d'autres leaders. Mais, clairement, cette guerre n'est pas une guerre de religions. »

Xavier Ternisien



Les vestiges de l'Empire ottoman

● 1389 : bataille de Kosovo. Les armées serbes et bosniaques, dirigées par le prince Lazare et renforcées de contingents valaques et albanais, sont battues par le sultan Murad I^{er}. Début de l'occupation ottomane.

● 1443-1468 : combats de Skenderbeg contre les Ottomans.

● 1453 : le sultan Mehmed II s'empare de Constantinople. Fin de l'Empire byzantin.

● 1557 : rétablissement du patriarcat serbe de Pec par les Ottomans.

● 1690 : grande migration des Serbes vers le Nord et la Voïvodine après une offensive des Autrichiens sur le Kosovo.

● 1756 : suppression du patriarcat de Pec.

● 1878 : création de la Ligue de Prizren, première assemblée de patriotes albanais.

● 1912-1913 : guerres balkaniques.

● 1913 : conférence de Londres, formation de l'Etat albanais.

● 1924 : gouvernement de Fan Noli en Albanie et coup d'Etat de Zog I^{er}, qui deviendra le roi Zog I^{er}.

● 1939 : invasion de l'Albanie par Mussolini.

● 1944 : mise en place du régime de Tito à Belgrade et de celui d'Enver Hodja à Tirana.

● 1967 : le régime d'Enver Hodja proclame officiellement l'athéisme en Albanie. Plus de 2 000 lieux de culte, mosquées, églises orthodoxes et catholiques, sont fermés.

● 1989 : suppression de l'autonomie du Kosovo.

● 1991 : transition démocratique en Albanie.

هكذا من الأصل

Kosovo : trois leçons pour la France

par François Heisbourg

LE plus important conflit militaire en Europe depuis 1945 comporte déjà d'importants enseignements pour notre pays. Dans le domaine strictement militaire, le conflit a confirmé que la « guerre zéro mort » est un concept creux. Certes, la technologie moderne permet de limiter au strict minimum les « dommages collatéraux » : les pertes humaines et matérielles résultant de l'imprécision des frappes militaires. Le progrès est immense. Mais toute guerre étant une opposition paroxysmique de volontés opposées, celui des antagonistes qui paraît incapable de prendre des risques pour imposer sa volonté a peu de chances de briser celle de son adversaire – quelle que soit l'efficacité militaire des coups que ce dernier aurait subis.

Dans des situations exceptionnelles (libération du Koweït pendant la guerre du Golfe), cette prise de risques a pu se dérouler à peu de frais. Mais, même dans ce cas, il avait fallu apporter la démonstration à travers une opération terrestre que nous sommes prêts à payer le prix du sang. Si cette leçon est évoquée ici, c'est bien parce qu'elle s'applique aussi à notre pays. Il existe une tendance trop fréquente à associer le mythe du « zéro mort » aux seuls Américains, supposés être particulièrement réticents à exposer la vie de leurs soldats depuis la guerre du Vietnam. Pourtant, avant les derniers développements de la crise du Kosovo, les Européens n'étaient pas davantage prêts à envisager une opération terrestre que les Américains. Et l'opinion américaine n'est pas moins prête que la nôtre à soutenir aujourd'hui une telle intervention.

À ce stade, il sera difficile d'éviter la menace d'une intervention terrestre préparée par les effets militaires des frappes aériennes si l'on souhaite mettre fin en temps utile à une situation humanitaire et stratégique qui dépasse les limites du supportable. Devant le manque de résultats politiques de l'opération aérienne, certains pourraient être tentés par une transaction qui se situerait bien en deçà des accords de Rambouillet avec la partition du Kosovo, dont une fraction deviendrait un ban-

toutan pour albanophones. A ce compte-là, il eût mieux valu n'avoir ni élaboré les accords de Rambouillet, ni procédé aux bombardements. L'échec serait immense pour tous, sauf pour Milosevic.

En termes stratégiques, l'affaire du Kosovo ne peut que confirmer notre pays dans sa volonté de pousser les feux dans le domaine de la défense européenne. En effet, si les Européens voulaient monter une opération terrestre de vive force au Kosovo, ils ne pourraient le faire que dans deux hypothèses : soit que les Américains en prennent l'initiative ; soit que les Européens convainquent les Américains d'en prendre la direction.

Là où le bât blesse véritablement, c'est que l'effort budgétaire européen sert à l'entretien de structures de forces surdimensionnées héritées de la guerre froide

Voilà notre marge de manœuvre ! Même dans l'opération aérienne actuelle, la majorité des avions engagés sont américains.

Cette relative faiblesse des Européens découle moins des limites budgétaires que d'une inadéquation des armées d'Europe continentale à l'après-guerre froide. Certes, l'effort de défense des pays de l'Union européenne n'atteint que 60 % de celui des Américains, mais les États-Unis ont des obligations de défense à l'échelle mondiale (notamment en Asie) que nous n'avons pas.

Là où le bât blesse véritablement, c'est que l'effort budgétaire européen sert à l'entretien de structures de forces surdimensionnées héritées de la guerre froide : dans les pays de l'UE, les armées comptent 1,9 million de personnes alors que les États-Unis, avec leurs engagements stratégiques multiples, alignent 1,4 million de militaires. En particulier, trois pays d'Europe continentale (Allemagne, Grèce et Italie) comptent ensemble de l'ordre de 800 000 personnes sous l'uniforme (près de 60 % des effectifs américains).

Mais il ne reste plus, du coup, qu'une misère pour se doter des moyens de projection de force : avec 8 milliards de dollars par an en dépenses d'acquisition de matériel, ces pays sont à 12 % du niveau américain. Cet état de fait doit être corrigé par un effort de convergence des politiques européennes de défense s'appuyant au plan institutionnel sur l'UE en vue d'accroître la capacité européenne de concevoir et de commander des opérations militaires dans les zones d'insécurité concernant directement notre continent. Le Kosovo en fait assurément partie.

Un paradoxe apparaît ici. Pour que la France puisse jouer à plein son rôle de nation-pilote de l'euro-

peut plus que déplaisants a été dénoncé avec justesse dans ces colonnes. Il se trouvera privé de l'un de ses principaux éléments si les Européens montrent qu'ils ont les moyens de projection de force militaire leur permettant de poser différemment les termes du débat stratégique.

Enfin, il convient d'adapter nos institutions politiques aux exigences stratégiques de l'après-guerre froide. Dans les crises actuelles, le nucléaire, avec ce qu'il implique de concentration de la décision entre les mains du chef des armées, ne joue qu'un rôle périphérique. L'opinion publique et la représentation nationale deviennent des éléments-clés dans la capacité de l'exécutif de conduire des opérations militaires risquées sur la longue période comme au Kosovo aujourd'hui.

Cependant, l'affaire du Rwanda avait déjà montré que certaines décisions n'eussent peut-être pas été prises si une plus grande transparence avait été prévue dans nos institutions. De même, des prises de risques comme celles attendues à une éventuelle opération terrestre dans les Balkans seraient plus aisément soutenables dans la durée si l'opinion, à travers la représentation nationale, se sentait étroitement associée à une décision lourde de conséquences.

Une codification des relations entre l'exécutif et le législatif en matière d'opérations extérieures contribuerait à réduire les risques de dérapage ou de désaffection. Il existe en cela divers modèles, les uns contraignants (ainsi les pouvoirs du Bundestag, en Allemagne), les autres moins (le *War Powers Act* américain de 1973), en sachant qu'il convient de ne pas lier de façon abusive les mains de l'exécutif face à des situations d'urgence absolue.

Il serait temps que l'on passe de solutions ad hoc à des mécanismes institutionnels de consultation ou d'information. Cette évolution exige une révision de notre Constitution. Cela aussi fait partie du processus d'adaptation à la fin de la guerre froide.

François Heisbourg est président du Centre de politique de sécurité de Genève.

L'absurde préférence

par Georges Guille-Escuret

EN TRE autres motifs d'alarme, le nouveau drame yougoslave est en train de confirmer en France et autour d'une désagrégation générale de la pensée politique moyennant un abandon de toute compétence sociologique. Le ridicule ayant étouffé les discours qui nous promettaient naguère une « fin des idéologies », voire un temps « post-historique », la croyance éperdue dans les vertus du bon sens est redevenue religion d'Etat et la présence d'une urgence exacerberait toutes les incohérences.

Ainsi l'alternative entre le soutien à l'OTAN contre les Serbes et la contestation de l'OTAN avec les Serbes s'est-elle répandue sous forme d'évidence fatale, comme si l'affrontement local et momentané entre une force impérialiste et un mouvement de barbarie devait nous amener à tolérer un de ces dangers pour condamner l'autre.

Bien que dépourvu de cynisme et de préméditation, le caractère impérialiste de l'attaque portée par l'OTAN est patent. Si la cause de cette réaction inhabituelle était que le drame se produisit en Europe, la réaction aurait dû être exclusivement européenne. Dès lors que l'opposition dépassait ce cadre, seule l'ONU était en droit d'en prendre la responsabilité. Telle quelle, l'initiative correspond forcément à l'affirmation d'une position dominatrice vis-à-vis des grands pays exclus du débat : Russie et Chine. La sincérité de la motivation « humanitaire » ne saurait écorner la signification politique de l'événement. Que ce soit ou non pour la bonne cause, on s'est incidemment permis ce que l'on présumait pouvoir se permettre.

Du côté de la barbarie, les regards se concentrent d'abord sur la perversité d'un dictateur et s'intéressent ensuite à l'anachronisme d'une mentalité nationaliste serbe. L'addition de ces deux éléments ne suffit pourtant pas à expliquer le déchaînement actuel de la violence crapuleuse. L'ivresse culturelle d'une rébellion contre les injustices accumulées par l'Histoire protège le maître de Belgrade plus encore que lui ne souffre dessus.

Certaines leçons de la tragédie bosniaque n'ont pas été retenues : l'affaiblissement de la tutelle gouvernementale après Tito est allée

de pair avec la pulvérisation de chefs locaux constituant tous leur autorité à partir de frustrations diverses et de désirs de revanche. Milosevic protège sa situation en confirmant la nuée des initiatives qui annoncent sa volonté et les massacres improvisés par des généraux de bourgeois précèdent l'organisation des convois de déportation. La solidarité entre les deux niveaux est d'autant plus stable qu'elle ne dépend pas d'une obéissance stricte de l'un à l'autre.

Deux guerres se sont alors superposées en demeurant à distance : la première confronte des États et prétend répondre à la seconde qui résulte justement de la dégénérescence d'un État. Voici quelques jours, un réfugié arrivant du Kosovo a relevé l'absurdité des bombes jetées sur des chars d'assaut et des batteries de DCA pendant que les assassins viennent faire leur besogne avec des couteaux et des mitraillettes. Contraste saisissant entre une violence horizontale et une réplique qui vient de haut mais qui punit seulement par ricochet.

L'exercice de la démocratie se réduit au rôle du chœur dans les tragédies antiques : soutenir Jason ou Médée, Clinton ou Milosevic, le missile céleste ou la mort à bout portant

Les phénomènes sont manifestement séparés : critiquer l'un ne devrait pas servir à se compromettre avec l'autre. La crédibilité de l'alternative résulte de l'absence d'une autre voie, moyennant le deuil silencieux d'un constat d'échec. Rares sont les voix qui s'élèvent pour regretter le manque d'une réflexion efficace qui aurait pu concevoir différemment le problème, tant sur le plan de son analyse sociologique que sur celui des moyens de pression destinés à le contenir. L'horreur du Kosovo est imputable autant à l'indifférence, l'aboulie et l'abandon des ambitions rationnelles chez les Occidentaux qu'à une barbarie des Serbes.

En France, par exemple, on ne croit plus à l'utilité des sciences sociales ni à la vraisemblance de messages qui associeraient histoire, géographie, démographie et ethnologie. Inversement, ces disciplines ne sont pas pressées de faire entendre leurs points de vue dans des débats brûlants, ayant trop appris que personne ne leur en serait reconnaissant. Il est assurément plus confortable de déclarer que Serbes, Croates, Hutus et Tutsis ne sont pas d'authentiques ethnies pour se débarrasser de la responsabilité d'un avis. Par ailleurs, il ne manque pas d'intellectuels mieux habitués à la fréquentation des médias sachant bricoler un discours attractif et sans danger en une minute d'antenne.

L'action réfléchie demande du temps. Ne pas mettre en chantier maintenant une structure capable d'organiser la documentation et l'analyse au service du plus grand nombre serait une nouvelle défaite qui nous conduirait tous à subir la nécessité d'un choix à venir entre des « réflexes » politiques dont la logique et la nocivité sont rodées depuis longtemps. Tant que l'information donnée par les sciences sociales à la presse et celle délivrée par la presse au public resteront aussi chaotiques, sporadiques, lacunaires, dispersées et improvisées, l'exercice de la démocratie se réduira au rôle du chœur dans les tragédies antiques : soutenir Jason ou Médée, Clinton ou Milosevic, le missile céleste ou la mort à bout portant.

Georges Guille-Escuret est chargé de recherches en sciences sociales au CNRS.

Relancer pour les Balkans le pacte de stabilité

Suite de la première page

Si l'on en juge quelques années après, l'effet politique du pacte de stabilité a été important dans toute l'Europe centrale. Il a constitué un signal très puissant à l'égard des pays candidats à l'Union. Ils ont tous compris qu'ils devaient régler leurs problèmes de frontières et prendre en considération les aspirations des minorités.

Certains se sont hâtés de signer des textes qui étaient prêts : Pologne et Lituanie, par exemple. Plusieurs pays qui n'avaient jusqu'à présent aucune discussion ont engagé des négociations, dont certaines ont abouti rapidement : la signature la plus symbolique eut lieu entre la Slovaquie et la Hongrie, le 19 mars 1995, à l'Hôtel Matignon.

D'autres ont poursuivi des efforts qui ont abouti plus tard : Hongrie et Roumanie, entre autres, en 1996. Ainsi ont également été favorisées les discussions entre la Russie et les pays baltes, désormais tous liés par des accords de bon voisinage. Ces succès avaient conduit des dirigeants américains à rappeler aux pays candidats à l'entrée dans l'OTAN qu'ils devaient respecter les principes du pacte. Pour les Balkans, en revanche, aucun progrès n'avait pu être réalisé du fait, entre autres, de la situation en Bosnie.

Dans la situation très grave que nous connaissons au Kosovo, le pacte de stabilité peut-il aujourd'hui constituer une solution ? C'est loin d'être sûr. La diplomatie préventive, qui était possible hier dans une Europe centrale et orien-

taile en proie aux tensions mais en paix, est fort différente des méthodes qui requièrent le recours par la Serbie à une violence cruelle contre les musulmans du Kosovo. Hier, l'attraction de l'UE apparaissait irrésistible à l'égard de candidats à l'adhésion, animés d'une volonté de transition démocratique et libérale. L'est-elle aujourd'hui autant pour des États placés dans une zone de guerre et dirigés par des pouvoirs très inégalement démocratiques, voire tyranniques, comme c'est le cas de la Serbie ?

Les objections au recours à un pacte de stabilité permettant de normaliser les relations entre la Serbie et le Kosovo ne manquent pas :

– Proposer un tel pacte suffirait-il pour convaincre M. Milosevic de respecter les droits des minorités ? Certainement pas. Mais cela contribuerait à fâcher et, si la Russie y aidait, à composer.

– Faut-il offrir des facilités à des régimes tyranniques ? Non, sauf si ces régimes commencent de façon crédible et irréversible une évolution vers la démocratie dont il est vrai que rien ne la laisse prévoir aujourd'hui.

– L'élargissement de l'Europe, incitation à signer le pacte de stabilité, n'est pas à l'ordre du jour pour les Balkans. Les priorités y sont autres aujourd'hui.

Finalement, quelles sont les solutions ? Ne rien faire et se résigner à l'acceptation de la frappe aérienne ne conduisent pas M. Milosevic à céder ? Envoyer des troupes au sol dont on voudrait espérer qu'elles parviendraient à abattre son régime et qui ne pourraient guère avoir pour mission que de protéger les populations du Kosovo en s'y installant pour des années ? Imaginer un règlement négocié avec le régime serbe ?

Il faut explorer une solution nouvelle : un engagement de respect des frontières et des droits des minorités garanti par la présence au sol d'une force militaire internationale d'interposition entre la Serbie et le Kosovo. Si les frappes

aériennes sont efficaces et si la Russie l'accepte, c'est possible. On ne voit pas, en tout cas, quelle autre solution le serait, sauf à spéculer sur un effondrement du régime serbe qu'on ne peut tenir pour assuré.

L'analyse sur laquelle repose l'idée d'un pacte de stabilité demeure valide. Au-delà des différences, la source de toutes les violences est bien la violation des droits des minorités et les volontés antagonistes de modifier les fron-

La priorité pourrait être donnée à la Macédoine, à la Bosnie-Herzégovine et à l'Albanie. La Serbie ne pourrait bénéficier de l'aide financière de l'Union que si elle prenait l'engagement de respecter la minorité musulmane

tières ou de les préserver, en Bosnie hier comme en Serbie aujourd'hui.

L'UE reste, pour les pays d'Europe centrale et orientale, et quoi qu'ils disent, le pôle de stabilité, de richesse et de sécurité vers lequel chacun se sent attiré. Nul mieux que les États de l'Union ne peut comprendre cette région si difficile et si proche d'eux.

C'est le moment pour l'Union de fixer un grand objectif à sa politique extérieure et de sécurité commune, et de reprendre l'initiative dans les Balkans autour d'un projet qui soit véritablement le sien. Il revient à la France de le proposer à l'Union européenne en s'inspirant du pacte de stabilité et en se fondant sur les principes suivants :

– L'UE devrait offrir à l'ensemble des pays de l'ex-Yougoslavie et à leurs voisins une perspective d'adhésion à long terme avec deux étapes : une nouvelle catégorie de relation avec l'Union, le « contrat ou le partenariat de stabilité », puis,

déjà connue, l'association. Le « contrat de stabilité » ne serait accordé qu'à ceux qui auraient signé des accords de bon voisinage prévoyant respect des frontières et respect des minorités. Pour y parvenir, des négociations seraient organisées sous les auspices de l'OSCE, donc avec l'appui des États-Unis et de la Russie, mais à l'initiative de l'Union. Elle seule a les moyens d'apporter à l'OSCE le dynamisme et l'impulsion dont cette institution a besoin.

Quels pays pourraient en bénéficier ? Dans un premier temps, ceux qui sont à la fois en paix et fragiles. La Slovaquie étant d'ores et déjà engagée dans les négociations d'adhésion, la priorité pourrait être donnée à la Macédoine, à la Bosnie-Herzégovine et à l'Albanie. La Serbie ne pourrait bénéficier de l'aide financière de l'Union que si elle prenait l'engagement de respecter la minorité musulmane, engagement garanti, je le répète, par la présence au sol d'une force militaire internationale d'interposition.

De toute façon, rien ne sera possible sans une évolution décisive du régime politique serbe.

Faire rentrer les Balkans dans la famille européenne et leur faire partager sa culture politique sera une affaire de longue haleine et coûteuse. Seule l'Union européenne a un intérêt suffisamment fort et des moyens suffisamment importants pour prendre cette initiative. Faute de le faire, elle risque, comme trop souvent dans le passé, de disperser ses efforts, sans aucun profit politique. D'autres prendraient alors en main les choses avec des intérêts différents, et, plutôt que ce soit nous qui stabilisons les Balkans, cette région nous apporterait encore pour longtemps inquiétudes et dangers, et menacerait la prospérité économique de l'Europe, voire son équilibre politique.

A l'appui de ce projet, il faudrait créer un fonds de stabilité qui permettrait de réunir tous les financements déjà disponibles au titre de l'Union au profit de cette région. Sa gestion permettrait de favoriser les projets des pays engagés dans une politique de bon voisinage. Ce fonds pourrait aussi intervenir pour tous les projets favorisant la démocratie et en particulier la liberté des médias. L'Union investi-

rait également dans la formation de l'encadrement administratif et judiciaire, de façon à renforcer dans ces pays l'état de droit.

Apportant d'ores et déjà plus de 50 % de l'aide extérieure à cette zone, l'UE acquiescerait, en créant cette nouvelle structure, un rôle d'entraînement permettant d'attirer d'autres donateurs éventuels. La gestion du projet de stabilité pour les Balkans serait un test de la capacité de la nouvelle Commission de Bruxelles à mettre en œuvre les décisions politiques du Conseil européen et à faire preuve de son efficacité.

Quels pays pourraient en bénéficier ? Dans un premier temps, ceux qui sont à la fois en paix et fragiles. La Slovaquie étant d'ores et déjà engagée dans les négociations d'adhésion, la priorité pourrait être donnée à la Macédoine, à la Bosnie-Herzégovine et à l'Albanie. La Serbie ne pourrait bénéficier de l'aide financière de l'Union que si elle prenait l'engagement de respecter la minorité musulmane, engagement garanti, je le répète, par la présence au sol d'une force militaire internationale d'interposition.

De toute façon, rien ne sera possible sans une évolution décisive du régime politique serbe. Faire rentrer les Balkans dans la famille européenne et leur faire partager sa culture politique sera une affaire de longue haleine et coûteuse. Seule l'Union européenne a un intérêt suffisamment fort et des moyens suffisamment importants pour prendre cette initiative. Faute de le faire, elle risque, comme trop souvent dans le passé, de disperser ses efforts, sans aucun profit politique. D'autres prendraient alors en main les choses avec des intérêts différents, et, plutôt que ce soit nous qui stabilisons les Balkans, cette région nous apporterait encore pour longtemps inquiétudes et dangers, et menacerait la prospérité économique de l'Europe, voire son équilibre politique.

Edouard Bulla

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Un printemps algérien ?

Le jeudi 15 avril, les Algériens élisent leur président. Dans un pays meurtri par dix ans de guerre civile, la campagne des sept candidats en lice s'est tenue dans un climat de liberté exceptionnelle : toutes les composantes de la société algérienne ont pu s'exprimer sans entraves. Certains candidats, à l'image de Hocine Aït Ahmed, l'un des derniers chefs survivants de la guerre d'indépendance, ne se sont pas privés de sévèrement critiquer la tutelle de la hiérarchie militaire sur le pays. A la télévision, dans les réunions publiques, chacun des sept candidats a défendu son programme, et proposé sa solution pour sortir le pays de la crise. Les citoyens algériens peuvent se déterminer en toute connaissance de cause.

Ce climat de liberté est à l'honneur de l'Algérie. Le Monde l'affirme volontiers, alors même qu'il est toujours traité en paria par les autorités algériennes : non seulement, comme l'ensemble de la presse occidentale, il n'est pas diffusé en Algérie, mais, de plus, il n'a pas reçu de visa pour couvrir ce scrutin. Tous les « présidents » se sont déclarés en faveur d'une réconciliation nationale. C'est un signe de maturité politique. Mais il ne faudrait pas que ce vent de liberté retombe et que l'espoir né de la campagne électorale soit confisqué une nouvelle fois par l'armée au profit d'un candidat. Ce serait prendre le risque de déclencher une réaction populaire incontrôlée.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Jean-Marie Colombani / Dominique Addey, directrice générale
Directeur adjoint : Jean-Marie Colombani, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Fournier, Pierre Guillaud, Jean-Yves Lecaillon
Directeur adjoint : Dominique Roynet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Rédacteurs en chef :

Alain Fournier, Eric Lardoux (Supplément et annexes) ;
Laurent Gaudemer (Supplément et annexes) ; Michel Kailash (Débat) ;
Eric Le Bouchat (Internation) ; Patrick Jarnut (France) ; Franck Nouzeilles (Sport) ;
Jacques Bouteiller (Culture) ; Jacques Séguy (Culture) ; Christophe Naudou (Société) ;
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan

Maquetteur : Robert Sali

Directeur éditorial : Eric Fournier, directeur délégué : Anne Chaboudou
Conseiller de la rédaction : Alain Fournier, directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
parutions : Jean-Marie Colombani / Bernard Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Fournier, président ; Michel Lécuyer, vice-président ;
André Laurens (1992-1995) ; André Fournier (1995-1997) ; Jacques Lecaillon (1997-1999) ;
André Laurens (1999-2001)

Le Monde est édité par le SA Le Monde

Durée de la publication : 100 ans à compter du 10 décembre 1900.
Capital social : 494 000 000 francs. Société à responsabilité limitée.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.
Associés : Jean-Marie Colombani, 50 % ; Société anonyme des lecteurs de Le Monde, 50 %.
Le Monde est imprimé par Le Monde Imprimerie, 12, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Le Monde est édité par le SA Le Monde
Le Monde est imprimé par Le Monde Imprimerie, 12, rue de la Harpe, 75001 Paris.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

De l'usage des tests psychotechniques

LA PSYCHOTECHNIQUE et ses tests sont à l'ordre du jour. Tout le monde en parle, ce qui signifie qu'on aborde en général ces questions si complexes en toute ignorance de cause. Ignorance d'ailleurs assez justifiée étant donné la difficulté qu'on éprouve à fournir une définition précise de cette technique multiforme où l'ingéniosité et la souplesse relèvent de l'art, ou la rigueur est toute scientifique. Il s'agit en somme de l'application pratique des connaissances et des méthodes psychologiques à tous les problèmes que pose l'adaptation de l'homme à son travail.

La psychotechnique utilise la méthode des tests - test mot anglais signifiant essai, récapit - lesquels sont épreuves variées permettant de déceler tel ou tel caractère de l'individu étudié. Elle se déploie en éventail dans

maintes directions. Le choix d'une carrière vous embarrasse ? La voici prête à vous orienter professionnellement. Ce poste convient-il à ce candidat ? Elle sera capable de répondre : « Votre homme possède ou ne possède pas les aptitudes requises ». Pour fournir avec sûreté des renseignements valables, l'examineur dispose d'un arsenal de tests mettant en évidence des traits du comportement humain : attention, mémoire, caractère, etc. Et toutes sortes d'investigations psychanalytiques, graphologiques peuvent utilement compléter ces épreuves de base. Certains mettent encore en doute la valeur de pareilles méthodes. Elles ont pourtant déjà, en bien des domaines, donné d'incontestables résultats.

Fernand Lot
(15 avril 1949, I)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Les nouveaux membres de l'OTAN à rude épreuve

L'IDÉE était simple et tentante. Si la Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont été invitées à adhérer à l'OTAN dès le 12 mars, c'était pour que ces trois pays puissent participer en tant que membres actifs aux grandes cérémonies du cinquantième anniversaire de l'Alliance atlantique, le 23 avril. Le résultat, imprévu de tous, a été tout autre. A peine admis au sein d'une alliance défensive censée répondre à leur très profond besoin de sécurité, ils se sont trouvés immédiatement entraînés, ne serait-ce que moralement, dans la première action offensive menée par les alliés en Europe depuis un demi-siècle. Et cela, de l'avis à peu près général, en violation des règles juridiques de l'Alliance elle-même, sans parler même des principes des Nations unies.

Les nouveaux membres ont-ils été « trompés » sur la marchandise ? A priori, ils ne le furent pas. Les bombardements de la Serbie avaient été déclenchés avant et non après leur adhésion, renoncé à se retrouver en si belliqueuse compagnie ? Le comportement de leurs dirigeants, la réaction de leurs opinions publiques laissent penser que non. Sans doute ne participent-ils pas directement aux opérations. Ils sont néanmoins associés aux dé-

bérations de Bruxelles et portent la responsabilité des actions militaires de l'Alliance, dont ils sont désormais membres de plein droit. Et, face à ce que le premier ministre polonais, Jerzy Buzek, a appelé « une dure épreuve », ces « nouveaux » ont prouvé d'un assez remarquable sang-froid.

La Hongrie, voisine de la Serbie, naturellement préoccupée par les conséquences de son attitude sur le sort de la minorité hongroise de Voïvodine, n'en a pas moins ouvert son espace aérien et ses bases aux opérations de l'Alliance, et le premier ministre, Viktor Orbán, est allé jusqu'à déclarer que « non seulement les armes, mais aussi la justice historique et humaine étaient du côté de l'OTAN ». La République tchèque s'est montrée moins convaincue : elle est le seul des trois pays où, dans un premier temps au moins, il y avait nettement plus de gens hostiles aux opérations contre la Serbie que favorables, mais la proportion est en train de s'inverser. Et la position très réservée du premier ministre, Miklós Zsolt, ou de l'ancien premier ministre, Vaclav Klaus, a été en quelque sorte compensée par l'attitude extrêmement ferme du président Vaclav Havel.

En Pologne, les choses sont plus claires, et la dénonciation des opé-

érations de l'OTAN limitée aux franges marginales du spectre politique : une petite partie des ex-communistes d'un côté, et certains milieux de droite radicale de l'autre, sans compter un Parti paysan qui semble à la dérive. Mais aussi bien le gouvernement de centre droit que le président « postcommuniste » et les dirigeants de son parti, le Parti social-démocrate (SDRP), ont approuvé haut et clair les frappes contre la Serbie, présentées en général comme une sorte de mal nécessaire pour prévenir un plus grand mal. Dans les commentaires de la presse, les précédents historiques sont tout naturellement invoqués : « La politique d'apaisement à l'égard de dirigeants armés de la folie des grandeurs et d'une foi dans la mission de leur peuple ne mène à rien, écrit le quotidien Rzeczpospolita, et personne ne se souvient que les Polonais, que l'histoire et l'indifférence de l'Occident ont laissés jadis à la merci de Hitler et de Staline. »

LE PRIX DE LA COTISATION

Un autre « commentateur », d'un genre particulier, fait certes entendre une musique un peu différente : Lech Walesa, désormais en marge - un peu contre son gré - de la politique active, rappelle son hostilité fondamentale à la guerre comme solution aux problèmes, se pose des questions sur les fondements juridiques de l'opération et, se référant à l'attitude du pape, exprime son scepticisme sur l'efficacité des seuls bombardements. Mais, invité d'honneur au cinquantième anniversaire de l'OTAN, M. Walesa n'en pose pas moins un principe clair : « Evidemment, en tant que membre tout frais écoté de l'Alliance, nous devons être solidaires de ses décisions, payer le prix de la cotisation au club, même s'il est amer et coûteux. »

Faute de participer activement aux opérations militaires, les nouveaux membres s'engagent sur le plan humanitaire. Les Tchèques ont envoyé un hôpital de campagne ; un avion gouvernemental polonais fait la navette pour acheminer des vivres et des secours achetés avec des fonds publics, tandis que des collectes de dons privés sont organisées à grande échelle et que les autorités de Varsovie se préparent à accueillir des réfugiés ; la Hongrie, où arrivent les Serbes qui veulent s'éloigner des bombardements, se dit prête à accueillir « tous les réfugiés », sans instaurer de quotas.

Ce calme et cette résolution affichés ne doivent pas dissimuler une autre réalité. L'opération à laquelle les nouveaux membres de l'OTAN sont, au moins moralement, associés complique leurs « premiers pas » au sein de l'Alliance. D'abord, elle contredit un des axiomes de la diplomatie de ces trois pays : à savoir que l'adhésion à l'Alliance atlantique allait, paradoxalement, faciliter leurs relations avec la Russie. L'apparte-

nance de ces trois pays ex-socialistes à la communauté occidentale étant définitivement scellée, les rapports avec Moscou allaient pouvoir s'établir sur de nouvelles bases, les nouveaux membres, et tout particulièrement la Pologne, ayant tout intérêt à ne pas laisser se creuser un fossé d'incompréhension et d'hostilité avec la Russie et son « protégé » biélorusse.

Ce pari n'est pas perdu, mais, dans l'immédiat, le regain de tension entre une Russie de plus en plus frustrée de son impuissance et une OTAN de plus en plus impériale accentue la césure au sein de l'Europe orientale, entretient, dans l'opinion russe, des réflexes psychologiques de rancœur et, surtout, place l'Ukraine, pays dont l'avenir est jugé absolument vital pour la sécurité dans cette partie de l'Europe, dans une position particulièrement délicate.

Les opérations contre la Serbie - ou plus exactement leur style, l'esprit dans lequel elles sont menées - sont porteuses d'une autre inquiétude : à voir les principaux pays de l'Alliance, les Etats-Unis en tête, recourir exclusivement à l'aviation, au nom du principe sacro-saint du « zéro victime », la Hongrie, la République tchèque et la Pologne, qui toutes, à des époques diverses de leur histoire récente, ont eu des raisons de se croire abandonnées par un Occident trop préoccupé par sa propre sécurité, ne seront-elles pas en droit d'éprouver quelques doutes sur la solidité des garanties que l'Alliance atlantique était censée leur apporter ? Certes, le Kosovo n'est pas membre de l'OTAN, mais cette réticence des responsables politiques américains à engager des troupes sur le terrain n'est pas vraiment rassurante.

Au bout du compte, si cette stratégie purement « aérienne » aboutit à un résultat, si Slobodan Milosevic bat en retraite et si l'OTAN parvient à rétablir les Kosovars dans leurs droits et dans leurs foyers détruits, les doutes et les inquiétudes que l'opération a suscités chez les nouveaux membres seront plus ou moins enfoncés, et après s'être montrés solidaires dans l'épreuve, ils pourront se féliciter de s'être trouvés, notons-le, impliqués dans un « bon » combat.

Si, au contraire, cette vaste entreprise militaire devait aboutir à un échec plus ou moins dissimulé, le « triomphe » historique que devait être pour ces trois pays leur entrée dans l'Alliance risquerait de laisser la place à un sentiment, bien connu dans cette partie de l'Europe, de « malchance » historique. Et Bronislaw Geremek, le ministre polonais des affaires étrangères, pourrait regretter ses accents lyriques, lui qui avait comparé l'adhésion à l'OTAN à l'entrée, mille ans plus tôt, de son pays « dans la chrétienté ».

Jan Krauze

Les gens par Kerleroux



Kerleroux

La recherche sur l'embryon humain toujours en débat

« TOUTE expérimentation sur l'embryon est interdite. A titre exceptionnel, l'homme et la femme formant le couple peuvent accepter que soient menées des études sur leurs embryons. Leur décision est exprimée par écrit. Ces études doivent avoir une finalité médicale et ne peuvent porter atteinte à l'embryon. » En quelques phrases est ainsi résumé un des grands paradoxes de la loi de bioéthique du 29 juillet 1994 relative au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal. Cette loi, assortie d'une clause de révision dans un délai maximal de cinq ans, entre cette année dans sa phase de réexamen parlementaire. Et la nécessité d'autoriser - au nom du progrès médical - ou d'interdire - au nom de l'éthique - les recherches sur l'embryon humain sera, à l'évidence, au centre des débats.

En quoi peuvent consister des études ne portant pas atteinte à l'embryon ? En rien, répondent en chœur chercheurs et médecins. « Tout en entourant l'embryon humain d'un certain nombre de précautions, la loi n'a pas été jusqu'à lui conférer un véritable statut, et il existe aujourd'hui une tension non résolue entre le respect dû à ce "projet de personne" et les attentes de la recherche », précisent Alain Claeys, député socialiste, et Claude Huriet, sénateur centriste, auteurs d'un

rapport sur l'application de cette loi pour l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Le Monde du 19 février). Tension d'autant plus lourde qu'elle concerne d'ores et déjà plusieurs milliers de « personnes potentielles » de « personnes potentielles » obtenus lors de fécondations in vitro et conservés par congélation, qui peuvent, s'ils ne font pas l'objet d'un projet parental, être détruits au bout de cinq ans. Etonnant paradoxe, qui interdit l'expérimentation sur l'embryon humain tout en admettant sa destruction ! Faut-il que la loi rétablisse la possibilité, pour un couple, de donner son surplus d'embryons à la recherche ? Si oui, sous quelles conditions ? Et pour quels enjeux ?

RISQUE DE RISQUE

Dans leurs grandes lignes, les buts visés par la manipulation d'embryons humains sont de deux ordres : améliorer le taux des naissances obtenues grâce à l'assistance médicale à la procréation et créer des banques de cellules humaines, dont les utilisations thérapeutiques pourraient être considérables. Le premier de ces objectifs s'inscrit donc dans le projet « naturel » de la conception. Mais il peut aussi encourager une tendance dangereuse, dénoncée par un nombre croissant de chercheurs, à court-circuiter - au nom de la demande pressante des couples infér-

tilles - les essais expérimentaux chez l'animal.

Témoin l'annonce récente, par le biologiste français Jan Tesarik, d'une fécondation in vitro pratiquée avec des cellules souches mûres immatures, soumises en laboratoire à un développement accéléré. Témoin les cinq mille enfants conçus, en 1998, par micro-injection dans l'ovocyte de spermatozoïdes, sans qu'il ait été préalablement certifiée l'innocuité génétique de cette technique. Cette prise de risques sur notre descendance ne concerne, actuellement, que la manipulation in vitro des cellules sexuelles. En sera-t-il de même demain si les recherches sur l'embryon humain se généralisent ? Ne faudrait-il pas alors, comme le suggère le docteur Bernard Jegou, directeur d'un groupe d'études sur la reproduction à l'Inserm, « développer la formation à la recherche, animale et humaine, des praticiens de l'AMP et pratiquer une politique volontariste d'appel d'offres en faveur de la recherche biologique fondamentale et appliquée en reproduction » ?

Le second objectif des recherches sur l'embryon se fonde sur une extraordinaire technique, établie depuis dix ans chez la souris mais depuis seulement six mois chez l'homme : la culture de cellules souches embryonnaires. Prélévées sur un très jeune embryon, ces cellules, encore indifférenciées,

peuvent théoriquement être transformées en n'importe quel type de tissu, ce qui représente d'immenses promesses thérapeutiques. Mais au prix d'un changement de statut essentiel pour l'embryon humain : « personne potentielle », celui-ci devient simple objet fournisseur de matériel biologique.

Avec la perspective de ce « clonage thérapeutique » resurgit la question de l'instrumentalisation de l'embryon. En Grande-Bretagne, on se dirige vers l'autorisation du clonage de tissus humains à des fins thérapeutiques - démarche pragmatique à laquelle adhèrent également les Etats-Unis, l'Australie et le Canada. En Allemagne et en Norvège, au contraire, la loi protège l'embryon dès sa conception, au point de rendre obligatoire le transfert à l'utérus maternel de tous les embryons obtenus par fécondation in vitro (limités à trois par cycle). A l'échelle européenne, l'harmonisation des points de vue ne semble donc pas à l'ordre du jour. Et moins encore à l'échelle mondiale, puisque l'accord des Etats membres de l'ONU, sur un texte purement déclaratoire - la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme adoptée en décembre 1998 - n'a pu être obtenu qu'au prix d'un silence, lourd de sens, sur l'expérimentation embryonnaire.

Catherine Vincent

هكذا عن الأصل

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

INFORMATIQUE Le monopole technologique d'Intel est ébranlé. Deux nouveaux venus, AMD et Cyrix (groupe National Semiconductor), ont réussi leur percée sur le marché des

microprocesseurs. ● LEUR SUCCÈS a des limites car AMD et Cyrix ont gagné des parts de marché au détriment de leur santé financière. ● LE NUMÉRO UN mondial, Intel, a dû

s'engager dans une guerre des prix ravageuse pour défendre ses positions. ● CETTE REDISTRIBUTION des cartes sous-tend une évolution profonde du marché informatique. Les

puces à bas prix lancées par AMD et Cyrix ont donné naissance aux ordinateurs à moins de 1 000 dollars. ● POUR LES CONSTRUCTEURS d'ordinateurs personnels, il s'agit de

s'adapter à cette nouvelle donne. Compaq, que la Bourse vient de sanctionner pour avoir revu ses perspectives à la baisse, en a fait les frais. Et cherche son salut du côté d'Internet.

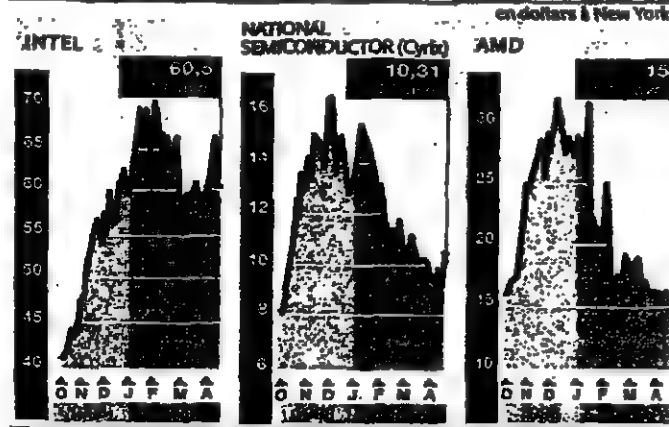
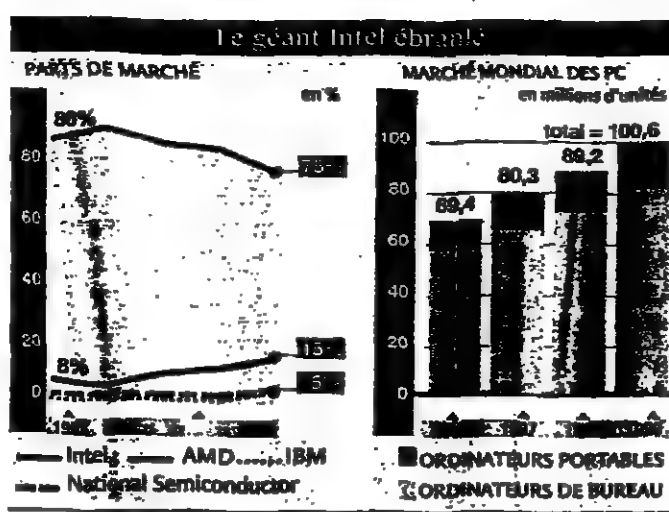
La suprématie d'Intel dans les microprocesseurs n'est plus absolue

Deux concurrents, AMD et Cyrix-National Semiconductor, ont remis en cause le monopole technologique du numéro un. La guerre des prix qui leur a permis de percer limite la rentabilité du secteur et transforme le marché des ordinateurs personnels

INTEL EST-IL devenu vulnérable ? Pour la première fois de son histoire, le premier fabricant mondial de microprocesseurs - les « cœurs » électroniques des ordinateurs - se fait voler la première place sur le marché de détail américain par son rival de Sunnyvale, Advanced Micro Devices (AMD). Avec 43,9 % de parts de marché en janvier et 51,4 % en février, selon PC Data, AMD fait trébucher son grand rival, qui doit désormais se contenter d'une part de 38 %, contre 68 % un an plus tôt. Cyrix, filiale de National Semiconductor, qui l'a racheté en 1997, a réussi à en prendre 10 %.

Certes, le marché de détail ne représente que 10 % des ventes de matériel informatique aux États-Unis, car les consommateurs préfèrent acheter sur Internet ou auprès d'intégrateurs de systèmes (ordinateurs sur mesure). Mais la suprématie d'Intel est bel et bien entamée. Datquest estime que sa part du marché mondial n'est plus que de 75 % sur le dernier trimestre 1998, contre 89 % au début de l'année.

En 1998, AMD avait choisi de mener l'offensive sur les ordinateurs à moins de 1 000 dollars, en lançant son microprocesseur K6 à l'assaut du Pentium II d'Intel, à un prix près de trois fois moins élevé. Pour répliquer, Intel a développé, en 1998, son propre microprocesseur à bas prix, le Celeron. « C'est la première fois que les consommateurs et la communauté financière voyaient Intel lancer un produit moins performant », rappelle Rob Eichenmann, directeur général d'Intel pour l'Europe. Et il a fallu du



temps pour faire accepter notre produit », ajoute-t-il. Cette guerre des prix a permis de développer le marché des ordinateurs à bas prix aux États-Unis et en Europe. Ces derniers représentent désormais le tiers des ventes de PC. Mais les marges des fabricants de « puces » ont fondu à vue d'œil. En 1998, le résultat net d'Intel a

été ramené à 6,1 milliards de dollars, contre 6,9 milliards un an plus tôt. Andrew Grove, président et cofondateur d'Intel, et Craig Barrett, le PDG, ont vu leurs bonus se réduire de plusieurs centaines de millions de dollars. Au premier trimestre 1999, la firme de Santa Clara a annoncé, mardi 13 avril, un bénéfice de 2 milliards de dollars, en hausse de 39 %. Mais la communauté financière n'a pas été rassurée, une partie de cette amélioration provenant de cessions d'actifs. Quant à la progression des ventes, elle est moins forte que prévu, et semble confirmer le ralentissement du marché des PC déjà évoqué par Compaq. A l'annonce de ce résultat, le titre Intel, en baisse depuis janvier, a encore perdu 5 %.

AMD LICENCE
Moins puissants, les concurrents d'Intel souffrent encore plus. AMD a payé son offensive d'un effondrement de son résultat, accusant une perte de 104 millions de dollars en 1998 malgré des ventes en forte hausse. Il vient d'avertir que son résultat au premier trimestre serait inférieur aux prévisions, compte tenu de livraisons moins importantes que prévu et d'une forte concurrence sur les prix. AMD avait, en outre, annoncé début mars le licenciement de 300 personnes et des provisions étalées sur les deux premiers trimestres. Le marché n'a pas apprécié : le titre AMD a perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année. Et certains analystes se demandent si la société, entièrement dépendante de son

activité de microprocesseurs, ne pourrait pas devenir une cible boursière. National Semiconductor est un groupe plus diversifié, qui a d'ailleurs adopté un profil plus modeste, avec ses puces Cyrix. Le groupe, spécialiste des technologies analogiques, préfère concentrer ses efforts sur l'intégration de l'ensemble des composants électroniques sur une puce unique (téléphones portables, décodeurs, DVD, nouveaux appareils permettant d'accéder à Internet, etc.). Il promet le lancement prochain d'une puce intégrant l'ensemble des éléments électroniques d'un ordinateur.

Dans le domaine des microprocesseurs classiques, National Semiconductor a toutefois réussi une percée remarquable en équipant les ordinateurs d'entrée de gamme. Mais le groupe avoue perdre de l'argent sur cette activité. Et l'action a perdu plus de 30 % depuis le début de l'année. Du coup, investisseurs et analystes font preuve d'une certaine fidélité envers Intel, malgré ce début d'année chahuté. Les investisseurs restent confiants dans les capacités d'Intel à adapter son outil de production et ses coûts. Le défi n'est pas mince : Intel a annoncé, le 12 avril, des baisses de prix sur l'ensemble de sa gamme, certaines atteignant 43 %. Même le Pentium III, lancé il y a six semaines, verra baisser son prix - de 17 % - bien que ce microprocesseur spécialement développé pour Internet n'ait pas de concurrent direct. M. Eichenmann se réjouit : « que ce nouveau micro-

processeur haut de gamme ait déjà été adopté par les constructeurs d'ordinateurs à moins de 1 000 dollars ». Grâce à ce nouveau produit, Intel espère une meilleure année sur le plan financier. Sauf si AMD s'attaque aussi à ce segment de marché. Selon le Wall Street Journal Interactive, AMD s'apprête à lancer un microprocesseur K6-III, plus puissant que le Pentium III.

PROCS ÉVITÉ
Sur le haut de gamme des serveurs, des stations de travail et des infrastructures Internet, Intel bénéficie d'un environnement concurrentiel beaucoup moins agressif, notamment de la part de Sun Microsystems, et réalise des marges substantielles avec son processeur Pentium III Xeon. Ebranlé par la concurrence, sans être réellement menacé, Intel sait qu'il conservera son leadership grâce au rythme de ses innovations technologiques. En vendant ses puces les plus puissantes avec des marges importantes, il pourra épouser ses concurrents, qui l'attaqueront sur les segments moins technologiques, et de moins en moins rentables. « Notre part de marché ne constitue pas un objectif en soi », explique M. Eichenmann. D'autant que ces petites concessions faites à la concurrence ont probablement permis à Intel d'éviter de justesse, au mois de mars, un procès antitrust similaire à celui que le département de la Justice américain a intenté à Microsoft.

Christophe Jakubyszyn

Un tournant pour la micro-informatique

HOUSTON
de notre envoyé spécial
Pourrait-on encore gagner de l'argent en fabriquant des micro-ordinateurs ? Depuis la révision en

ANALYSE
La guerre des prix dans les PC freine la croissance des entreprises

baisses des prévisions de Compaq, numéro un mondial des ordinateurs personnels, la question est posée au grand jour. Le modèle économique sur lequel Compaq a bâti son succès paraît d'un coup obsolète. Il ne suffit plus, désormais, au constructeur de Houston, d'être le premier fournisseur de PC, avec des volumes de ventes qui compensent des coûts de développement et des dépenses marketing élevées. Voilà ce que la Bourse a voulu faire comprendre aux dirigeants de la société en infligeant un plongeon de 20 % à l'action Compaq (Le Monde du 13 avril).

Le management du groupe a mis en avant la moindre croissance du marché informatique et la guerre des prix entre constructeurs informatiques pour expliquer ce revirement. Les résultats d'Intel, dont les ventes ont progressé moins vite que prévu au cours des trois premiers mois de l'année, semblent d'ailleurs confirmer cette explication.

Elle n'est peut-être pas la seule. Le décollage d'Internet a donné le signal du départ à une nouvelle étape de démocratisation de l'informatique. Aujourd'hui, il suffit de moins de 500 dollars aux États-Unis et de 500 francs en France pour acquérir un PC multimédia et surfer sur le Web. Et certains fournisseurs d'accès à Internet se proposent de subventionner une partie du coût d'acquisition de la machine pour gagner de nouveaux clients.

L'ordinateur devient, de ce fait, un bien de grande consommation, vendu en grande surface. Celles-ci proposent de plus en plus, comme produits d'appel, des ordinateurs

sans matrice, assemblés par des petits constructeurs à partir d'un microprocesseur, d'un écran, de circuits imprimés et d'un modem.

Pire pour les constructeurs traditionnels : les entreprises, qui représentent 40 % de leurs ventes et une grosse part de leurs profits, commencent elles aussi à réclamer des ordinateurs à moins de 1 000 dollars. Conséquence : le marché des ordinateurs personnels, qui devait encore croître de plus de 14 % cette année, pour atteindre 103 millions d'unités, selon IDC, n'augmentera que d'un peu plus de 4 % en valeur.

DISTRIBUTION PARALLÈLE
Certains constructeurs ont anticipé en inventant de nouveaux modèles économiques pour baisser leurs coûts. Le rival texan de Compaq, Dell Computer, s'est développé en vendant directement ses machines sur Internet. Il a vite été imité par des revendeurs et des constructeurs comme Gateway, et même Compaq, qui a récemment mis en service un réseau de distribution parallèle sur son site Web, au grand dam de ses revendeurs traditionnels. Au total, ce nouveau circuit de vente représente désormais 30 % du marché des PC.

Le numéro un mondial de l'informatique, l'américain IBM a quant à lui pris le virage de l'e-business - l'informatique professionnelle tournée vers Internet - il y a deux ans. L'ensemble des entreprises mondiales devront en effet, pour rester compétitives, établir des rapports directs, via Internet, avec leurs fournisseurs, leurs partenaires et leurs clients. IBM réalise désormais plus des deux tiers de son activité dans le domaine des services, ce qui lui a notamment permis de compenser le milliard de dollars perdu en 1998 sur la vente d'ordinateurs personnels.

Mardi 13 avril, le PDG de Compaq, Eckhard Pfeiffer, a montré qu'il a compris la leçon et lancé un clin d'œil appuyé en direction de son grand concurrent : sa nouvelle stratégie a pour nom « non-stop e-business ». Qui dit mieux ? Une fois digérée l'absorption de Digital

Equipment, acquis en juin 1998, Compaq devrait être en mesure d'offrir l'ensemble des matériels et des services Internet, promet son PDG.

L'avenir, on le voit, est loin d'être bouché. Simplement, les constructeurs sont à nouveau contraints de s'adapter à un marché et à des technologies évoluant à toute vitesse. Compaq, dans les années 80, mordait les mollets d'IBM. D'autres, dont Digital Equipment, sont morts pour avoir raté la révolution de la micro. Aujourd'hui, au sommet, c'est au tour de Compaq de mettre sa capacité d'adaptation à l'épreuve, devant la montée en puissance de rivaux du PC classique : WebTV, téléphones portables et téléviseurs numériques sont, déjà, autant de moyens d'accéder à Internet.

TOKYO
correspondance

Quatre ans après sa nomination à la présidence de Toyota, Hiroshi Okuda, 66 ans, a annoncé, mardi 13 avril, qu'il quitterait ses fonctions en juin. Il sera remplacé par Fujio Cho, 62 ans, actuellement vice-président du groupe. M. Okuda, qui devrait être désigné en mai comme président du Nipponkai, l'un des principaux organismes patronaux nippons, a été le premier président depuis vingt-huit ans à ne pas appartenir à la famille Toyota, dont sont issus les fondateurs de Toyota, et qui détiennent environ 2 % du premier constructeur automobile nippon. Il deviendra *chairman*, à la place de Shochiro Toyota, promu *chairman* honoraire.

Principal architecte de la rationalisation du groupe, de sa diversification dans les télécommunications et d'une accélération de son expansion à l'international, M. Okuda est appelé toutefois à garder une influence significative sur les destinées du géant automo-

TROIS QUESTIONS À... ECKHARD PFEIFFER

1 PDG de Compaq, vous avez revu vos perspectives à la baisse. Que se passe-t-il ?
Rien de très grave ! Nous avons vendu 5 % de moins que prévu au premier trimestre. Le marché, qui ne pardonne rien, nous a infligé une sévère punition. Il s'agit de savoir si cette contre-performance est exceptionnelle ou si elle reflète un changement fondamental dans l'industrie des micro-ordinateurs. Nous avons fait la nécessaire pour nous adapter. L'acquisition de Digital Equipment nous a permis de devenir une véritable entreprise de technologies de l'information, capable d'offrir à nos clients l'ensemble des produits et des services rendus nécessaires par l'environnement Internet, et de ne plus être seulement un fabricant de PC.

2 Comment voyez-vous l'évolution du marché des micro-ordinateurs ?
Il continuera à croître pendant longtemps. La concurrence est très vive, mais nous voulons rester le numéro un, avec 15 % du marché des PC et 33 % de celui des serveurs, et nous continuerons à gagner de l'argent. Ce n'est pas le cas d'IBM, qui a reconnu avoir perdu 1 milliard de dollars l'an dernier. Nous adapterons, au fur et à mesure, notre organisation à l'évolution du marché.

C. J.

Fujio Cho remplace Hiroshi Okuda à la présidence de Toyota

ble japonais, puisqu'il devait être appelé à présider la structure de holding que Toyota pourrait mettre en place dès 2000. Le changement de président devait coïncider avec cet événement, mais le retard pris par les législateurs japonais pour finaliser les lois autorisant cette forme de gestion a obligé Toyota à repousser l'échéance à l'an prochain.

SURCANNACTÉS

Dans les entreprises japonaises, le poste de *chairman* a davantage une valeur honorifique. En revanche, la structure de holding pourrait redonner à M. Okuda les pouvoirs, selon les normes anglo-saxonnes, d'un CEO (*chief executive officer*), tandis que le poste de M. Cho serait plus proche de celui d'un COO (*chief operating officer*). Ce dernier est issu de l'école « contrôle de qualité » de Toyota. En 1988, il préside Toyota Motor Manufacturing USA, la base de Toyota aux États-Unis. De retour au Japon, il supervise notamment l'avancée stratégique de Toyota

dans les télécommunications. Décrit comme plus réservé que son prédécesseur, M. Cho a notamment été loué pour ses initiatives et son rôle modérateur lors des négociations automobiles entre le Japon et les États-Unis.

Le nouveau président de Toyota arrive alors que le constructeur est pénalisé par la récession : selon les estimations, sa production domestique aura chuté de 9,6 % en 1998, tandis que ses ventes ont plongé de 14,7 %. Le premier constructeur nippon est certes performant et devrait engranger des bénéfices élevés pour l'année fiscale qui vient de s'achever. Il n'en est pas moins encombré par des surcapacités significatives sur le marché japonais, où il multiplie les modèles et les plates-formes. La firme a donc accéléré depuis quelques mois la rationalisation de son outil de gestion. Les lignes de production sont regroupées et les dépenses drastiquement réduites, comme pour l'approvisionnement de la Vitz, introduite en janvier au Japon (et jumelle de la Yaris euro-

péenne, qui sera fabriquée à Valenciennes à partir de 2001) dont les coûts ont été abaissés de 30 % à 40 % par rapport au modèle précédent, la Starlet. Pour ce faire, les ingénieurs de Toyota ont dû se résoudre à acheter chez un équipementier l'une des pièces principales du moteur.

Dans le même temps, les observateurs notent que Toyota est paradoxalement en train de renforcer les liens avec son *keiretsu*, sa maison mère, dans un mouvement qui semble contraire à la tendance générale des grandes entreprises nipponnes. Certains analystes y reconnaissent l'influence « traditionnelle » de la famille Toyota, opposée à la conception d'un capitalisme plus ouvert telle qu'elle est en train de se répandre - certes par nécessité - au Japon. M. Cho a d'ailleurs redit lors de la conférence de presse qu'il s'est tenu hier à Nagoya que Toyota n'avait aucun projet d'alliance avec qui que ce soit.

Brice Pedroletti

هكذا من الأصل

Les producteurs d'énergie tirailés entre urgence économique et exigence écologique

Les électriciens émettent 40 % des gaz à effet de serre

Flambées des cours du pétrole, restructuration des industries de l'énergie, ouverture du marché européen de l'électricité à la concurrence... en

quelques mois, le paysage s'est profondément modifié. Son évolution est portée par les progrès technologiques et la baisse des coûts. La

protection de l'environnement et la réduction des rejets de gaz à effets de serre deviennent une priorité.

DANS UN MONDE énergétique en pleine restructuration, les études et les débats se multiplient depuis quelques mois sur l'avenir des diverses sources d'énergie, qu'elles soient fossiles, nucléaires ou renouvelables (hydraulique, éolienne, solaire ou biomasse). Au siège de l'Unesco, à Paris, les 14 et 15 avril, quelque 600 personnes (experts, industriels et hommes politiques), réunies par l'ADAPES, Association des amis de Passages, sous la direction d'Emile Malet (rédacteur en chef de la revue *Passages*), devaient débattre de « l'énergie au XXI^e siècle, perspectives et considérations éthiques ».

Ces forums ont en toile de fond différents scénarios prospectifs, comme ceux du Conseil mondial de l'énergie. Selon cette organisation, non politique, regroupant des représentants d'entreprises et d'organisations professionnelles de cent pays, la consommation mondiale passera de 9 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP) enregistrées au début de la décennie à 11 ou 15 milliards de TEP en 2020. Les combustibles fossiles, charbon, gaz et pétrole, resteront dominants, représentant plus des trois quarts de l'approvisionnement, le reste étant réparti entre les énergies renouvelables et le nucléaire.

En ouverture des débats, François Roussely, président d'EDF, exposait les enjeux sous forme d'interrogation : « Comment répondre aux immenses besoins d'une humanité dont la grande majorité est encore dans le dénuement, sans piller les ressources, sans polluer l'environnement, sans déséquilibrer la biosphère de manière durable ? Comment concilier l'urgence économique et sociale avec l'exigence écologique ? ».

M. Roussely rappelait que la de-

Les études mondiales illustrent l'ampleur des incertitudes

DEMANDE MONDIALE D'ÉNERGIE PRIMAIRE PAR COMBUSTIBLE

	1990	2010	2020	2030
CHARBON	23 %	24 %	25 %	26 %
PÉTROLE	28 %	30 %	28 %	26 %
GAZ	19 %	24 %	28 %	27 %
NUCLÉAIRE	5 %	6 %	7 %	8 %
RENOUVELABLES dont HYDRAULIQUE	17 %	16 %	17 %	21 %

A = croissance économique de 2,7 % B = croissance économique de 2,2 %

C = croissance économique de 2,2 % orientée plus sur la protection de l'environnement et les énergies renouvelables.

mande énergétique des pays en développement croît au moins deux fois plus vite que celle des pays développés, en raison de la croissance démographique : « Avant la moitié du XXI^e siècle de façon sûre, la majorité des consommations énergétiques dans le monde auront lieu dans ces pays. » Cependant, les électriciens mondiaux sont confrontés au problème du rejet dans l'atmosphère du dioxyde de carbone (CO₂). La production de courant étant essentiellement d'origine fossile, elle représente 40 % des émissions de gaz à effet de serre.

REVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Pour répondre à la demande, le patron d'EDF prône la recherche des « meilleures réponses techniques et industrielles » selon les cas. Cependant « la ressource qui manque le plus, est la ressource financière. Aucune entreprise énergétique, même animée des meilleures intentions, ne peut investir dans des pays en développement sans espoir de retour ». Tout dépend donc des mon-

tages financiers proposés par les pays d'accueil et des efforts des organismes de financements internationaux.

De son côté, Jean-Pierre Haus, vice-président d'Alstom, insistait sur les progrès technologiques « accomplis ces dernières années dans de nombreuses filières qui étaient jusqu'à présent en limite de rentabilité ou de fiabilité ». Dans le domaine pétrolier, ces évolutions sont en partie responsables du creux de 1998, selon Pierre Terzian, directeur de la revue *Pétrostratégies*. Présentée comme « inéluctable », ce creux est « le résultat d'une explosion de l'offre, elle-même due à la révolution technologique des quinze dernières années et, dans une moindre mesure, à l'ouverture aux compagnies pétrolières étrangères de provinces qui leur étaient naguère fermées ». Ces mutations ont entraîné des réductions de coûts qui devraient contribuer à atténuer l'ampleur possible des fluctuations des cours. « L'horizon pétrolier paraît jalonné de « collines »

et non plus de « montagnes russes ». Promoteur des énergies renouvelables, Benjamin Dessus, directeur d'Ecovys au CNRS, soulignait les quatre risques pour l'avenir : « le réchauffement climatique engendré par le renforcement de l'effet de serre, la raréfaction et l'épuisement des énergies fossiles, les dangers associés au nucléaire, en particulier concernant les déchets, et ceux liés à la dégradation des sols en cas d'usage intensif de la biomasse ».

« RESPONSABILITÉ ÉTHIQUE » Partisans et adversaires du nucléaire devaient s'offrir quelques passes d'armes. Soucieux de dépasser le débat, Jean-Daniel Levi, directeur général de Framatome, évoquait « une technique de production d'électricité » et non « un choix de société ». A côté du nucléaire – mode de production centralisé –, les progrès ont rendu compétitives d'autres productions plus souples, comme la cogénération et les turbines à gaz à cycle combiné. « Dans le futur cohabiteront ces deux modes, de même que dans le secteur des télécommunications cohabitent déjà des systèmes centralisés fondés sur les grands réseaux commutés, et des systèmes fondés sur des constellations de satellites ».

Déplaçant le débat, Axel Berg, député allemand du SPD, qualifiait l'énergie nucléaire « d'injuste », et « d'antidémocratique », contrairement aux énergies renouvelables, respectueuses de l'environnement, sûres et créatrices d'emplois. « Changer de politique énergétique au XXI^e siècle est la responsabilité économique et éthique que nous devons assumer », affirmait-il pour rappeler le désir de son gouvernement de sortir du nucléaire.

Dominique Gallois

Le supermarché londonien de l'électricité

LONDRES

de notre correspondant dans la City

Dans la salle de transaction énergétique d'Enron, la plus importante d'Europe, l'atmosphère est feutrée. Il y a davantage de femmes que dans les salles de change de la City. La langue de travail des 230 traders n'est pas l'anglais, mais celle du pays d'opération. Ainsi, un courtier traite en allemand et en d'allemand les termes de la livraison à un opérateur allemand de courant à la frontière hollandaise.

« Négocier l'électricité est une activité bien plus cérébrale que vendre des actions. C'est un marché complexe et totalement interconnecté. Pour déterminer le prix de l'électricité en Allemagne, vous devez tenir compte de ce qui se passe en France, dont la situation dépend à son tour du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Espagne. Pour comprendre l'Espagne, il faut aussi regarder le Portugal » : dans le choix de ses collaborateurs, John Sherriff, le responsable du trading pour Enron Europe, pri-

vilégie l'esprit d'analyse plutôt que le flair.

Enron ne recrute d'ailleurs que des diplômés universitaires, avec une prédilection pour les forts en maths, en physique, en ingénierie ou en affaires. Voir récemment des spécialistes de la météo pour développer le dernier né de ses produits financiers, le contrat-climat, qui permet aux entreprises – grands magasins, agroalimentaire, bâtiment – de se protéger contre les vicissitudes du temps. La consommation d'énergie, l'un des éléments essentiels de la composition des coûts de production d'une entreprise, est étroitement liée au climat.

« Un temps trop clément ampute les revenus d'une compagnie d'électricité. Or, les analystes de la City n'aiment pas être pris au dépourvu et marquent le titre en baisse en anticipant une diminution des bénéfices. D'où la nécessité pour ces sociétés de se couvrir financièrement grâce à ce produit moins coûteux qu'une assurance-catastrophe », insiste John Sherriff. Le premier contrat-climat a été signé l'an dernier

par Scottish and Southern Energy pour l'hiver 1998-1999.

Electricité, gaz naturel, charbon, pétrole... si tous les compartiments du marché énergétique sont représentés, l'électricité représente plus de 30 % des transactions effectuées en Europe. Considérée comme une simple marchandise, elle ne fait pas encore l'objet d'une cotation journalière, si ce n'est en Grande-Bretagne où existe un « pool » auprès duquel les opérateurs de réseau se fournissent à un tarif unique. La filiale londonienne ne réalise en moyenne que 200 contrats par jour, contre 1 000 à Houston, le siège du groupe. Mais le développement du trading énergétique est frénétique sur le Vieux Continent. Et, en novembre, Enron ajoutera une pièce de choix à son empire : l'installation de la plus grande Bourse énergétique au monde nichée à quelques encablures de Buckingham Palace. Tout un symbole...

Marc Roche

Air Liquide, un acteur atypique face à EDF

LA LOI sur la déréglementation du marché de l'électricité en France n'est pas encore votée. Mais Air Liquide a déjà mis à profit les possibilités d'ouverture. Début février, le groupe remportait, face à EDF et à l'américain Enron notamment, le contrat d'une centrale électrique sur le site de Dunkerque d'Ushor. Première attaque contre EDF ? « Le projet de Dunkerque permet de valoriser au mieux les gaz de hauts fourneaux pour produire de l'électricité à prix très compétitif. Mais il n'est pas dans notre intention d'attaquer EDF : nous figurons parmi ses premiers clients », se défend Alain Joly, le PDG d'Air Liquide.

Ce contrat, toutefois, a sonné l'alarme dans tous les groupes qui ont des visées sur le marché français de l'électricité et pour EDF. Air Liquide apparaît comme un concurrent peut-être atypique, mais très sérieux. Le groupe, lui, adopte un profil bas. « Notre stratégie n'est pas d'être un producteur indépendant d'électricité. Exploiter une centrale électrique en pleine Beauce n'aurait aucun sens pour nous. Nous ne serions pas perfor-

mant. Nous voulons intervenir juste là où nous pouvons apporter quelque chose, sur les grands sites industriels où sont nos clients », explique M. Joly.

Mais les grands clients d'Air Liquide en France représentent en grande partie les groupes éligibles qui pourront, selon la future loi, faire appel à la concurrence. Air Liquide dispose auprès d'eux d'atouts indiscutables. « Nous sommes à l'intérieur des usines de certains groupes depuis plus de trente ans. Nous travaillons quotidiennement avec eux et connaissons bien leurs métiers. C'est là-dessus que nous avons bâti une stratégie de réponses globales à leurs besoins. Nous pouvons leur proposer les meilleures solutions pour optimiser leurs coûts d'énergie et les nôtres afin que tout le monde soit gagnant », reconnaît le PDG d'Air Liquide.

Spécialisée depuis son origine dans la production des gaz industriels, la société justifie son incursion dans le monde de l'électricité par des raisons de coûts. « Dans nos métiers, la matière première pour séparer les gaz, c'est le

kilowatt. Sur les grands projets où nous intervenons, les plates-formes pour les groupes chimiques par exemple, l'énergie est la charge numéro un. Alors que nos clients ne cessent de nous demander chaque année de les aider à améliorer leurs coûts, nous ne pouvons négliger un facteur aussi important de compétitivité », explique M. Joly.

DES SITES DE COGÉNÉRATION

Avant découvert la cogénération [technique qui permet de produire à la fois de l'électricité et de la vapeur] il y a une dizaine d'années, en rachetant un site à Houston au Texas, le groupe a depuis perfectionné son savoir-faire dans ce domaine et ouvert une vingtaine de sites de cogénération dans le monde. « Cette technique permet d'économiser de 20 % à 30 % sur les dépenses d'énergie », observe le PDG.

Selon lui, l'intérêt de la cogénération est aussi valable dans l'Hexagone. « Il y a quinze ans, la France bénéficiait d'une énergie bon marché. Ce n'est plus vrai. Sur nos sites français, l'énergie coûte 20 % de plus par rapport aux autres

grands sites industriels européens, et 30 % de plus si on la compare aux sites pétroliers et chimiques du Texas. Si nous voulons conserver nos grands sites industriels, il faut leur redonner de la compétitivité », souligne-t-il.

« On a perdu de vue ces enjeux dans le débat sur l'ouverture de l'électricité en France », affirme M. Joly. Tout en se disant partisan d'un maintien « d'un grand service public », seul capable, à ses yeux, de déterminer une politique énergétique pour l'ensemble du pays, il prône une nécessaire évolution. La loi, telle qu'elle se dessine, lui paraît comporter encore de nombreuses incertitudes. « Il faut être assuré de l'indépendance de l'autorité de régulation, comme des modalités de fixation des prix de transports et de la transparence de la gestion des réseaux », souligne-t-il. « La volonté des autorités de tutelle est un élément essentiel pour la réussite de l'ouverture. Il faut appliquer la loi de façon dynamique si nous voulons conserver notre compétitivité industrielle », conclut M. Joly.

Martine Orange

L'anglo-norvégien Kvaerner abandonne plusieurs métiers pour redresser ses finances

Le conglomérat cède ses douze chantiers navals

LONDRES

de notre correspondant à la City

Le désengagement du conglomérat industriel anglo-norvégien Kvaerner de toutes ses activités non rentables, en particulier la construction navale, annoncé mardi 13 avril, est destiné à rétablir sa santé financière. La très forte chute des prix de construction des navires – conséquence de la surcapacité mondiale et de la crise asiatique –, ainsi que le manque de synergie avec les autres activités d'un groupe très diversifié, expliquent la décision des dirigeants de céder ses douze chantiers navals, employant dix mille personnes en Europe septentrionale, en Amérique du Nord et en Asie du Sud-Est.

Sous la houlette d'Erick Toeneth, contraint à l'automne à la démission après avoir piloté une formidable période d'expansion depuis dix ans, l'entreprise, dont le siège est à Londres, avait un peu perdu son chemin. Sa capitalisation à la Bourse d'Oslo avait baissé de moitié en dix ans. Longtemps choyé par les investisseurs, le groupe avait été la victime d'une course effrénée au gigantisme qui avait culminé en 1996 avec l'acquisition coûteuse du conglomérat britannique Trafalgar House (propriétaire notamment de Cunard) au bord de la banqueroute. Après les grosses pertes enregistrées l'an dernier (plus de 200 millions d'euros), Kvaerner ne saurait plus que médianer et suspicion.

« Notre objectif est de créer un

Un groupe très diversifié

Kvaerner est un conglomérat dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 9,9 milliards d'euros (65 milliards de francs) en 1998 et dont les pertes ont atteint 200 millions d'euros. Ses principales activités sont les suivantes :

- Pétrole et gaz (« off-shore ») : chiffre d'affaires de 2,51 milliards d'euros. Résultats d'exploitation négatifs de 12 millions d'euros.
- Construction : chiffre d'affaires de 1,59 milliard d'euros, mais un résultat d'exploitation de seulement 2,8 millions d'euros.
- Chantiers navals : chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros. Résultats d'exploitation de 38,2 millions d'euros.
- Pâte et papier : chiffre d'affaires de 0,6 milliard d'euros. Résultats d'exploitation négatifs de 26,3 millions d'euros.
- Autres : regroupe les secteurs équipements métalliques, énergie et ingénierie mécanique.

M. R.

L'américain GTS-Esprit Telecom rachète le français Omnicom

L'OPÉRATEUR FRANÇAIS de téléphonie fixe Omnicom a annoncé, mercredi 14 avril, son rachat par le groupe américain GTS-Esprit Telecom sur la base de 195 euros par action. La transaction s'élève donc à 390 millions d'euros (soit 2,5 milliards de francs). Fondé en 1993 et coté au Nouveau marché depuis juillet 1997, Omnicom dispose du préfixe téléphonique 5. Les actionnaires du groupe ont réalisé une bonne affaire puisque le cours de l'action s'est apprécié de 495 % depuis son introduction.

En quelques années, Omnicom a réussi à se hisser au troisième rang des opérateurs téléphoniques en France derrière France Télécom et Cégétel. Il commercialise des services auprès des opérateurs téléphoniques, des entreprises (8 500 clients à la fin de l'année 1998) et des particuliers (le 5 résidentiel) via un accord de distribution avec Carrefour signé en novembre 1998. Il s'est également lancé sur le marché des cartes prépayées avec près de 300 000 exemplaires vendus par mois. En 1998, son chiffre d'affaires a atteint 231 millions de francs, mais en raison de l'intensification de ses investissements (interconnexion de

groupe plus petit, plus musclé, plus fort » : le PDG, Kjell Almskog, a dû imaginer en tête une restructuration sévère pour tenter de restaurer la rentabilité au prix de 25 000 suppressions d'emplois. Outre le retrait du secteur de la construction de bateaux, Kvaerner a annoncé la cessation des activités dans les équipements métalliques et le bâtiment en Asie, une augmentation de capital par émission de nouvelles actions, l'étude de la suppression des activités d'ingénierie en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis ainsi que des réductions d'emplois dans le papier. L'objectif de ce recadrage sur quelques métiers (pétrole et gaz, off-shore, papier...) est de faire baisser les coûts pour créer de la valeur et séduire à nouveau les actionnaires.

CESSIONS PAR « APPARTÈMENTS »

Les experts et analystes financiers londoniens ne croient guère à la possibilité d'une vente complète des chantiers navals, mais optent plutôt pour des cessions « par appartements » des plus rentables d'entre eux et un programme de fermeture des « canards boiteux » en Ecosse, en Russie et en Norvège. La concurrence de la Corée du Sud et du Japon, l'excédent de capacités dans le monde et la chute des prix de vente de navires (sauf les paquebots que le chantier construit en Finlande à Masa Yard) expliquent la déconfiture de Kvaerner dans la construction navale. Les armateurs du monde entier ont beau jeu de tirer profit de cette chute, au détriment des marges bénéficiaires des constructeurs. Les carnets de commande n'ont d'ailleurs jamais été, globalement, si bien garnis.

Les menaces de fermeture du chantier de Govan, à Glasgow, ont conduit le gouvernement Blair à créer une task force chargée d'essayer de préserver plus de 2 000 emplois. Confronté aux élections régionales du 6 mai en Ecosse, il ne peut se permettre de rester indifférent au sort du dernier chantier naval du Clydeside encore en activité, acquis en 1987 par Kvaerner.

« Nous redoublerons d'efforts pour tenter de sauver le chantier naval qui dispose d'une main-d'œuvre très productive, mais les carnets de commande sont vides. Si ce n'est pas possible, on mettra la clé sous le paillasson dans un an », a déclaré un porte-parole de Kvaerner, à propos de ce symbole du passé glorieux de l'industrie britannique.

Enguérand Renault

Le nouveau mécénat d'entreprise mise sur l'environnement et la solidarité

L'Union des annonceurs (UDA) récompense, mercredi 14 avril, les entreprises qui ont soutenu le plus efficacement en 1998 des projets culturels, sportifs ou citoyens. Pour la plupart, le parrainage reste avant tout une opération d'image

LES MONTRES Breitling ont financé (3 millions d'euros) le tour du monde en ballon des aéroliers Bertrand Piccard et Brian Jones. Pas un « prix de Diane » ne s'est couru depuis dix-sept ans sur l'hippodrome de Chantilly sans Hermès. Et c'est encore une entreprise, la société Nippon Television (NTV), qui a payé 25 millions de francs l'an dernier (3,8 millions d'euros) – le plus gros mécénat d'entreprise jamais réalisé en France – pour restaurer la salle des États du musée du Louvre où se trouve exposée *La Joconde*. Arts, sports, protection de l'environnement et actions sociales, l'argent des entreprises est partout.

Si les parrains de tournois sportifs cherchent à imprimer très fortement, comme avec la publicité, leur nom dans les esprits en vampirisant un événement médiatique, les mécènes culturels ont des ambitions plus modestes qui relèvent parfois autant de la conviction que du calcul commercial. La règle est, toutefois, la même pour tous : il s'agit de redorer son image, de soigner sa réputation, plutôt que de philanthropie. D'ailleurs, les entreprises n'acceptent

de puiser dans leur caisse qu'à condition que leur participation soit dûment signalée : elles accolent leur marque à l'opération qui croque généralement sous les logos.

Le mécénat intéresse chaque année davantage les entreprises. Elles y ont consacré 7,9 % de leur budget de communication en 1998 pour un montant total de 12,2 milliards de francs (1,86 milliard d'euros), soit 4,3 % de plus qu'en 1997 selon l'étude France Pub 98/99. Parfois, le mécénat n'est que le pansement d'une réputation malade. La fondation créée en 1992 par le groupe pétrolier Total, par exemple, consacre un budget annuel de 5 millions de francs à « l'aide au maintien de la biodiversité et à la protection des écosystèmes sur le littoral français et à l'étranger, et à l'information du public sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles », explique *La Lettre du sponsoring et du mécénat* dans son bilan 1998. Elle finance notamment la publication d'un guide sur les parcs nationaux (avec Gallimard), histoire de carresser dans le sens du poil ceux qui l'accusent de détruire l'écosystème.

C'est un cheval de bataille tout aussi démagogique qu'a décidé d'embourner, en octobre 1998, le constructeur automobile PSA, d'habitude en première ligne dans



le sport. Peugeot a déclaré qu'il investira 65 millions de francs sur trois ans pour « lutter contre l'effet de serre », un phénomène qui alarme les associations de protection de l'environnement fustigeant le gaz carbonique émis par les voitures. Le constructeur, par son programme ambitieux, est censé créer le premier puits de carbone de la forêt amazonienne en y plantant pas moins de dix millions d'arbres. Le public n'est

pas dupe, mais préfère souvent ce type d'actions « citoyennes » à de massives campagnes publicitaires.

La discipline se porte donc plutôt bien. Les deux tiers des annonceurs ont été soit parrains, soit mécènes en 1998, contre à peine plus de la moitié il y a six ans, selon l'Union des annonceurs (UDA) qui publie, à l'occasion de la remise des Phénix du parrainage, mercredi soir 14 avril, à Paris, son étude annuelle sur la discipline.

L'UDA constate que parrainage et mécénat deviennent de plus en plus le fait de professionnels « aguerris, convaincus, des inconditionnels du parrainage (...). Les temps ne se prêtent que peu aux expériences et à l'apprentissage ». Les annonceurs semblent avoir compris l'intérêt, pour être reconnus du public ou du milieu aidé, d'inscrire leur action dans la

Il s'agit de redorer son image, de soigner sa réputation, plutôt que de philanthropie

par rapport à leurs concurrents. Certaines disciplines semblent plus porteuses que d'autres. Si la musique et les arts plastiques attirent les mécènes, l'architecture, le design ou le théâtre font figure de parents pauvres. Le Festival d'Avignon ne recueille que 1,6 million de francs (sur un budget de 49 millions) de la part d'entreprises. Pourtant, beaucoup se sont détournés du sport, freinées dans leur élan par l'inflation du ticket d'entrée, par le scandale du dopage ou les affaires de corruption qui ont terni les couleurs de l'olympisme. Elles explorent des voies alternatives, la mode la plus récente revenant aux actions dites de solidarité : « lutter contre la précarité » et contribuer « au renforcement des liens familiaux » dans certains quartiers, par exemple.

Ces actions sont, pour l'instant, embryonnaires et s'adressent fortement au tissu associatif. Vivendi donne 30 millions de francs et mobilise ses employés autour de projets destinés à la création d'emplois pour les jeunes. Le Club Méditerranée, via la fondation Agir contre l'exclusion, aide à l'insertion de jeunes issus de milieux défavorisés dans ses villages de vacances. Et McDonald's finance des maisons d'accueil pour les parents d'enfants hospitalisés.

Florence Amalou

Sportimat mesure l'audience du sport

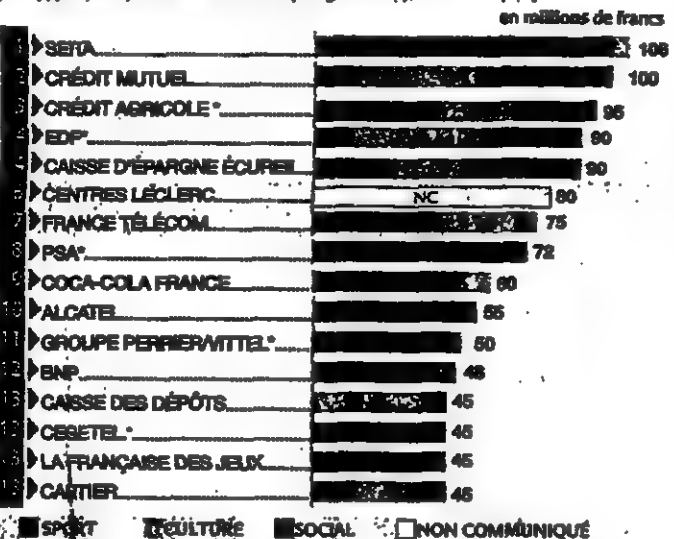
Conscients d'avoir désormais besoin d'outils marketing capables de mesurer les retombées du parrainage sportif, Sporttab et TMO ont créé Sportimat, un indicateur mensuel censé évaluer le suivi global d'une dizaine d'événements et la notoriété des sponsors. Sportimat a étudié dix événements ayant eu lieu entre le 15 février et le 15 mars en interrogeant un échantillon représentatif de mille personnes.

On apprend ainsi que 30 % des Français ont suivi, dans la presse, à la radio ou à la télévision, l'un au moins des trois matches de quart de finale de la Coupe de la ligue (football) ou le match annuel de football Angletier-France à Wembley. Que l'événement le moins suivi a été le match de rugby Perpignan-Stade Français (12 %) retransmis par France Télévision.

Enfin, on constate que l'assureur GMP tire, à ce jour, un plus grand bénéfice que Nike à être partenaire du rugby.

Palmarès des sponsors et mécènes français

RÉPARTITION PAR DISCIPLINE (budgets 1998)



En moyenne, une entreprise soutient, quelle que soit sa taille, 2,65 opérations sportives ou culturelles.

L'Europe du sponsorat culturel n'est pas faite

LE RÔLE et le degré d'implication des entreprises dans le financement de la culture divergent selon les pays, principalement pour des raisons fiscales et réglementaires. En France, comme le souligne Alain Chauveau dans *L'Année 1998 du sponsoring et du mécénat*, « les huit cents festivals recensés dans l'Hexagone pendant la période estivale (...) doivent faire face à des problèmes budgétaires plus ou moins aigus », du fait de la réduction du financement des collectivités locales et du nombre réduit de mécènes. La discipline est plus structurée en Allemagne où les entreprises versent 300 millions d'euros pour financer la culture (contre 165,5 millions en France, 205 en Italie, 147 en Grande-Bretagne, 602 en Espagne et environ 30 aux Pays-Bas).

En Allemagne, il existe environ mille fondations d'entreprises qui sont pour la plupart centenaires. Elles soutiennent, en général, les arts plas-

tiques : « certaines ont la charge totale d'un musée, d'autres possèdent d'importantes collections artistiques et délivrent des formations », explique *La Lettre du Mécénat* publiée en juin 1998 par l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Adméc). Au point que certaines fondations possèdent les entreprises du même nom (ainsi, la Robert Bosch Stiftung est propriétaire de 89 % des actions de la société Bosch).

En Espagne, les entreprises soutiennent des initiatives locales plus que nationales. Les fondations, créées dans les années 80, ont été frappées de plein fouet par la crise économique : n'étant pas autorisées par la loi à solliciter des fonds, elles sont tributaires pour leur budget annuel des plus-values financières qu'elles réalisent en vendant ou achetant des actions sur les marchés financiers. En ce moment, la Fundación Banco Es-

paña de Crédito et la Fundación Centro Hispano, par exemple, « se retrouvent momentanément incapables de fonctionner » parce que sans budget, observe l'Adméc.

En Italie, le mécénat culturel est dominé par le secteur bancaire qui finance près de 90 % des opérations culturelles ayant recours dans ce pays au financement privé (contre 25 % en France ou 20 % en Grande-Bretagne). Les entreprises ont presque toutes ouvert des bureaux dans les grands chantiers culturels, l'état concédant peu à la gestion des musées aux entreprises. C'est ainsi, par exemple, que les services dérivés de la Galleria Borghese à Rome. Un accord signé en 1996 entre le ministère du patrimoine et la Confindustria (l'équivalent du Medef) autorise une entreprise à « adopter » financièrement un monument pour le restaurer et l'exploiter.

FL.A.

Le processus de nomination du président de France Télévision est lancé

JÉRÔME CLÉMENT, PDG de La Cinquième-La Sept-Arte a lancé, mardi 13 avril, la campagne pour le poste de PDG de France Télévision. En annonçant sa candidature, à l'occasion du MIP TV à Cannes, il est le premier à afficher son ambition pour cette fonction que d'autres convoitent.

M. Clément a insisté sur le fait qu'il est candidat à la holding France Télévision, c'est-à-dire à la structure prévue dans le projet de loi préparé par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, qui chapeaute toutes les chaînes du service public. M. Clément demande aussi que les pouvoirs du PDG de la holding « soient clairement définis en matière financière, de nominations et d'autonomie de gestion ». Dans son programme électoral, il plaide pour « que les entreprises publiques soient aussi performantes que les sociétés privées ».

« Je souhaite que cette nomination soit le résultat d'un consensus entre les conseillers », a simplement commenté Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui annoncera, mercredi 21 avril, la démarche retenue pour la désignation du PDG de France Télévision. En effet, la déclaration de candidature de Jérôme Clément, qui avait pris la précaution de prévenir Hervé Bourges quelques instants auparavant, arrive au moment où les sages du CSA peaufinent la mé-

thode qu'ils comptent utiliser pour cette nomination, qui interviendra en plein débat sur le projet de loi sur l'audiovisuel.

Le PDG qui sera nommé dans quelques semaines le sera pour trois ans, c'est-à-dire pour la durée prévue dans la loi actuellement en vigueur. Or le vote de la nouvelle loi entrainera, sans doute à la fin du premier semestre de l'an 2000, la dissolution des sociétés de télévision existantes. Il faudra alors nommer pour cinq ans un PDG de la nouvelle holding. Ce pourra être le même ou une nouvelle personnalité.

« SHORT LIST »

La manière dont se déroulera la période charnière de passage entre les deux lois pèsera lourdement sur les candidatures et les décisions qui seront prises pour la nomination du prochain PDG. En effet, celui qui sera choisi à la fin mai participera à la rédaction des décrets d'application de la future loi ; il pourra aussi entamer un début de rapprochement entre France 2 et France 3. Deux activités dont les résultats entraineront dans les choix qui seront faits pour son successeur.

Sans doute le CSA et le gouvernement – qui fera strictement connaître ses préférences et ses antipathies – ont-ils intérêt à installer de la télévision publique celui ou celle qui en sera le PDG idéal pour

la réformer. Pour le désigner, le CSA doit éviter les écueils qui ont provoqué les critiques lors des nominations précédentes : manque de transparence ou « opérations suicides » pour les candidats qui prenaient le risque de se voir publiquement biffés.

Cette fois, le CSA, dont la composition ne changera plus durant toute cette période, pourrait opter pour un système de short list. Celle-ci serait composée de trois ou quatre personnalités sélectionnées par les sages, à partir du profil qu'ils auront défini pour le PDG de France Télévision. Ensuite, ils feront un tri entre les candidatures éventuelles et leurs propres inspirations. En tout état de cause, les sages n'ont pas l'intention d'entamer cette procédure avant que n'ait démarré la discussion du projet de loi sur l'audiovisuel, c'est-à-dire dans la seconde quinzaine du mois de mai.

Depuis plusieurs semaines déjà, une bonne dizaine de noms circulent pour ce poste prestigieux mais que l'on dit à hauts risques, car il s'agit de restructurer l'audiovisuel public. Les pronostiques tergiversent entre un spécialiste de l'audiovisuel bon gestionnaire, et un chef d'entreprise généraliste réputé pour sa capacité à restructurer les entreprises.

Françoise Chivot et Guy Duthiel

La radio et la télévision décodées au prisme de l'histoire

GEORGES MARCHAIS, qui enfreignait au cours des années 70 toutes les règles de la « bonne communication », assurait aux émissions politiques télévisées une

augmentation de « 50 % de son audience habituelle ». Avant lui, le général de Gaulle avait pris conseil auprès du fondateur de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet, pour « trouver un style et un ton » à ses allocutions télévisées. Avant l'invention du téléprompteur, il décidait de réciter ses textes et acceptait aussi de se faire maquiller. Un sociétaire de la Comédie-Française lui aurait même donné des leçons.

Valéry Giscard d'Estaing avait également souhaité mettre en scène ses interventions télévisées. Son départ de l'Élysée, le 20 mai 1981, était un modèle du genre. A la fin de son discours, le président de la République s'était levé lentement et avait quitté son bureau, une caméra fixant longuement sa chaise vide tandis que retentissait *La Marseillaise*. Les hommes politiques et la télévision constituent l'une des facettes, les plus mordantes, de l'Echo du siècle, le dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France, élaboré par vingt-cinq auteurs, sous la direction de l'historien et ancien secrétaire d'État à la communication Jean-Noël Jeanneney.

BIBLIOGRAPHIE

Cette grande saga audiovisuelle se veut exhaustive. Tous les aspects des principaux événements marquants de la radio et de la télévision sont analysés, qu'il s'agisse des évolutions technologiques, juridiques ou internationales, du destin des entreprises publiques et privées, des relations mouvementées entre le politique et l'audiovisuel, etc.

Ce dictionnaire rappelle par exemple que Cognac-Jay, la « résidence de la première chaîne jusqu'en 1992 », est né sous l'Occupation, d'une initiative allemande. La propagande était assurée deux fois par jour par des actualités allemandes, avec des images « tournées à Paris et des documentaires de toute sorte, comme un cours de tennis assuré par le champion Henri Cochet ».

Ce dictionnaire redonne à la radio ses lettres de noblesse, en rappelant que Claude Terrien a été le premier, sur Europe 1, à « oser parler de la torture en Algérie ». Mai 68 sera ensuite un « événement » dans l'histoire audiovisuelle. L'ORTF, cible des manifestants, est dénoncée comme instrument du pouvoir. Pour la première fois, des slogans s'en prennent à la télévision lors de manifestations. Dès le début des événements, le journal télévisé minimise la crise, tandis que les radios périphériques s'imposent.

« Elles s'effacent même la colère du ministre de l'Intérieur, car les manifestants s'en seraient servis pour s'opposer aux mouvements des forces de police ». A la surprise gé-

nérale, le 20 mai, « les journalistes du journal télévisé – y compris Léon Zitrone, rallié naguère pour sa docilité – rallient le mouvement [de grève] ».

Tout en s'étendant sur « les balises » qui ont jalonné l'histoire audiovisuelle, comme la retransmission en direct du couronnement d'Elisabeth II d'Angleterre en 1953, le putsch des généraux à Alger en avril 1961 – « resté comme la victoire du transistor » –, les premiers pas de l'homme sur la Lune en 1969, le procès des époux Ceausescu en 1989 ou encore la guerre du Golfe, l'ouvrage retrace aussi le parcours des grandes figures du secteur. Qu'il s'agisse de Jean d'Arcy, dont le nom est associé au développement de la télévision dans les années 50, Jean-Christophe Averty, qualifié de « Mille et un petits écrans », ou Pierre Desgraupes, « figure mythique des patrons de télévision ».

Jean-Noël Jeanneney termine son ouvrage sur un souhait : « Trouver un équilibre [pour les télévisions] entre (...) la taille nécessaire à la concurrence internationale et, à l'intérieur, les effets de domination de firmes surpuissantes ». Une définition parfaite du fragile équilibre hexagonal.

Nicole Vulser

* L'Echo du siècle, dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France, ouvrage collectif sous la direction de Jean-Noël Jeanneney. Hachette Littératures, Arts Éditions et La Cinquième Éditions. 602 pages, 295 francs.

سكزا من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SONY** : le groupe électronique japonais se prépare à une chute de son résultat net consolidé de plus de 40 % pour l'exercice qui a débuté le 1^{er} avril, selon le quotidien économique *Nihon Keizai Shimbun*.

● **NISSAN** : le constructeur automobile nippon est redevenu bénéficiaire aux Etats-Unis, lors de l'exercice achevé fin mars. Nissan a dégagé un bénéfice net d'environ 30 millions de dollars (27,6 millions d'euros) l'an dernier sur cet important marché (622 000 unités), où il avait perdu 670 millions de dollars l'année précédente.

● **USINOR** : le groupe sidérurgique a annoncé, mercredi 14 avril, la signature d'un accord d'exclusivité de cession d'Acrometal, sa filiale aciers spéciaux (750 millions d'euros de chiffre d'affaires et 3 500 personnes) au groupe italien Lucchini.

● **AGROALIMENTAIRE** : un accord-cadre a été signé sur la réduction et l'annualisation du temps de travail dans 19 branches de l'industrie agroalimentaire entre le patronat et la fédération FO de l'agriculture. Cet accord concerne 50 000 salariés.

SERVICES

● **SNCF** : le TGV-Méditerranée, qui mettra Marseille à trois heures de Paris et à une heure et demi de Lyon, entrera en service le 1^{er} juin 2001.

● **MÉRIDIDIEN** : la chaîne hôtelière, propriété du groupe britannique Granada, ambitionne de doubler de taille d'ici à 2005 pour atteindre 200 hôtels, contre 106 aujourd'hui. L'enseigne, d'origine française, veut axer son développement en priorité sur l'Asie et les Etats-Unis.

● **WAV** : le leader américain des ventes aux enchères sur Internet lève, vendredi 16 avril, 1 milliard d'euros en Bourse, alors que son chiffre d'affaires ne dépasse pas 48 millions de dollars (44 millions d'euros). L'opération est destinée à contrer l'offensive d'Amazon.com dans les enchères sur le web.

● **CISCO** : le numéro un de l'équipement des réseaux Internet a annoncé, mardi, l'acquisition de GeoTel, un

éditeur de logiciels pour le traitement des appels téléphoniques, pour un montant de 1,85 milliard d'euros.

● **ERICSSON** : le groupe de télécommunications suédois a annoncé, mardi, qu'il allait racheter deux sociétés américaines, Torrent Networking Technologies et TouchWare.

● **MÉTROBUS** : la filiale de Publicis spécialisée dans la publicité dans les transports urbains, a réalisé, en 1998, un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 13 %, à 123,3 millions d'euros.

● **LE PUBLIC SYSTÈME** : le groupe de communication événementielle a réalisé, en 1998, un bénéfice net de 1,06 millions d'euros et a signé une lettre d'intention pour acquérir la totalité du groupe Réclame (conseil en relations presse).

● **AEGIS GROUP** : la holding britannique du groupe d'achat d'espace Carat, a annoncé, mercredi, l'acquisition de 51 % de l'agence argentine Fax SA pour un montant de 11,8 millions d'euros.

FINANCES

● **BNP-PARIBAS** : le syndicat CFTC de la BNP a emboîté le pas à la CGC en défendant, mardi, dans un communiqué le projet SBP de création d'une banque à trois Sociétés Général-BNP-Paribas, proposé par la BNP.

● **CRÉDIT AGRICOLE** : les négociations sur les 35 heures au Crédit agricole vont marquer une « pause » après le refus mardi des syndicats de signer un projet d'accord sur le sujet, le patronat souhaitant que ce délai serve à « mieux expliquer » le texte.

● **JAPON** : les cinq grands assureurs-vie japonais, qui comptent parmi les plus importants investisseurs institutionnels mondiaux, ont prévu de réduire de moitié, cette année, leurs achats d'obligations étrangères, pour se concentrer sur le marché nippon.

RÉSULTATS

● **BOMBARDIER** : le groupe canadien a annoncé, mardi, un chiffre d'affaires de 11,5 milliards de dollars (10,33 milliards d'euros), en hausse de 35 %, et un bénéfice net pour l'exercice 1998, à 343 millions d'euros (+32 %).

EUROPE



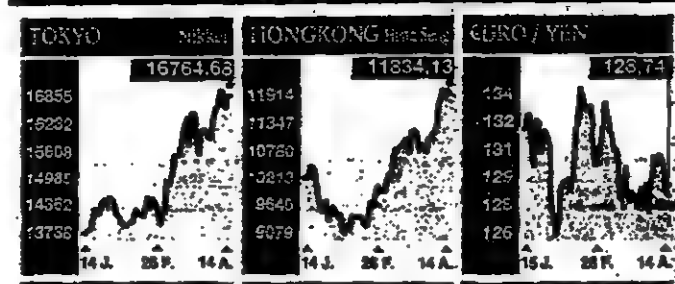
Indice	14.4	13.4	12.4
EUROPE 1250	1000	1000	1000
EUROPE 500	1000	1000	1000
EUROPE 1000	1000	1000	1000
EUROPE 1500	1000	1000	1000
EUROPE 2000	1000	1000	1000
EUROPE 2500	1000	1000	1000
EUROPE 3000	1000	1000	1000
EUROPE 3500	1000	1000	1000
EUROPE 4000	1000	1000	1000
EUROPE 4500	1000	1000	1000
EUROPE 5000	1000	1000	1000

AMÉRIQUES



Indice	14.4	13.4	12.4
ÉTATS-UNIS (DOW JONES)	10385	10395	10395
ÉTATS-UNIS (S&P 500)	10385	10395	10395
ÉTATS-UNIS (NASDAQ)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ COMP)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 100)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 200)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 300)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 400)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 600)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 700)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 800)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 900)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 1000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 1500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 2000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 2500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 3000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 3500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 4000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 4500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 5000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 5500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 6000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 6500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 7000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 7500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 8000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 8500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 9000)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 9500)	2588	2588	2588
ÉTATS-UNIS (NASDAQ 10000)	2588	2588	2588

ASIE-PACIFIQUE



Indice	14.4	13.4	12.4
ASIE-PACIFIQUE 1015	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 1000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 1500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 2000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 2500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 3000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 3500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 4000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 4500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 5000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 5500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 6000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 6500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 7000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 7500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 8000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 8500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 9000	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 9500	1000	1000	1000
ASIE-PACIFIQUE 10000	1000	1000	1000

ÉCONOMIE

Situation toujours difficile en Indonésie

LE FONDS monétaire international (FMI) a estimé, mardi 13 avril, que la conjoncture économique de l'Indonésie restera « difficile » et « fragile » tant que la situation politique ne sera pas davantage stabilisée. Le FMI s'est déclaré préoccupé par « la lenteur des stimulations fiscales » en 1998. Il relève également « des performances décevantes des exportations récemment, un regain de volatilité de la roupie, une accélération de l'inflation entre décembre et février et des progrès limités dans le processus de restructuration des entreprises ». « Ces développements rappellent la persistance de risques considérables », poursuit le FMI, notant que « les récents incidents et les mouvements sociaux ainsi que les incertitudes suscitées par les prochaines élections ont aussi érodé la confiance ». Pour 1999, le FMI prévoit une contraction de 2 % du produit intérieur brut et une croissance de 1 % en 2000. En 1998, l'économie indonésienne s'était contractée de 16 %.

■ **JAPON** : le nombre de défaillances d'entreprises au Japon a reculé pour le cinquième mois consécutif en mars, avec 269 sociétés concernées, soit 0,1 % de moins que lors du même mois de 1998, a annoncé, mercredi, la société japonaise d'analyse-crédit, Teikoku Databank.

■ **CHINE** : la représentante américaine pour le commerce, Charlene Barshefsky, a indiqué, mardi, s'attendre à ce que Pékin honore ses récents engagements d'ouverture de ses marchés pris envers les Etats-Unis, dans le cadre d'un accord d'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

■ **ÉTATS-UNIS** : les ventes de détail ont progressé de 0,2 % en mars, a annoncé, mardi, le département du commerce. Sans compter le secteur automobile, les ventes de détail ont augmenté de 0,5 %.

■ **L'Indice des prix à la consommation** aux Etats-Unis a augmenté de 0,2 % en mars, a annoncé, mardi, le département américain du travail. Sur douze mois, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,7 %.

■ **FRANCE** : le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué, mardi, aux syndicats son in-

tention de mettre en place « un correspondant fiscal unique » pour les particuliers, les petites et les grandes entreprises, à l'occasion d'un Comité paritaire ministériel (CTPM).

■ **PORTUGAL** : la production industrielle portugaise a enregistré une croissance de 3,2 % en janvier 1999, a indiqué, mardi, l'Institut national de statistiques (INE). En valeur cumulée sur les douze derniers mois, la production industrielle totale a progressé en moyenne de 4,9 %.

■ **IRLANDE** : l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,3 % en mars, tandis que la progression sur les douze derniers mois est tombée à 1,4 %, selon les chiffres annoncés, mardi, par l'Office central des statistiques.

■ **SUÈDE** : le nouveau ministre des finances, Bosse Ringholm, a indiqué, mardi, à Stockholm, qu'il n'abandonnerait pas la politique économique du royaume et qu'il « maintiendrait le cap ». « Il est fondamental que nos objectifs budgétaires soient tenus et que nous ne mettions pas en péril les fantastiques efforts consentis jusqu'à présent », a-t-il affirmé.

■ **ROYAUME-UNI** : les ventes de détail ont progressé, en valeur, de 3,9 % en mars par rapport à la période correspondante de 1998, a estimé, mardi, le British Retail Consortium, l'organisation professionnelle des commerçants.

■ **UNION EUROPÉENNE** : l'ancien président du Conseil italien et président désigné de la Commission européenne, Romano Prodi, a souligné, mardi, le besoin d'harmonisation fiscale en Europe afin d'éviter une concurrence déloyale entre pays.

■ **HONGRIE** : le déficit budgétaire enregistré fin mars s'est élevé à 1,167 milliard d'euros, dépassant de loin les pronostics, a indiqué, mardi, le ministère hongrois des finances. Ce déficit est supérieur de 68 % à celui prévu pour l'année entière.

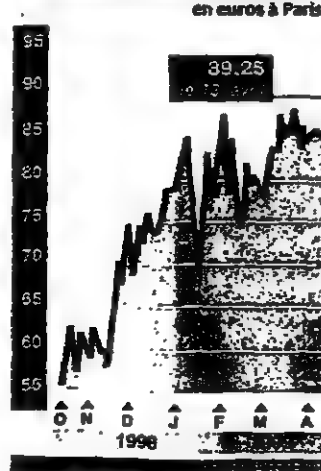
■ **L'augmentation des prix à la consommation** a connu un nouveau ralentissement en mars en Hongrie avec un taux d'inflation en glissement annuel de 9,3 %, contre 9,4 % en février, a annoncé, mardi, le bureau des statistiques.

VALEUR DU JOUR

Le CCF très entouré

LE TITRE Crédit commercial de France (CCF) a été une nouvelle fois très entouré durant la séance de mardi 13 avril. L'action a terminé en hausse de 3,89 %, à 89,25 euros (585,50 francs), avec 580 000 titres échangés. Cette hausse s'explique par les déclarations de franchissement de seuil des 10 % de droits de vote d'ING. Le banquier néerlandais est, avec 8,87 % du capital du CCF et 10,44 % des droits de vote, le troisième actionnaire du CCF, derrière le belge KBC (13,1 % du capital et 17,6 % des droits de vote). L'action CCF reste toutefois bien en dessous du niveau de 112,50 euros, auquel le groupe financier belge KBC a acheté, en mars, la participation de 7,8 % que détenaient les Mutuelles du Mans dans le CCF. Cette opération valorisait le CCF à 8,2 milliards d'euros (53,7 milliards de francs), soit deux fois plus que la BNP, la Société générale et Paribas.

Action CCF



Contradictions boursières

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 23

VALEURS EUROPÉENNES

● Adidas a grimpé, mardi 13 avril, de 3,68 %, à 78,80 euros. La société commence des réunions avec des investisseurs anglo-saxons, ce qui pourrait augmenter la demande des titres du deuxième fabricant d'articles de sport dans le monde.

● ING Groep s'est apprécié de 1,99 %, à 53,80 euros, mardi. Le numéro deux des services financiers en Europe a indiqué qu'il n'avait pas l'intention dans l'immédiat d'acquiescer au projet de fusion avec la banque néerlandaise ABN-Amro.

● Nestlé a progressé de 3,16 %, à 274,6 francs suisses. L'entreprise suisse est en négociations avec EQT Scandinavia pour la vente de certaines de ses filiales.

● Tesco s'est apprécié de 6,11 %, à 169,25 pence. La première chaîne de supermarchés en Grande-Bretagne a vu ses bénéfices progresser de 16 % pour l'année fiscale 1999 alors que ses ventes ont augmenté de 4 %.

teindre 66,7 millions de livres irlandaises (52,5 millions d'euros) soit une hausse de 6,8 %.

● Kesko Oyj a cédé 6,34 %, à 13,30 euros. Lors de son assemblée générale, le premier distributeur finlandais a voté à 4 majorités (0,67 euro) son dividende.

● Nestlé a progressé de 3,16 %, à 274,6 francs suisses. L'entreprise suisse est en négociations avec EQT Scandinavia pour la vente de certaines de ses filiales.

● Tesco s'est apprécié de 6,11 %, à 169,25 pence. La première chaîne de supermarchés en Grande-Bretagne a vu ses bénéfices progresser de 16 % pour l'année fiscale 1999 alors que ses ventes ont augmenté de 4 %.

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

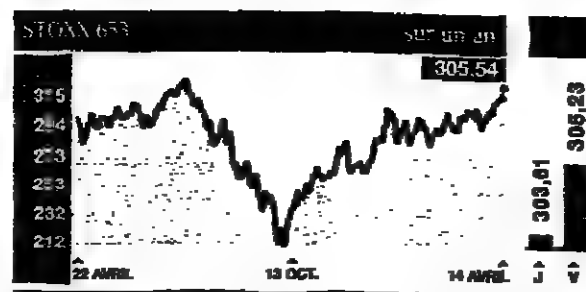
Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45



14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45



14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12h 42

Cote	Diff.
ALFA ROMEO	SE 72,12 -0,75
ALFA ROMEO	DE 30,28 -1,03
BMW	DE 30,28 -1,03
CONTINENTAL AG	DE 20,30 +0,84
DANIELI & HOLTHUIS	DE 30,4 -0,33
FAT	DE 3,08 -1,58
FIAT FIN.	IT 1,37 -0,63
LUCAS VARITY	GB 4,27 -0,78
MICHELIN - S. RM	FR 78,80 +3,68
PIRELLI	IT 3,77 -0,78
RENAULT	FR 35 -0,31
VALIO RM	FR 78,80 +3,68
VOLVO RM	FR 35,48 -0,45
VOLVO - S.	SE 35,48 -0,45

14/04 12

2,71 13/04 **LEGENDE**
8,08 13/04 ★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.
5,97 13/04

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

SCIENCES Directeur et responsable médical de l'expédition 1998, Richard Gaud raconte les difficultés de la vie quotidienne dans la station française Dumont-d'Urville, en terre

Adélie, où il vient de passer plusieurs mois dans l'isolement total avec 26 autres « hivernants ». • LA NUIT POLAIRE, qui efface les repères temporels, rend très difficile la vie

d'une petite communauté coupée du monde extérieur. • LA NOURRITURE, les légumes frais, le courrier peuvent prendre une importance disproportionnée dans un tel environnement

et, à cet égard, Italiens et Français semblent mieux lotis que leurs collègues américains ou néo-zélandais. • A 1 000 KM DES CÔTES antarctiques, par 3 250 mètres d'altitude

dans l'un des endroits les plus hostiles de la planète, la station franco-italienne Concordia, actuellement en cours de construction, pourra accueillir quinze personnes dès 2003.

Les chercheurs-cobayes de l'Antarctique préparent les vols sur Mars

Dans les bases proches du pôle Sud, l'isolement, total et écrasant, est plus complet encore que celui d'une station orbitale. L'adaptation psychologique et physiologique de leurs occupants est riche d'enseignements scientifiques, mais souvent délicate à gérer au quotidien

L'ÉTÉ vient de se terminer en terre Adélie. Lors des grandes chaleurs, le mercure du thermomètre a presque atteint 0°C. L'Astrolabe, le navire affrété par le Terroir des terres australes et antarctiques françaises et l'Institut français pour la recherche et la technologie polaires (IFRTP), est reparti pour le port de Hobart en Tasmanie. Il ne reviendra qu'en novembre.

L'hiver commence et la banquise s'élève petit à petit au sixième continent. Il est des Pôles où se situe la station scientifique française Dumont-d'Urville. L'isolement est à la fois sublime, écrasant et total.

Un continent d'hommes...

« En 1974, une femme a hiverné pour la première fois à la base américaine de McMurdo, mais c'était une religieuse », indique David Crerar, de l'Antarctic Heritage Trust. « Depuis 1975, le pourcentage de femmes est passé de moins de 1 % à près de 35 % », ajoute Erick Chiang, du bureau américain des programmes polaires. « Au début de l'hiver, c'est un peu la rumeur sur les quelques femmes. Tout le monde sait que ceux qui auront une copine passeront un meilleur hiver que les autres », raconte un Américain qui entame son cinquième hivernage à McMurdo. Lui a rencontré sa femme en Antarctique. Mais il estime que sa situation est très rare. « La proportion d'homosexuels, hommes et femmes, est très importante à McMurdo », indique un des sommets de la base américaine. A Scott Base, la petite base néo-zélandaise, la première femme fut accueillie en 1977. Désormais, le contingent annuel de dix hivernants y compte une à trois Néo-Zélandaises.

« C'est le point le plus inaccessible de la côte de l'Antarctique, résume Gérard Jugie, directeur de l'IFRTP. La NASA et l'Agence spatiale européenne considèrent que c'est plus isolé qu'une station orbitale. » Richard Gaud, médecin en chef du service de santé des armées, est rentré il y a quelques semaines de terre Adélie où il a passé plus d'un an en tant que directeur et responsable médical de l'expédition 1998. Il y a aussi mené un travail de recherche sur vingt-deux des vingt-sept locaux de la base, exclusivement des hommes.

Analyses de sang et d'urine pour mesurer l'adaptation immunologique et hormonale à la situation d'hivernage en milieu isolé et confiné ; étude de la qualité du sommeil dans un univers où la nuit dure plusieurs mois ; tests psychologiques destinés à évaluer l'adaptation sociale à la vie dans une petite communauté coupée du monde extérieur.

Les nombreuses données biomécaniques recueillies par Richard Gaud sont actuellement « décortiquées » et doivent servir à confirmer ou à infirmer les résultats d'une étude australienne qui tendait à montrer que la réponse immunitaire humaine diminue pendant l'hiver austral. De près ou de loin, les grandes agences spatiales suivent ces travaux avec intérêt. Elles considèrent, en effet, que les problèmes de santé physique et psychologique que rencontreront les futurs conquérants de Mars se posent dans des termes analogues à ceux auxquels se heurtent les hivernants de l'Antarctique.

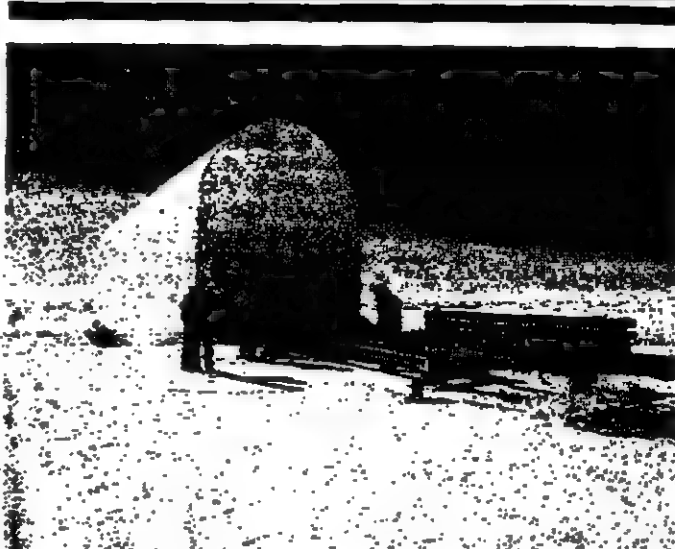
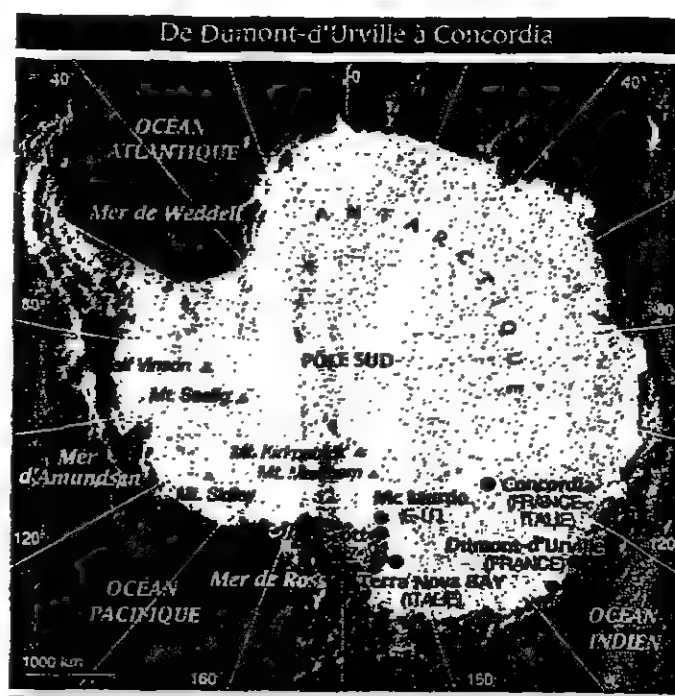
Au quotidien, le médecin de Dumont-d'Urville soigne les petits bobos – engelures, brûlures, coupures, entorses – mais surtout la nuit polaire s'installe, perdent leurs repères temporels malgré le rythme imposé par les repas et de-

viennent plus agressifs. « Il faut souvent les mater, sourit-il. Au cours du temps, les hivernants ont de plus en plus besoin d'avoir un confident, soit le médecin soit le responsable de l'expédition. Et comme je cumule les deux, c'est vers moi qu'ils se sont tournés. Ils manquent d'affection, de tendresse. Aujourd'hui, les hommes n'ont plus de contact, plus de gestes d'amitié entre eux, de peur d'être touchés d'homosexuels. Certains célibataires s'inventent même une copine pour paraître "normaux". » En 2000, les femmes seront admises lors des hivernages.

En attendant cette révolution, la routine pèse à certains alors qu'elle en aide d'autres à tenir bon, explique le docteur Gaud. « Des hommes s'inventent le plus possible dans leur travail pour ne pas perdre la notion de rythme. Ceux-là deviennent parfois odieux, car on ne peut pas les faire dévier de leur rythme, pour une fête par exemple. » Sur le continent blanc, tout n'est pas travail. Le 21 juin, jour du solstice d'hiver en Antarctique (mais d'été chez nous), une fête est organisée dans chaque base scientifique. Les anniversaires ne sont pas non plus oubliés. Mais salle de sport, babyfoot, billard, bibliothèque, vidéo, suffisent rarement à faire oublier l'isolement ou à créer un véritable sentiment communautaire.

Si les capacités d'adaptation de chacun ont été testées avant le départ, aucun mode de sélection psychologique n'a été effectué : ce critère, selon la loi française, ne pouvant empêcher l'attribution

Des tentes molletonnées et des contenants préaménagés permettent d'accueillir plus de quarante personnes à Concordia.



d'un poste à quelqu'un, aussi misanthrope ou fragile soit-il. A ceux qui dépriment, aux blessés de l'âme, le médecin de Dumont-d'Urville sert de « nounou » et son infirmerie leur est toujours ouverte. « Sentir que quelqu'un s'intéresse à eux suffit à les faire bouger. » Le docteur Gaud servait le thé, des gâteaux, demandait un coup de main pour préparer ses tubes à essais, proposait une partie de scrabble ou une sortie sur la banquise, même par -30°C. Dehors, des cordes appelées lignes de vie courent d'un bâtiment à l'autre pour ne pas se perdre dans le blizzard. Pour certains, Richard Gaud était aussi une ligne de vie.

Le médecin de l'expédition 1998 est rentré en métropole à la mi-mars. Après de longs mois d'isolement, l'hivernant renait au monde. Il faut se réaccoutumer. Ici, la nuit succède au jour sur un rythme effréné. « La foule, les gens, les odeurs, tout est pénible. On manque d'espace alors qu'en hiver, là-bas, sur la banquise, on peut aller n'importe où. »

Là-bas, paradoxalement, l'espace est compté et la station minuscule. Les chambres ressemblent plus à des cellules de prisonnier ou de moine. Un lit, une armoire, un bureau et à peine la place de circuler entre ces trois meubles. « Mais une fois rentré, chercher un stylo, une taille-crayon, c'est la galère », assure Richard Gaud. Eux qui ont entièrement été pris en charge pendant des mois doivent aussi réapprendre certaines règles élémentaires. « Peu après mon retour, raconte le médecin militaire, je suis allé déjeuner au restaurant et je parlais sans payer quand on m'a rappelé qu'il fallait sortir son portefeuille. »

Ici, rien ne sera plus comme avant. Là-bas, l'hivernage 1999 a commencé.

Pierre Barthélémy

De l'importance de la gastronomie sur la banquise

TERRA NOVA BAY

de notre envoyé spécial
« Moi, je suis de Bologne, donc les légumes, ça me connaît. Mais, bien que notre chef soit de Naples, ses légumes, je les mange volontiers », déclare solennellement Mario Zucchi, le chef de la base italienne de Terra Nova Bay, lorsqu'on le complimente sur la superbe qualité du « modeste déjeuner » qu'il vient de servir à une trentaine d'hommes politiques du monde entier venus visiter les lieux en cette journée estivale de février.

Le soleil, qui ne se couche plus depuis plusieurs mois sur l'Antarctique, s'approche du plein ouest. Il sera au sud à minuit. On aperçoit par les nombreuses petites fenêtres du conteneur aménagé en salle à manger le blanc éblouissant de la banquise et le bleu profond de la mer glaciale.

Au gré des tortellini in brodo, du melone,

con prosciutto et de l'espadon grillé, suivis de pâtisseries italiennes et d'authentiques espagnols, le déjeuner a largement expié l'heure de la sieste. Personne ne songe à s'en plaindre. Les membres de la réunion politique informelle organisée par la Nouvelle-Zélande (et baptisée « Ministerial on ice ») n'ont, jusqu'à présent, été reçus que sur les bases néo-zélandaises et américaines, où manger relève davantage de la nécessité que du plaisir.

Les vêtements spéciaux ECW (troué extrême) prêts aux mêmes délégués avaient déjà illustré l'incomparable supériorité, en termes d'élégance, des tenues italiennes face à celles des Américains ou des Néo-Zélandais. Mais personne n'avait imaginé que le contraste serait aussi saisissant à table que dans les vestiaires.

A McMurdo Station, la plus grande base en Antarctique (de 1 200 résidents en été à environ 200 en hiver), la cantine rappelle

les plus sinistres restaurants universitaires. On sert la nourriture à même le plateau encore mouillé de l'épave du vaisseau dans lequel le précédent utilisateur l'a trempé. Les cases du plateau sont remplies à la louche de collants mélanges

base américaine – se régale de « glace moelle » qui, comme les boissons gazeuses, est en libre service jour et nuit dans le réfectoire. On comprend mieux la réputation de fine cuisine dont jouit, auprès des Améri-

« Ils ont toujours des légumes frais. Leur cantine est de la taille d'un restaurant. McMurdo, à côté, c'est l'usine »

type « salades russes », accompagnés d'un sandwich aux tranches de steak, noyé dans un bain de « gravy ».

Une télévision diffuse à plein volume les jeux d'une chaîne commerciale américaine. Notre voisin de table, affairé à son tricot – la dernière activité branchée sur la

base néo-zélandaise voisine de Scott Base, même si ses menus rappellent fortement l'héritage britannique de l'ancienne colonie. Car, si Terra Nova Bay est hors de portée du commun des résidents de McMurdo (il faut y aller en avion ou en hélicoptère), Scott Base

n'est qu'à une demi-heure à pied de McMurdo. « Ils ont toujours des légumes frais. Leur cantine est de la taille d'un restaurant. McMurdo, à côté, c'est l'usine », déclare une Néo-Zélandaise qui travaille sur la base américaine.

Bien que les Américains comme les Néo-Zélandais en cultivent quelques-uns hors sol, « les légumes verts deviennent une obsession pour certains », affirme l'aumônier protestant de McMurdo, Dave Stille. « Le courrier et la nourriture sont deux choses dont les gens se plaignent beaucoup. »

Même en été, il arrive que les bases ne reçoivent pas de produits frais pendant plusieurs semaines : les rotations aériennes sont toujours tributaires de la météo, et les biens d'équipement ont la priorité sur les « salades ».

Florence de Changy

Concordia, Dôme C : un chantier franco-italien dans l'enfer blanc

TERRA NOVA BAY

de notre envoyé spécial

C'est l'endroit le plus froid, le plus sec, le plus venté – bref, le plus hostile – de la planète. Par -30 degrés centigrades en été, (-70°C en hiver), à 3 250 mètres d'altitude, il arrive que les générateurs surchauffent car l'air n'est pas assez dense pour les refroidir. Dès que le vent se lève, ou lors des déplacements en motoneige, les engelures apparaissent en quelques secondes sur la peau exposée. La sécheresse extrême favorise l'accumulation d'électricité statique et il faut penser à se « décharger » avant de toucher tout matériel électronique.

C'est pourtant là, sur le Dôme C, à plus de 1 000 kilomètres des côtes du continent Antarctique, que les Français et les Italiens ont décidé de construire Concordia, leur future base commune. Ce site inhospitalier a été choisi pour satisfaire

au mieux les exigences des chercheurs qui y séjourneront, explique Michel Glass, responsable du comité scientifique de Concordia.

Pour faciliter les communications, il fallait se trouver dans la limite de visibilité des satellites géostationnaires. Les astronomes souhaitent de l'altitude et un air aussi dépourvu que possible de vapeur d'eau, une condition essentielle pour mener de bonnes observations dans le spectre infrarouge. Enfin, la sécheresse convenait aussi aux climatologues dans la mesure où plus la couche annuelle de neige est fine, plus il est possible, à forage égal, de remonter loin le temps dans les archives climatiques que recèle la calotte glaciaire.

A force de recoupements et d'exclusion de zones, et en gardant à l'esprit l'avantage d'être à proximité de la grande base américaine de McMurdo, principale porte

d'entrée en Antarctique, le Dôme C, à 75 degrés sud, fut désigné. Le site – qui accueille aussi le programme européen de forage profond EPICA (Le Monde du 3 avril 1997) –, de surcroît, l'avantage de se trouver au centre du trou d'ozone au printemps, ce qui n'est pas dénué d'intérêt scientifique.

TROIS CONVOIS PAR AN

Actuellement en cours de construction, la future base scientifique franco-italienne Concordia sera quasiment à égale distance des bases italienne et française sur la côte. Sans qu'il faille cinq heures de Twin Otter (avion bimoteur sur skis) pour parcourir les 1 200 kilomètres qui séparent le Dôme C, la base italienne de Terra Nova Bay, contre au moins dix jours pour rejoindre en tracteur à chenilles la base française de Dumont-d'Urville, à 1 100 kilomètres de là, dont la piste d'atterrissage, construite

en 1993, s'est effondrée avant même sa mise en service. Si la base italienne est donc le point de passage obligé pour les visiteurs qui « voyagent léger », c'est au gré des trois convois terrestres français par an qu'arrivent sur le site les matériels nécessaires à la construction de Concordia.

Cette complémentarité logistique entre les deux partenaires européens n'est pas la seule raison de l'association autour de ce projet, première collaboration de cette ampleur entre deux pays intervenant en Antarctique. Conçue il y a six ans, Concordia devrait être prête à l'hivernage en mars 2003. Pour le moment, des tentes molletonnées et des contenants préaménagés permettent déjà d'accueillir plus de quarante personnes durant l'été. Les uns se consacrent à des expériences scientifiques. « Cette année, les mesures du bruit de fond cosmique et de sa polarisation ont

été couronnées de succès. Un sismomètre et un magnétomètre ont aussi été installés dans les conditions prévues », indique Michel Glass. Les autres travaillent sur le chantier qui n'en est encore qu'aux fondations.

MARITÉ

La neige extrêmement poudreuse a été suffisamment tassée pour que les pieds hexagonaux qui soutiendront la future station puissent être mis en place. L'ensemble sera monté sur des vérins, afin de maintenir la base en surface. « Avant, on enterrait les stations sous la neige, mais on s'est rendu compte que la pression de la glace finissait par être beaucoup trop forte », remarque Jean-Claude Hureau, un ichtyologiste français familier de l'Antarctique. Concordia sera constituée de deux cylindres de dix-sept mètres de diamètre, l'un pour le logement et la

vie commune, l'autre pour les laboratoires. Une troisième petite tour fournira l'énergie. L'ensemble sera perché à plusieurs mètres de haut, afin d'éviter que la neige s'accumule quand le blizzard souffle.

Terminée, la station abritera en permanence quinze personnes : neuf scientifiques, quatre techniciens de maintenance, un médecin et un cuisinier. Les programmes de recherche, la gestion et le fonctionnement seront assurés conjointement (et à parité) par la France et l'Italie. « Un programme scientifique de base a déjà été établi, mais il faut développer d'autres idées. Il faut aussi internationaliser », estime Michel Glass. L'Australie pourrait s'associer non seulement aux programmes internationaux de recherche, mais peut-être aussi à la gestion de la station.

F. de C.

هكذا من الأصل

Belize, une Babel sous les tropiques

DANGRIGA

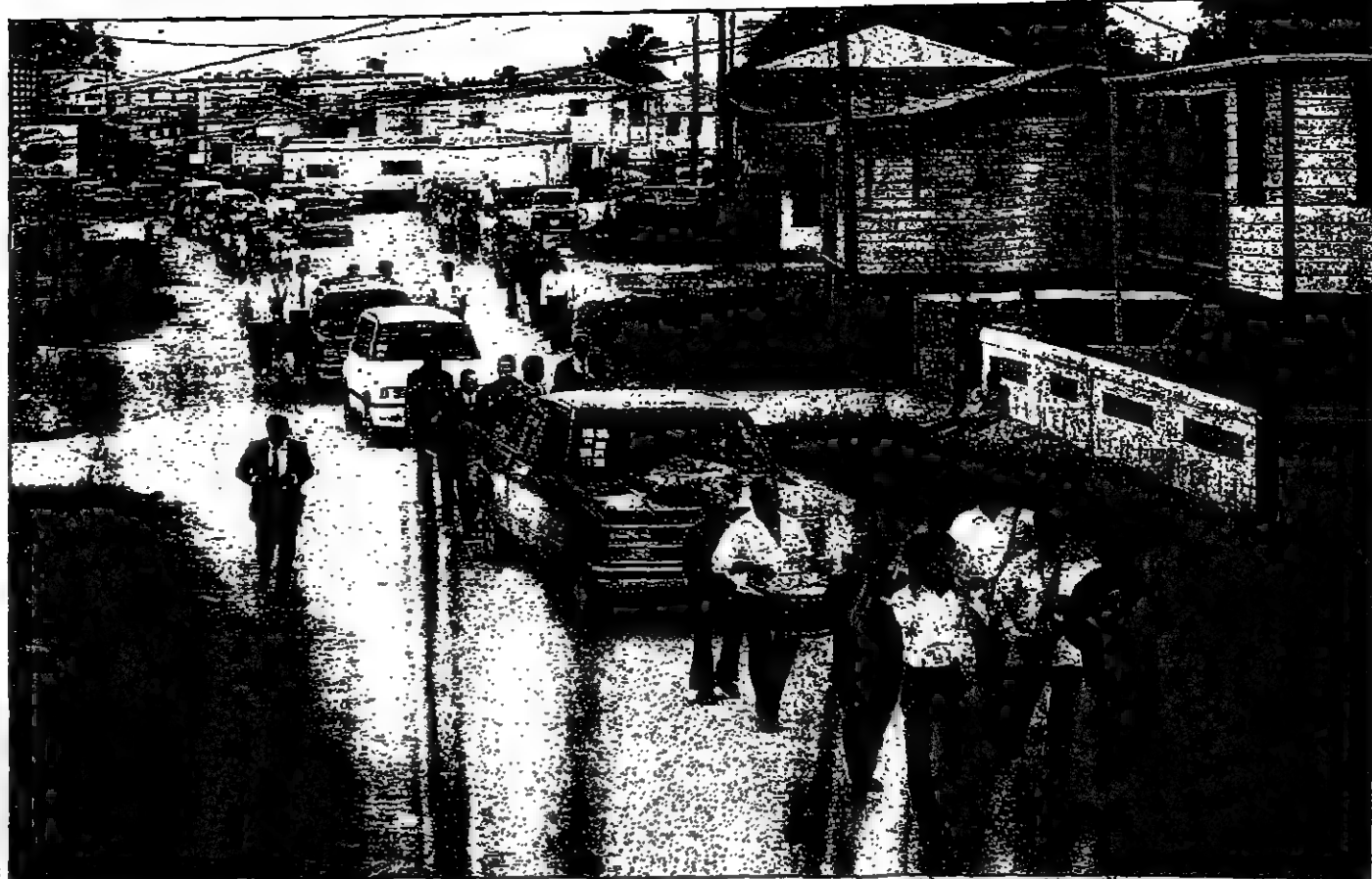
de notre envoyée spéciale

Petit-fils d'un Irlandais et d'une créole aux ancêtres africains, Steven Torres, 27 ans, chauffeur de taxi, est un Belizean pur sang. Prénom britannique, nom espagnol, yeux en amande des Mayas, cheveux crépus des noirs. Un métissage que le jeune homme revendique : « Ici, il n'y a pas une seule personne identique, on est tous des mélanges. On parle chacun notre langue, on apprend l'anglais à l'école, et tout le monde sait le créole. » Ce qu'on appelle le broken up english, un anglais désagréé. « Why you when? » demande-t-il, au lieu du where are you going? », où allez-vous? A San Ignacio, la capitale du Cayo district, frontalière avec le Guatemala, proche des deux grands sites mayas du Belize. Et Steven de recommander chaudement, dans cette ville, « les soirées des vendredi et samedi au Blue Angel Club où se produisent les Messengers, un des meilleurs groupes pour la soca, musique créole très rapide, qui se danse avec les hanches ».

Pour l'heure, le taxi roule en plein midi dans Belize City, la capitale économique de ce pays d'Amérique centrale, calé le long de la mer des Caraïbes dans le prolongement du Yucatan. Peuplée de 230 000 habitants, cette jeune démocratie, indépendante depuis le 21 septembre 1981, fonctionne sur le modèle anglais des anciens colons. La ville basse est presque entièrement construite en bois. Maisons bordées de planches horizontales, bûches peintes en blanc, jaune pâle ou vert amande. Verandas et balustrades ouvragées. Toits à quatre pentes en toile ondulée, couleur de rouille ou peints en rouge brique. Les plus modestes, baraquas de guingols, gardent leur bardage à nu, poli par le soleil et les pluies, et se dressent sur pilotis. Parade contre les voleurs, dit-on, la drogue circule en ville, mais surtout espace ombragé, idéal pour les siestes en hamac et qui sert de garage comme de débarras.

Récif semé d'îlots coralliens. Architecture de bois. Musiques métissées. Cette jeune démocratie d'Amérique centrale est par tradition terre d'exil.

Décor désuet, typiquement « caraïbe », tel qu'on imagine celui des Antilles françaises dans les années 30. Des photos en noir et blanc du début du siècle, exposées sur les rayons de la Belize Book Shop (librairie locale), aux côtés de La Tempête de Shakespeare et des recueils de poésie de jeunes Belizeans, montrent que, depuis le premier vol de la Pan Am en 1929, la capitale a peu changé. On reconnaît le pont en fer construit en 1900, la bâtisse à clocheton de la Cour suprême, vestige de l'administration britannique. Seuls les jeeps, les pick-up et autres berlines américaines, se balançant sur des amortisseurs en bout de course avant d'échouer leurs car-



casés sur le bord des routes, ont remplacé les carioles tirées par les chevaux. Sur Albert Street, la grand-rue où se côtoient les bazars des Pakistanais, des Indiens, des Libanais et des Chinois, des méfis hispano-mayas et des anglo-créoles,

A Dangriga, dans le fleuve des Garinaguas, une procession rassemble les communautés derrière la farfure funéraire qui conduit l'un des siens dans son ultime voyage.

La pyramide de Xunantunich, cité-Etat maya mise au jour près de San Ignacio (ci-contre). Le plus spectaculaire, avec Caracol, des 600 sites répertoriés.

Protégée par une barrière de corail de 300 km de long, le rivage caraïbe, jamais envahi, sommeille sous le soleil (à droite). Les rares voyageurs investissent les îles (surtout celles du Nord). La côte sud demeure à l'écart.



En souvenir de la Révolution française

Dans sa petite cabane, à Hopkins, Marcella Lewis compte dans la langue de Descartes, ponctue ses poèmes garifunas de tonitruants « yaman » pour « oui madame » et rend gloire à ses ancêtres de Saint-Vincent « très liés aux Français ». Cette île fut la dernière étape, avant le Belize, du long périple de ces Caribes, les Garinaguas (les caribales, en espagnol, caribales en français), venus de l'Orénoque, qui prenaient pour femmes des Aravaïks et des maronniers après avoir liquidé les hommes. Sybille de Pury, linguiste au CNRS, qui travaille depuis huit ans avec la poétesse à comparer les mots utilisés aujourd'hui en regard de ceux qui composent le dictionnaire du Père Raymond Breton établi en 1665, donne la clé : « C'est porté par les idées révolutionnaires d'un certain Victor Hugues qu'ils reprirent de se soumettre aux Anglais, nouveaux maîtres de Saint-Vincent, tout en s'attachant aux Français dont ils adoptent le quart du vocabulaire. » Deux siècles plus tard, à Hopkins, un docteur de mille âges, égaré de chaleur sur la côte caraïbe, on parle, on chante garifuna, rien que garifuna.

Les hommes portent plus volontiers la casquette, ou le volumineux bonnet de crochets sur les boucles tasta, que le panama d'australien.

Luminosité, humidité et chaleur alimentent la langue ambiante. Le Mexicain s'époumonne des invectives dégrées. Le soleil brûle malgré l'océan. Cette brise tiède chargée d'iode souffle plein ouest et lève des vagues qui moutonnent jusqu'à l'horizon. On aperçoit, ancré au large, en bordure du récif, la silhouette d'un paquebot blanc. Arrivé de Floride, le matin même avec 600 touristes, le navire débarque, en chaloupes, les passagers pour un rapide tour de ville. Pas plus que les galions espagnols d'il y a cinq siècles, le bateau ne peut accoster. Voilà l'histoire de ce petit pays sur lequel les conquistadores n'ont pas jeté leur entier dévolu. La barrière de corail longue de 300 km, la plus grande après celle d'Australie, dent à l'écart les envahisseurs. Semée de centaines d'îlots (les Cayes), elle fait aujourd'hui le bonheur des plongeurs et des voyageurs en quête de « robinsonnade ».

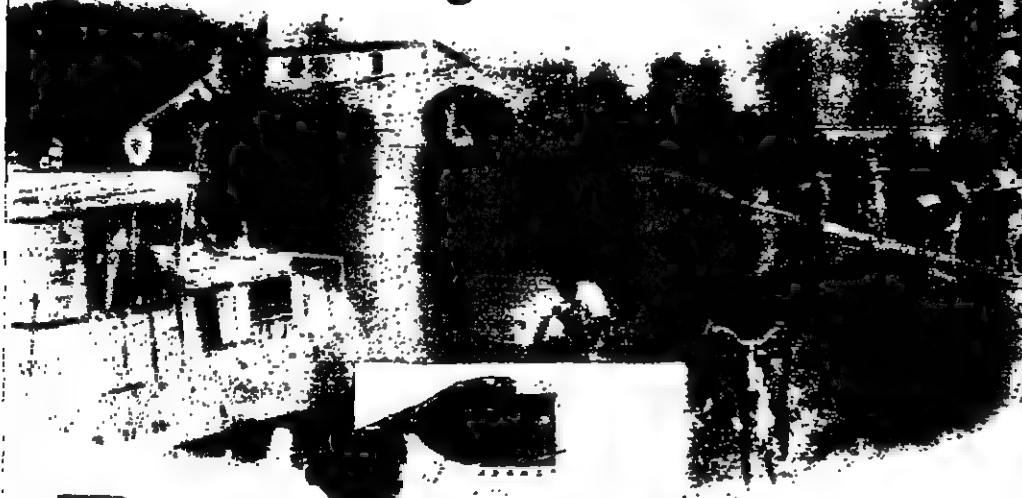
Ce récif fit l'affaire de la filibuste, des pirates et boucaniers de tout poil. Drake et ses émules se planquaient dans cet entrelacs de mangroves, ciques, baies et lagunes aux eaux peu profondes. Répères imprenables d'où les écumeneurs des mers attaquaient les nefes espagnoles, faisant route vers Séville, les cales bourrées d'or, Alain Breton, ethnologue-historien qui a dressé une cartographie du Belize de 1511 à 1880, rend compte des rares expéditions terrestres. Lorsque « Hernan Cortes traverse en 1525 les Maya mountains, écrit le scientifique, il ne croise que des villages vides, abandonnés la veille et qu'il suit réoccupés le lendemain... » Ces Mayas sont les descendants des premiers habitants de la région dont les grandes cités-Etats comme Caracol ou Xunantunich, concurrentes de Tikal (au Guatemala), ont été abandonnées mystérieusement à l'aube du 18^e siècle. Aujourd'hui les Améri-

diens Mopan, dont le nez busqué et la petite taille témoignent de leur filiation directe, vivent autour de San Ignacio, mais parlent surtout créole ou espagnol. Les femmes ne portent plus ces huipils, corsages brodés de dessins géométriques qu'affectionnaient encore les Quiché du Guatemala.

Dans le sillage des pirates, les aventuriers anglais établissent sur la côte, à l'embouchure des rivières, les premiers comptoirs forestiers d'où s'organise le commerce du bois vers l'Angleterre. Ils prennent pied le long des voies d'eau et organisent des campements d'esclaves africains pour la coupe de l'acajou, du campêche et autres essences rares. Voilà le « tribut insoupçonné du Belize au développement de l'industrie britannique », souligne Alain Breton. Le pays fournit teinture, mobilier, traverses de chemins de fer et canne à sucre. La victoire définitive des Anglais sur les Espagnols, en 1798, le sort du pays. L'esclavage abolit en 1834, les coolies des

T O U R I S M E F L U V I A L

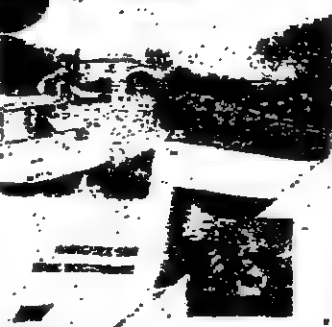
Au fil des pages, le Sud au fil de l'eau.



Bateau-promenade, bateau-hôtel ou location d'un bateau habitable : bienvenue à bord pour découvrir le Sud de la France par ses rivières et ses canaux !

Au fil des pages de notre guide 99

Vous avez rendez-vous avec le soleil, la douceur de vivre au rythme de l'eau et le plaisir d'émotions nouvelles : pour la journée,



Guide-Conseil tourisme fluvial 99 gratuit au

04 77 00 00 00 3399

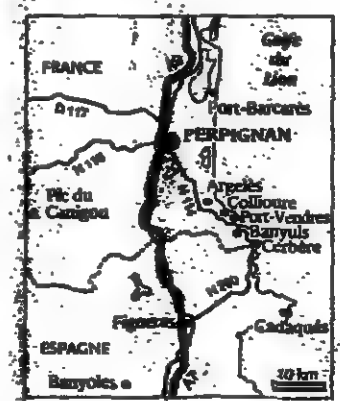


un week-end ou les vacances.

Vous n'avez jamais navigué ?

Vous trouverez aussi dans notre guide une liste des professionnels qui vous donneront d'utiles conseils pour prendre la barre et être seul maître à bord sans difficulté... et sans permis. Demandez-le vite

et à vous de choisir une autre façon d'aimer le Sud : à chacun sa croisière !



Week-end « fauve » en terre catalane

Pour point de départ, le « continent monde ». Ou plus précisément, la gare de Perpignan, inaugurée comme par Dieu, en 1963, à la suite d'une ex-tage plus forte qu'elles précédentes. A peine un quart d'heure de route, et on se retrouve dans le maquis des gorges de Lavel, ayant de monter à la tour de la Massane, en toile de fond, le Camigou que « les japonais, note le guide, comparent souvent au Fuji Yama ». Descendez à travers les châteaux, les terrasses et les murettes qui surplombent Collioure. Sur les pentes schisteuses, on a creusé, pour combattre le ravinement, des « peuz de gal » (rigoles) qui rejoignent des réseaux d'évacuation plus importants, les aguilles. Ici règnent le banyuls, un vin doux naturel vieilli en fûts de chêne, et le colliou, un rouge charnu et épais, deux nectars qui se dégustent chez Michel Hérisse, devant le drapier catalan à bandes sang et or. Le port de Collioure a inspiré l'homme du Nord qu'était Henri Matisse. C'est en 1905 que le peintre y découvre cette fabuleuse lumière qui baigne la montagne des Albères et l'océan. Bientôt, il sera rejoint par Derain.

Leurs toiles négligent les ombres pour se s'attacher qu'aux reflets. Ainsi Collioure sera partie prenante du mouvement pictural qu'on appellera le fauvisme : « école » qu'illustreront les vingt reproductions qui, didactiquement,

Après la visite du château royal, ancienne résidence d'été des rois de Majorque, cap sur la tour de Madeloc. Ici, quand la tramontane souffle, mieux vaut courber l'échine. On suit la ligne de crêtes pour franchir la frontière espagnole et rejoindre Llansa. Le lendemain, le monastère de San Pè de Roda (en rénovation) et le château de San Salvador de Verdara offrent un superbe panorama sur le golfe du Llion et port de la Selva où il faut flâner, en fin d'après-midi, au moment de la crêpe.

A Cadaqués, le patron de l'hôtel S'Agardà, Edouard Pomès, vous parlera d'un artiste qu'il a bien connu, Dalí, avant de visiter sa maison-musée de Port Lligat, un détournement par le cap de Creus (prononcer Créosse), là où les Pyrénées plongent dans la Méditerranée. Une géologie pour le moins fantastique dans laquelle l'homme à la moustache recourbée a trouvé son inspiration.

Un chemin panoramique bordé de murettes et continuant les « cales » (criques) serpente au milieu des arènes des pistachiers et des oreilles de Vénus. Un cyprès, planté dans une barque (un lieu prisé des touristes dans les années 70), annonce la maison d'un blanc humide où Dalí peignait la plupart de ses œuvres. Un lieu qu'il désignait, en 1982, à la mort de Gala, sa muse-vénérée. Passage obligé avant de rejoindre Figueras et son « Museu Dalí », épin où sont rassemblées les plus extravagantes hallucinations de l'artiste.

de notre envoyée spéciale, Alexis Boddart

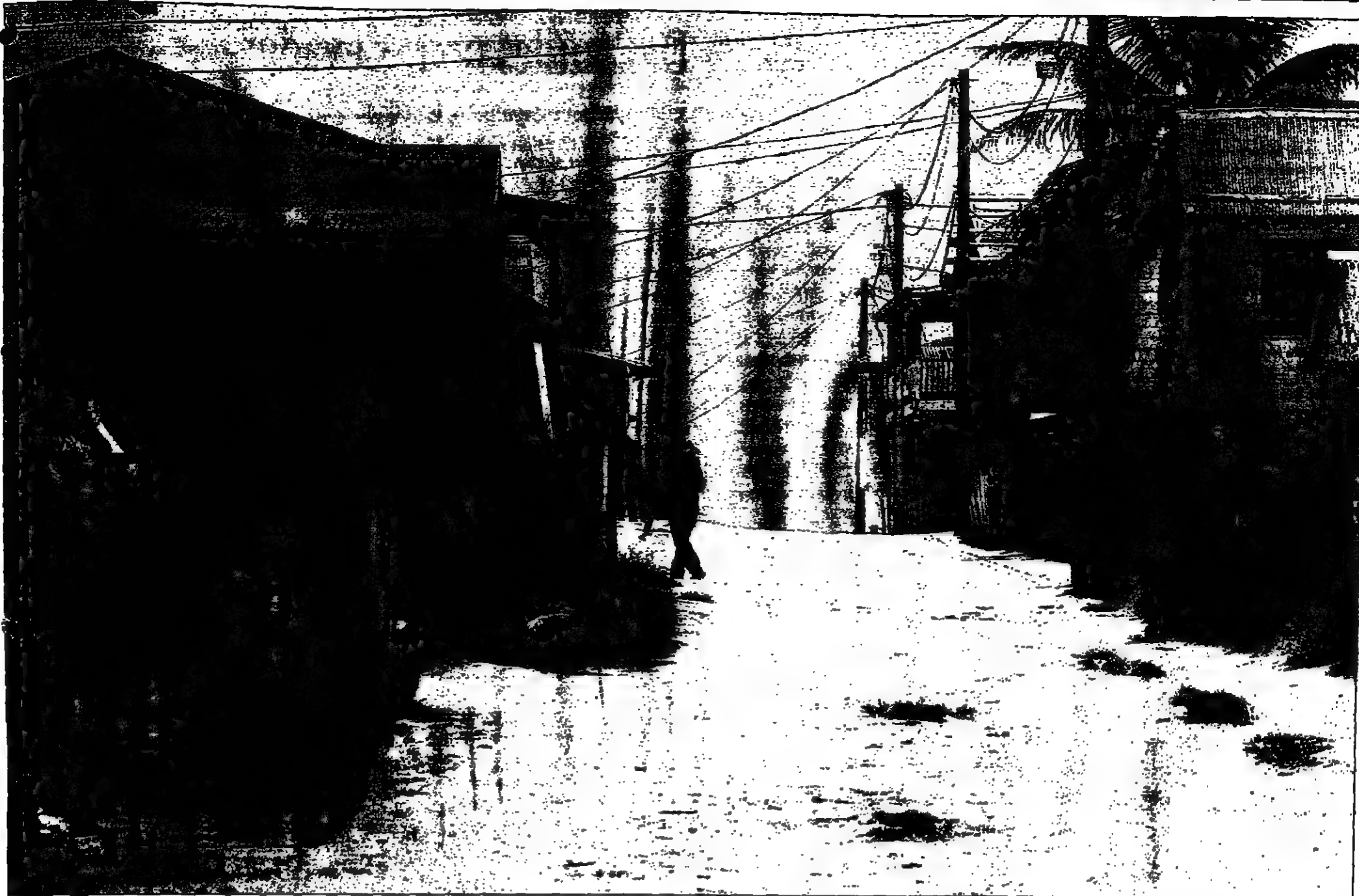
* Spécialiste de la randonnée, notamment dans les Pyrénées, la Salagouère (tél. : 05-62-97-20-21 et 91-40-51-75-36) propose, jusqu'à la fin juin, au départ de Perpignan, une balade (5 à 7 heures de marche par jour, sans portage) entre mer et montagne. Prix : 3 580 F (546 €) par personne avec 6 nuits en chambre double en hôtels de charme et pension complète.



Contradictions hispaniques

AUJOURD'HUI-VOYAGES

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 27



RENS BURR/MAGNUM

Indes sont envoyés (et ils y restent !) sur cette langue de terre (hors, appelée Honduras britannique, qui devint en 1871 l'un des joyaux de la couronne.

De cette Histoire, il reste un formidable puzzle multiculturel nourri au fil des décennies par des vagues d'immigrés de tous horizons : Mayas yucateques fuyant la guerre des castes du Mexique, Garinaguas (Caribéens noirs), Chinois, Syriens, Palestiniens et Libanais arrivés dans la foulée des Anglais, mennonites produisant la quasi-totalité des volailles et des laitages que le pays consomme, réfugiés guatémaltèques et salvadoriens. La tradition démocratique à l'anglaise, en plein cœur d'une Amérique hispanophone où les guerres et les dictatures se succèdent, a un goût de liberté. Terre d'exil, cette Babel des Tropiques attire aujourd'hui en masse les Nord-Américains venus y goûter des jours tranquilles. Francis

Ford Coppola a restauré un lodge en bordure d'un torrent près de Caracol. D'autres investissent dans les plantations d'agrumes.

Avant d'arriver à Dangriga, sur la côte sud, le chef des Garinaguas, on longe les orangeries courant à perte de vue. Atmosphère de Far West pour ce village de pêcheurs dont la population (10 000 habitants) est à 80 % garinaguas. Musique à plein tube dans la rue. Il fait sombre. L'éclairage municipal distribué avec parcimonie met en valeur les façades de bois toutes déginguées. Quatre musiciens, tambours (drums) et maracas, jouent sous une véranda. Rythme terrien, sourd, répétitif. Deux fillettes en robes à volants dansent sur le macadam.

Austin Rodriguez taille les blocs d'acajou pour qu'ils sonnent fort. « C'est le cœur et l'esprit de l'Amazonie et de l'Orinoco », dit-il. Les tambours de mes jupes ne se sont pas cal-

més. Ils grondent dans mes os. Ils captent mon esprit. Ils s'emparent de mon âme. » La vieille tante Nuke, occupée à faire la cassave, déclare qu'elle n'a « jamais entendu sa mère parler anglais ». Eux, les jeunes, ne s'en peuvent pas, mais ils n'en oublient pas pour autant leur propre langue.

Le dimanche soir à Dangriga, pour le concert des Punta Rebels, la grange de bambou ouverte à tous vents, est archi-comble. Jeans en accordéon sur leurs baskets, t-shirts trop longs, sept gars s'époumonnent sur fond de tambours, maracas, guitares et piano électriques, enchaînant les chansons en garifuna, en anglais, en espagnol et en créole. Les couples dansent la punta, un jeu de jambes sur place où les corps s'ajustent sans se toucher. Pas un mouvement d'épaules. Comme leurs ancêtres.

Florence Evin

Carnet de route

● Transport : vol Air France quotidien, sans escale, Paris-Miami (à partir de 3 628 F, 553 €, en Tempo 4), puis sur place, correspondance tripointe le lendemain, Miami-Belize-City, sur American Airlines ou Taca. Réseau routier limité (environ 500 F, 76 € par jour de location pour une 4x4). Privilégier les lignes intérieures, bon marché, en avionnette sur Maya Island ou Tropic Air.

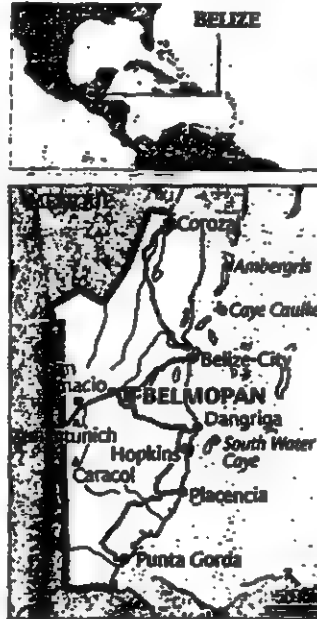
● Expos. Petite hôtellerie familiale et chère (5-10 chambres, bungalows sur les îles, 500-1 000 F, 76-152 €, la nuit à deux). A Belize-City, le Fort Georges Radisson, en proue sur la mer. Près de San Ignacio, le Blancaneaux Lodge de Coppola, dans la jungle, exceptionnel. A

Dangriga, le Pelican sur la plage : bélizien, charmant, avec annexe sur l'île de South Water Caye, à 40 minutes de bateau. A Hopkins, le Beaches and Dreams, tranquille, ou le Jaguar Reef Lodge, plus chic.

● Forfaits. Voyage à la carte au Monde des Amériques (tél. : 01-33-69-13-48). Dix jours en liberté, de Paris, à partir de 10 700 F, 1 631 €, incluant 7 nuits dans les étapes décrites ci-dessus, en mai, fin de la saison sèche.

● Lectures. Un fibustier français dans la mer des Antilles, de Jean-Pierre Moreau et Belize d'Alain Dugrand (Petite bibliothèque Payot). Guides des éditions Ulysse et Moon Travel Handbook (en anglais).

● Informations. Pas d'office du tourisme en France, mais un site Internet (www.travelbelize.org).



Évadez-vous,
volez vers l'Irlande:
1.534F* pour deux.

Aer Lingus

*TAXES COMPRIS. TARIF A/R POUR DEUX ET VOLS DÉPART PARIS AUX CONDITIONS PARTICULIÈRES ET SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.

Voyageurs
EN CHINE

(VOLS RÉGULIERS)
Paris > Pékin ou Shanghai
à partir de 3 150F, puis sans escale du départ de destination, sans escale.

POURCUIR "DECOUVERTES" LA CHINE ESSENTIELLE
15 jours Paris-Pékin à partir de 13 200F par personne.
Les principaux sites sont au rendez-vous de ce voyage : des étranges collines de Guilin aux grandioses métropoles, des jardins incroyables de Suzhou à la nostalgique résidence estivale impériale. Assistance de guides locaux francophones spécialistes de la Chine.

POURCUIR "CIVILISATIONS", LES DIX PLUS BEAUX SITES
25 jours Paris-Pékin à partir de 21 700F par personne.
Accompagné de Paris à Pékin, d'un accompagnateur francophone, découvrez les sites de la Chine.

Expositions : musée d'Artisanat TOGO - EFMI - à partir de 20 avril à Voyageurs Paris.
Voyages, dates, titres et objets d'artisanat.

VOYAGEURS LYON
12, rue Gabriel Péri
69002 Lyon
01 42 72 58 96 56

VOYAGEURS PARIS
55, rue Saint-Arne
75002 Paris
01 42 72 58 16 40

VOYAGEURS TOULOUSE
12, rue Gabriel Péri
31000 Toulouse (1^{er} étage)
05 62 73 56 46

Demander vos brochures par Internet
WWW.VOYAGEURS.COM
3615 VOYAGEURS
2-217/ans

هكذا من الأصل

A tous prix

■ 250 F (38 €) : une initiation aux secrets du parfum à l'atelier de « parinologie » des parfums Molinard, à Grasse. Après la présentation des procédés de fabrication et des divers composants, séance d'olfaction (une quarantaine de matières premières aromatisées) puis, avec un maître-parfumeur, sélection des essences et création d'une fragrance unique. On repart avec un diplôme et son eau de toilette exclusive. Pour parfaire ses connaissances, visite guidée de l'usine Molinard : le Musée qui résume l'histoire du parfum, la collection de flacons, la salle du distillat, l'Orgue du parfumeur (5 000 à 6 000 odeurs !), la cave de macération, l'atelier de conditionnement et la boutique. Toute l'année sauf les week-ends et jours fériés. Renseignements au 04-93-36-01-62.

■ 480 F (73 €) : deux jours dans le Gers pour, d'avril à septembre, apprendre à se repérer dans le ciel, à reconnaître constellations, nébuleuses, galaxies, planètes et étoiles, et à utiliser jumelle, lunette et télescope, histoire d'être prêt à observer l'éclipse de soleil du 11 août. Le tout en savourant la qualité de vie d'un département où astronomie rime aussi avec gastronomie. Prix pour 2 jours et 1 nuit, en pension complète, à La Ferme des étoiles, au Cornillon, au cœur de la Lomagne. Ajouter 125 F (19 €) par personne pour une chambre double et 250 F (38 €) pour une chambre individuelle. Également en menu des week-ends de 3 ou 4 jours (900 F, 137 € et 1 300 F, 198 €) et des séjours de 6 jours (2 750 F, 419 €). Réductions pour les lecteurs du Monde. Renseignements au 05-62-06-09-76.

■ 2 590 F (395 €) : un week-end à Malte, sur les traces des célèbres chevaliers, avec Accor Tour/Africatour. Du Grand Hôtel Mercure Corralia Selma Palace (certaines chambres se trouvent dans un château du XVIII^e siècle et les repas sont servis dans le cadre insolite d'une chapelle, situé à Melieha, une petite ville construite à flanc de montagne, on peut facilement sillonner l'île pour en découvrir les multiples richesses. Le prix, à partir de 2 590 F (395 €) par personne, comprend 3 nuits en chambre double et demi-pension ainsi que le transport aérien avec Air Malta. Forfait 7 nuits à partir de 3 490 F (532 €). Renseignements dans les agences de voyages et au 01-44-11-11-30.

■ 4 431 F (675 €) : une semaine à Santorini, l'une des plus belles et, assurément, en raison de son caractère volcanique, la plus spectaculaire des îles grecques. En mai (départs de Paris les 18 et 25), Jumbo y propose un séjour dans un hôtel « intimiste » (une vingtaine de studios blancs et bleus avec vue sur le volcan), le Regina Mare, accroché aux flancs escarpés de la Caldera. En prime, une petite piscine posée au bord de la falaise. Le prix, par personne, comprend 7 nuits en chambre double, le vol Paris-Santorini A/R et les transferts. Renseignements dans les agences de voyages et au 01-46-34-19-79.

■ 5 100 F (777 €) : New York à vélo dans le cadre du plus important rassemblement cycliste amateur des États-Unis. Créé en 1977, le « Bike New York » se déroulera sur 64 km, le dimanche 2 mai, dans une ville fermée à la circulation et à travers cinq quartiers (Queens, Manhattan, Brooklyn, Staten Island et le Bronx) de la « Big Apple ». A cette occasion, Réductour, spécialiste des vacances en direct, propose de séjourner à New York du vendredi 30 avril au lundi 3 mai. Le prix, par personne, comprend 3 nuits en chambre double à l'hôtel Washington Square, au cœur de Greenwich Village, les petits déjeuners, les vols de Paris, les transferts (avec les bicyclettes) et l'inscription à cette randonnée insolite. Renseignements au 3615 RT, sur Internet au www.reductour.fr (rubrique « séjours sportifs ») ou au 08-26-68-28-27.

TERMINEZ LE SIÈCLE EN BEAUTÉ



LE CHOIX DES GRANDS VOYAGEURS

- Découvrez les plus beaux sites du monde en compagnie de conférenciers spécialisés.
- Réalisez des voyages sur mesure uniques et personnalisés.
- Participez au réveillon du siècle dans un palais de Maharajah

ORIENT, ASIE,
AMÉRIQUE LATINE, AFRIQUE...

Brochure et conseils : IKHAR, 32, rue du Laos 75015 PARIS
Tél : 01 43 06 73 13 • Fax : 01 40 65 00 78
e-mail : ikh@wanadoo.fr

TROIS QUESTIONS À...
PHILIPPE GLOAGUEN

1 Les routards ont disparu mais le Routard, que vous avez créé en 1973, est resté fidèle à une image qui peut paraître démodée. Comment l'expliquez-vous ?

Il y a dix ans, mon éditeur, Hachette, avait demandé aux libraires : faut-il changer ce nom ? Réponse : « Surtout pas, c'est devenu une marque ! » Quand le Club Méditerranée a ouvert un village au Sénégal, il s'est posé la même question, et la réponse a été la même. Dans un cas comme dans l'autre, le nom était générique et porteur.

Au départ, le Routard c'était « comment voyager bon marché ». Un étudiant s'adressait aux étudiants. Aujourd'hui, c'est, pour chaque type de lecteur (notre lectorat s'est élargi et diversifié) et en fonction de ses moyens, un instrument pour trouver « son » meilleur prix ou le meilleur rap-

port « qualité/prix ». Si les routards ont disparu, la quête du meilleur prix reste d'actualité.

2 Vous privilégiez aussi des opérations ponctuelles : Coupe du monde de foot, agences de voyages, loueurs de voitures, Club Med... Cela ne risque-t-il pas de nuire à votre crédibilité ?

Sur ce créneau particulier, nous sommes sans doute les premiers en France avec, en moyenne, deux titres par mois. Mais nous n'acceptons pas toutes les propositions. Nous sommes sollicités car nous véhiculons certaines valeurs : la liberté, la tolérance, la jeunesse et l'honnêteté dans la rédaction. Le Club ? C'est eux qui nous ont approchés. Ils voulaient un guide promotionnel. Ils ont sélectionné neuf villages. Nous y sommes allés. Sur l'un, nous étions très réservés. Il a été supprimé de la liste. Pour les autres, nos textes n'ont pas été retouchés, y compris les critiques sur certains points, les excursions notamment.

3 Que pensez-vous de la traduction en français de guides étrangers ?

Certains titres du Routard sont traduits en cinq langues. Je me vois mal reprocher à d'autres de venir sur le marché français. Le problème, c'est celui de l'emploi. Si un guide étranger me plaît, je peux acheter les droits pour la France. Mais j'ai une équipe de 80 personnes à faire vivre. Elle a priorité même si cette solution est plus coûteuse. Le vrai handicap du Routard, c'est qu'il est édité en français et qu'on se bat contre des puissances financières. Quand Lonely Planet sort un guide, il est diffusé dans 54 pays ; nous, c'est 17, dans le meilleur des cas.

Résultat : ils sont cinq fois plus puissants que nous. Mais on se défend plutôt bien. C'est important car il s'agit du combat de l'édition française contre l'invasion anglo-saxonne.

Propos recueillis par Patrick Francès

Des guides pour s'évader

Dans un univers en perpétuelle expansion, les éditeurs font assaut d'imagination

ILS ONT des pudeurs de jeunes filles, les éditeurs de guides de voyages, quand il s'agit de divulguer leurs chiffres de vente. Pour sa part, le Syndicat national de l'édition (SNE) communique ce qu'il sait. Ainsi, en 1997, la part du tourisme, guides principalement, aurait représenté 3,3 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur, avec près de dix millions d'exemplaires vendus.

Directrice d'Hachette tourisme, Isabelle Jeuge-Maynard revendique 42 % du marché des guides, les trois poids lourds - dans l'ordre Hachette tourisme, Michelin et Gallimard - détenant, à eux seuls, 80 % du secteur. En 1998, Hachette a vendu, en France, 3 175 000 exemplaires, toutes collections confondues, et Michelin trois millions de Guides Vert dont deux sur trois en France.

Podeur comptable mais offensive éditoriale, qu'il s'agisse de collections nouvelles ou de titres nouveaux. Une croissance qui confine à la saturation. Marché oblige, il faut occuper le maximum d'espace sur les rayons des libraires pour avoir une chance d'être vendu.

ENTRÉE DISCRÈTE Pour Zahia Hafs, directrice de Lonely Planet France, « cette créativité extrêmement stimulante pour tout le monde répond à l'évolution d'une clientèle qui voyage moins longtemps mais plus souvent et mieux ». D'où ce qu'elle nomme des « livres zapping », destinés à « des gens aisés, de trente à cinquante ans, ayant e-mail et portable, qui dépensent en quatre jours ce qu'ils dépensaient hier en quinze, exigeants sur le plan culturel et qui n'ont pas le temps de se tromper ». Pour Isabelle Jeuge-Maynard, la véritable explosion a eu lieu il y a deux ans avec la sortie de collections consacrées aux villes. « Aujourd'hui, observe-t-elle, trop d'offres se télescopent. Seules survivront celles qui ont un sens. » Chez Arthaud, la série « Villes

coups de cœur » (Amsterdam, Londres, Paris et Venise, 59 F, 8,99 €), qui mêle culture et informations pratiques, s'installe sur un créneau déjà occupé par Autrement, Gallimard et Hachette. Inédites, les « Vacances secrètes », joliment aquarées, comptent, pour leur part, sept titres dont la Provence, la Bretagne et la Normandie (75 F, 11 €).

De son côté, Nathan lance une remarquable collection « Iles » : texte fouillé, iconographie impeccable, renseignements pratiques et carte résistante assortie d'un glossaire des Iles (155 F, 23 €). Viennent de paraître : Archipel Guadeloupe, Maurice et Rodrigues, Tahiti et ses îles, Archipel des Cyclades. Fin 1999 : Cuba et Corse. Tandis que Michelin s'apprête à paver les routes des vacances de ses cartes-guides (une carte de France et un livret présentant 69 circuits), Gallimard met sur orbite « Octavus », une collection à trois volets : jeunesse, découverte, guides de voyages et de loisirs.

Entrée discrète mais redoutable à terme de l'anglais Footprint Handbook, désormais traduit en français et imprimé par Vilo, avec un Cuba qui sera suivi de trois ou quatre titres par an. Une arrivée qui conforte une présence anglo-saxonne déjà matérialisée par la Bibliothèque du voyageur (Gallimard), reprise des Insight Guides, l'américain Lets Go et, surtout, l'australien Lonely Planet, traduit en français depuis 1993 et dont les ventes ont progressé de 40 % en 1998.

Une menace pour l'édition française ? « Les traductions existent dans les deux sens », relève Edwige Pasquet, directrice générale des guides Gallimard. Pour Matthias Huber, patron des éditions Olizane, le vrai problème, « c'est que peu de gens ont envie de faire le travail assez ingrat requis par la fabrication d'un guide ».

Quand ils ne créent pas de nouvelles collections, les éditeurs s'attachent à remettre leur pro-

duction au goût du jour. Par exemple, en introduisant la couleur, notamment dans la cartographie, et en améliorant la présentation. Ainsi le Guide bleu d'Hachette accompagne-t-il sa refonte éditoriale de planches didactiques, d'onglets et d'a-plats colorés pour donner une perception claire du contenu, faciliter la lecture et la recherche des informations. Le texte n'est pas sacrifié pour autant, les pays de grandes civilisations (Inde et Chine notamment) faisant l'objet de plusieurs volumes. Une rénovation « au service d'un voyage culturel ancré dans un contexte contemporain », insistent Catherine Marquet et Anne Grobert, responsables éditoriales.

Séduit par les villes (38 à ce jour avec des tirages oscillant entre 3 000 et 5 000 exemplaires), Autrement s'élance hors de l'Europe - Buenos Aires, Los Angeles, Jérusalem, Montréal - et modifie sa maquette intérieure avec, notamment, un judicieux fil rouge qui, sur les plans, suit l'itinéraire du texte. Footprint, lui, grossit ses caractères, allonge son format et assouplit sa couverture. La Renaissance du Livre remanie les catalogues France et pays nordiques (Islande, en mai) du fonds de l'ex-Manufacture, Vilo le catalogue étranger : foins des maquettes tristes, vive la couleur et les destinations peu traitées : Djibouti, Lacs italiens et Milan, Roumanie.

D'autres éditeurs offrent leurs collections. Michelin « heureusement surpris » par les résultats de Néos, publiera cet été un Guatemala et une Indonésie. Rivages ouvre ses guides de charme des principaux pays d'Europe aux « Villes » : Hôtels et maisons d'hôtes de charme à Londres est une réussite, de même que New York et Paris.

Danielle Tramard

SCANDITOURS

LE SPECIALISTE LEADER DES PAYS NORDIQUES

CIRCUIT ACCOMPAGNE
FIJORDS DE NORVEGE
8 JOURS
A PARTIR DE
6 890 F
PENSION COMPLETE**
Départs directs de Lyon, Marseille, Nantes et Toulouse : + 350 F

LUMIERES DE RUSSIE
CROISIÈRE 11 JOURS
6 690 F
PENSION COMPLETE

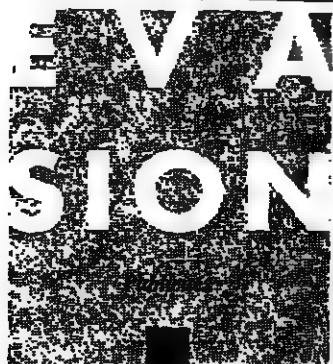
TEL : 01 42 85 64 30
et agence de voyages

CELTICTOURS

LE SPECIALISTE DES PAYS CELTES ET ANGLAIS

CIRCUIT ACCOMPAGNE
KERRY, KILLARNEY, CONNEMARA
8 JOURS
A PARTIR DE
7 690 F
PENSION COMPLETE
Départs directs de Lyon, Marseille et Nantes : + 90 F

TEL : 01 42 85 64 30
et agence de voyages



Vol + 1 semaine en Grèce

2990 F
+ taxes de 240 F

au club Olympien Cap d'Or en pension complète, vin inclus.

HELIADES

N° INDIGO 0803 803 113 • 3615 HELIADES • 0238 21 11 11
www.heliades.fr

Directours
NEW YORK, C'EST DIRECTOURS
Choix de 28 hôtels à la carte. Départs quotidiens Paris et province en vol Régulier. Conseils de professionnels connaissant la ville. ET LES MEILLEURS PRIX GARANTIS. Exemple : Vol Séoul - Paris - Séoul 4* (Moyenne 1440€) 4 025 F SEJOUR 3/4* 2* 3* 4* 5* 6* 7* 8* 9* 10* 11* 12* 13* 14* 15* 16* 17* 18* 19* 20* 21* 22* 23* 24* 25* 26* 27* 28* 29* 30* 31* 32* 33* 34* 35* 36* 37* 38* 39* 40* 41* 42* 43* 44* 45* 46* 47* 48* 49* 50* 51* 52* 53* 54* 55* 56* 57* 58* 59* 60* 61* 62* 63* 64* 65* 66* 67* 68* 69* 70* 71* 72* 73* 74* 75* 76* 77* 78* 79* 80* 81* 82* 83* 84* 85* 86* 87* 88* 89* 90* 91* 92* 93* 94* 95* 96* 97* 98* 99* 100* 101* 102* 103* 104* 105* 106* 107* 108* 109* 110* 111* 112* 113* 114* 115* 116* 117* 118* 119* 120* 121* 122* 123* 124* 125* 126* 127* 128* 129* 130* 131* 132* 133* 134* 135* 136* 137* 138* 139* 140* 141* 142* 143* 144* 145* 146* 147* 148* 149* 150* 151* 152* 153* 154* 155* 156* 157* 158* 159* 160* 161* 162* 163* 164* 165* 166* 167* 168* 169* 170* 171* 172* 173* 174* 175* 176* 177* 178* 179* 180* 181* 182* 183* 184* 185* 186* 187* 188* 189* 190* 191* 192* 193* 194* 195* 196* 197* 198* 199* 200* 201* 202* 203* 204* 205* 206* 207* 208* 209* 210* 211* 212* 213* 214* 215* 216* 217* 218* 219* 220* 221* 222* 223* 224* 225* 226* 227* 228* 229* 230* 231* 232* 233* 234* 235* 236* 237* 238* 239* 240* 241* 242* 243* 244* 245* 246* 247* 248* 249* 250* 251* 252* 253* 254* 255* 256* 257* 258* 259* 260* 261* 262* 263* 264* 265* 266* 267* 268* 269* 270* 271* 272* 273* 274* 275* 276* 277* 278* 279* 280* 281* 282* 283* 284* 285* 286* 287* 288* 289* 290* 291* 292* 293* 294* 295* 296* 297* 298* 299* 300* 301* 302* 303* 304* 305* 306* 307* 308* 309* 310* 311* 312* 313* 314* 315* 316* 317* 318* 319* 320* 321* 322* 323* 324* 325* 326* 327* 328* 329* 330* 331* 332* 333* 334* 335* 336* 337* 338* 339* 340* 341* 342* 343* 344* 345* 346* 347* 348* 349* 350* 351* 352* 353* 354* 355* 356* 357* 358* 359* 360* 361* 362* 363* 364* 365* 366* 367* 368* 369* 370* 371* 372* 373* 374* 375* 376* 377* 378* 379* 380* 381* 382* 383* 384* 385* 386* 387* 388* 389* 390* 391* 392* 393* 394* 395* 396* 397* 398* 399* 400* 401* 402* 403* 404* 405* 406* 407* 408* 409* 410* 411* 412* 413* 414* 415* 416* 417* 418* 419* 420* 421* 422* 423* 424* 425* 426* 427* 428* 429* 430* 431* 432* 433* 434* 435* 436* 437* 438* 439* 440* 441* 442* 443* 444* 445* 446* 447* 448* 449* 450* 451* 452* 453* 454* 455* 456* 457* 458* 459* 460* 461* 462* 463* 464* 465* 466* 467* 468* 469* 470* 471* 472* 473* 474* 475* 476* 477* 478* 479* 480* 481* 482* 483* 484* 485* 486* 487* 488* 489* 490* 491* 492* 493* 494* 495* 496* 497* 498* 499* 500* 501* 502* 503* 504* 505* 506* 507* 508* 509* 510* 511* 512* 513* 514* 515* 516* 517* 518* 519* 520* 521* 522* 523* 524* 525* 526* 527* 528* 529* 530* 531* 532* 533* 534* 535* 536* 537* 538* 539* 540* 541* 542* 543* 544* 545* 546* 547* 548* 549* 550* 551* 552* 553* 554* 555* 556* 557* 558* 559* 560* 561* 562* 563* 564* 565* 566* 567* 568* 569* 570* 571* 572* 573* 574* 575* 576* 577* 578* 579* 580* 581* 582* 583* 584* 585* 586* 587* 588* 589* 590* 591* 592* 593* 594* 595* 596* 597* 598* 599* 600* 601* 602* 603* 604* 605* 606* 607* 608* 609* 610* 611* 612* 613* 614* 615* 616* 617* 618* 619* 620* 621* 622* 623* 624* 625* 626* 627* 628* 629* 630* 631* 632* 633* 634* 635* 636* 637* 638* 639* 640* 641* 642* 643* 644* 645* 646* 647* 648* 649* 650* 651* 652* 653* 654* 655* 656* 657* 658* 659* 660* 661* 662* 663* 664* 665* 666* 667* 668* 669* 670* 671* 672* 673* 674* 675* 676* 677* 678* 679* 680* 681* 682* 683* 684* 685* 686* 687* 688* 689* 690* 691* 692* 693* 694* 695* 696* 697* 698* 699* 700* 701* 702* 703* 704* 705* 706* 707* 708* 709* 710* 711* 712* 713* 714* 715* 716* 717* 718* 719* 720* 721* 722* 723* 724* 725* 726* 727* 728* 729* 730* 731* 732* 733* 734* 735* 736* 737* 738* 739* 740* 741* 742* 743* 744* 745* 746* 747* 748* 749* 750* 751* 752* 753* 754* 755* 756* 757* 758* 759* 760* 761* 762* 763* 764* 765* 766* 767* 768* 769* 770* 771* 772* 773* 774* 775* 776* 777* 778* 779* 780* 781* 782* 783* 784* 785* 786* 787* 788* 789* 790* 791* 792* 793* 794* 795* 796* 797* 798* 799* 800* 801* 802* 803* 804* 805* 806* 807* 808* 809* 810* 811* 812* 813* 814* 815* 816* 817* 818* 819* 820* 821* 822* 823* 824* 825* 826* 827* 828* 829* 830* 831* 832* 833* 834* 835* 836* 837* 838* 839* 840* 841* 842* 843* 844* 845* 846* 847* 848* 849* 850* 851* 852* 853* 854* 855* 856* 857* 858* 859* 860* 861* 862* 863* 864* 865* 866* 867* 868* 869* 870* 871* 872* 873* 874* 875* 876* 877* 878* 879* 880* 881* 882* 883* 884* 885* 886* 887* 888* 889* 890* 891* 892* 893* 894* 895* 896* 897* 898* 899* 900* 901* 902* 903* 904* 905* 906* 907* 908* 909* 910* 911* 912* 913* 914* 915* 916* 917* 918* 919* 920* 921* 922* 923* 924* 925* 926* 927* 928* 929* 930* 931* 932* 933* 934* 935* 936* 937* 938* 939* 940* 941* 942* 943* 944* 945* 946* 947* 948* 949* 950* 951* 952* 953* 954* 955* 956* 957* 958* 959* 960* 961* 962* 963* 964* 965* 966* 967* 968* 969* 970* 971* 972* 973* 974* 975* 976* 977* 978* 979* 980* 981* 982* 983* 984* 985* 986* 987* 988* 989* 990* 991* 992* 993* 994* 995* 996* 997* 998* 999* 1000* 1001* 1002* 1003* 1004* 1005* 1006* 1007* 1008* 1009* 1010* 1011* 1012* 1013* 1014* 1015* 1016* 1017* 1018* 1019* 1020* 1021* 1022* 1023* 1024* 1025* 1026* 1027* 1028* 1029* 1030* 1031* 1032* 1033* 1034* 1035* 1036* 1037* 1038* 1039* 1040* 1041* 1042* 1043* 1044* 1045* 1046* 1047* 1048* 1049* 1050* 1051* 1052* 1053* 1054* 1055* 1056* 1057* 1058* 1059* 1060* 1061* 1062* 1063* 1064* 1065* 1066* 1067* 1068* 1069* 1070* 1071* 1072* 1073* 1074* 1075* 1076* 1077* 1078* 1079* 1080* 1081* 1082* 1083* 1084* 1085* 1086* 1087* 1088* 1089* 1090* 1091* 1092* 1093* 1094* 1095* 1096* 1097* 1098* 1099* 1100* 1101* 1102* 1103* 1104* 1105* 1106* 1107* 1108* 1109* 1110* 1111* 1112* 1113* 1114* 1115* 1116* 1117* 1118* 1119* 1120* 1121* 1122* 1123* 1124* 1125* 1126* 1127* 1128* 1129* 1130* 1131* 1132* 1133* 1134* 1135* 1136* 1137* 1138* 1139* 1140* 1141* 1142* 1143* 1144* 1145* 1146* 1147* 1148* 1149* 1150* 1151* 1152* 1153* 1154* 1155* 1156* 1157* 1158* 1159* 1160* 1161* 1162* 1163* 1164* 1165* 1166* 1167* 1168* 1169* 1170* 1171* 1172* 1173* 1174* 1175* 1176* 1177* 1178* 1179* 1180* 1181* 1182* 1183* 1184* 1185* 1186* 1187* 1188* 1189* 1190* 1191* 1192* 1193* 1194* 1195* 1196* 1197* 1198* 1199* 1200* 1201* 1202* 1203* 1204* 1205* 1206* 1207* 1208* 1209* 1210* 1211* 1212* 1213* 1214* 1215* 1216* 1217* 1218* 1219* 1220* 1221* 1222* 1223* 1224* 1225* 1226* 1227* 1228* 1229* 1230* 1231* 1232* 1233* 1234* 1235* 1236* 1237* 1238* 1239* 1240* 1241* 1242* 1243* 1244* 1245* 1246* 1247* 1248* 1249* 1250* 1251* 1252* 1253* 1254* 1255* 1256* 1257* 1258* 1259* 1260* 1261* 1262* 1263* 1264* 1265* 1266* 1267* 1268* 1269* 1270* 1271* 1272* 1273* 1274* 1275* 1276* 1277* 1278* 1279* 1280* 12

Giboulées

JEUDI, un temps très instable s'installe sur le pays, avec une descente d'air polaire en altitude. Le temps sera agité, très contrasté, alternant éclaircies et averses de pluie, de neige ou de grésil. Il neigera en montagne et les températures seront partout très basses, de 7 à 14 degrés maximum du nord au sud.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Temps agité. Averses de neige le matin, puis de pluie ou de grésil. Les rafales de nord-ouest pourront atteindre 90 km/h le matin.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel se fera parfois très agité. Courtes éclaircies en alternance avec des giboulées, averses orageuses de pluie ou de grésil. Il neigera localement le matin.

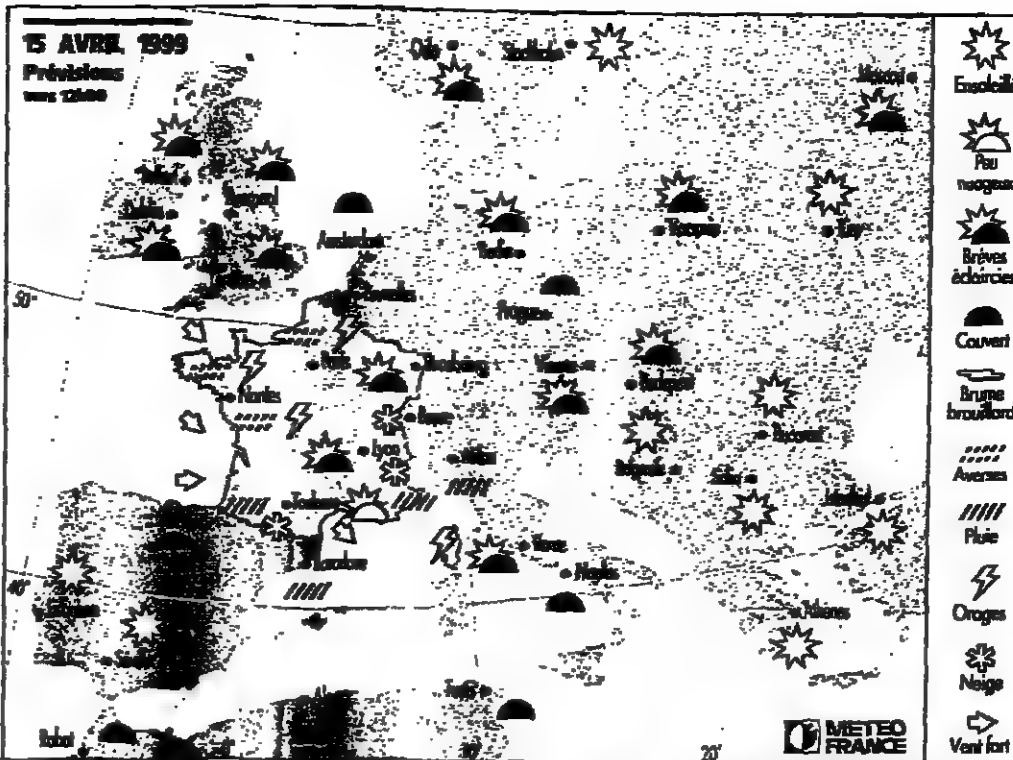
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Relative accalmie. Dans le jour, la neige du matin laissera place aux éclaircies d'après-midi. Ailleurs, de belles éclaircies se développent, en-

tre coupées de rares averses. En fin de journée, les averses se généralisent, avec parfois du grésil.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Temps instable. Les averses, fréquentes sur les côtes, tourneront parfois à l'orage, avec des chutes de grésil. Il neigera au-dessus de 700 mètres sur les Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le matin, du nord de l'Auvergne à Rhône-Alpes, la neige tiendra au sol au-dessus de 400 mètres, et quelques flocons pourront atteindre la plaine. Les Alpes resteront bouchées, tandis que des éclaircies se développent ailleurs.

Langue-d'Oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Seul le pourtour du Golfe du Lion sera épargné par les pluies et bénéficiera du soleil. Plus à l'est, le temps restera pluvieux et localement orageux. Il neigera sur les Alpes du sud au-dessus de 1500 mètres le matin, puis 1000 mètres.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AÉRIEN.** La compagnie Alitalia met en vente, jusqu'au 30 avril, des vols long-courriers à prix promotionnels pour des voyages pouvant être effectués jusqu'au 15 décembre. Citons notamment, au départ de la France, des vols A/R vers New-York (2 042 F, 311 €), Le Caire (2 178 F, 332 €), Beyrouth (2 578 F, 393 €), Rio, Sao Paulo et Caracas (2 941 F, 448 €), Bangkok (3 745 F, 570 €) ou Hongkong (3 100 F, 472 €). Renseignements dans les agences de voyages et au 0802-315-315.

■ **CHINE.** Le Grand Hyatt, nouvel hôtel de la chaîne Hyatt, à Shanghai, dispose d'une piscine au 37^e étage, ce qui en fait la plus haute du monde. Elle s'étend d'une baie vitrée à l'autre, ce qui donne l'impression de « nager dans le ciel ». Les 555 chambres de cet établissement de luxe occupent les 34 derniers étages de la tour Jin Mao, qui en compte 88.

PRÉVISIONS POUR LE 15 AVRIL 1999
Ville par ville, les températures de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

PARIS	10/18	NANCY	-1/9	N
LYON	9/10	NANTES	1/10	P
BORDEAUX	10/18	NICE	9/14	P
MONTPELLIER	10/18	STRASBOURG	1/10	P
TOULOUSE	10/18	BRUXELLES	1/10	P
GENÈVE	10/18	BERNE	1/10	P
LAUSANNE	10/18	COLOGNE	1/10	P
FRANKFURT	10/18	STUTTGART	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P
TOURNAI	10/18	BRUXELLES	1/10	P
AMSTERDAM	10/18	ROTTERDAM	1/10	P
COLOGNE	10/18	FRANKFURT	1/10	P
MUNICH	10/18	VIENNE	1/10	P
PRAGUE	10/18	BRATISLAVA	1/10	P
VARSOVIE	10/18	STOCKHOLM	1/10	P
OSLO	10/18	HELSINKI	1/10	P
ST-PETERSBURG	10/18	MOSCOU	1/10	P
BERLIN	10/18	MILAN	1/10	P
ROMA	10/18	ATÈNES	1/10	P
ISTANBUL	10/18	CAIRO	1/10	P
NEW-YORK	10/18	LOS ANGELES	1/10	P
SAN FRANCISCO	10/18	SAO PAULO	1/10	P
RIO DE JANEIRO	10/18	BRASILIA	1/10	P
BOGOTA	10/18	LA PAZ	1/10	P
BUENOS AIRES	10/18	MONTEVIDEO	1/10	P
PORTO	10/18	LISSABON	1/10	P
MADRID	10/18	BARCELONE	1/10	P
VALENCIA	10/18	SEVILLE	1/10	P
GRANADA	10/18	ALCAZAR	1/10	P

هكذا من الأصل

30 / LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

CARNET

DISPARITIONS

Paul Leistenschneider et Robert Noireau

Compagnons de la Libération et résistants

PAUL LEISTENSCHNEIDER, compagnon de la Libération et ancien délégué militaire du général de Gaulle pour le sud-est de la France en 1943-1944, est mort vendredi 9 avril à Paris.

Né le 16 janvier 1907 à Basse-Yutz (Moselle), avocat de métier, Paul Leistenschneider est entré, après sa démobilisation, dans la Résistance en Lorraine, annexée par les Allemands au début de la seconde guerre mondiale. Il fait partie, en novembre 1940, d'un service de renseignement du deuxième bureau de Vichy - dont certains responsables s'employaient, après la défaite, à œuvrer contre l'occupant - au sein du réseau de résistance « Kléber » sous le nom de code de « Carré » ou « Dragon ». Il doit se réfugier en zone libre à l'été 1942, parce qu'il est recherché pour ses activités et qu'il est, pour les nazis, un sujet allemand.

« Carré » tente ensuite de se réfugier en Espagne ; il y est incarcéré à la prison de Miranda entre novembre 1942 et mars 1943, date à laquelle il réussit à rejoindre Londres et à s'engager dans les Forces françaises libres (FFL). Après une période d'entraînement, il est parachuté en mission spéciale en France, en septembre 1943, avec le titre de délégué militaire du général de Gaulle pour le Sud-Est (régions 3 et 4). Dans la région 3, de Montpellier, il crée des équipes « action » et il prépare des plans d'intervention paramilitaire. Dans la région 4, de Toulouse, il cherche à unifier des mouvements de résistance par trop indépendants.

Les nombreux déplacements de Paul Leistenschneider, même clandestins, attirent l'attention de la Gestapo. Londres lui propose de rentrer ; il refuse et devient délégué militaire de la région de Lyon (R 1). A partir de mai 1944, à ce titre, il va conseiller, pour le compte du futur maréchal Marie-Pierre Koenig, les formations paramilitaires de la zone. Au jour du

débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944, il rejoint le maquis du Vercors, où il fixe son état-major près de Saint-Agnan (Ordonne), puis il est chargé de diriger les opérations à Lyon, après que l'état-major régional eut été décimé par les arrestations.

Fin août 1944, fait lieutenant-colonel des Forces françaises de l'intérieur (FFI), Paul Leistenschneider rejoint les unités combattantes. Il cherche alors à prendre contact, seul, à motocyclette, dans une région infestée par des patrouilles, avec les Américains, pour obtenir l'organisation d'une attaque conjuguée avec la Résistance. Il effectue des liaisons avec les maquis de l'Ain et de l'Isère, et parvient enfin au PC de l'armée américaine, où il donnera les renseignements nécessaires aux opérations conduisant à la libération de Lyon, le 6 septembre 1944, alors que la Wehrmacht entame sa retraite sous la double pression des troupes alliées et des groupes de résistants, toutes sensibilités confondues.

Fin 1944, à Strasbourg, Paul Leistenschneider devient secrétaire général à la police pour l'Alsace, jusqu'au début de 1946. Entre-temps, le 19 octobre 1945, il est fait compagnon de la Libération au titre de sa participation au Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), les services secrets gaullistes, puis à la direction générale des études et recherches (DGER), l'ancêtre du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdec), qui a donné naissance à l'actuelle DGSE. Après la guerre, Paul Leistenschneider devient directeur administratif à Westinghouse-France, puis il s'occupera d'affaires immobilières.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance (avec rosette) et officier de l'ordre de l'Empire britannique, Paul Leistenschneider était commandeur de la Légion d'honneur.

ROBERT NOIREAU, chef du maquis du Lot, connu sous le nom de lieutenant-colonel « Georges », pendant la seconde guerre mondiale, compagnon de la Libération, est mort samedi 10 avril, à Berthecourt (Oise).

Né le 2 septembre 1912 à Vicq (Nord), cadre dans le bâtiment, Robert Noireau, refusant l'armistice de juin 1940, entre dans la Résistance dès septembre au Front national, comme responsable de la zone de Paris-Ouest. Arrêté en février 1941, puis libéré pour raisons médicales, il passe en zone libre en août 1941 et il prend une part active à des opérations de sabotage de matériels miniers et ferroviaires, dans l'Aveyron et le Gard. De nouveau arrêté par la Gestapo, en août 1943, il s'évade le lendemain de la prison de Rodez et gagne le maquis du Lot. Là, sous le nom de lieutenant-colonel « Georges », il réorganise le maquis, puis le dirige comme chef départemental de l'Armée secrète (AS), puis des Mouvements unis de résistance (MUR) et des Francs-tireurs partisans (FTP). Il organise sabotages de voies ferrées et coups de main contre des convois allemands. Le 17 août 1944, son maquis, qui comprend quelque 3 500 hommes des Forces françaises de l'intérieur (FFI), libère Cahors (Lot).

Cinq jours plus tard, à la libération de Toulouse, Robert Noireau prend le commandement de la place et rétablit l'ordre. Il reste commandant d'armes de Toulouse, jusqu'en décembre 1944, sous les ordres du général Collet. Présenté au général de Gaulle, dans un salon de la préfecture, le colonel « Georges » s'entend dire par le chef de l'Etat : « Rectifiez la position ! Il est vrai que, pour le chef de l'Etat, Robert Noireau était, à l'époque, un militant communiste. En janvier 1945, il est à la tête du régiment du Lot, engagé dans la réduction des poches de l'Atlantique, notamment à la pointe de Grave, en face de Royan (Charente-Maritime). Fait compagnon de la Libération le 20 janvier 1946, il a relaté sa résistance dans *Le Temps des partisans*, paru en 1979 chez Flammarion. Après la guerre, jusqu'en 1978, Robert Noireau reprend son ancien métier et devient entrepreneur de bâtiment et des travaux publics à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance, commandeur de l'ordre national du Mérite, Robert Noireau était commandeur de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Ariane et Jérôme DEBAISSEUX ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Clara,

le 8 avril 1999.

31, rue des Blancs-Manteaux, 75004 Paris.

Patricia et Patrick MAURIN ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Paul.

Aurélia, en ravie d'avoir un petit frère.

384, rue de Ceyoy, 45300 Pannecourt.

Décès

Les amis de Jean-Paul BECKER, engagé volontaire à dix-sept ans, dans le maquis d'Auvergne, médaillé de la Résistance, homme de communication et de cœur, respectueux des droits de l'homme, ont la douleur d'annoncer son décès, survenu à Paris, dans sa soixante-quinzième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'Eure.

Il va nous manquer.

J. Boissier, 6 D, avenue du Bois-Chapet, 91540 Mennecy.

Le président, Et le secrétaire perpétuel, Les membres de l'Académie nationale de médecine, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère, le

professeur Lucien BRUMPT, chevalier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie nationale de médecine.

survenu à Paris, le 11 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

M. et M^{me} Michel Cernati, M. et M^{me} Jean-Claude Cernati, M. et M^{me} François Sauvage, ses enfants,

Gaëlle, Grégoire, Anne, Eric, Nicolas, Aurélie, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère, le

M^{me} Maurice GERAULT, née Renée DEREENNE.

endormie dans la paix du sommeil, le 11 avril 1999, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 avril, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 140, rue de Clignancourt, Paris-18^e.

L'inhumation aura lieu le jour même dans le caveau familial à L'Epine-le-Comte (Orne).

12, rue Champagnon, 73018 Paris.

La famille, Et les amis de

Elisa B. GERBAULT, POINETTE.

ont la tristesse d'annoncer son décès, le jeudi 8 avril 1999.

Une bénédiction aura lieu le vendredi 16 avril, à 11 heures, en l'église de Pénissière (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Fabienne et Jean-Pierre Lassus ont la douleur de faire part du décès de leur fils,

Jehan, Robert, Perceval,

survenu le 12 avril 1999, à Paris.

Leur petit prince, né le 19 mars, à Paris, s'est battu courageusement de toutes ses forces.

Cet avis tient lieu de faire-part.

98 bis, rue du Champ-Midi, 75006 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Betty ROSENBLUM, née PERELMUTER,

remerciant ici tous ceux qui prennent part à leur peine.

En Concorde les croisières aéroportées

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 500 FF

Anniversaires de décès

Le 15 avril 1994.

Jean-Jacques HERVÉ

disparaissant subitement.

Son épouse, Ses enfants et petits-enfants remercient tous ceux qui l'ont estimé d'avoir une pensée affectueuse pour lui.

Le 10 avril 1989.

Claire LISLE

s'endormait dans l'espérance de la Résurrection.

Ayez une pensée ou une prière pour elle et pour ceux qu'elle aimait.

« Quand on perd, par trépas, un être, on se sent, Et sa Gaieté, Remise au Mélancolique, C'est la Musique, C'est la Beauté, » (Alfred de Musset).

Claude TAGGER, 8 octobre 1937 - 15 avril 1998.

Juste Tagger, avec Alexandre, Jérôme et Claire.

« April is the cruellest month... » (T.S. Eliot).

Claude Tagger, chevalier de l'Ordre national du Mérite, décédé le 15 avril 1998, à Moscou.

Nazha Tagger, sa mère, décédée le 11 février 1998, à Versailles.

Benoît Tagger, son père, officier de la Légion d'honneur, décédé le 2 février 1962, à Beaulieu.

Benjamin Tagger, son oncle, Compagnon de la Libération, mort pour la France, le 21 août 1944, à Toulon.

LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF)

proposé, dans le cadre de son cycle de conférences sur la pensée juive, la troisième intervention de :

Schmuel TRIGANO,

philosophe, maître de conférences à l'Université, sur le thème : « L'Alliance, la synagogue, le Tora-ensemble »

Jeudi 15 avril 1999, 20 h 15 au MJLF, 11, rue Gaston-de-Callaure, Paris-15^e. Dîner-buffet après la conférence. Participation aux frais : 120 francs, renseignements et réservations au MJLF. Tél. : 01-44-37-48-48

Colloques

ACADEMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE

Organisation internationale intergouvernementale fondée en 1926

Colloque

LA MÉDITERRANÉE AU SEUL DU TROISIÈME MILLENAIRE

Jeudi 19 avril 1999, 9 heures-18 heures : culture

Jeudi 19 avril 1999, 9 heures-13 heures : économie

avec la participation de huit hauts méditerranéens

Renseignements/inscription : Académie Diplomatique Internationale, 4 bis, avenue Hoche, Paris-8^e. Tél. : 01-42-27-66-18. Fax : 01-46-22-49-18. E-mail : adipia@club-internet.fr

Bourses

Pris Robert Guillaud, reporter sur Japon, L'Association de presse France-Japon va attribuer, avec le soutien d'Air France, Japan Air Lines, Chemins de fer du Japon, Osaka House Foundation, aménageur du Japon et Maison de la culture du Japon, deux bourses (un de transport et aide pécuniaire) à de jeunes journalistes et étudiants japonais.

Clauses candidatures : 3 juin 1999. Renseignements : APFJ, 101 bis, rue Brancly, 75740 Paris Cedex 13. Tél. : 01-44-37-95-39.

Associations

communiquiez vos

Assemblées

générales

tous les jours

dans le Carnet

Tarif à la ligne

120 F TTC / 18,29 €

01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

Parution lundi date mardi

TARIF ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €

4 Parutions : 600 F TTC / 91,48 €

100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.

Bouclage vendredi 12 h.

01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

Au sommaire du numéro d'avril

La Russie est mal partie

Dégradation de l'économie et du tissu social, instabilité politique, un président malade et de prochaines élections rendent plus hypothétique une perspective de redressement.

La social-démocratie en Europe

Onze gouvernements européens sur quinze ont une direction sociale-démocrate. Sauront-ils imprimer leur marque à l'Europe ?

Plus : LES CLÉS DE L'INFO

4 pages pour décoder l'actualité

12 F - 1,83 €

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

CINÉMA Marie, le personnage du dernier film de Catherine Breillat, *Romance*, désespérée face à son mari qui ne veut plus la toucher, part dans une quête sentimentale sur les che-

mins de l'amour physique. ● L'AMOUREUX dominateur, l'éta-

autant de parcelles d'une masculinité telle que Catherine Breillat la compose avec une attention troublante et amusée. ● CATHERINE BREILLAT, dans un entretien au *Monde*, explique que les

scènes pornographiques corres-

● CAROLINE DUCEY, la jeune actrice, a découvert des univers et des personnages qui lui sont « totalement étrangers », comme l'acteur de porno, Rocco Siffredi.

Une femme d'aujourd'hui, au-delà des tabous et de la transgression

Romance. Avec l'actrice Caroline Ducey, la réalisatrice Catherine Breillat continue sa recherche de l'identité féminine et gagne un pari difficile. « Il existe, dit-elle, un au-delà de la représentation du sexe, où se tient la beauté »

Film français de Catherine Breillat. Avec Caroline Ducey, Sagamore Stevenin, François Berleand, Rocco Siffredi, Reza Habonhossein. (1 h 35.)

Au fond, c'est tout simple : une histoire d'amour, celle de Marie et Paul. Marie est une jeune femme d'aujourd'hui qui vit à Paris avec Paul. Elle l'aime ; lui aussi l'aime mais il ne la touche pas, ne la touche plus — ce sont des choses qui arrivent. Marie s'en inquiète et s'en attriste. Catherine Breillat, pour gagner du temps, dit les choses clairement, simplement, avec des mots qu'on réprouve au conseil supérieur de l'audiovisuel — et qu'on évite aussi au *Monde*. Elle appelle une chatte une chatte et le reste à l'avenant, et montre ce qu'elle pense aussi bien qu'elle nomme ce qu'elle montre : que Marie, toujours amoureuse de Paul enfoncé dans sa chasteté volontaire et dominatrice, est désespérée. Elle va voir ailleurs si elle y est. Elle y est.

Romance est donc l'histoire d'une quête sentimentale sur les chemins de l'amour physique, à la manière du roman de chevalerie ou du western. Cette fois, une femme est le héros. La transgression n'est pas dans les mots — cons, culs, bites, couilles... voilà, c'est dit —, ni dans les déjà fameuses scènes de sexe dont la rumeur suggère depuis des mois qu'elles seraient parmi les plus chaudes du cinéma français non-X. La transgression, la conquête, la victoire de *Romance*, de Catherine Breillat et de son actrice Caroline Ducey, sont dans ce passage au-delà de l'imagerie et du vocabulaire spécialisés.

PROFIL

UN PERSONNAGE TRÈS LOIN DE CAROLINE DUCEY

Romance conte l'itinéraire moral de Marie. Marie est Caroline Ducey, qui porte le film, incarnant un personnage pourtant très éloigné d'elle. Après avoir fait depuis l'âge de onze ans du théâtre de quartier, puis passé un an au conservatoire à Marseille, la jeune actrice a débuté à l'écran dans *Trop de bonheur*, de Cécile Kahn (prix Jean-Vigo 1994). Arrivée à Paris, elle poursuit des études de lettres (ohéigne et hypohéigne), décroche un rôle dans le film de Bruno Bontzolakis, *Famille, je vous hais*. Elle dit avoir décidé de tourner *Romance* très rapidement, en trois jours : « Pendant le casting, Catherine Breillat était très précise dans sa manière de regarder les acteurs. J'ai tout de suite eu envie de tourner avec elle, avant de lire le scénario. »

Pourtant, devant celui-ci, le premier sentiment fut la déception et la panique. « L'histoire m'a paru d'une grande tristesse, et le personnage de Marie ne me ressemble en rien. J'ai découvert des univers totalement étrangers, dont je me passe très bien. Mais le tournage a été un moment heureux. La plan-séquence est une manière de tourner formidable pour les comédiens. »

Il y eut pourtant de la tension, à deux reprises. Le premier jour lors de la scène de séduction avec François Berleand — « Tout ce que je n'ai pas voulu voir en lisant le scénario est devenu réel » — et la séquence avec Rocco Siffredi — « la rencontre de deux mondes trop différents, celui du cinéma pornographique et celui qui fonctionne sur les règles normales de l'interprétation. Mon partenaire ne m'écoutait pas et ne me regardait pas. Je ne comprenais pas ce qui se passait. »

Jean-François Rauger



Caroline Ducey dans « Romance » : « J'ai découvert des univers totalement étrangers. »

Romance est un conte de fées, où les fées sont des messieurs avec des baguettes pas très magiques. *Romance* est l'aventure mentale d'une héroïne, Marie, emportée dans un enlèvement de rebondissement destinés en couleurs symboliques et formes épurées, tandis qu'elle croise non des personnages, mais des archétypes — qui ne sont pas tous des saletés.

L'amoureux dominateur, l'éta-

Le film ne cesse de jouer sur cette ressemblance (la revanche

sur les scénarios machos) et de la déjouer (la vie vraie, la tristesse vraie sont ailleurs). L'éternel masculin — une saleté, mais les bonshommes, pris un par un, ne s'en tirent pas trop mal — Breillat, en tant que cinéaste, est plus généreuse avec eux que la plupart des réalisateurs masculins avec les

personnages féminins. La tête que font pourtant la plupart des hommes à la fin de la projection signe la réussite de ce projet passionnant, souvent très émouvant, parfois d'une authenticité violente sans jamais rien perdre de son ressort humoristique. Réussite unique, à l'exception de *L'Empire*

des sens, de Nagisa Oshima, il y a un quart de siècle, d'une œuvre montrant les relations sexuelles selon les seules exigences du récit.

Ce film est la synthèse des recherches de deux femmes : l'une, personnage, est confrontée à une série d'épreuves qui l'aident à définir son individualité ; l'autre, cinéaste, surmonte une série d'obstacles cinématographiques — l'interdit légal, la saleté commerciale du porno — qui deviennent les éléments légitimes d'une création.

La réalisatrice remporte son pari après plusieurs essais inaboutis. *D'une vraie jeune fille à Parfait Amour*. Depuis ses débuts, elle travaille la question de l'interdit. Pour la première fois, elle échappe à la malédiction qui pèse d'ordinaire sur ce genre de tentatives, dépassant le caractère anecdotique des charges ordinaires contre cette forteresse qui, se contentant de l'ébrécher, en confortent les aspects les plus répressifs. Catherine

Une source iranienne

L'édition du scénario de *Romance* est précédée d'une information étrange, et d'un texte magnifique. L'information est que le film doit beaucoup à l'invitation de Catherine Breillat à un congrès organisé très officiellement à Téhéran sur le thème « Présence de la femme dans le cinéma contemporain » (Le Monde du 6 mars 1997). Le texte est celui de la conférence qu'elle y prononça, manifeste rigoureux et vigoureux de l'éthique artistique face aux enjeux de la représentation, sans concession pour la puissance invitante mais aussi pour les règles qui régissent le spectacle sous nos latitudes démocratiques. Retournant allègrement le sens de l'érotisme qui opprime en masquant, Breillat s'en allait ainsi déclarer au pays du tchador : « Ce que je poursuis dans mes films c'est le moment où le regard d'une actrice se voile », définissant le cinéma comme « un art paramilitaire et féminin ».

« *Romance*, scénario de Catherine Breillat. Petite Bibliothèque des Cahiers du cinéma. 80 p. 39 F (5,95 €).

Catherine Breillat, cinéaste

« Je pense qu'il ne faut jamais céder, qu'à l'impossible on est tenu »

REMARQUÉE pour avoir écrit à dix-sept ans un livre aussi interdit (*L'Homme facile*, 1968, chez Christian Bourgois), Catherine Breillat a publié six romans, collaboré à de nombreux scénarios, et réalisé *Une vraie jeune fille* (1976), *Tapage nocturne* (1979), *36 fillette* (1987), *Sole comme un ange* (1991) et *Parfait amour* (1996).

« Comment s'intitule votre film ?

— *Romance*, pourquoi ?

— Parce que sur les affiches on lit plutôt *Romance X*.

— C'est vrai... tant mieux. C'est que le film est devenu très différent de ce que j'avais prévu. Réaliser a toujours consisté pour moi à inverser les signes du scénario ; cette fois, le phénomène a pris des proportions imprévues. J'avais écrit une vraie romance fondée sur le sentiment. Au tournage, tout est devenu glacial et humiliant pour le personnage principal. J'ai alors rayé « *Romance* » d'un « X » que nous avons conservé sur l'affiche.

— À quoi correspond cette volonté de tourner des scènes pornographiques ?

— À l'idée qu'il existe un au-delà de la représentation du sexe qu'on ne voit jamais dans les films porno et où se tient la beauté. Dans *Romance*, quoi que Marie fasse, elle n'est pas souillée — en tout cas pas profondément : ce sont ceux

qui établissent les lois et s'en insta-

— Le problème du cinéma, son

— Comment le tournage a-t-il

— Le problème du cinéma, son

— Seuls le puritanisme et la

— Non. S'il y a un tabou, c'est

— Comment est né le projet de

— Dans les années 70, j'avais

— Comment en êtes-vous

— Je l'ai écrit pendant la prépa-

— L'avance sur recettes. J'ai essayé

— Un pareil film demande for-

— On ne peut pas exiger des ac-

— Propos recueillis par

d'oppression inadmissible. La loi a

— Comment en êtes-vous

— Je l'ai écrit pendant la prépa-

— L'avance sur recettes. J'ai essayé

— Un pareil film demande for-

— On ne peut pas exiger des ac-

— Propos recueillis par

Jean-Michel Frodon

Breillat prend en compte ces bar-

L'interdit légal, la saleté commerciale du porno deviennent les éléments légitimes d'une création

Dès lors a lieu le miracle du cinéma quand il est accepté et aimé pour lui-même : tout devient possible. Possible, l'irruption du burlesque et de la douceur au milieu de scènes de perversité pour en murmurer la vérité secrète : il faut la mise en scène et tout son arrière-plan pour qu'éclate le génie comique du burlesque François Berleand emporté dans la méticulosité de ses chaînes et de ses fantasmes, ouvrant par la parole le monde que ses pulsions enferment ridiculement. Possible, le récit de la guerre des sentiments et de ses violences, celui de la guerre des sexes et de ses brutales codées, quand les mots crus dévoilent le langage. Possible, l'ombrage d'une scène de hard dont on s'aperçoit que Fellini s'en sera toujours approché sans pouvoir l'accomplir (réservé aux femmes ? peut-être...).

Catherine Breillat résout l'équation artistique qui rend possible l'envoi métaphorique du final sur les courants ascendants d'un réalisme implacable soutenu par une fantasmagorie réussie. Cette équation avait — et garde — pour inconnue l'incroyable Caroline Ducey qui, montrant tout, conserve avec une générosité sans bornes son mystère — celui, évidemment, de l'origine du monde.

J.-M. F.

سكنا من الأمل

La PlayStation est l'avenir de l'homme

eXistenZ. Dans ce film-somme de David Cronenberg, le jeu vidéo, intégré au corps humain, lui fait connaître de nouvelles sensations

Film canadien de David Cronenberg. Avec Jennifer Jason Leigh, Jude Law, Ian Holm, Sarah Polley, Don McKellar. (1 h 36.)

Nous sommes dans un futur proche. Les artistes à la mode sont des concepteurs de jeux vidéo devenus tellement sophistiqués qu'ils en deviennent encore « plus réels que la réalité ». La diva de cet énorme marché s'appelle Allegra Geller. Ses apparitions parcimonieuses en ont fait un individu mystérieux, à la fois virtuel et bien réel, comme le montre cette présentation en grande pompe, devant la presse, d'*eXistenZ*, sa toute dernière création.

Cette prêtresse géniale est belle (elle a les traits de Jennifer Jason Leigh), son allure est étrange (une coiffure asymétrique tressée d'un côté, raide de l'autre lui donne des airs de princesse d'*heroic fantasy*), et elle se trouve en danger de mort. Dans ce futur proche, ces artistes peuvent aussi devenir des martyrs, menacés par des fanatiques déçus de voir fin à ces jeux dangereux, et des multinationales qui se disputent à coups de milliards leur dernière

création. Nous sommes aussi dans un film de David Cronenberg. Depuis *Videodrome*, où l'estomac d'un programmeur télé servait de réceptacle à des cassettes vidéo, nous savons que le réalisateur canadien a scellé une alliance de la chair et du métal, du corps et de la machine, condamnés à agir en symbiose. Le jeu vidéo n'est plus un objet hétérogène dont on s'empare puis se sépare à sa guise, mais une prolongation du corps.

Il suffit pour cela de se faire percer un trou dans la colonne vertébrale, désigné par le film sous le terme de « bioport », et d'être relié, à l'aide d'un « ombicordon » à un « game pod », sorte de vagin en plastique souple reconstitué à partir d'œufs fertilisés et d'ADN synthétique. A force d'atouchements, nous aurons accès à des mondes nouveaux, déconnectés de la réalité, ignorants de notre corps, incapables de déterminer ce que nous avons fait ou pas fait.

Crash, le précédent film de David Cronenberg, montrait une secte d'adorateurs d'automobiles et de cicatrices, reconstituant des accidents de voitures dont avaient été



Jude Law et Jennifer Jason Leigh dans le laboratoire d'*eXistenZ*.

victimes des célébrités. Dans *eXistenZ*, l'individu se réduit à une voiture. C'est d'ailleurs un garage (interprété avec humour par William Dafoe) qui se charge de percer, grâce à un appareillage approprié, un orifice à la base de la moelle épinière du pauvre Ted Pikul, un malheureux agent de sécurité embarqué avec Allegra Geller dans la recherche de l'organisation qui aurait tenté de l'éliminer.

PUCEAU TECHNOLOGIQUE

Dans *Crash*, une cicatrice, une entaille dans le corps ou toute forme de monstruosité physique devenaient un signe de reconnaissance et d'acceptation chez un groupe humain qui avait érigé l'absence de la chair et du métal en religion. Dans *eXistenZ*, l'absence de marque physique destinée à accueillir le fameux « game pod » apparaît comme une anomalie. Pas encore équipé du fameux « bioport », synonyme de passeport pour le virtuel, Ted Pikul est présenté comme un puceau technolo-

gique décalé par la maîtresse Allegra. *eXistenZ* raconte une initiation, et au bout de cette éducation informatique, le mariage de la chair et du métal sera consommé.

eXistenZ est un film-somme. C'est ce qui fait sa force, mais aussi sa faiblesse, tant il est gâché par un discours théorique trop lisible. Ce film encyclopédique apparaît comme une compilation des films précédents de Cronenberg. Le monde virtuel élaboré par le réalisateur ressemble à un parc d'attractions peuplé de ses créatures : le pistolet, composé d'arêtes de poisson, servant à éliminer Allegra Geller au début du film, rappelle celui sorti de la panse béante de James Woods dans *Videodrome*, et l'« ombicordon » relié à la colonne vertébrale évoque l'engin phallique qui sortait de l'aine de Marilyn Chambers dans *Rage*. Cet effet de catalogue est une façon pour Cronenberg de banaliser son imaginaire, en s'appuyant sur une vision pauvre soutenue par des couleurs désaturées, sans aucun relief.

Ce désir d'enlever à son monde virtuel toute possibilité de surprise fait d'*eXistenZ* le dernier chapitre d'une œuvre qui atteint ici son point-limite. Le cinéma de Cronenberg évolue toujours vers un isolement progressif de l'individu. Le cloaque où restaient cloîtrés les jumeaux de *Faux-semblants*, la profonde solitude où évoluait le médium interprété par Christopher Walken dans *Dead Zone*, constituaient autant de métaphores de l'artiste mis à l'écart par la société.

eXistenZ est le film le plus romantique de Cronenberg, et Allegra Geller son personnage le plus proche du spleen. Cette maîtresse femme a inventé *eXistenZ* à son propre usage, pour en faire une poupée gonflable qui comblerait sa solitude et lui offrirait un simulacre de relation sexuelle. La réclusion n'est plus une malédiction, mais un bienfait que l'individu expérimente avec délice.

S. Bd

Les images parlantes d'Aki Kaurismäki

Juha. Par le choix du muet et du noir et blanc, le cinéaste finlandais concentre le pouvoir de son art

Film finlandais d'Aki Kaurismäki. Avec Sakari Kuosmanen, Kati Outinen, André Wilms. (1 h 18.)

Juha est un film muet, un vrai film muet, en noir et blanc, avec des cartons pour remplacer les dialogues et expliquer l'action. C'est donc un objet à la fois archaïque et expérimental, soumis à l'épreuve du regard d'un spectateur de 1999 pour qui le cinéma n'obéit plus à ces contraintes assimilées à des manques (l'absence de couleur et de son). En adoptant ce qui peut aujourd'hui être perçu comme un artifice, Kaurismäki livre ce qu'il serait aisé de prendre pour un étrangeté si le film ne se rattachait très logiquement à l'œuvre du cinéaste.

Juha est adapté d'un roman de Juhani Aho, romancier finlandais de la fin du siècle dernier. Le récit est simple, c'est un archétype. Le brave paysan boiteux qui donne son nom à l'histoire est marié à Marja, plus jeune que lui. Un jour, le hasard d'une parine de voiture amène Shemmelka à la ferme.

Il séduit la jeune femme, elle s'enfuit à la ville avec lui. L'homme est un souteneur sans scrupule qui veut la contraindre à se prostituer. Encloué, elle sera recueillie par la sœur de She-

melka. Juha, fou de rage, décide d'aller la chercher.

Les thèmes de la campagne intègre et de la ville corrompue, de l'adultère et du pardon forment un hommage à L'Aurore, le chef-d'œuvre de Murnau. Un tel parti pris pourrait sembler absurdement décalé si le décalage n'était pas depuis toujours chez Kaurismäki une manière de filmer.

La rhétorique obligée du muet, que le cinéaste transgresse plusieurs fois, s'allie parfaitement avec un style qui a souvent privilégié le silence et une composition volontairement figée du cadre. La nécessité de condenser dans l'image l'essentiel de la signification des actions et des pensées des personnages constitue ainsi un enjeu supplémentaire dans la construction d'un art personnel.

DRÔLE SANS HOMME

Lorsque Marja prend dans ses bras un chou, préalablement effeuillé, pour le serrer contre elle, son désir de maternité aura été signifié. De la même façon, un nœud de cravate dessiné, une cigarette que l'on fume allongé dans l'herbe suffisent à suggérer que les deux personnages ont fait l'amour. La désuétude fait ici d'abord rire, avant d'émouvoir par un coup de

force dont est seul capable un cinéaste conscient des capacités de son art.

Kaurismäki installe en effet l'image au centre d'un jeu subtil où l'empathie du spectateur gagne par l'évidence comique de certaines trouvailles. Mais si le film est souvent drôle, il est dénué de toute ironie. Le réalisateur dépasse le réflexe d'un spectateur contemporain qui verrait le film uniquement comme un artefact burlesque pour toucher un point où l'émotion émerge, où les ficelles mélodramatiques sont sublimées par la mise en scène.

Muet, Juha est aussi un film sonore, soutenu de bout en bout par la musique de Anni Tikanmäki et subrepticement perverti par les silents sonores incompatibles avec le principe d'origine. Une portière qui claque, un froissement de laine qu'on agrippe frappaient par leur incongruité. Ce recours au son permet aussi de désigner la dimension arbitraire sur laquelle repose l'utilisation du son au cinéma. Lorsque les paroles mélancoliques (les seules paroles du film) du Temps des cerises sont chantées dans un cabaret où a été entraînée l'héroïne, on sait que le cinéaste a gagné son pari en faisant surgir la profonde tristesse de son histoire.

Jean-François Rauger

Esthétique du muet sans faux col

Au bar de l'hôtel du Quartier latin où il réside lorsqu'il passe par Paris, Aki Kaurismäki débouche une flasque de cognac qu'il partage généreusement, avant de bredouiller des réponses à l'humour désinvolte et désespéré. Depuis *Crime et châtiment* (1983), ce Finlandais - qui vit au Portugal quand il ne tourne pas - a construit en treize films une œuvre cohérente, audacieuse et hilarante. Sur son dernier opus et le monde comme il ne va pas, marceaux choisis :

« J'avais prévu l'ingénieur du son que le film serait muet. Il ne m'a pas cru. On a tout enregistré, ensuite j'ai réduit, jusqu'à ce qu'il ne reste pratiquement rien. L'ingénieur du son n'a même pas pleuré. Nous avons conservé la bande-son inutilisée. On pourrait faire un autre film avec le son et pas d'image. Mais j'en ai fini avec cette histoire. Mon nouveau film sera un hommage à Jean-Pierre Melville.

« La plupart de mes films parlent peu, mais c'est différent de réaliser un film laconique et un film muet. L'esthétique du muet est particulière. Juha est en noir et blanc parce qu'on ne peut pas faire un film muet en couleurs. Les cou-

leurs appellent le son ou, plutôt, la parole. Avant que les films soient parlants, ils étaient sonores, on entendait le vent, la mer, une voiture, de la musique. Sans la parole, un cinéaste doit davantage se concentrer. Il a moins de solutions de facilité. L'arrivée des mots a simplifié la narration mais alourdi la mise en scène. Pour Juha, j'ai vu ou revu de nombreux films magnifiques, par exemple *Robin des bois* d'Allan Dwan, dans la version de 1922, avec Douglas Fairbanks : un film infaisable en parlant, ça va trop vite. De même, le burlesque américain n'aurait jamais existé s'il avait fallu parler.

LA MUSICALITÉ DES PLANS

« Pour justifier l'absence de dialogues dans Juha, il m'est arrivé d'invoquer l'innocence du cinéma, qui se serait perdue avec l'arrivée de la parole : j'aime bien mentir. Mais je tenais à ce principe du cinéma des origines, où le public en savait plus que les personnages. Les spectateurs savent ce que font les gendarmes et les voleurs, ou la femme qui est partie et l'homme qui est resté, alors que chaque camp ignore ce que fait l'autre.

Dans un film muet, le montage repose sur une musicalité du rythme des plans que les dialogues ont détruite.

POUR MARTYRISER

« Alors, les monteurs étaient des artistes ; aujourd'hui, ce sont des employés. Moi, je monte seul. Le principal apport des assistants est de demander quand est la pause déjeuner. Le cinéma n'est pas un dîner de gala, on n'est pas là pour s'amuser. J'aurais préféré être écrivain, mais je ne sais pas écrire. Après le prochain film, j'essaierai quand même.

« J'avais déjà essayé de tourner une adaptation de Juha II y a sept ans, au Portugal, mais je n'en savais pas assez sur le Portugal. Et, à peu près au même moment, nous étions convenus avec le compositeur Anssi Tikanmäki de faire ensemble un film muet. Il m'a fallu six ans pour rapprocher ces deux idées, je suis un esprit lent. Et couard : j'ai tellement peur de filmer que je préfère prendre des risques. Par exemple, on sait qu'avec un film en noir et blanc on perd la moitié du public, et qu'avec un film muet on perd les trois

quarts de ce qui restait, mais je ne fais pas ce métier pour l'argent, je le fais pour martyriser les autres. Je ne suis pas riche, mais j'ai assez pour acheter de la nourriture pour mon chien, des fleurs pour ma femme et de l'essence pour ma Cadillac, et j'arrive encore à trouver de l'argent pour le film d'après.

« J'en suis le premier surpris. En Finlande, je n'ai aucune renommée comme réalisateur, mes films sont trop proches de la réalité finlandaise pour que les Finlandais aient envie de les voir (à part des vieilles dames et quelques étudiants, qui s'approchent de moi quand je mange au restaurant). Le public européen m'a sauvé, sa reconnaissance me permet de continuer à travailler, même si, quand je veux faire une tragédie, on croit que c'est comique, et inversement. Plus j'essaie de faire des scènes tragiques et plus le public rigole. Où est l'erreur ? »

Propos recueillis par J.-M. F.

* La revue *Contre bande*, éditée par l'université Paris-L, vient de publier un numéro spécial consacré à Aki Kaurismäki (160 pages, 70 F).

CAHIERS CINÉMA

STANLEY KUBRICK
L'ŒIL DU MAÎTRE

ROMAN DE BREXID
BRULANT ET GLACÉ

DAVID CRONENBERG
EXPLORATEUR DU VIRTUEL

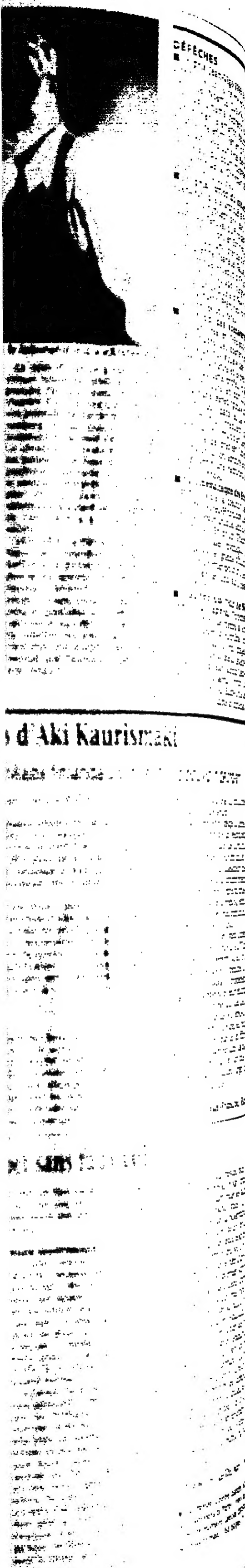
AKI KAURISMÄKI
LE FINLANDAIS VOLANT

534

NUMÉRO 534 - AVRIL 99

CAHIERS DU CINÉMA

40F - Chez votre marchand de journaux



REPORTAGES

essais

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 33

Le premier coup du maître

Jugatsu. Le deuxième film de Kitano, qui déjà recèle la beauté et l'humour des films à venir

Film japonais de Takeshi Kitano. Avec Masahiko Ono, Minoru Takeda, Bengel, Beat Takeshi. (1 h 36)

Petit à petit, le puzzle des films de Takeshi Kitano se reconstitue, en vertu d'une consécration plus que méritée au Festival de Venise pour *Hana-Bi* (1997). Après *Sonatine* (1993), *Kids Return* (1996), *Hana-Bi* (1997) et *Violent Cop* (1989), *Jugatsu* (1999) est le cinquième film de l'auteur à être distribué en France. Ne désespérons donc pas de piocher un jour les deux pièces manquantes, *Scene at the sea* (1991) et *Getting any?* (1994), pour finir de rassembler une œuvre dont la découverte désordonnée ajoute au charme, comme au danger. S'il est passionnant de découvrir l'élaboration d'un style dont on a commencé par mesurer l'aboutissement, on n'en risque pas moins de surévaluer la cohérence, et donc la finitude d'une création fort heureusement en devenir.

A cette précaution près, on prétendra, d'une part, que *Jugatsu* ne bouleverse pas la hiérarchie d'une œuvre dont *Hana-Bi* demeure le sommet provisoire, et d'autre part qu'il y a bien lieu de considérer ce

deuxième long métrage de Kitano comme le détonateur de son cinéma. A l'aune de *Violent Cop*, brillant essai qui fixe à gros traits le profil du personnage interprété par le cinéaste dans la plupart de ses films, *Jugatsu*, en déployant tout l'éventail de ses motifs de prédilection, est un coup de maître, le premier coup du maître.

Dans cet inquiétant film d'apprentissage, il est beaucoup question de coups. Coups reçus et coups donnés, tout le long d'un récit en crochets qui cherche à définir les lois physiques et morales permettant de passer des premiers aux seconds.

L'épreuve est relevée par un jeune pompiste taciturne qui répond au nom de Masaki. Construite en deux parties avec épilogue à la clé, selon une structure circulaire, l'histoire de *Jugatsu* est celle de quelques personnages qui tournent en rond dans un monde qui ne tourne pas rond. En attendant, cela n'empêche pas les chefs-d'œuvre. La première partie se déroule donc à Tokyo, sous le signe privilégié du base-ball, condensé idéal des deux motifs : la frappe et la circularité de la course. Mais Masaki, qui s'indigne sans apathie aux règles de ce sport, voudrait aussi en connaître

les finalités. C'est là son drame. Car, une fois acquis le principe selon lequel on frappe pour mieux courir, il veut encore savoir pourquoi l'on court. Le film lui offre en guise de réponse une démonstration par l'absurde que la vie est une continuation du base-ball par d'autres moyens.

UN YAKUSA GIVRÉ
Celui des armes à feu par exemple. Après avoir répliqué à un yakusa qui le morigénait, et entraîné par un enchaînement infatigable d'une montée en puissance des représailles qui conduit son entraîneur à l'hôpital, Masaki part en compagnie d'un ami se procurer un assortiment de pétroles à Okinawa. La seconde partie du film est la chambre d'écho de la précédente, poussée à un tel paroxysme de réverbération qu'elle finit par s'en détacher.

Pris en charge par un yakusa complètement givré (interprété par Kitano, encore affublé au générique de son sobriquet d'« amateur télévisuel Beat Takeshi ») et en rupture de ban avec son clan, les jeunes gens sont conviés à une errance d'autant plus libre que celle semble préfigurer, en leur présence, le destin qui les guette. De bars de nuit en lieux de plage,

de clowneries gratuites en mises à l'épreuve sadiques, rien n'est moins anodin que cette entrée en scène du cinéaste sous les traits d'un fou furieux. Kitano y fait sans crier gare subir au récit ce que son personnage propose aux adolescents : un dérèglement délibéré de la raison, une dilatation hallucinée de l'action, une révolte contre l'inféodation scénaristique. En un mot, dans un somptueux feu d'artifice de cruauté, de burlesque et de beauté, une leçon suprême de liberté. Et à la différence du crime, rien ne sert de chercher à savoir à qui profite la liberté.

L'épilogue du film, de retour à Tokyo, ne le dit pas. Il se contente de faire déguster à deux adolescents l'esquimaud de l'amitié, avant de dupliquer en guise de conclusion l'image du commencement, suggérant par cette illusion que l'inertie est au cœur du changement comme le mouvement est au cœur de la vie.

Jacques Mandelbaum

* A partir du 14 avril, chaque jour à 12 heures, le Racine Odeon, 6, rue des Ecoles, à Paris (6^e), présente en alternance *Sonatine*, *Hana-Bi*, *Violent Cop* et *Kids Return*. Tél. : 01-43-26-19-88.

Le Festival de Hongkong combat l'amnésie

HONGKONG
correspondance

« Souviens-toi ! » Dans une industrie locale du cinéma en proie à la baisse de fréquentation des salles, à l'effondrement des recettes tirées des ventes à l'étranger et à la multiplication des projets avortés faute de moyens, le vingt-troisième Festival international du film de Hongkong, du 31 mars au 15 avril, donne une place particulière à la mémoire. Même si, selon son programmeur Jacob Wong, « il s'agit encore d'une minorité dans une industrie toujours guidée par une logique purement commerciale », il émerge néanmoins chez les réalisateurs du territoire une interrogation récurrente, que condense le film codirigé par Benny Chan et Jackie Chan, *Who I am?* « Certains réalisateurs s'interrogent de façon de plus en plus approfondie sur ce qu'est Hongkong, sur la nature du changement vécu et sur la relation avec la Chine, dit Jacob Wong. Car que s'est-il passé ? Ce n'est pas une décolonisation, et il nous faut tourner la page. Mais la tourner pour quelle autre histoire ? Peut-on devenir une ville chinoise comme n'importe quelle autre grande ville de la Chine ? »

De prime abord, une seule fiction sur les trois cents films présentés au festival semble aborder directement le retour à la Chine : *The Longest Summer*, de Fruit Chan, déjà repéré à Berlin (*Le Monde* du 17 février). Rien de fortuit si on y voyait l'un des soldats perdus de la cou-

rroune britannique, devenu gangster, perdre la mémoire – et c'est précisément dans cette amnésie providentielle qu'il trouvera son salut... Hongkong, hier terre de réfugiés fuyant le communisme, aujourd'hui terre d'immigrants en quête d'une vie meilleure, est aujourd'hui comme hier un lieu de transit plutôt qu'une destination. L'« amnésie » est devenue plus qu'un art de vivre, une nécessité, que dénoncent aujourd'hui les films tels que *Who I am?*, *Hot War* de Jingle Ma, le très commercial *The Stormriders* d'Andrew Lau, et surtout *Ordinary Heroes*, de la réalisatrice Ann Hui (également présenté à Berlin), qui a fait l'ouverture du festival.

CE QU'EST HONGKONGAIS VEUT DIRE

Ce film résolument politique raconte la difficile trajectoire d'une poignée de radicaux qui se sont fait les porte-voies de toutes les souffrances et toutes les critiques à l'encontre du pouvoir, et ont été systématiquement boudés par le grand nombre. « Souviens-toi », dit Ann Hui, que l'histoire de Hongkong, de la vie sur les jonques aux protestations contre l'écrasement de la révolte estudiantine sur la place Tiananmen, s'est toujours nourrie de combats pour une vie meilleure, que chacun s'est empressé d'effacer dans l'oubli et que le cinéma lui-même a toujours ignoré. Dans le même esprit, l'œuvre du festival la plus achevée sur

l'identité de Hongkong, mêlant hier et regard d'aujourd'hui, est *Citizen Kiang*, le premier long métrage de la chef monteuze Ruby Yang. Cette Américaine d'origine chinoise, partie en 1977 de la colonie britannique avec sa famille, est revenue vingt ans plus tard sur le lieu de son enfance pour y réaliser ce documentaire.

Afin d'éviter l'écueil du regard purement extérieur, elle a confié pendant un an quatre caméras vidéo à cinq jeunes de Hongkong, qui se racontent dans cette société où le destin des nés de Hongkong, des immigrés de fraîche date du continent et des Chinois de retour « au pays » après des décennies d'expatriation ne se croisent guère. A travers Edward Chan, l'artiste manqué qui se dit « ni chinois, ni anglais, mais hongkongais », Qi Ke Jia, l'adolescente arrivée de Chine deux ans plus tôt et qui travaille jour et nuit pour s'intégrer à tout prix, Louise Wong, revenue d'Australie pour se trouver des racines et qui ne parle qu'anglais, les frères Edwin Chan et Ed Wu, artistes musés et heureux, on saisit à demi-mots parfois ce que « être hongkongais » comprend de rêve, d'illusions et de frustration provisoire et fragile. La narration, qui relie en parallèle l'histoire personnelle de Ruby Yang et celle de ces caractères, est tirée par la nostalgie sans jamais s'y laisser enfermer.

Valérie Brunschwig

LES FILMS DE LA SEMAINE

LA FIANCÉE POLONAISE

■ Une femme court pieds nus dans la nuit, sur le bitume de la ville, le visage ensanglanté. Au petit matin, elle sera recueillie, sans connaissance, par un bon bougre de paysan dans un paysage d'herbe, de terre et de ciel. Le temps bref d'un cauchemar nous apprend qu'elle a sans doute été violée, avant que le film ne révèle son véritable propos, et son défi : l'histoire simple d'une résurrec-

tion à travers la rencontre d'un homme et d'une femme filmés en huis clos. Le sempiternel miracle de deux corps étrangers qui se frottent, s'interrogent, se défient, pour mieux se reconnaître. La bonne idée consiste ici à prendre cette situation au pied de la lettre : Henk, le fermier néerlandais, est un ours solitaire et mal léché, Anna, une réfugiée polonaise handicapée par son ignorance de la langue. A leur absence de dia-

logue, le film substitue, sans effet de manche, la grammaire patiente de l'apprentissage amoureux, le lexique infini des petits gestes quotidiens par lesquels s'insinuent les grands sentiments. C'est plus modeste et moins distrayant que *Pretty Woman*, mais cela offre une idée plus juste et plus généreuse de l'universalité humaine. Installé aux Pays-Bas depuis 1980, Karim Traïda, d'origine algérienne, signe ici un premier long métrage un peu appliqué mais qui ne cesse d'être touchant.

J. M. Film néerlandais de Karim Traïda. Avec Henk Woldring, Anna Krzyznowska, Rudi Falkenhagen. (1 h 30.)

JE RÉGLE MON PAS SUR LE PAS DE MON PÈRE

■ Dans la famille « C'est dans les vieux pots », voici donc le père en petit escroc mal embouché et blanchi sous le harnais, et puis le fils Guillaume Canet qui vient de découvrir son géniteur et lui colle aux basques. En attendant la fille, dont les charmes viendront enligner la mécanique de ces touchantes retrouvailles, on aura aussi eu l'onde Waterhouse, scénariste qui fait ses débuts de réalisateur. On peut le féliciter : ça ne se voit pas. L'ennui est qu'on ne voit pas grand-chose d'autre, et surtout pas pourquoi on vient nous raconter semblable histoire. On voit Jean Yanne en robe libre, Laurence Côté magnifique, Guillaume Canet qui flotte dans un rôle jouant sur trop de tableaux. On voit une efficacité dans le maniement du dialogue, des clin d'œil en direction d'*Il Bidone* comme de *Regarde les hommes tomber*, un penchant potache vers l'humour noir qui repose de la psychologie « familialiste ». Mais sans qu'au cours de ce road-

movie ne prenne jamais corps le moindre enjeu, le moindre trouble.

J.-M. F. Film français de Rémi Waterhouse. Avec Jean Yanne, Guillaume Canet, Laurence Côté. (1 h 28.)

CINQ MINUTES DE DÉTENTE

■ Theur de sang-froid, le docteur Lenignac (Richard Bohringer) abat l'amarant de sa femme en s'arrangeant pour faire porter le chapeau à un paisible étudiant un rien demeure (José Garcia). Celui-ci s'enfuit avec la police et la famille de la victime à ses trousses, causant sur son passage horreur et désolation. Tourné au Canada, ce premier long métrage oscille entre polar et comédie noire, en prenant tous ses personnages pour de méchants crédins. Ce genre d'exercice, relativement déplaçant, passe lorsqu'il est mis en scène avec le brio et la justesse de touche des frères Coen, qui parviennent toujours à sauver quelque chose ou quelque-une. C'est ici, hélas !, la platitude et l'ineptie qui règnent sans partage.

J. M. Film français de Tomas Romero. Avec José Garcia, Richard Bohringer, Susan Anbeh. (1 h 30.)

ROMANCE

■ Lire page 31
eXistenZ
Lire page 32
JUGA
Lire page 32
JUGATSU
Lire ci-dessus
GLORIA
La critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition
TERRES AFRICAINES III : JEUX ET JOUETS
La critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition

SORTIR

PARIS

Henri Texier Azur Quintet
Henri Texier, contrebassiste et compositeur, a le goût des combinaisons orchestrales. Au sein de ses groupes aux noms qui sollicitent l'imagination, on retrouve à peu près les mêmes musiciens, chacun leader de sa propre formation, tous créateurs d'univers diversifiés que Texier combine pour donner à ses mélodies des couleurs différentes, un souffle et une ardeur renouvelés. Le répertoire de Texier ne cesse ainsi d'évoluer, avec des morceaux qui s'inscrivent dans la mémoire.

Dans l'Azur Quintet, on entendra le pianiste Bojan Zulfikarpasic, né à Belgrade, le tromboniste américain Glenn Ferris, le batteur Tony Rabeson, qui de Madagascar apporte un jeu nourri des percussions, et Sébastien Texier, fils d'Henri. Luxe aujourd'hui rare, l'Azur Quintet reste plusieurs soirs au Duc des Lombards.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Les 14, 15, 16, 17, 19 et 20, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Orbital

Avec Underworld, Orbital est sans doute l'ensemble anglais de musique électronique qui a su le mieux adapter les synthétiseurs aux performances live. Moins fascinés par la danse et la répétition que par la sophistication mélodique, les frères Paul et Phil Hartnoll passent beaucoup de temps à concevoir leurs décors scéniques et les images vidéo qui illustrent cette « techno » d'auteurs.

Elysée-Montmarbre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers. Le 14, à 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00. 120 F.

Cette fanfare peu conventionnelle, qui a adopté un répertoire oscillant entre groove, funk, techno, hip-hop et reggae, draine à chacune de ses apparitions un public nombreux, jeune et joyeux. Ambiance débridée assurée.

(CD Your Body/Grooving Records/Musisoft.)
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Châtelet-d'Eau. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 60 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Chute de la Maison Usher de Roger Corman, avec Vincent Price, Mark Damon, Myrna Loy. Américain, 1960, copie neuve (1 h 25).

Reflet Médicis III, 5^e (01-43-54-42-34). Le crime était presque parfait de Alfred Hitchcock, avec Grace Kelly, Ray Milland. Américain, 1954 (1 h 45).

Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30). Scarface (*) de Brian De Palma, avec Al Pacino, Michelle Pfeiffer. Américain, 1983, copie neuve (2 h 45).

Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40) : Publicis Champs-Élysées, Dolby, 8^e.

FESTIVALS CINÉMA

Inédits d'Australie
L'association Cinéma des antipodes et la revue Positif présentent une sélection de films australiens parmi lesquels *On ne se meurt pas* (Cliff De Heer, 1998), *Broken Highway* (Laurie McInnes, 1993), *Dad & Dave* ou *our Selection* (George Whaley, 1995), *The Boys* (Rowan Woods, 1998), *Country Life* (Michael Blake, 1998), *Life* (Lawrence Johnston, 1996), *Children of the Revolution* (Peter Duncan). Un programme de courts-métrages aborigènes, deux courts de Jane Campion et des rencontres complètent cette manifestation.

Forum des images, Grand Auditorium, porte Saint-Eustache, Paris-1^{er}. M^e Les Halles. Du 14 au 18 avril. Tél. : 01-44-76-62-00. 30 F.

Hommage à Sergio Leone
Parallèlement au programme consacré à Yoshio Kuroki et cinéaste Jean Rouch (jusqu'au 19 avril), la Cinéma-thèque rend hommage à Sergio Leone (1929-1989), un des initiateurs du « western spaghetti ». Treize films seront présentés, parmi lesquels *Le Bon, la Brute et le Truand* (1966), pour une poignée de dollars (1964) et la version intégrale restaurée d'*Il était une fois dans l'Ouest* (1969).

Cinéma-thèque française, salle Grands-Boulevards, 42, boulevard de Bonne-Nouvelle, Paris-10^e. Du 14 avril au 2 mai. Tél. : 01-56-26-01-01. Le cinéma selon Jacques Doillon
De *L'An 01* (1972) à *Trop (peu) d'amour* (1997), vingt longs-métrages et deux courts seront présentés lors de ce cycle consacré à Jacques Doillon. En ouverture, le 14 à 20 h 30, une projection de *La Orfesse* aura lieu en présence du réalisateur.

Le Champo, 51, rue des Ecoles, Paris-5^e. M^e Saint-Michel. A partir du 14 avril. Tél. : 01-43-29-79-04.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Compagnie Anonyme, Compagnie Temps battant, Post-Retroguardia Sidonie Rochon : Et puis s'en vont. Violette Vérolet : Sono solo io. Patco Décina : Lettre au silence.

Tipi du Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris-4^e. M^e Rambuteau. Le 14, à 19 h 30. Tél. : 01-44-78-13-15. 50 F. Jusqu'au 17 avril.

Orfeo
Cet Orfeo mis en scène par Trisha Brown a été la grande surprise de l'été 1998. Présenté à Bruxelles puis à Aix-en-Provence, cette production de l'opéra de Monteverdi aura sa marier la fidélité philologique des interprètes-musiciens avec la vision

Intemporelle car résolument actuelle de la chorégraphie américaine.

Simon Keenlyside, Carlo Vincenzo Allemano (Orfeo), Patricia Bickel (Euridice), Graciela Oddone (la Musique, la Messagère), Marisa Martin (Proserpine), Christophe Laporte (l'Espérance), Tomas Tomasson (Pluton), Trisha Brown Company, Collège vocal de Gand, Orchestre Concerto vocale, René Jacobs (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. Le 14, à 19 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 100 F à 680 F. Jusqu'au 17 avril.

Orchestre de Paris
Brahms : Concerto pour piano et orchestre n^o 1. Chostakovitch : Symphonie n^o 6. Hélène Grimaud (piano), Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^e Ternes. Les 14 et 15, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 90 F à 320 F.

Les 10 ans de l'Auditorium du Louvre
Beethoven : Quintette pour piano, hautbois, clarinette, cor et basson op. 16. Mozart : Quintette pour piano, hautbois, clarinette, cor et basson KV 452. Boulez : Senuus. Rims ki-Korsakov : Quintette pour piano et vents.

Emmanuel Pahud (flûte), François Leleux (hautbois), Chen Hsuei (clarinette), Radek Babarak (cor), Sergio Azzolini (basson), Brigitte Engerer et Eric Le Sage (piano). Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris-1^{er}. M^e Louvre. Le 14, à 20 heures. Tél. : 01-40-20-84-00. 135 F.

John Lindberg Ensemble
Sunsat, 60, rue des Lombards, Paris-7^e. M^e Châtelet. Les 14 et 15, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-80. 80 F.

Craig Harris Nation of Imagination
Centre Jean-Houdremont, 11, avenue du Général-Leclerc, 93 La Courneuve. M^e Aubervilliers-Les Courneuves. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-49-23-10-10. De 75 F à 85 F.

Hans Burgenet, Martin Schütz, Barre Phillips
Instant chavirés, 7, rue Richard-Le-noir, 93 Montreuil. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Dick Rivers
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris-14^e. M^e Galté. Les 14 et 15, à 22 heures. Tél. : 01-43-21-56-70.

DERNIERS JOURS

18 avril :
Le Voyage à La Haye de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de François Berreur.
Au Bois laché d'après Dylan Thomas, mise en scène de Xavier Marchand.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
La Légende de saint Julien l'Hospitalier de Gustave Flaubert, mise en scène de Christian Rist, avec Jean-Jacques Le Vessier et Jean-Michel Deliers (musicien).
Cartoucherie - Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Maennue, Paris 12^e. Tél. : 01-43-74-99-61. De 80 F à 130 F.
La Fausse Tragédie du riche juif de Maltz de Christopher Marlowe, mise en scène de Bernard Sobel.
Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Tél. : 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F.

LE MONDE TELEVISION
avec Le Monde
DATE DIM./LUN.

سكوا من الأصل

La revue jésuite « Etudes » publie les réflexions du Père Xavier Thévenot, ancien titulaire de la chaire de théologie morale à l'Institut catholique de Paris, sur « l'altérité homosexuelle »

Christian Colombani

■ Depuis le début de la tragédie du Kosovo, il y a une ligne chrétienne plutôt une ligne Chréti-Jospin entre les deux hommes réagissant à l'unisson. La première caractéristique de cette ligne, c'est la fermeté militaire, au nom du devoir d'ingérence humanitaire et d'une certaine idée de l'Europe et de ses valeurs, face aux déportations, aux massacres et à l'épuration ethnique (...). La deuxième caractéristique, c'est l'action humanitaire. (...) La troisième caractéristique, c'est sur le plan diplomatique de l'association permanente de la Russie et des Nations unies aux négociations. Le moins que l'on puisse dire est

■ **La défaite de l'Alliance, et donc le triomphe des déportations en Europe, est devenue tout simplement impossible. Parce qu'elle serait une tragédie pour les Kosovars, mais aussi pour les populations serbes. Elle serait un véritable désastre pour l'Union européenne, elle signifierait la mort vraisemblable de l'OTAN, elle constituerait, enfin, une catastrophe géopolitique qui pèserait lourdement sur le destin des Balkans et de la Russie. La face de l'Europe en serait mutilée. Après trois semaines de raids, après les horreurs des déportations, un**

THE WASHINGTON POST
Patrick Buchanan
■ Au bout de trois semaines,

l'aventure de Bill Clinton dans les Balkans risque de tourner au désastre pour les Etats-Unis. Les violations des droits de l'homme au Kosovo ont pris l'ampleur d'une catastrophe. Slobodan Milosevic devient une sorte de Churchill serbe, tant il reçoit des soutiens. Le Monténégro et la Macédoine sont déstabilisés ; la Russie est emportée par une vague de chauvinisme et d'anti-américanisme. Et les troupes américaines vont devoir peut-être patauger dans ce grand marécage. Telles sont les fruits des croisades utopiques en faveur des droits de l'homme, morale à la grande leçon du général de Gaulle avant d'engager l'armée, que le pays s'engage. Le président Clinton et le secrétaire d'Etat Madeleine Albright n'ont l'appui ni de l'une ni de l'autre.

Pour Xavier Thévenot, le combat pour une reconnaissance sociale de l'homosexualité ne doit pas dissimuler la grande diversité des demandes qui s'expriment à travers lui. Les débats actuels ont au moins le mérite « de souligner à l'envi que la sexualité ne peut jamais être enfermée dans la seule sphère privée, bien qu'elle touche, plus que toute autre réalité, à l'intimité des personnes ».

Xavier Ternisien

SUR LA TOILE

PROFETS

« Les jeunes, réseau national de soutien à l'initiative des jeunes », placé sous l'égide du ministère de la jeunesse et des sports, a ouvert un site Internet de documentation et d'information. Il affiche notamment un questionnaire-test permettant aux futurs candidats de déterminer si leur projet répond aux critères de l'association, et leur propose un service d'hébergement de sites. - (AFP)

www.defiyoung.fr

PROCES

■ Les parents du l

école par un de leur camarade de classe en 1997, ont décidé de porter plainte contre 25 sociétés de production de films, de jeux vidéo et de sites Internet pornographiques, car ils estiment que leurs produits auraient influencé de jeune assassin. Ils réclament 130 millions de dollars. - (AP)

AUTOMOBILE
■ Le webmagazine Classic Driver, consacré aux automobiles de luxe et de collection, publie désormais une édition française.
www.classicdriver.com

www.novaplanet.com

Le site ultrabranché de Nova accueille les jeunes du mouvement Stop la violence



site », explique Léon Mercadet, responsable de Nova Planet. L'émission confiée au collectif par Radio Nova le mercredi soir est également retransmise sur le site. Au-delà de cette action ponctuelle, Nova Planet continue à publier un webmagazine très bran-

ché sur l'actualité et la scène artistique parisienne. Chaque jour, plus de deux mille internautes, principalement des amateurs de World Music, se connectent sur Nova Planet, dont la moitié pour écouter la radio en ligne. A partir du mois de juin, chaque auditeur

**Christophe Labbé
et Olivia Recasens**

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173^F par mois

Oui, je souhaite recevoir **Le Monde** pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

☐ M. ☐ Mme Prénom : _____ Nom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Localité : _____
 Cette valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal 901MOP-1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tiers de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal **Le Monde**.

Je réstabil libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR R° 134031	ORGANISME CREANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05		
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom : _____ Prénom : _____ N° : _____ Code postal : _____ Ville : _____			
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER			
_____ _____ N° : _____ Code postal : _____ Ville : _____			
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
Cote Bénéficiaire	Cote Clé	N° de compte	CHQ RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a 1 dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le service à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :
 Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 800 022 021 (0,99^F/min)
(Le Monde) (USPS-000792) is published daily for \$ 88C per year "Le Monde" 21, bis rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 15, France, periodic postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to RMS of NY 109 15-8 Champlain N.Y. 12918-0518
 For our abonnements subscribers outside USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3030 Pacific Avenue Suite 404 Orange Beach WA 92451-7883 USA-TEL. 800-433-70-30

Monastères contre cathédrales *par Alain Rollat*

IL NE SE PASSE PLUS un journal télévisé sans qu'un intellectuel serbe vienne déclarer sa flamme à la France pour déplorer sa participation à la guerre. C'était encore le cas, mardi soir, dans un reportage de France 2 sur la guerre de Bosnie. Un écrivain au profil d'algèbre littéraire disait : « Nous sommes nourris d'une culture française. En Serbie, il y a des millions de gens pour lesquels la France s'identifie à la justice. Pour nous, il est inconcevable que la France ait pu basculer dans cette coalition contre notre peuple qui est la plus grande des injustices. La France contre la Serbie, c'est contre nature. » Opposé à Milosevic, il n'en justifiait pas moins la réaction de son peuple par son attachement passionnel aux monastères du Kosovo, où reposent les reliques les plus sacrées du patrimoine serbe : « Ce sont nos racines. C'est comme si l'on vous demandait de renoncer

aux cathédrales gothiques. » Il exprimait sa déchirure avec une sincérité pathétique.

On aurait eu envie de l'embrasser, cet écrivain, si le Journal de France 3 n'avait auparavant diffusé une séquence qui donnait plutôt envie de sortir son revolver contre le journaliste, le journaliste, le délateur, le culotier, le serfite. On y voyait, d'abord, une ombre. L'ombre d'un réfugié albanaise. Cette silhouette noire racontait comment elle avait été violée : « *L'homme était de mon village. Il a dit à mon père : "Tu fille serait une bonne épouse pour un Serbe."* Ils m'ont attaché les bras, l'ils m'ont violée, les autres m'ont frappée... » Puis une autre femme, à visage découvert, racontait un autre viol : « *Ils ont dit à la fille : "Tu es belle, tu es pour nous. On ne va pas te bruler, mais ta famille va voir ce qui va l'arriver..."* Ils l'ont jetée à terre et ils ont arraché tous ses vêtements... »

L'origine de ces images n'était pas précisée, mais elles ne surprenaient pas. On sait, depuis la Bessie, que le viol systématique fait partie de l'arsenal de certaines unités serbes. Tout a déjà été dit sur cette abjection qui va parfois jusqu'à garder les femmes « en captivité » pour qu'elles ne découvrent un enfant qu'elles ne pourront que haïr. Tout a été écrit, en particulier par le professeur José Santurel, sur ce nouveau recul des limites de l'imaginable : « En plus du traumatisme du viol, mener une femme à terme enfant nouveau-né. Faire exister la haine là où se trouvent les racines mêmes de l'amour : c'est la forme la plus récente du crime contre l'humanité. » (Le Reflus du Siècle, Ellipses, 1996).

Si les cathédrales gothiques de mon pays voyaient cela sans broncher, monsieur l'écrivain, je suis démoralisé de mes propres mains.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Le Cancer du sein.
23.20 Enfants, dur, dur de rester stars.

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs.
19.15 Le Rendez-vous, Alain Juppé.
20.00 20 h Paris Première.
20.15 Faut-il dire.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire.
20.50 Combien ça coûte ? Santé, forme, beauté.
21.00 Paris modes.
21.05 Au nom de la loi.
22.00 Voyage aux pays des dieux.
22.15 L'Autre Algérie.
22.45 Ça se discute.
22.55 Un siècle d'écrivains.
0.30 De quel droit ?
0.55 Le Canal du savoir.

DOCUMENTAIRES

19.30 La Chine, dragon millénaire.
20.15 Reportage.
20.30 Cancer du sein.
20.35 L'Etat de la Palestine.
20.50 Etat des lieux.
21.00 et 21.45 Mémoire arménienne.
21.50 Les Tribus indiennes.
22.00 Voyage aux pays des dieux.
22.15 L'Autre Algérie.
22.45 Ça se discute.
22.55 Un siècle d'écrivains.
0.30 De quel droit ?
0.55 Le Canal du savoir.

SPORTS EN DIRECT

20.00 Hockey sur glace.
20.30 Football.

DANSE

22.45 A Folk Tale.

MUSIQUE

20.45 The London Community Gospel Choir.
22.35 Les Mercredis de l'Histoire.
22.55 Ben Harper 1996.
23.00 Star Trek.
23.05 Les Mercredis de l'Histoire.
23.10 L'Assaut.
23.15 Brooklyn South.
23.20 Friends.
0.15 New York Police Blues.

TELEFILMS

23.00 Star Trek.
23.05 Les Mercredis de l'Histoire.
23.10 L'Assaut.
23.15 Brooklyn South.
23.20 Friends.
0.15 New York Police Blues.

FILMS

15.55 L'Invincible Armada.
16.30 Napoléon.
18.05 Interview.
19.30 L'Odyssée.

20.30 Chercheuses d'or.
20.30 Un homme parmi les loups.
21.00 Jugement à Nuremberg.
21.35 Fargo.
22.05 Le Moment de la vérité.
23.35 La Joieuse Divorcée.
0.00 Underground.
1.10 L'Esquive.
1.40 Assurance sur la mort.



20.30 Chercheuses d'or.
20.30 Un homme parmi les loups.
21.00 Jugement à Nuremberg.
21.35 Fargo.
22.05 Le Moment de la vérité.
23.35 La Joieuse Divorcée.
0.00 Underground.
1.10 L'Esquive.
1.40 Assurance sur la mort.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

18.25 Excluse.
19.05 Le Bigli.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Combien ça coûte ?
21.10 52 sur la Une.
21.15 Forêt de la Vierge.
21.30 52 sur la Une.
21.45 Forêt de la Vierge.
21.50 52 sur la Une.
22.00 Journal, Météo.
22.10 52 sur la Une.
22.15 Forêt de la Vierge.
22.30 52 sur la Une.
22.35 Forêt de la Vierge.
22.45 52 sur la Une.
22.50 Journal, Météo.
23.00 52 sur la Une.
23.05 Forêt de la Vierge.
23.10 52 sur la Une.
23.15 Forêt de la Vierge.
23.20 52 sur la Une.
23.25 Forêt de la Vierge.
23.30 52 sur la Une.
23.35 Forêt de la Vierge.
23.40 52 sur la Une.
23.45 Forêt de la Vierge.
23.50 52 sur la Une.
0.00 52 sur la Une.
0.05 Forêt de la Vierge.
0.10 52 sur la Une.
0.15 Forêt de la Vierge.
0.20 52 sur la Une.
0.25 Forêt de la Vierge.
0.30 52 sur la Une.
0.35 Forêt de la Vierge.
0.40 52 sur la Une.
0.45 Forêt de la Vierge.
0.50 52 sur la Une.
0.55 Forêt de la Vierge.
1.00 52 sur la Une.
1.05 Forêt de la Vierge.
1.10 52 sur la Une.
1.15 Forêt de la Vierge.
1.20 52 sur la Une.
1.25 Forêt de la Vierge.
1.30 52 sur la Une.
1.35 Forêt de la Vierge.
1.40 52 sur la Une.
1.45 Forêt de la Vierge.
1.50 52 sur la Une.
1.55 Forêt de la Vierge.
2.00 52 sur la Une.
2.05 Forêt de la Vierge.
2.10 52 sur la Une.
2.15 Forêt de la Vierge.
2.20 52 sur la Une.
2.25 Forêt de la Vierge.
2.30 52 sur la Une.
2.35 Forêt de la Vierge.
2.40 52 sur la Une.
2.45 Forêt de la Vierge.
2.50 52 sur la Une.
3.00 52 sur la Une.

ARTE

19.00 Connaissance, Zanzibar.
19.45 Météo, Arte Info.
20.15 Reportage.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire.
21.30 Les Cinq Photos du siècle.
21.45 Musica, Brin blanc.
22.35 Accents en concert.
23.05 Profil, Nika Kavadis.
0.00 La Lucarne, Povnost (20).
2.30 Court-circuit, Ménage de printemps.
Marc Salmon, O.

RADIO

20.30 Agnès, Jean-Paul Carninani.
21.00 Philharmonie, L'indivisible.
22.10 Fiction, Nouvelles de Nikolai Gogol.
23.00 Nuits magnétiques (20).
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 De vive voix, Par le Chœur de Radio France.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Les Greniers de la mémoire.
Invité : Magda Tagliarero, piano.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées.
20.40 Lady Macbeth de Minsk.
Opéra de Chostakovitch, Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra-Bastille.
23.19 Les Soirées (suite), Œuvres de Beethoven, Saint-Saëns, Gounod.

TELEVISION

ARTE

20.15 Le Bunker de Hiss Messaoud.
Placés sous la protection de l'armée, les 45 000 résidents de Hiss Messaoud ignorent tout du drame sanglant qui se joue en Algérie depuis plusieurs années. Ils sont venus « pour l'argent » exploiter les champs pétrolifères, le trésor enterré du gouvernement. Véronique Taveau est allée enquêter dans cette oasis artificielle. Son reportage est riche d'enseignements.

CINÉ CLASSICS

20.30 Chercheuses d'or 1935.
Un étudiant en médecine, employé pendant ses vacances dans un palace, s'prend de la fille d'une cliente milliardaire. La dame finance un spectacle monté par l'établissement et engage un producteur. Classique et habituel scénario prétexte, mais cette comédie musicale de Busby Berkeley est un sommet d'invention dans les numéros musicaux. En v.o.

ARTE

21.45 Musica.
Mathilde Monnier est chorégraphe. Elle mène depuis cinq ans un travail avec des adultes autistes. A l'hôpital psychiatrique de Montpellier, elle a rencontré Marie-France, une jeune femme souffrant d'autisme infantile précoce. Pendant des mois, les deux femmes ont mis au point un ballet, Brin blanc. Les répétitions et la présentation de ce surprenant duo ont été filmées par Valérie Urréa.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

18.30 Soirée Algérie.

MAGAZINES

19.30 Envoyé spécial, les années 90.
19.30 La Cinquième.
19.45 Envoyé spécial.
20.00 20 h Paris Première.
20.15 Faut-il dire.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire.
20.50 Combien ça coûte ? Santé, forme, beauté.
21.00 Paris modes.
21.05 Au nom de la loi.
22.00 Voyage aux pays des dieux.
22.15 L'Autre Algérie.
22.45 Ça se discute.
22.55 Un siècle d'écrivains.
0.30 De quel droit ?
0.55 Le Canal du savoir.

DOCUMENTAIRES

18.30 Des aigles magiques.
18.30 Les Ménéteurs de glace.
19.00 Voyages, voyages.
19.10 Les Armes de la victoire.
19.45 Pages d'octobre.
20.10 Le Marathon des sables.
20.20 Un refuge pour les singes.
20.30 Le Triangle de la mort.
20.35 Cinq colonnes à la une.
20.40 Thema, Dans la ligne de mire : l'assassinat politique.
20.50 Valhalla, Jean XXIII et le pape.
21.05 Algériennes, trente ans après.
22.00 L'Etat de la Palestine.
22.35 Histoire de l'eau (24).
23.00 Toutchamoun (45).
23.20 Les Tribus indiennes.
23.25 Trois heures.
23.50 L'Autre Algérie.
0.10 L'Amazalie sauvage.
0.55 Le Canal du savoir.

SPORTS EN DIRECT

17.00 et 20.00 Football.
20.00 Basket-ball.
1.40 Hockey sur glace.

MUSIQUE

21.00 Il Giardino Armonico.
21.45 Hogwood dirige.
23.30 La Calisto.
0.00 Underground.
1.10 L'Esquive.
1.40 Assurance sur la mort.

TELEFILMS

20.30 L'Affaire Seznec.
20.35 Cinq colonnes à la une.
20.40 Puzos immédiat 3.
20.45 Chantage mortel.
20.50 Éléments non identifiés.
17.00 Au nom de la loi.
17.15 Scandale.
17.50 Hardy, cours à vie.
18.00 Artiste, et les supporters.
18.45 Sempio.
19.20 Mardis, deux enfantes.
19.20 The New Statesman.
20.00 Larry et Bob.
20.10 Campes Show.
20.15 Ellen, Fies Naviad.
20.40 Buffy contre les vampires.
20.45 Julie Lescaut.
20.50 Une femme d'honneur.
21.00 Campes Show.
21.15 Ellen, Fies Naviad.
21.40 Marc Eliot.
22.15 Total Security.
22.35 Profil, Alliance diabolique.
22.35 La loi du rock.
23.00 Frasier.
23.25 Working, Top of the World.
23.45 Stargate SG-1.

DANSE

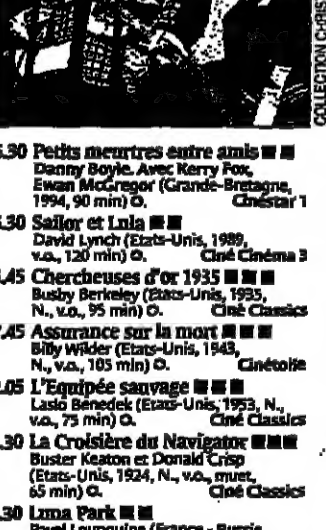
19.00 La Légende de Joseph.
23.55 Le Tricorne.
23.55 Le Tricorne.

FILMS

15.50 Nuit d'été en ville.
16.00 Interview.
16.30 Napoléon.
18.05 Interview.
19.30 L'Odyssée.

MUSIQUE

20.30 Chercheuses d'or.
20.30 Un homme parmi les loups.
21.00 Jugement à Nuremberg.
21.35 Fargo.
22.05 Le Moment de la vérité.
23.35 La Joieuse Divorcée.
0.00 Underground.
1.10 L'Esquive.
1.40 Assurance sur la mort.



20.30 Chercheuses d'or.
20.30 Un homme parmi les loups.
21.00 Jugement à Nuremberg.
21.35 Fargo.
22.05 Le Moment de la vérité.
23.35 La Joieuse Divorcée.
0.00 Underground.
1.10 L'Esquive.
1.40 Assurance sur la mort.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

18.25 Excluse.
19.05 Le Bigli.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Combien ça coûte ?
21.10 52 sur la Une.
21.15 Forêt de la Vierge.
21.30 52 sur la Une.
21.45 Forêt de la Vierge.
21.50 52 sur la Une.
22.00 Journal, Météo.
22.10 52 sur la Une.
22.15 Forêt de la Vierge.
22.30 52 sur la Une.
22.35 Forêt de la Vierge.
22.45 52 sur la Une.
22.50 Journal, Météo.
23.00 52 sur la Une.
23.05 Forêt de la Vierge.
23.10 52 sur la Une.
23.15 Forêt de la Vierge.
23.20 52 sur la Une.
23.25 Forêt de la Vierge.
23.30 52 sur la Une.
23.35 Forêt de la Vierge.
23.40 52 sur la Une.
23.45 Forêt de la Vierge.
23.50 52 sur la Une.
0.00 52 sur la Une.
0.05 Forêt de la Vierge.
0.10 52 sur la Une.
0.15 Forêt de la Vierge.
0.20 52 sur la Une.
0.25 Forêt de la Vierge.
0.30 52 sur la Une.
0.35 Forêt de la Vierge.
0.40 52 sur la Une.
0.45 Forêt de la Vierge.
0.50 52 sur la Une.
0.55 Forêt de la Vierge.
1.00 52 sur la Une.
1.05 Forêt de la Vierge.
1.10 52 sur la Une.
1.15 Forêt de la Vierge.
1.20 52 sur la Une.
1.25 Forêt de la Vierge.
1.30 52 sur la Une.
1.35 Forêt de la Vierge.
1.40 52 sur la Une.
1.45 Forêt de la Vierge.
1.50 52 sur la Une.
1.55 Forêt de la Vierge.
2.00 52 sur la Une.
2.05 Forêt de la Vierge.
2.10 52 sur la Une.
2.15 Forêt de la Vierge.
2.20 52 sur la Une.
2.25 Forêt de la Vierge.
2.30 52 sur la Une.
2.35 Forêt de la Vierge.
2.40 52 sur la Une.
2.45 Forêt de la Vierge.
2.50 52 sur la Une.
3.00 52 sur la Une.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.30 Correspondance pour l'Europe.
17.00 Au nom de la loi.
17.30 100 % questions.
17.55 Un hiver chez les Indiens Dene.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Voyages, voyages, Amsterdam.
19.45 Météo, Arte Info.
20.15 Reportage, Le Marathon des sables.
20.40 Thema.
20.45 Changez-moi.
21.10 La Mort d'un banquier.
21.30 La Mort d'un banquier.
21.50 La Mort d'un banquier.
22.10 La Mort d'un banquier.
22.30 La Mort d'un banquier.
22.50 La Mort d'un banquier.
23.10 La Mort d'un banquier.
23.30 La Mort d'un banquier.
23.50 La Mort d'un banquier.
0.00 La Mort d'un banquier.

FRANCE 2

16.30 Correspondance pour l'Europe.
17.00 Au nom de la loi.
17.30 100 % questions.
17.55 Un hiver chez les Indiens Dene.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Voyages, voyages, Amsterdam.
19.45 Météo, Arte Info.
20.15 Reportage, Le Marathon des sables.
20.40 Thema.
20.45 Changez-moi.
21.10 La Mort d'un banquier.
21.30 La Mort d'un banquier.
21.50 La Mort d'un banquier.
22.10 La Mort d'un banquier.
22.30 La Mort d'un banquier.
22.50 La Mort d'un banquier.
23.10 La Mort d'un banquier.
23.30 La Mort d'un banquier.
23.50 La Mort d'un banquier.
0.00 La Mort d'un banquier.

FRANCE 3

16.30 Correspondance pour l'Europe.
17.00 Au nom de la loi.
17.30 100 % questions.
17.55 Un hiver chez les Indiens Dene.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Voyages, voyages, Amsterdam.
19.45 Météo, Arte Info.
20.15 Reportage, Le Marathon des sables.
20.40 Thema.
20.45 Changez-moi.
21.10 La Mort d'un banquier.
21.30 La Mort d'un banquier.
21.50 La Mort d'un banquier.
22.10 La Mort d'un banquier.
22.30 La Mort d'un banquier.
22.50 La Mort d'un banquier.
23.10 La Mort d'un banquier.
23.30 La Mort d'un banquier.
23.50 La Mort d'un banquier.
0.00 La Mort d'un banquier.

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique (45).
20.30 Agnès, Baruchine Jobert.
21.00 Liens de mémoire.
21.30 La semaine de Suzette.
22.10 For intérieur, Jean-Claude Izzi.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert, Les 10 ans de l'Auditorium du Louvre.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Pagnon de nuit.
0.05 Du jour au lendemain.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées.
20.40 Lady Macbeth de Minsk.
Opéra de Chostakovitch, Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra-Bastille.
23.19 Les Soirées (suite), Œuvres de Beethoven, Saint-Saëns, Gounod.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
A Accord parental souhaitable
A Accord parental indispensable
P Public adulte
I Interdit aux moins de 15 ans
I Interdit aux moins de 18 ans

Les codes des films

On peut voir
A ne pas manquer
C Chef-d'œuvre ou classique
S Symboles spéciaux de Canal +
D Dernière diffusion
S Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

50 من الأول

La RAM fait rage

par Pierre Georges

AU VINGT ET UNIÈME JOUR de guerre, les alliés qui avaient tout prévu, sauf l'imprévisible, tout imaginé, sauf l'inimaginable, tout planifié, hormis l'implan-

table, et finalement tout gagné, sauf la guerre, les alliés, donc, déclarent qu'il leur fallait plus d'avions. More and more, frappes et frappes.

Au vingt et unième jour de guerre, ils tirent un auto-bilan. Pertes matérielles : un avion furtif, un avion sans pilote, plus quelques missiles égarés. Pertes humaines : aucun mort, trois prisonniers. Les alliés pouvaient, de ce point de vue-là, être fiers. Ils venaient d'inventer, pour ce qui les concerne, la guerre « zéro défaut », zéro mort en tout cas. La guerre faite de loin, ou de haut comme l'on préférerait, mille avions bientôt dans le ciel yougoslave, chaud dessous, pour « traiter » les objectifs !

Traiter en effet. Sauf qu'il ne s'agit pas d'un champ de maïs mais de bataille. Et pas d'insecticide, mais de « bombicide », si l'on autorise ce néologisme. Traiter, encore et encore, jusqu'à ce que le traitement fasse son effet et il finira bien par le faire, sur un régime serbe et prédateur en longue maladie mentale.

On dira qu'il y a quelque désinvolture à parler ainsi, crûment, des choses de la guerre. Ce serait vrai si cela ne correspondait à une théorie élaborée depuis plusieurs années par quelques têtes pensantes et chercheuses des états-majors et écoles de guerre américaines et autres. Cette théorie révolutionnaire - la Révolution des Affaires Militaires, en français -, cette RAM donc, part du principe qu'il faut faire la guerre de loin, de haut, de mer. Bref, de partout

sauf où elle a lieu vraiment, pour avoir à la fois l'adversaire à portée et rester hors de sa portée.

Cet art de la guerre sans risques, ou à risques minimaux, suppose évidemment une maîtrise totale des cieux et des mers, une supériorité technologique évidente, et une longue patience. Frappes et longueur de temps font plus que forces terrestres ni que rage. Même si, précisément la RAM, elle, fait rage, dans la mesure où l'adversaire tient, jusqu'à l'absurde, toute sa partition.

Mille avions pour un Milosevic, toute la RAM du monde pour un régime qu'on imagine plus suicidaire qu'héroïque ! Voilà qui fausse un peu la théorie et contredit la pensée logique. Cette logique de la guerre notamment qui voudrait que, lorsque l'une des parties prend conscience de sa notable infériorité, des ravages subis par son pays et de sa totale incapacité à renverser le cours de la bataille, elle dépose les armes. La RAM supposerait un adversaire lucide. Le régime de Belgrade est tout sauf lucide, qui s'est engagé et engage à lutter et mourir jusqu'au dernier des Serbes, à chasser et épurer jusqu'au dernier des Kosovars. Milosevic est tout sauf lucide, qui, sous les frappes qui ravagent la Yougoslavie et accablent son peuple comme son armée, veut croire encore en une issue victorieuse politiquement. Ne serait-ce qu'en spéculant sur l'usure du temps et des frappes, sur la lassitude des opinions publiques occidentales. Ou sur le défaut de la cuirasse et de la RAM, ces fameux « dommages collatéraux », atroce concept pour dire que la guerre sans risques des uns ne l'est pas pour les autres.

L'ancien numéro deux malaisien condamné pour « corruption »

Il écope de six ans de prison et devra répondre d'autres chefs d'accusation

ANWAR IBRAHIM, l'ancien vice-premier ministre du Dr Mahathir Mohamad, emprisonné depuis septembre 1998, s'y attendait. Reconnu coupable de corruption, il a été condamné, mercredi 14 avril, à six ans de prison au terme d'un procès de 77 jours. « C'est une honte absolue », a déclaré, à l'audience, l'ancien numéro deux du régime malaisien. Il s'agit d'une interprétation ridicule et mensongère de la corruption quand on sait qu'en Malaisie des milliards de ringgits appartenant au peuple sont gagnés par ses dirigeants pour leurs enfants ou leurs proches.

« Ces accusations, a-t-il ajouté, s'inscrivent dans une conspiration politique visant à me détruire et à maintenir la mainmise de Mahathir Mohamad sur le pouvoir, quel qu'en soit le coût, même si cela passe par le sacrifice de ce qui restait de l'intégrité du système. » Anwar Ibrahim était passible d'une peine de quatorze ans de prison assortie d'une amende de 20 000 ringgits (30 000 francs, environ 4 500 euros) pour chacun des quatre chefs d'accusation retenus contre lui. Il doit être encore jugé d'un cinquième chef d'accusation pour corruption et pour sodomie. A l'extérieur du palais de justice de Kuala Lumpur, les forces de l'ordre

sont intervenues pour disperser un demi-millier de ses partisans.

Le limogeage et l'incarcération d'Anwar avaient provoqué des tensions sans précédent en Malaisie depuis l'accession au pouvoir, en 1981, du Dr Mahathir. La crédibilité de la police, dont le chef a reconnu avoir frappé Anwar lors de son arrestation, et celle du système légal sont notamment les enjeux d'un procès qui pourrait encore rebondir. Sous l'effet d'une crise économique régionale, une forte récession a contribué à un autre procès : celui des méthodes de gouvernement du Dr Mahathir, aujourd'hui âgé de soixante-trois ans et dont la santé est fragile. La Malaisie connaît également une querelle d'anciens contre modernes, ces derniers se regroupant sous la bannière de « réformisme ».

Les partisans de « réformisme » tentent de rompre avec les clivages ethniques de la politique en Malaisie, une fédération qui compte une faible majorité de Malais musulmans et au moins un quart de Chinois. L'épouse d'Anwar, Wan Azizah, a pris récemment la tête d'un Parti de la justice nationale (PJN), qui se veut multithnique. Son objectif est de priver, lors

d'élections générales qui doivent se tenir au plus tard en mai 2000, le Front national au pouvoir de la majorité des deux tiers à l'Assemblée. D'autres formations traditionnelles de l'opposition œuvrent dans le même sens.

PROCES POLITIQUE

Si le Dr Mahathir est accusé à la défensive, il ne manque pas pour autant de ressources. Il contrôle les médias. Le système légal, en partie hérité de la colonisation, lui est favorable. Il a toutefois dû se battre pour ne pas perdre en mars un scrutin dans l'Etat de Sabah et a renoncé à réunir, avant les élections générales, son propre mouvement, l'UMNO (Organisation nationale unifiée malaise), de peur qu'un Congrès offre la preuve de dissensions internes. Anwar Ibrahim, qui était vice-président de l'UMNO avant son limogeage, conserverait, en effet, une forte influence au sein de ce parti qui domine la vie politique - et le Front national au pouvoir - depuis l'indépendance. Il est cependant frappé d'indisponibilité.

Au-delà d'une condamnation pour corruption et d'accusations de sodomie, Anwar Ibrahim, qui est âgé de cinquante et un ans et passait encore, voilà huit mois, pour le chef de file d'une nouvelle génération de leaders d'Asie du Sud-Est, estime qu'on lui fait un procès politique. Cet avis est assez partagé pour que perdure la crise. Celle-ci pourrait refaçonner le paysage politique d'une fédération qui s'est accommodée, jusqu'ici, d'une cohabitation entre les ethnies qui la forment.

Après l'Inde, le Pakistan teste à son tour un nouveau missile

NEW DELHI

Trois jours après le tir du missile indien Agni-2 (Le Monde du 13 avril), le Pakistan a répliqué, mercredi 14 avril, en tirant une version améliorée de son missile balistique de moyenne portée, le Ghauri. Le tir a eu lieu du centre d'essai de Jhelum, au Pendjab, et aurait atteint son point d'impact huit minutes après. Dans une volonté de s'opposer à l'apaisement, le communiqué officiel indien, simplement qu'il s'agit « du deuxième test du Ghauri qui a une portée de 1 500 km ». Le Pakistan avait testé pour la première fois le Ghauri le 6 avril 1998. Selon des sources pakistanaises qui veulent garder l'anonymat, le Ghauri tiré cette fois aurait une portée de 2 000 km et pourrait transporter une charge nucléaire conventionnelle de 1 000 kg. La charge du Ghauri-1 était de 700 kg. L'Agni-2, selon le ministre indien de la Défense, avait, lui, parcouru plus de 2 000 km. Déjà, dans sa première version, le Ghauri pouvait atteindre la plupart des grandes villes indiennes. Comme l'Inde l'avait fait, Islamabad avait averti, mardi, New Delhi de ce lancement. Avant ce tir, le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, avait affirmé : « Nous ne voulons pas entrer dans une course aux armements mais personne ne doit dénier des capacités du Pakistan. Nous le possédons, le Pakistan a répliqué à l'Inde et continuera à le faire. »

DÉPÊCHES


■ FOOTBALL : le Stade de Rennes a conforté sa quatrième place du championnat de France en s'imposant (2-0), mardi 13 avril, face au RC Lens. Le second match avancé de cette 29^e journée entre le Sporting Club de Bastia et le FC Sochaux s'est soldé par un résultat nul (1-1).

■ PRESSE : le tribunal de commerce de Paris a prononcé, mardi 13 avril, la liquidation judiciaire de la Société d'édition de Minute SA (SEM), qui édite l'hebdomadaire du même nom. Le tribunal a décidé de la poursuite de l'activité de Minute jusqu'au 20 avril.

Tirage du Monde daté mercredi 14 avril 1999 : 517 269 exemplaires.

Jean-Claude Pomonti

Françoise Chipaux



Jeep

Nouvelle Jeep Grand Cherokee.
Loin de toute civilisation.

La Civilisation.

Pour découvrir le vrai sens du mot civilisation, rendez-vous dès le 5 avril chez votre concessionnaire, ou dans le Figaro Magazine, L'Express, le Nouvel Observateur, le Point.

Venez découvrir et essayer la nouvelle Jeep Grand Cherokee :

36 15 Jeep

1.200 km

www.newgrandcherokee.com